



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

PREMIER MINISTRE

BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2024-2026

(PROJET)

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
INTRODUCTION	9
1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT	12
1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions	12
1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères.....	25
2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2024-2026	26
2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA).....	26
2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA).....	28
2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA).....	32
2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique	32
2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)	33
2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)	35
2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)	37
2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP (en milliers de FCFA)	39
2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)	41
2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)	43
2.5. Tableau récapitulatif des dépenses par section, par programme et par grande nature économique (en milliers de FCFA).....	50
2.6. Programmes et dotations au sens de la LOLF	81
2.7. Comptes d'affectation spéciale (CAS)	82
3. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION	85
3.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION	85
3.1.1. Assemblée nationale (Section 110)	85
3.1.2. Présidence de la République (Section 120)	88
3.1.3. Premier ministre (Section 130)	91

3.1.4.	Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)	94
3.1.5.	Cour constitutionnelle (Section 140)	97
3.1.6.	Cour suprême (Section 150)	100
3.1.7.	Médiateur de la République (Section 160)	103
3.1.8.	Cour des comptes (Section 170)	106
3.1.9.	Conseil économique et social (Section 180)	109
3.1.10.	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)	112
3.1.11.	Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)	115
3.1.12.	Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)	118
3.2.	BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE	121
3.2.1.	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121)	121
3.2.2.	Ministère de l'économie et des finances (Section 210)	127
3.2.3.	Ministère de la plan et de la coopération (Section 220)	140
3.2.4.	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)	148
3.2.5.	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)	155
3.2.6.	Ministère des armées (Section 310)	163
3.2.7.	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410)	173
3.2.8.	Ministère de la justice et de la législation (Section 420)	181
3.2.9.	Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)	191
3.2.10.	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510)	198
3.2.11.	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)	209
3.2.12.	Ministère de la santé et de l'hygiène publique (Section 610)	218
3.2.13.	Ministère de l'accès universel aux soins (Section 611)	228
3.2.14.	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710)	234
3.2.15.	Ministère de la communication et des médias (Section 720)	246
3.2.16.	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)	252
3.2.17.	Ministère des sports et des loisirs (Section 750)	262
3.2.18.	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)	268
3.2.19.	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810)	277
3.2.20.	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811)	287
3.2.21.	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813)	296
3.2.22.	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale (Section 820)	303
3.2.23.	Ministère de la promotion des investissements (Section 821)	312
3.2.24.	Ministère des travaux publics (Section 830)	318

3.2.25. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)	326
3.2.26. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)	332
3.2.27. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840)	340
3.2.28. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850)	348
3.2.29. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)	356
3.2.30. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870)	364
3.2.31. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)	371
4. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.....	380
4.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)	380
4.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)	383
4.3. Fonds national de développement forestier (FNDF)	385
4.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)	388
CONCLUSION	390
ETATS ANNEXES A LA LOI DE FINANCES, GESTION 2024.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1- PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME	
2- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE	
3- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	
4- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE (GRANDE NATURE)	
5- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE (ARTICLE)	

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	Activité génératrice de revenus
AGRISEF	Accès des agriculteurs aux services financiers
AIDE	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
AIGE	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
AJSEF	Accès des jeunes aux services financiers
AN	Assemblée nationale
ANADEB	Agence nationale d'appui au développement à la base
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
APSEF	Accès des pauvres aux services financiers
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BID	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BP	Budget programme
BSG	Budgétisation sensible au genre
CC	Cour Constitutionnelle
CCL	Centre de la construction et du logement
CdC	Cour des comptes
CDDI	Commissariat des douanes et des droits indirects
CES	Conseil économique et social
CI	Commissariat des impôts
CITAFRIC	Agence de développement urbain et municipal
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNS	Conseil national de la statistique
CS	Cour suprême
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
DBSG	Document budgétaire sensible au genre
DOB	Débat d'orientation budgétaire

DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
DTS	Droits de tirages spéciaux
FAD	Fiche d'autorisation des dépenses
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FBCF	Formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
FNFI	Fonds national de la finance inclusive
GAR	Gestion axée sur les résultats
HAAC	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication
IADM	Initiative pour l'annulation de la dette multilatérale
IDE	Investissements directs étrangers
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques
LDR	Loi de règlement
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MAEDR	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural
MAEIATE	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur
MASPFA	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation
MATDDT	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires
MCICL	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale
MCM	Ministère de la communication et des médias
MCT	Ministère de la culture et du tourisme
MINARM	Ministère des armées
MDBJEJ	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
MDHFCRIR	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEHV	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise

MEMPPC	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière
MEMPPC	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines
MEPS	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat
MERF	Ministère de l'environnement et des ressources forestières
MESR	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
MFPTDS	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social
MINOSI	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel
MJL	Ministère de la justice et de la législation
MPC	Ministère du plan et de la coopération
MPENTD	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale
MSHPAUS	Ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins
MSL	Ministère des sports et loisirs
MSPC	Ministère de la sécurité et de la protection civile
MTP	Ministère des travaux publics
MTP	Ministère du désenclavement et des pistes rurales
MTRFA	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien
MUHRF	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OTR	Office togolais des recettes
PAIPJA	Projet d'appui à l'insertion et à la promotion des jeunes artisans
PAP	Projet annuel de performance
PDU-Lomé	Plan de développement urbain de Lomé
PIB	Produit intérieur brut
PIDU	Projet d'infrastructures et de développement urbain
PIP	Programme d'investissements publics
PIP	Programme d'Investissement Public
PLF	Projet de loi de finances
PM	Premier ministre
PND	Plan national de développement

PNH DU	Politique nationale de l'habitat et du développement urbain
PR	Présidence de la République
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PURISE	Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et services électriques
RAP	Rapport annuel de performance
SCAPE	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SDU	Stratégie de développement urbain du Grand Lomé
SEGUCE	Société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur
SNL	Stratégie nationale du logement
SSN	Système statistique national
TBAI	Tableau de bord annuel des indicateurs
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
UEMOA	Union économique et monétaire ouest Africaine
UMOA	Union monétaire ouest africaine

INTRODUCTION

L'engagement du Gouvernement d'assurer une gestion saine et efficace des finances publiques au Togo, a conduit à d'importantes réformes en matière institutionnelle et financière mises en œuvre depuis 2009.

L'adoption de la loi n°2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, conformes aux directives de 2009 de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) relatives aux finances publiques, donne un coup d'accélérateur à ces réformes.

La mise en œuvre des dispositions de ces lois, permet au Gouvernement de passer du système de gestion des finances publiques par des "budgets moyens" à un système de "gestion axée sur les résultats" qui exige la présentation des budgets des ministères et institutions de la République sous forme de programmes et la reddition des comptes notamment les rapports annuels de performance.

Le budget programme est un outil de programmation et de gestion rationnelle des finances publiques qui intègre harmonieusement les fonctions de planification, de programmation et de budgétisation permettant d'établir une adéquation entre le caractère annuel du budget et le caractère pluriannuel des dépenses de l'Etat.

Le premier intérêt est que le budget programme améliore la lisibilité de l'action de l'Etat. Ainsi, à travers le budget programme, le citoyen perçoit mieux à quoi servent les crédits budgétaires, à quelles fins est dépensé l'argent du contribuable.

Un autre intérêt est que le budget programme ne se contente pas seulement de modifier le mode de présentation des crédits. Il change aussi la manière d'utiliser les crédits en ce sens qu'à chaque programme doivent être associés :

- des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et ;
- des résultats attendus. Ces résultats sont mesurés par des indicateurs de performance, vérifiables de manière objective et font l'objet d'évaluations régulières.

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissement, notre Gouvernement a mis en œuvre la procédure des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget de l'Etat.

Il permet la budgétisation des politiques sectorielles en fonction des objectifs fixés par les différents programmes des ministères et institutions et ceux de la Feuille de route gouvernementale (FDR) 2025. Conformément aux dispositions des lois citées ci-dessus, le budget programme offre aussi l'opportunité au Gouvernement, à la société civile, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes autres parties prenantes de s'assurer que chaque franc dépensé dans le cadre de l'intervention publique l'a été avec économie, efficacité et efficience dans le respect de l'environnement au profit de l'ensemble de la population.

L'élaboration du budget de l'Etat 2024-2026 intervient dans un contexte international marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, le nouveau conflit au moyen orient entre l'Israël et la Palestine ainsi que de fortes tensions inflationnistes, non seulement aux Etats Unis et en Europe mais également en Afrique.

Au plan national, les évolutions conjoncturelles montrent un dynamisme dans les différentes branches de l'économie. Grâce à la poursuite de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale, Togo 2025, l'activité économique devrait rester bien orientée, grâce aux mesures prises par le gouvernement pour maîtriser la cherté de la vie et repousser la menace sécuritaire. L'activité économique bénéficierait également d'une amélioration progressive de la conjoncture économique au plan international. Le budget programme 2024-2026 est renforcé par la prise en compte du genre et des effets de dégradation de l'environnement et des changements climatiques.

Le processus de programmation et de budgétisation sensible au genre va se poursuivre en 2024. A cet effet, après l'expérience avec huit (08) ministères et une (01) institution, la budgétisation sensible au genre sera étendue à six (06) ministères supplémentaires en 2024 (ministères chargés de la planification ; de la fonction publique ; du commerce ; de l'urbanisme ; de la culture et de l'environnement). L'objectif visé à terme est la couverture intégrale de tous les ministères et institutions de la République. Le DBSG, annexé à la loi de finances, utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'épanouissement des filles, des femmes et des personnes vulnérables.

L'exercice budgétaire 2024 marquera le début du processus de « budgétisation verte », avec la prise en compte des questions de changement climatique et environnementales dans la gestion des finances publiques. Le « budget vert » (budget sensible au climat et à l'environnement) constitue une nouvelle présentation des recettes et dépenses budgétaires selon leur impact sur le changement climatique et sur l'environnement. Son élaboration s'inscrira dans une approche progressive. Ainsi, pour l'année 2024, l'élaboration du budget vert concernera neuf (09) ministères pilotes (ministères chargés des travaux publics, de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'urbanisme, des transports routiers, des mines et de l'énergie, des pistes rurales et de l'eau).

La politique budgétaire sur la période 2024-2026 mettra l'accent sur la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures dans un contexte de rareté et de cherté des financements extérieurs en lien avec le durcissement de la politique monétaire. Elle sera caractérisée également par la prise en compte des besoins sécuritaires et sociaux urgents liés au contexte sécuritaire dans la région des Savanes.

Le projet de budget programme de l'Etat 2024-2026 est composé du « budget général » et des « comptes d'affectation spéciale (CAS) ». Il prend en compte les budgets programmes de trente et un (31) ministères et de douze (12) institutions.

A chaque programme, sont rattachés des objectifs stratégiques mesurés par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles. Les programmes budgétaires sont déclinés en actions avec leurs objectifs spécifiques ou opérationnels mesurés également par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles.

Le document comporte quatre (4) parties à savoir (i) la cartographie des programmes et dotations budgétaires de l'Etat, (ii) la présentation du budget programme de l'Etat 2024-2026, (iii) le budget général par ministère et institution et (iv) la présentation des comptes d'affectation spéciale (CAS).

1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT

1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions

SECT.	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
DOTATIONS DES INSTITUTIONS											
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique du Assemblée nationale									
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique du Présidence de la République									
130	Premier ministre	Pilotage stratégique du Premier ministre									
131	Secrétariat Général du Gouvernement	Pilotage stratégique du Secrétariat général du Gouvernement									
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle									
150	Cour suprême	Pilotage stratégique du Cour suprême									
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du Médiateur de la République									
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique du Cour des comptes									
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique du Conseil économique et social									
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique du Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication									
421	Conseil supérieur de la magistrature	Pilotage stratégique du Conseil supérieur de la magistrature									
921	Commission nationale des droits de l'homme	Pilotage stratégique du Commission nationale des droits de l'homme									
DOTATIONS DES MINISTERES											
310	Ministère des armées	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE									

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ										
CREDITS GLOBAUX												
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique										
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires hors transferts										
		Dotations 3: Dépenses communes de transferts										
		Dotations 4: Dépenses communes d'investissement										
PROGRAMMES DES MINISTERES												
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	Pilotage et coordination des actions de l'IFSI	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Formations initiale	Genre et équité	0	0	0	0
		Inclusion financière	Renforcement de l'inclusion financière	Création d'une Banque digitale pour tous	0	0	0	0	0	0	0	0
		Secteur informel	Organisation du secteur informel	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME	0	0	0	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	Pilotage et coordination des actions du MEF	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Suivi des réformes et programmes financiers	Genre et équité	0	0	0
		Mobilisation des ressources financières	Conception et suivi de la politique fiscale	Mobilisation des recettes fiscales	Mobilisation des recettes non fiscales	Mobilisation des ressources extérieures	0	0	0	0	0	0
		Gestion macroéconomique	Suivi et analyse de l'économie nationale	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	Concertation Etat-Secteur privé	0	0	0	0	0	0	0
		Programmation et gestion budgétaire	Programmation budgétaire	Gestion du système d'information et du matériel de la DGBF	Exécution budgétaire	Etudes et analyses budgétaires	0	0	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Gestion des bâtiments publics	Gestion du parc automobile de l'Etat	Gestion du domaine foncier de l'Etat	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur financier	Mise en place et opérationnalisation des outils modernes de gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Gestion de la dette publique	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	Prévention et gestion du contentieux de l'Etat
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Contrôle des finances publiques	Contrôle de passation de la commande publique	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes à destruction massives	Inspection et audit des finances publiques	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Surveillance du secteur des assurances	0	0	0
220	Ministère du plan et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Gestion de la documentation sur le développement	Formation diplômante et modulaire en informatique	Genre et équité	0	0
		Planification du développement	Analyse des rapports	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	Développement du système statistique national	0	0	0	0	0
		Coopération au développement	coopération bilatérale	coopération multilatérale	0	0	0	0	0	0	0
		Aménagement du territoire	Développement des schémas d'aménagement du territoire	Appui à la planification et au développement local	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	0	0	0	0	0	0
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	Pilotage et soutien aux services du MAE/ATE	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	Genre et équité	0	0	0	0
		diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Protocole d'Etat	Extension du réseau diplomatique du Togo	Signature et ratification des accords	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
									marchés communautaires			
		Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	0	0	0	0	0	0	0	0
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Pilotage et coordination des actions du MDBJEJ	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	0
		Développement à la base	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Valorisation des potentialités productives locales	Amélioration des infrastructures de base	Promotion des filets sociaux	0	0	0	0	0	0
		Jeunesse	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	0	0	0	0	0	0
	Ministère des armées	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Genre et équité	Formation initiale des agents	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0
		Préparation et emploi des forces	Planification et conduites des opérations	Préparation des forces terrestres	Préparation des forces aériennes	Préparation des forces navales	Préparation des Unités de la gendarmerie	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	Participation à la protection civile	Organisation de la réserve opérationnelle	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	
		Soutien des forces	Soutien commissariat	Gestion du matériel du commissariat	Soutien matériel	Soutien santé	Soutien génie	0	0	0	0	0
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Anciens combattants	Aide à la reconversion	Mémoire des armées	Lien Armée Nation	0	0	0	0	0	0
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Pilotage et coordination des actions du MATDDT	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information et archives	Genre et équité	0	0	0	0	0
		Décentralisation et déconcentration	Renforcement de la déconcentration	Consolidation de la décentralisation	0	0	0	0	0	0	0	0
		Gestion des affaires politiques, des associations civiles et	Gestion des libertés publiques et politiques	Suivi et accompagnement des processus électoraux	0	0	0	0	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
		des processus électoraux										
		Culte et chefferie traditionnelle	Gestion des cultes	Gestion de la chefferie traditionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0
		Développement des territoires	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Appui à la planification et au développement régional et local	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0	0
420	Ministère de la justice et de la législation	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources matérielles et financières	Formation des acteurs et experts judiciaires	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Promotion du genre et de l'équité dans le secteur judiciaire	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0
		Administration de la justice	Réforme de la législation	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	Suivi de la gestion des procédures pénales	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	0	0	0	0	0
		Accès au droit et à la justice	Assistance juridique et judiciaire	Délivrance du certificat de nationalité	Implémentation du droit OHADA	0	0	0	0	0	0	0
		Administration pénitentiaire et réinsertion	Surveillance des prisons	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ministère de la sécurité et de la protection civile	Pilotage et soutien des services du MSPC	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Formation	Genre et équité	0	0	0	0	
		Sécurité intérieure et transfrontalière	Lutte contre la criminalité	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Développement de la police de proximité	Gestion des flux migratoires	Renforcement de la sécurité routière	Coopération sécuritaire internationale	Renseignement intérieur	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	0	
		Protection civile	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	0	0	0	0	0	0	0	

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Pilotage et soutien des services du MEPST	Pilotage et coordination des actions du MEPST	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Elaboration des curricula et manuels scolaires	Prospective, Planification, Statistiques et Suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Coordination et expertise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	0	
		Enseignements Préscolaire et Primaire	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire		0	0	0	0	0	0	0
		Enseignement secondaire général	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Qualité de l'enseignement au secondaire général		0	0	0	0	0	0	0
		Enseignement technique et Formation professionnelle	Coordination des activités de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Gestion des activités pédagogiques et administratives des centres de formation	Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Appui au renforcement des capacités des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Promotion de l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Appui à l'employabilité des jeunes/ adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	0	0	0	0
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien des services du MESR	pilotage et coordination des actions du MESR	gestion des ressources humaines	gestion des ressources matérielles et financières	gestion des systèmes d'informations	prospective, statistique et évaluation	genre et équité	0	0	0	
		enseignement supérieur	appui aux étudiants	coordination des activités de formation dans les établissements privés d'enseignement supérieur	formation a l'université de Lomé	formation à l'université de Kara	formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	organisation de l'examen du baccalauréat	organisation du BTS	formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	amélioration de la qualité de la formation	
		recherche et innovation	renforcement des infrastructures de recherche	promotion des centres d'excellence/ promotion de la valorisation des résultats de la recherche	promotion de l'éducation, la science et la culture	promotion des langues nationales	0	0	0	0	0	
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	Pilotage et coordination des actions du MSHPAUS	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Budgétisation verte	0	0	

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Lutte contre la maladie	Promotion de la santé	Hygiène publique	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	Structures sanitaires et spécificités nationales	0	0	0
		Couverture Santé Universelle	Soins primaires et de base	Personnel de santé y compris les Agents de Santé Communautaire	Couverture maladie universelle	0	0	0	0	0	0
		Réponse aux urgences sanitaires	Préparations aux urgences de santé publique	Gestion des urgences et crises sanitaires	Genre et équité dans la Réponse aux urgences sanitaires	0	0	0	0	0	0
611	Ministère de l'accès universel aux soins	Pilotage et soutien aux services du MAUS	Pilotage et coordination des actions du MAUS	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Budgétisation verte	0	0
		Couverture Maladie Universelle	Pilotage de l'assurance maladie universelle	Cadre juridique et institutionnelle de l'assurance maladie universelle	Mise en commun et achat stratégique des soins	0	0	0	0	0	0
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospectives, Planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	Gestion des systèmes d'information	Genre et équité	0	0	0
		Fonction publique	Recrutement des agents de l'Etat	Gestion des carrières des agents	Formation des agents de l'Etat	0	0	0	0	0	0
		Modernisation de l'administration publique	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0
		Emploi	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Insertion des demandeurs d'emploi	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	0	0	0	0	0	0
		Travail	Dialogue social	Normes et législation du travail	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	Sécurité et santé au travail	Etudes et recherches en matière du travail	0	0	0	0
720	Ministère de la communication et des médias	Pilotage et soutien des services du MCM	Pilotage et coordination des actions du MCM	Gestion des ressources matérielles et financières	Genre et équité	0	0	0	0	0	
		Communication et information	Modernisation des médias au Togo	Télévision	Radio	Presse écrite et presse en ligne	Formation	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	Pilotage et soutien aux services du ministère	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	Formation	0	0
		Promotion de l'action sociale	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Assistance sociale aux indigents et aux personnes victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assistance aux réfugiés	0	0	0	0	0
		Protection de l'enfant	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Prise en charge des enfants vulnérables	0	0	0	0	0	0	0
		Genre et promotion de la femme	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	0	0	0	0	0	0
		Alphabétisation et éducation non formelle	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	0	0	0	0	0	0	0
750	Ministère des sports et loisirs	pilotage et soutien aux services du MSL	Pilotage et coordination des actions du MSL	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	0
		Sports	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Promotion de la santé des acteurs sportifs	0	0	0	0	0	0
		Loisirs	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	0	0	0	0	0	0	0	0
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0
		Information géographique	Bornes géodésiques	Cartographie de masse	Observatoire de développement urbain	0	0	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Logement décent	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	Contrôle des normes de construction	Réforme foncière	Production et promotion des matériaux locaux de construction	0	0	0	0	0
		Cadre de vie	Aménagement de la voirie	Assainissement et gestion des déchets	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	0	0	0	0	0	0
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	Pilotage et soutien des services du MAEDR (SG)	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistique et suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Formation initiale des agents	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Transformation agro-industrielle	Accès au financement agricole	Développement d'une plateforme numérique de gestion des acteurs et activités des chaînes de valeur	Poursuite de la structuration et du renforcement des organisations professionnelles agricoles	Cartographie des terres agricoles	0	0	0	0
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Amélioration des connaissances et des compétences aux nouvelles technologies	Amélioration de l'accès des EAF aux intrants	Développement des infrastructures et équipements de productions agricoles	Développement des infrastructures et équipements de productions animales	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	0	0	0	0
		Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Amélioration de la gestion des risques et des crises alimentaires	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	0	0	0	0
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	Pilotage et soutien des services du MEHV	Pilotage et coordination des actions du MEHV	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0
		Gestion intégrée des ressources en eau	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	Planification de l'utilisation des ressources en eau	0	0	0	0	0	0	0
		Approvisionnement en eau potable	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	0	0	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	0	0	0	0	0	0	0
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	Coordination des actions du ministère	Gestion de la planification et suivi évaluation	Gestion des affaires juridiques	Gestion des affaires financières	Gestion des ressources humaines	Genre et équité	0	0	0
		Transport maritime	Modernisation du port	0	0	0	0	0	0	0	0
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	0	0	0	0	0	0	0	0
		Développement et protection du littoral	Protection du littoral	0	0	0	0	0	0	0	0
820	Ministère du commerce de l'artisanat et de la consommation locale	Pilotage et soutien des services du MCACL	Pilotage et coordination des actions du MCACL	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	0	0
		Commerce	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	Consommation locale	Commerce extérieur	Commerce électronique	Promotion des exportations	Contrôle du conditionnement des produits	0	0	0
		Industrie	Développement des petites et moyennes industries	Transformation des matières premières locales	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Qualité des produits et services	Normalisation	Métrologie	Protection des droits de propriété intellectuelle	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0
		Secteur privé	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	Facilitation du financement du secteur privé	Facilitation des partenariats	0	0	0	0	0	0
		ARTISANAT	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Promotion du secteur de l'artisanat	0	0	0	0	0	0	0
821	Ministère de la promotion des investissements	Pilotage et soutien des services du MPI	Pilotage et coordination des actions du MPI	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Planification, programmation, suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	0	
		Promotion des investissements	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Facilitation des démarches liées à l'investissement	0	0	0	0	0	0	
830	Ministère des travaux publics	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources	Gestion des systèmes d'informations	Prospective, planification,	Formation initiale des agents	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
					matérielles et financières			statistiques et suivi-évaluation				
		Réseaux de routes nationales	Construction de routes nationales et d'ouvrages d'art sur toute l'étendue du territoire	Entretien du réseau des routes nationales	0	0	0	0	0	0	0	0
		Bâtiments publics	Construction, réhabilitation et entretien de bâtiments publics	Appui technique aux projets de bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0	0
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Equité Genre	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0	0
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	Maintenance et extensions du réseau des pistes rurales	0	0	0	0	0	0	0	0	0
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0
		Transport aérien	Croissance du trafic aérien	Mise à niveau des prestations de sécurité	Mise aux normes des installations de l'AINTG	Mise à niveau des prestations de sûreté	Renforcement des capacités des services météorologiques	0	0	0	0	0
		Transports routiers et ferroviaires	Renforcement des services de transport routier	Amélioration du transport urbain	Amélioration de la sécurité routière	Developpement du transport ferroviaire	0	0	0	0	0	0
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	Pilotage et Soutien	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources financières et matérielles	Gestion des ressources humaines	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0
		Mines	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	Développement et exploitation durable des ressources minières	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	0	0	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
		Energie	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	Développement d'infrastructures durables d'énergie	0	0	0	0	0	0	0	0
850	Ministère de la culture et du tourisme	pilotage et soutien aux services du MCT	pilotage et coordination des actions du MCT	gestion des ressources humaines, financières et matérielles	prospectives, planification et suivi évaluation	Genre et équité	formation	0	0	0	0	0
		Culture	patrimoine culturel	infrastructures culturelles et événements artistiques et culturels	Cinéma et image animée	Création littéraire	entrepreneuriat et industrie culturelle	0	0	0	0	0
		Tourisme	tourisme de loisirs	Qualité des produits et services touristiques	0	0	0	0	0	0	0	0
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	Pilotage et coordination des actions du MERF	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0	0
		Gestion durable des écosystèmes	Gestion durable des terres et des forêts	Développement et gestion durable des forêts domaniales y compris bois-énergie	0	0	0	0	0	0	0	0
		Environnement et climat	Lutte contre les changements climatiques	Préservation des milieux et cadre de vie	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	Evaluations et Surveillance Environnementales	0	0	0	0	0	0
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	0
		Infrastructures numériques et postales	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Extension de la couverture réseau postal	0	0	0	0	0	0	0
		Digitalisation des activités économiques et sociales	Attribution de l'identité pour tous	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	Digitalisation des principaux services publics	Développement d'un hub d'innovation digital	Promotion de la souveraineté numérique	0	0	0	0

LCS	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0
		Droits de l'homme	Promotion des droits de l'homme	Protection des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0
		Consolidation de la démocratie et de la paix	Gouvernance démocratique	Prévention des conflits	0	0	0	0	0	0	0
		Citoyenneté	Education à la citoyenneté	0	0	0	0	0	0	0	0
		Relation avec les institutions de la République	Appui aux institutions de la République	0	0	0	0	0	0	0	0
PROGRAMMES DES CAS											
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Coordination des actions du FNAFPP	Financement des projets souples de formation	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes						
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Appui à la promotion immobilière	Coordination des actions du Fonds	Accompagnement des promoteurs immobiliers							
850	Ministère de la culture et du tourisme	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Coordination des actions du fonds	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique							
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Fonds national de développement forestier	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Appui financier à la gestion durable des forêts							

1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères

N°	Ministères et CAS	Nbre de progr.	Nombre d'actions par programme						
			1	2	3	4	5	6	TOTAL
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	3	6	2	2	0	0	0	10
210	Ministère de l'économie et des finances	6	7	4	3	4	9	6	33
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	4	7	4	2	3	0	0	16
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	3	5	6	2	0	0	0	13
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	3	6	4	4	0	0	0	14
310	Ministère des armées	4	7	9	5	4	0	0	25
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	5	5	2	2	2	3	0	14
420	Ministère de la justice et de la législation	4	6	5	3	2	0	0	16
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	3	5	8	2	0	0	0	15
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de la formation professionnelle	4	8	2	2	6	0	0	18
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3	6	9	4	0	0	0	19
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	4	7	6	3	3	0	0	19
611	Ministère de l'accès universel aux soins	2	7	3	0	0	0	0	10
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	5	6	3	2	3	5	0	19
720	Ministère de la communication et des médias	2	3	5	0	0	0	0	8
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	5	6	4	2	3	2	0	17
750	Ministère des sports et loisirs	3	5	3	1	0	0	0	9
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	4	7	3	4	3	0	0	17
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	4	8	5	5	5	0	0	23
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	4	5	2	3	2	0	0	12
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	4	6	1	1	1	0	0	9
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	5	4	6	8	3	2	0	23
821	Ministère de la promotion de l'investissement	2	4	2	0	0	0	0	6
830	Ministère des travaux publics	3	8	2	2	0	0	0	12
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	2	5	1	0	0	0	0	6
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	3	7	5	4	0	0	0	16
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	3	7	4	2	0	0	0	13
850	Ministère de la culture et du tourisme	3	5	5	2	0	0	0	12
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	3	5	2	4	0	0	0	11
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	3	6	3	6	0	0	0	15
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	5	6	2	2	1	1	0	12
	COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)	4	9						9
	TOTAL	115	194	122	82	45	22	6	471

2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2024-2026

2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
1	RECETTES BUDGETAIRES (a)	1 051 362 687	1 204 103 234	1 279 066 219	1 366 383 394	1 477 514 942	4 122 964 556
2	RECETTES FISCALES	864 741 594	912 097 382	1 042 112 820	1 179 838 638	1 341 483 506	3 563 434 964
3	Recettes liquides	704 404 366	765 140 976	895 235 232	1 022 358 614	1 169 479 778	3 087 073 624
4	Recettes non liquides	160 337 228	146 956 406	146 877 588	157 480 024	172 003 728	476 361 340
5	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	429 682 224	472 006 157	519 909 810	595 072 154	686 799 011	1 801 780 975
6	Recettes liquides	376 689 008	420 892 179	460 318 988	531 179 737	617 014 072	1 608 512 796
7	Recettes non liquides	52 993 216	51 113 978	59 590 822	63 892 417	69 784 940	193 268 179
8	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	435 059 370	440 091 224	522 203 009	584 766 484	654 684 495	1 761 653 988
9	Recettes liquides	327 715 358	344 248 796	434 916 244	491 178 878	552 465 706	1 478 560 827
10	Recettes non liquides	107 344 012	95 842 428	87 286 766	93 587 607	102 218 788	283 093 161
11	RECETTES NON-FISCALES	59 215 303	60 067 946	61 977 344	63 898 344	65 923 185	191 798 873
12	DONS	127 405 791	231 937 907	174 976 056	122 646 412	70 108 252	367 730 719
13	Dons projets	97 444 325	212 566 907	162 185 056	122 646 412	70 108 252	354 939 719
15	Appuis budgétaires	29 961 466	19 371 000	12 791 000	0	0	12 791 000
16	RESSOURCES DE TRESORERIE (b)	782 270 801	766 995 146	882 860 707	718 512 058	789 101 844	2 390 474 610
17	Produits de privatisation	6 435 000	0	0	0	0	0
18	Titres publics	603 001 000	506 390 436	594 960 250	430 486 939	439 509 202	1 464 956 392
19	Emprunts - projets	98 382 332	128 604 710	140 680 457	167 025 119	246 592 642	554 298 218
20	Autres emprunts	74 452 469	132 000 000	147 220 000	121 000 000	103 000 000	371 220 000
21	TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (c)=a+b	1 833 633 488	1 971 098 380	2 161 926 927	2 084 895 453	2 266 616 786	6 513 439 166
22	RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (d)	3 022 851	4 444 083	4 198 082	6 594 898	7 259 014	18 051 994
23	TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (e)= c+d	1 836 656 339	1 975 542 463	2 166 125 009	2 091 490 351	2 273 875 800	6 531 491 160
24	DEPENSES BUDGETAIRES (f)	1 432 875 854	1 572 340 798	1 623 297 697	1 566 772 234	1 697 850 050	4 821 038 589
25	DEPENSES ORDINAIRES	939 228 573	960 791 309	1 002 155 042	1 019 434 300	1 052 723 408	3 074 312 751
26	Charges financières de la dette publique	124 806 859	142 931 513	160 715 509	162 618 061	169 165 568	492 499 137
27	Dépenses de personnel	255 291 347	290 835 665	321 708 937	331 542 499	347 087 300	1 000 338 736
28	Dépenses d'acquisition de biens et services	133 403 818	173 147 175	164 153 534	159 189 243	155 362 339	478 705 116
29	Dépenses de transferts courants	265 389 321	206 920 550	208 699 474	208 604 474	209 104 474	626 408 422
30	Dépenses en atténuation de recettes	160 337 228	146 956 406	146 877 588	157 480 024	172 003 728	476 361 340
31	DEPENSES EN CAPITAL	493 647 281	611 549 490	621 142 654	547 337 934	645 126 641	1 746 725 838
32	Dépenses d'investissement	114 493 977	50 857 606	31 908 473	31 499 692	31 546 252	94 954 417

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
33	Projets d'investissement	379 153 305	560 691 884	522 352 790	515 838 242	613 580 389	1 651 771 421
34	Dépenses d'investissement	183 326 649	219 520 267	219 487 277	226 166 711	296 879 496	742 533 484
35	Sur ressources externes	195 826 656	341 171 617	302 865 513	289 671 531	316 700 894	909 237 937
36	Emprunts	98 382 332	128 604 710	140 680 457	167 025 119	246 592 642	554 298 218
37	Dons	97 444 325	212 566 907	162 185 056	122 646 412	70 108 252	354 939 719
38	Dépenses en capital: Rachat par titrisation des immeubles des sièges et autres immeubles des 2 banques de l'UTB et Ex-BTCI (actuel IB-Bank)			66 881 391			
39	CHARGES DE TRESORERIE (g)	386 219 968	398 757 582	538 629 230	518 123 219	568 766 737	1 625 519 186
40	Amortissement dette intérieure	305 740 129	329 039 590	410 809 632	378 278 109	408 954 108	1 198 041 850
41	Réduction de la participation de l'Etat	6 435 000					0
42	Amortissement dette extérieure	74 044 839	69 717 992	127 819 598	139 845 110	159 812 628	427 477 336
43	TOTAL DES CHARGES DU BUDGET GENERAL (h)= f+g	1 819 095 822	1 971 098 380	2 161 926 927	2 084 895 453	2 266 616 786	6 446 557 775
44	DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (i)	3 022 851	4 444 083	4 198 082	6 594 898	7 259 014	18 051 994
45	TOTAL CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT (j)= i+h	1 822 118 673	1 975 542 464	2 166 125 009	2 091 490 351	2 273 875 800	6 464 609 769
46	Solde budgétaire dons compris (a-f) (avec opération de titrisation)	-381 513 167	-368 237 564	-344 231 477	-200 388 839	-220 335 107	
47	Solde de trésorerie (b-g) (avec opération de titrisation)	396 050 833	368 237 564	344 231 477	200 388 839	220 335 107	
48	Solde budgétaire dons compris (a-f) (sans opération de titrisation)	-381 513 167	-368 237 564	-277 350 086	-200 388 839	-220 335 107	
49	Solde de trésorerie (b-g) (sans opération de titrisation)	396 050 833	368 237 564	277 350 086	200 388 839	220 335 107	
50	Solde global (c-h)	14 537 666	0	0	0	0	
51	Déficit en % du PIB (avec opération de titrisation)	-7,5%	-6,6%	-5,6%	-3,0%	-3,0%	
52	Déficit en % du PIB (sans opération de titrisation)	-7,5%	-6,6%	-4,5%	-3,0%	-3,0%	
53	Pression fiscale	13,8%	13,8%	14,7%	15,4%	16,1%	
54	Masse salariale sur recettes fiscales	36,2%	38,0%	35,9%	32,4%	29,7%	
55	PIB	5 095 721 000	5 563 128 000	6 095 684 000	6 648 376 000	7 257 823 000	20 001 883 000

2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
1	RECETTES BUDGÉTAIRES	1 051 362 687	1 204 103 234	1 279 066 219	1 366 383 394	1 477 514 942	4 122 964 556
2	RECETTES FISCALES	864 741 594	912 097 382	1 042 112 820	1 179 838 638	1 341 483 506	3 563 434 964
3	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	429 682 224	472 006 157	519 909 810	595 072 154	686 799 011	1 801 780 975
4	IMPOTS DIRECTS	196 560 987	203 288 253	226 926 833	253 489 757	283 968 576	764 385 166
5	Impôts sur les revenus des personnes physiques	65 765 542	69 919 101	70 340 234	77 265 809	85 750 700	233 356 743
6	Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers	74	0	0	0	0	0
7	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	12 991 515	15 808 820	15 967 229	17 527 395	19 456 775	52 951 399
8	Taxe complémentaire à l'Impôt sur le revenu	463 103	0	0	0	0	0
9	IRPP (non ventilé)	51 027 973	54 094 213	53 043 776	58 395 893	64 924 554	176 364 223
10	Taxe sur les Plus-values de Cession (TPV)	1 282 877	16 068	1 329 229	1 342 521	1 369 371	4 041 121
11	Impôts sur les Sociétés	127 130 370	130 664 991	153 650 413	173 204 349	195 078 542	521 933 304
12	Impôt sur les Sociétés	111 660 812	113 344 348	135 193 076	150 834 057	167 697 305	453 724 439
13	Prélèvement BIC	15 469 558	17 320 643	18 457 337	22 370 292	27 381 237	68 208 866
14	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	33 162	0	0	0	0	0
15	Taxes/Salaires	33 162	0	0	0	0	0
16	Impôts sur le patrimoine	3 631 913	2 704 160	2 936 186	3 019 598	3 139 334	9 095 118
17	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	991 349	1 594 857	1 873 332	1 897 419	1 940 935	5 711 686
18	Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	11 670	56 351	87 199	86 595	86 821	260 615
19	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	2 584 387	839 946	935 178	997 333	1 075 113	3 007 623
20	Droits de conservation de la propriété foncière (DCPF)	44 507	213 005	40 477	38 252	36 465	115 194
21	AUTRES IMPÔTS DIRECTS	15 448 326	9 221 698	16 119 646	19 151 585	21 378 797	56 650 028
22	<i>TPU régime déclaratif</i>	126 156	240 940	383 170	330 315	286 734	1 000 219
23	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)	2 270 464	1 978 695	2 262 274	2 490 538	2 768 980	7 521 791
24	<i>dont TVM (SAFER)</i>	2 031 468	1 765 985	2 024 140	2 228 376	2 477 508	6 730 024

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
25	Taxe professionnelle	21 929	0	0	0	0	0
26	Patente	13 029 776	7 002 063	13 474 202	16 330 733	18 323 083	48 128 018
27	IMPOTS INDIRECTS	202 490 497	244 292 532	259 446 304	304 402 338	362 556 148	926 404 790
28	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	151 929 369	182 647 999	193 295 883	226 767 411	268 494 890	688 558 185
29	Taxe sur la Valeur Ajoutée	133 506 529	163 234 636	174 221 981	206 523 557	247 857 015	628 602 552
30	Taxe sur les Activités Financières	14 351 881	14 105 335	15 258 210	16 189 347	16 271 833	47 719 390
31	Taxe/Convention d'Assurance	2 634 071	3 366 260	2 122 122	2 152 365	2 204 810	6 479 298
32	Taxe sur les Véhicules des Sociétés	6 460	0	0	0	0	0
33	Taxe spéc. sur la fabric. et le commerce des boissons	330	0	0	0	0	0
34	Dépenses d'investissement	1 430 098	1 941 768	1 693 570	1 902 142	2 161 232	5 756 945
35	Droits d'Accises	50 561 128	61 644 533	66 150 421	77 634 927	94 061 257	237 846 605
36	Droits d'Accises/Produits Pétroliers	29 240 910	35 877 237	29 181 405	29 254 589	29 873 403	88 309 397
37	<i>dont SAFER</i>	13 896 779	18 400 920	9 636 729	9 558 586	9 571 991	28 767 306
38	Autres Droits d'Accises	21 320 218	25 767 296	36 969 016	48 380 338	64 187 854	149 537 208
39	AUTRES IMPÔTS INDIRECTS	262 684	270 916	440 354	570 690	749 716	1 760 760
40	Taxe à l'Emission des Billets d'Avion (TEBA)	262 684	270 916	440 354	570 690	749 716	1 760 760
41	AUTRES RECETTES FISCALES	14 919 731	14 932 759	16 976 674	17 457 784	18 145 774	52 580 232
42	Droits de Timbres	3 721 913	3 235 105	3 029 369	3 063 615	3 128 992	9 221 976
43	Droits D'enregistrement	11 022 481	10 688 165	11 996 174	12 259 739	12 655 654	36 911 568
44	Amendes et Pénalités	175 337	1 009 490	1 951 130	2 134 429	2 361 128	6 446 688
45	Autres	0	0	0	0	0	0
46	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	435 059 370	440 091 224	522 203 009	584 766 484	654 684 495	1 761 653 988
47	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	190 320 744	195 639 016	231 506 440	257 710 745	286 436 601	775 653 787
48	Droit de douane	143 821 230	149 676 120	177 255 207	196 822 736	217 078 060	591 156 002
49	Redevance Statistique	39 935 621	38 827 532	46 286 922	50 978 810	56 225 116	153 490 847
50	Timbre douanier	1 075 818	426 876	1 264 317	2 455 248	4 806 707	8 526 272

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
51	Cartes et vignettes	658 420	885 727	1 103 406	1 365 641	1 695 462	4 164 509
52	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80 %	4 829 655	5 822 760	5 596 589	6 088 311	6 631 257	18 316 157
53	IMPOTS ET TAXES INTERIEURS	229 282 818	230 600 739	272 438 832	301 754 679	332 496 707	906 690 217
54	Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA)	229 282 818	230 600 739	272 438 832	301 754 679	332 496 707	906 690 217
55	<i>dont le Soutien à la politique pétrolière (SPP)</i>	0	0	0	0	0	0
56	AUTRES RECETTES FISCALES	8 761 154	8 785 167	10 001 338	12 377 401	15 400 461	37 779 200
57	Produits des crédits en douane 10%	14 086	12 546	18 508	19 102	19 723	57 334
58	Prélèvement National de Solidarité	6 865 908	6 548 010	9 350 482	11 675 619	14 626 095	35 652 196
59	Entrepôts fictifs 10 %	185	218	270	277	285	832
60	Amendes et pénalités	214 997	878 099	80 843	122 478	185 554	388 875
61	Confiscations et ventes en douane	1 665 978	1 346 294	551 234	559 924	568 804	1 679 963
62	TAXE A L'EXPORTATION	6 694 654	5 066 302	8 256 399	12 923 660	20 350 725	41 530 784
63	Taxe spéciale de réexportation	6 694 654	5 066 302	8 256 399	12 923 660	20 350 725	41 530 784
64	RECETTES NON-FISCALES	59 215 303	60 067 946	61 977 344	63 898 344	65 923 185	191 798 873
65	Revenus de l'entreprise et du domaine	18 289 604	29 228 667	26 153 300	26 703 300	26 703 300	79 559 900
66	Produits des participations financières	15 501 916	21 839 303	21 049 703	21 599 703	21 599 703	64 249 109
67	Loyers d'immeubles domaniaux	57 259	284 530	357 000	357 000	357 000	1 071 000
68	Produits de l'adjudication des biens réformés de l'Etat	234 585	0	0	0		0
69	Redevances minières	1 726 597	2 006 374	1 826 597	1 826 597	1 813 997	5 467 191
70	Redevances téléphoniques		4 678 460	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000
71	Redevances pour le Développement des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA)		0				0
72	Autres revenus de l'entreprise et du domaine	769 247	420 000	420 000	420 000	432 600	1 272 600
73	Droits et frais administratifs	13 855 554	11 739 279	15 698 044	16 298 044	16 621 985	48 618 073
74	Recettes des services	7 318 799	8 189 279	8 798 044	9 298 044	9 576 985	27 673 073
75	Recettes Consulaires						0
76	Autres droits et frais administratifs (ARCEP, RDI, ANTASER)	6 536 755	3 550 000	6 900 000	7 000 000	7 045 000	20 945 000
77	Autres recettes non fiscales	12 791 332	11 410 000	10 404 000	11 175 000	12 654 500	34 233 500
78	Autres recettes non fiscales (SRT, PADSP, Amende-Pénalité, Surcotes, etc)	12 791 332	11 410 000	10 404 000	11 175 000	12 654 500	34 233 500

N°	INTITULE	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Total 2024-2026
79	PRODUITS EXCEPTIONNELS	259 135	350 000	380 000	380 000	391 400	1 151 400
80	Remises et annulations de dettes	0	0	0	0	0	0
81	Remises et annulations de dettes exterieures	0	0				0
82	Restitutions au Trésor des sommes indûments payées	259 135	350 000	380 000	380 000	391 400	1 151 400
83	Recettes en atténuation de dépenses	259 135	350 000	380 000	380 000	391 400	1 151 400
84	PRODUITS FINANCIERS	14 019 678	7 340 000	9 342 000	9 342 000	9 552 000	28 236 000
85	Intérêts des prêts	171 183	390 000	342 000	342 000	342 000	1 026 000
86	Autres produits financiers (Commissions et Intérêts)	171 183	390 000	342 000	342 000	342 000	1 026 000
87	Intérêts sur dépôts à terme	13 848 495	6 950 000	9 000 000	9 000 000	9 210 000	27 210 000
88	Commissions sur transferts de la BCEAO	10 858 275	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 695 000	19 695 000
89	Intérêts des placements	2 990 220	450 000	2 500 000	2 500 000	2 515 000	7 515 000
90	Gains de change	0	0	0	0	0	0
91	Gains de change sur transactions financières		0	0	0	0	0
92	DONS	127 405 791	231 937 907	174 976 056	122 646 412	70 108 252	367 730 719
93	Dons projets	97 444 325	212 566 907	162 185 056	122 646 412	70 108 252	354 939 719
94	Fonds de concours	0	0	0	0	0	0
95	Appuis budgétaires	29 961 466	19 371 000	12 791 000	0	0	12 791 000
96	RESSOURCES DE TRESORERIE	782 270 801	766 995 146	882 860 707	718 512 058	789 101 844	2 390 474 610
97	Produits de privatisation	6 435 000	0	0	0	0	0
98	Titres publics	603 001 000	506 390 436	594 960 250	430 486 939	439 509 202	1 464 956 392
99	Emprunts - projets	98 382 332	128 604 710	140 680 457	167 025 119	246 592 642	554 298 218
100	Autres Emprunts	74 452 469	132 000 000	147 220 000	121 000 000	103 000 000	371 220 000
101	TOTALE DES RECETTES	1 833 633 488	1 971 098 380	2 161 926 927	2 084 895 453	2 266 616 786	6 513 439 166

2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA)

2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique

N°	NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026		Total 2024-2026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1	DEPENSES ORDINAIRES	0	939 228 573	0	960 791 309	0	1 002 155 042	0	1 019 434 300	0	1 052 723 408	0	3 074 312 751
2	Charges financières de la dette		124 806 859		142 931 513		160 715 509		162 618 061		169 165 568	0	492 499 137
3	Dépenses de personnel		255 291 347		290 835 665		321 708 937		331 542 499		347 087 300	0	1 000 338 736
4	Dépenses en atténuation des recettes		160 337 228		146 956 406		146 877 588		157 480 024		172 003 728	0	476 361 340
5	Dépenses d'acquisition des biens et services		133 403 818		173 147 175		164 153 534		159 189 243		155 362 339	0	478 705 116
6	Dépenses de transferts courants		265 389 321		206 920 550		208 699 474		208 604 474		209 104 474	0	626 408 422
7	DEPENSES EN CAPITAL	135 170 576	493 647 281	1 219 955 366	611 549 490	1 156 250 323	621 142 654	499 930 813	547 337 934	465 727 574	645 126 641	2 121 908 710	1 813 607 229
8	Dépenses d'investissement	114 493 977	114 493 977	51 057 606	50 857 606	98 789 864	98 789 864	31 499 692	31 499 692	31 546 252	31 546 252	161 835 808	161 835 808
9	Projets d'investissement public (PIP)	20 676 599	379 153 305	1 168 897 760	560 691 884	1 057 460 459	522 352 790	468 431 121	515 838 242	434 181 322	613 580 389	1 960 072 902	1 651 771 421
10	Ressources internes	20 676 599	183 326 649	735 073 605	219 520 267	469 870 211	219 487 277	184 756 355	226 166 711	160 254 608	296 879 496	814 881 173	742 533 484
11	Ressources externes	0	195 826 656	433 824 155	341 171 617	587 590 249	302 865 513	283 674 766	289 671 531	273 926 715	316 700 894	1 145 191 729	909 237 937
12	Emprunts	0	98 382 332	235 119 884	128 604 710	404 118 038	140 680 457	196 387 977	167 025 119	212 025 753	246 592 642	812 531 768	554 298 218
13	Dons	0	97 444 325	198 704 271	212 566 907	183 472 211	162 185 056	87 286 789	122 646 412	61 900 962	70 108 252	332 659 961	354 939 719
14	TOTAL	135 170 576	1 432 875 854	1 219 955 366	1 572 340 798	1 156 250 323	1 623 297 697	499 930 813	1 566 772 234	465 727 574	1 697 850 050	2 121 908 710	4 887 919 980

2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
110	Assemblée nationale	2 290 287	2 407 633	2 855 668	2 429 143	2 421 743
120	Présidence de la République	1 966 440	1 887 475	1 747 067	1 793 297	1 781 343
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	24 533	70 148	41 529	42 022	42 365
130	Premier ministre	424 516	457 689	411 423	410 848	412 206
131	Secrétariat général du Gouvernement	30 908	128 147	110 764	108 287	106 036
140	Cour constitutionnelle	163 022	269 480	281 248	284 455	287 488
150	Cour suprême	491 967	764 445	647 134	618 340	517 855
160	Médiateur de la République	64 477	42 263	39 127	37 879	37 879
170	Cour des comptes	680 266	774 931	754 864	760 489	769 130
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	83 732	103 608	213 538	210 546	213 570
210	Ministère de l'économie et des finances	6 060 668	8 849 388	9 555 348	9 581 422	9 577 532
	Dont Dépenses communes	1 620 136	3 141 419	4 697 440	4 697 440	4 697 440
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	1 149 203	1 387 878	1 260 699	1 259 945	1 287 764
230	Ministère des affaires étrangères de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	6 442 675	8 534 223	8 586 762	8 606 658	8 640 134
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	219 430	224 012	218 103	221 770	223 458
310	Ministère des armées	41 510 662	46 707 904	52 870 939	56 739 027	59 510 416
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	1 972 727	2 432 239	2 203 550	2 114 934	2 087 138
420	Ministère de la justice et de la législation	4 772 528	5 130 372	5 312 414	5 397 231	5 490 968
421	Conseil supérieur de la magistrature	33 600	39 048	39 048	39 048	39 048
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	15 519 556	17 953 008	21 523 936	21 572 465	22 326 870
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de la formation professionnelle	129 535 921	143 540 654	162 851 833	169 496 034	181 616 971
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	665 392	849 541	854 263	866 115	835 863
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	24 064 090	29 475 771	30 741 684	30 110 950	30 180 096
611	Ministère de l'accès universel aux soins	23 367	8 000	78 371	102 577	102 799
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	1 507 137	1 620 769	1 711 673	1 727 554	1 743 744
720	Ministère de la communication et des médias	2 082 532	1 833 155	1 722 413	1 648 532	1 571 228
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 874 299	2 026 028	1 737 651	1 747 349	1 725 042
750	Ministère des sports et loisirs	365 290	619 159	620 102	624 046	622 336
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	410 563	529 831	439 278	452 658	453 188

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	4 895 626	5 367 086	5 176 058	5 437 746	5 464 297
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	358 252	375 521	324 802	329 741	313 158
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	69 190	284 041	304 607	303 845	283 955
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	706 615	773 516	851 950	868 122	893 446
821	Ministère de la promotion de l'investissement	52 684	62 794	63 639	65 709	67 661
830	Ministère des travaux publics	1 048 819	695 633	647 421	639 493	617 115
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	91 080	151 078	134 404	137 337	139 939
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	148 137	596 896	557 376	561 876	537 823
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	382 771	331 712	363 913	353 473	345 805
850	Ministère de la culture et du tourisme	784 482	855 461	881 580	882 850	882 546
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	2 082 431	2 321 237	2 628 619	2 613 994	2 620 164
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	42 510	36 920	39 855	40 808	40 808
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	222 329	259 138	257 040	256 281	220 305
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	57 833	47 243	47 602	36 067
TOTAL		255 291 347	290 835 665	321 708 937	331 542 499	347 087 300

2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)

Sect°	1. Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 657 897	2 489 877	2 564 573	2 641 511	2 720 756
120	Présidence de la République	11 647 508	11 567 670	11 914 700	12 272 141	12 640 305
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	93 643	51 952	90 206	92 913	95 700
130	Premier ministre	833 202	821 954	846 613	872 011	898 171
131	Secrétariat général du Gouvernement	58 968	49 856	121 352	122 244	123 746
140	Cour constitutionnelle	81 768	74 747	85 178	87 733	90 365
150	Cour suprême	90 691	65 434	93 907	96 724	99 626
160	Médiateur de la République	348 561	38 634	48 548	50 004	51 505
170	Cour des comptes	263 191	230 466	295 639	304 508	313 643
210	Ministère de l'économie et des finances	232 880 450	247 348 495	247 981 642	251 840 725	260 607 494
	Dont Dépenses communes	231 916 180	246 358 389	246 686 772	250 545 855	259 312 624
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	250 620	174 210	274 051	281 870	289 924
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	5 793 021	7 304 646	7 523 785	7 749 499	7 981 984
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	60 504	41 744	70 706	72 617	74 585
310	Ministère des armées	20 995 211	37 379 663	23 812 583	24 526 997	25 262 842
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	420 823	318 053	452 440	465 815	479 591
420	Ministère de la justice et de la législation	772 002	652 177	766 850	789 856	813 552
421	Conseil supérieur de la magistrature	25 776	22 393	30 768	31 691	32 642
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	3 108 340	2 531 888	2 607 845	2 686 080	2 766 662
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique	6 368 731	3 349 059	3 981 716	4 101 168	4 224 202
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	695 249	407 721	679 632	700 021	721 022
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 769 039	1 597 996	1 897 230	1 935 757	1 991 429
611	Ministère de l'accès universel aux soins	0	15 000	48 466	49 854	51 284
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	231 921	162 753	237 926	244 464	251 198
720	Ministère de la communication et des médias	1 322 571	1 223 901	1 384 815	1 374 860	1 416 105
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	222 178	151 221	218 888	225 455	232 219
750	Ministère des sports et loisirs	245 104	115 747	156 180	160 865	165 691
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	96 048	82 753	117 025	120 536	124 152
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	566 423	544 019	763 701	786 612	810 210
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	164 227	97 176	179 751	154 244	158 871
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	64 477	51 625	68 853	70 919	73 047
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	363 696	179 870	254 546	259 537	264 628
821	Ministère de la promotion de l'investissement	97 263	71 052	97 957	102 184	102 125

Sect°	1. Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		CP	CP	CP	CP	CP
830	Ministère des travaux publics	225 055	199 278	254 291	261 920	269 777
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	60 339	41 793	56 759	55 372	57 033
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	90 623	65 133	112 771	116 154	119 639
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	148 267	132 404	197 646	203 575	209 683
850	Ministère de la culture et du tourisme	235 197	169 256	233 472	240 476	247 691
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	161 196	108 286	163 288	168 187	173 233
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	34 696	45 441	58 392	60 143	61 948
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	196 570	128 247	286 432	292 025	297 786
TOTAL		293 741 046	320 103 581	311 031 122	316 669 267	327 366 067

2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	128 395	128 395	128 395	128 395	128 395
120	Présidence de la République	8 616 895	9 966 895	10 386 895	10 386 895	10 386 895
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
130	Premier ministre	14 975	15 000	15 000	15 000	15 000
131	Secrétariat général du Gouvernement	4 000	4 000	10 000	10 000	10 000
180	Conseil économique et social	0	500 000	500 000	500 000	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	210 720	210 720	210 720	210 720	210 720
210	Ministère de l'économie et des finances	103 349 198	40 690 576	39 556 500	39 556 500	39 556 500
	Dont Dépenses communes	81 425 632	17 710 576	16 100 000	16 100 000	16 100 000
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	971 000	971 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	2 005 344	2 068 500	2 763 500	2 168 500	2 168 500
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	8 390 000	9 388 000	9 805 000	9 805 000	9 805 000
420	Ministère de la justice et de la législation	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	870 000	2 170 000	2 270 000	2 270 000	2 270 000
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de la formation professionnelle	10 501 624	8 860 904	8 310 904	8 310 904	8 310 904
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	38 853 299	34 053 299	36 953 299	36 953 299	36 953 299
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	13 318 913	13 817 942	12 009 942	12 009 942	12 009 942
611	Ministère de l'accès universel aux soins	0	0	2 030 000	2 030 000	2 030 000
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	2 199 900	2 492 246	2 502 246	2 502 246	2 502 246
720	Ministère de la communication et des médias	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 072 715	1 092 200	1 096 200	1 096 200	1 096 200
750	Ministère des sports et loisirs	3 713 177	3 370 000	3 070 000	3 070 000	3 070 000
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	820 000	820 000	820 000	820 000	820 000
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	12 115 000	12 515 000	12 515 000	13 015 000	13 515 000

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		CP	CP	CP	CP	CP
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	0	20 000	20 000	20 000	20 000
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	46 873 485	48 465 193	49 135 193	49 135 193	49 135 193
821	Ministère de la promotion de l'investissement	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
830	Ministère des travaux publics	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	1 150 000	1 350 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	120 000	1 920 000	120 000	120 000	120 000
850	Ministère de la culture et du tourisme	495 000	535 000	555 000	555 000	555 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	100 000	300 000	300 000	300 000	300 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	200 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	0	0	20 000	20 000	20 000
921	Commission nationale des droits de l'homme	440 680	440 680	440 680	440 680	440 680
TOTAL		265 389 321	206 920 550	208 699 474	208 604 474	209 104 474

2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'investissement (dépenses d'acquisition d'immobilisation) (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'investissement									
		2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	100 000	100 000	103 000	103 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276
120	Présidence de la République	146 772	146 772	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	13 997	13 997	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
130	Premier ministre	93 187	93 187	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
131	Secrétariat général du Gouvernement	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500
140	Cour constitutionnelle	0	0	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
150	Cour suprême	49 902	49 902	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
160	Médiateur de la République	49 985	49 985	12 500	12 500	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
170	Cour des comptes	50 000	50 000	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
210	Ministère de l'économie et des finances	2 420 370	2 420 370	14 244 662	14 044 662	89 715 616	89 715 616	22 834 225	22 834 225	22 834 225	22 834 225
	Dont Dépenses communes	2 320 266	2 320 266	7 184 585	6 984 585	82 565 976	82 565 976	15 684 585	15 684 585	15 684 585	15 684 585
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	99 972	99 972	51 500	51 500	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	349 880	349 880	296 750	296 750	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	120 019	120 019	77 250	77 250	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500
310	Ministère des armées	105 499 684	105 499 684	33 234 000	33 234 000	3 346 250	3 346 250	3 346 346	3 346 346	3 346 445	3 346 445
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	118 975	118 975	151 219	151 219	295 000	295 000	295 000	295 000	295 000	295 000
420	Ministère de la justice et de la législation	99 712	99 712	55 170	55 170	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	988 437	988 437	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique	248 659	248 659	128 750	128 750	254 500	254 500	254 500	254 500	254 500	254 500
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	329 806	329 806	215 458	215 458	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	190 898	190 898	133 750	133 750	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500
611	Ministère de l'accès universel aux soins	0	0	0	0	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'investissement									
		2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	99 509	99 509	51 500	51 500	460 647	460 647	103 000	103 000	103 000	103 000
720	Ministère de la communication et des médias	99 998	99 998	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	99 031	99 031	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
750	Ministère des sports et loisirs	99 988	99 988	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	2 175 925	2 175 925	54 749	54 749	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	199 255	199 255	103 000	103 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	96 582	96 582	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	48 378	48 378	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	99 677	99 677	51 798	51 798	106 000	106 000	110 680	110 680	113 955	113 955
821	Ministère de la promotion de l'investissement	99 992	99 992	51 500	51 500	84 000	84 000	25 000	25 000	65 000	65 000
830	Ministère des travaux publics	69 953	69 953	36 050	36 050	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	49 936	49 936	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	49 997	49 997	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	143 214	143 214	47 000	47 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000
850	Ministère de la culture et du tourisme	95 489	95 489	54 000	54 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	89 968	89 968	50 000	50 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	38 163	38 163	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	50 000	50 000	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
TOTAL		114 725 113	114 725 113	51 057 606	50 857 606	98 789 864	98 789 864	31 499 692	31 499 692	31 546 252	31 546 252

2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	0	494 670	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0
120	Présidence de la République	0	3 044 191	6 904 895	6 303 978	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000
130	Premier ministre	0	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0
140	Cour constitutionnelle	0	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0
170	Cour des comptes	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	20 676 599	37 181 331	52 291 025	51 393 180	43 752 880	43 752 880	29 068 154	29 068 154	6 749 709	6 749 709
	Dont Dépenses communes	20 676 599	22 958 079	43 000 000	43 000 000	41 407 460	41 407 460	25 914 334	25 914 334	5 985 709	5 985 709
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	0	4 663 500	12 047 593	7 091 498	2 812 183	2 812 183	2 348 560	2 348 560	3 083 820	3 083 820
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	0	15 657 919	22 860 228	22 100 511	12 346 132	11 886 966	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749
310	Ministère des armées	0	41 797 980	72 528 896	50 465 165	36 277 736	38 430 467	46 570 703	42 490 452	28 873 911	38 035 122
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	0	4 699 332	24 457 639	9 684 134	19 177 115	16 379 459	6 897 576	11 286 123	6 943 000	7 886 301
420	Ministère de la justice et de la législation	0	0	9 570 650	248 383	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	0	1 119 423	1 105 036	805 036	1 640 472	1 640 472	939 202	939 202	0	0
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique	0	11 689 426	14 137 427	19 588 082	15 643 919	15 643 919	10 997 336	10 997 336	6 582 406	6 582 406
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	0	3 037 727	6 064 153	3 182 599	5 391 344	3 649 685	253 904	1 469 768	232 835	2 498 476
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	0	36 203 859	86 999 132	93 370 322	90 813 494	65 706 405	79 296 076	58 415 570	40 195 207	50 413 422
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	0	128 185	300 000	300 000	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	0	70 681	110 000	110 000	672 160	672 160	1 133 948	1 133 948	545 267	545 267
750	Ministère des sports et loisirs	0	890 822	2 818 984	772 676	702 346	1 468 984	0	0	0	0
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	0	6 734 234	50 819 464	15 741 617	42 763 816	11 225 568	26 420 103	11 084 647	40 803 387	31 620 387
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	0	18 023 420	79 681 728	39 475 063	49 972 605	33 417 218	44 355 504	42 400 383	43 009 502	47 656 623
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	0	20 651 464	43 577 840	17 057 268	66 387 282	20 429 819	13 259 040	12 682 157	51 085 143	31 892 301
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	0	2 303 737	2 645 763	1 009 856	2 893 000	2 710 777	0	1 000 000	0	0
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	0	2 312 121	1 785 020	314 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0
821	Ministère de la promotion de l'investissement	0	43 976	2 080 094	559 544	1 098 167	1 258 114	0	0	0	0
830	Ministère des travaux publics	0	80 946 256	388 517 634	84 589 209	309 269 320	84 634 753	38 821 656	104 816 325	42 553 600	172 646 694

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	0	19 243 671	154 354 485	37 254 227	101 653 749	53 445 194	28 880 071	52 676 196	30 857 299	69 158 562
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	0	9 918 361	19 750 065	18 143 569	64 759 349	15 829 669	7 292 954	18 422 160	270 741	8 807 386
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	0	41 471 570	49 914 902	49 914 902	90 447 171	59 186 159	87 555 366	76 477 600	84 032 645	72 537 002
850	Ministère de la culture et du tourisme	0	148 120	976 550	156 550	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	0	13 741 612	16 447 173	13 853 883	36 554 315	16 535 122	18 789 580	16 437 830	27 365 730	19 599 538
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	0	1 426 929	45 500 385	15 984 752	39 540 633	12 379 802	14 586 757	10 551 590	8 044 680	28 615 951
TOTAL		20 676 599	378 922 169	1 168 897 760	560 691 884	1 057 460 459	522 352 790	468 431 121	515 838 242	434 181 322	613 580 389

2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)

SECT ^r	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
INSTITUTIONS ET CREDITS GLOBAUX			23 536 513	502 055 754	58 319 480	501 790 613	136 125 989	592 644 927	42 887 909	513 346 449	22 766 070	507 326 515
INSTITUTIONS			539 647	37 008 603	8 134 895	41 664 131	12 152 553	40 471 771	1 288 990	37 786 174	1 095 776	36 380 590
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique du Assemblée nationale	100 000	5 671 249	754 000	5 779 905	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique du Présidence de la République	146 772	25 421 805	7 110 895	29 932 018	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543
130	Premier ministre	Pilotage stratégique du Premier ministre	93 187	1 492 123	103 000	1 397 643	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377
131	Secrétariat général du Gouvernement	Pilotage stratégique du Secrétariat général du Gouvernement	49 801	143 678	51 500	233 503	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle	0	1 396 198	51 500	966 608	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853
150	Cour suprême	Pilotage stratégique du Cour suprême	49 902	632 561	25 750	855 629	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du Médiateur de la République	49 985	463 022	12 500	93 397	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique du Cour des comptes	50 000	993 457	25 750	1 031 146	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique du Conseil économique et social	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique du Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290
421	Conseil supérieur de la magistrature	Pilotage stratégique du Conseil supérieur de la magistrature	0	59 376	0	61 441	0	69 816	0	70 739	0	71 690
921	Commission nationale des droits de l'homme	Pilotage stratégique du Commission nationale des droits de l'homme	0	440 680	0	498 513	0	487 923	0	488 282	0	476 747
CREDITS GLOBAUX			22 996 865	465 047 151	50 184 585	460 126 482	123 973 436	552 173 156	41 598 919	475 560 275	21 670 294	470 945 926
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique		124 806 859	0	142 931 513		160 715 509		162 618 061		169 165 568
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires hors transferts	0	233 536 316	0	249 499 808	0	251 384 212	0	255 243 295	0	264 010 064
		Dotations 3: Dépenses communes de transferts	0	81 425 632	0	17 710 576	0	16 100 000	0	16 100 000	0	16 100 000
		Dotations 4: Dépenses communes d'investissement	22 996 865	25 278 345	50 184 585	49 984 585	123 973 436	123 973 436	41 598 919	41 598 919	21 670 294	21 670 294

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTERES			111 865 199	930 843 467	1 161 635 886	1 070 550 185	1 020 124 334	1 030 652 770	457 042 904	1 053 425 785	442 961 504	1 190 523 534
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	10 497	72 980	13 250	104 286	41 500	139 032	36 000	135 652	43 000	145 298
		Inclusion financière	3 500	559 193	12 500	543 564	10 000	44 203	15 500	50 783	8 500	44 267
		Secteur informel	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000
		TOTAL	13 997	632 173	25 750	647 850	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	17 159	1 171 706	6 303 196	6 606 211	2 401 959	3 780 236	3 210 359	4 599 544	820 539	2 208 338
		Mobilisation des ressources financières	0	19 801 208	0	20 040 975	0	20 210 913	0	20 210 913	0	20 210 913
		Gestion macroéconomique	5 652	182 709	3 002 920	3 313 539	5 839	344 227	5 839	347 842	5 839	349 963
		Programmation et gestion budgétaire	18 548	2 107 201	10 224	2 789 118	19 799	2 978 330	19 799	2 979 240	19 799	2 977 912
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	36 859	16 953 095	7 019 058	10 478 690	7 046 115	9 978 950	7 046 115	9 973 702	7 046 115	9 955 550
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	21 885	1 435 805	15 704	1 902 800	21 348	1 811 683	21 348	1 827 571	21 348	1 842 425
		TOTAL	100 103	41 651 724	16 351 102	45 131 332	9 495 060	39 104 338	10 303 460	39 938 812	7 913 640	37 545 102
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	99 972	910 113	41 500	617 816	85 000	691 915	85 000	700 846	83 000	722 957
		Planification du développement	0	6 193 814	11 234 467	8 391 888	1 916 120	3 347 172	2 364 560	3 793 395	3 101 820	4 543 770
		Coopération au développement	0	30 368	823 126	628 264	2 000	394 343	2 000	394 387	2 000	398 525
		Aménagement du territoire	0	0	0	38 118	919 063	1 023 504	7 000	111 748	7 000	106 257
		TOTAL	99 972	7 134 295	12 099 093	9 676 086	2 922 183	5 456 933	2 458 560	5 000 375	3 193 820	5 771 508
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTRGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR	123 526	1 424 229	99 750	1 080 892	132 701	1 223 244	132 701	1 255 154	132 701	1 280 800
		DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	197 868	13 108 269	190 000	17 001 549	210 799	17 843 103	210 799	17 459 353	210 799	17 697 037

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	28 486	58 422	7 000	121 678	17 000	168 200	17 000	170 650	17 000	173 282
		TOTAL	349 880	14 590 921	296 750	18 204 119	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	60 030	194 646	47 250	177 049	94 500	236 133	94 500	235 157	94 500	237 461
		Développement à la base Jeunesse	0	16 412 317	20 624 444	22 614 804	11 065 866	13 204 716	5 500 000	4 348 652	3 278 749	5 878 129
		TOTAL	59 989	6 585 909	2 265 784	6 786 665	1 340 266	6 024 427	60 000	4 750 079	60 000	4 750 702
		TOTAL	120 019	23 192 872	22 937 478	29 578 517	12 500 632	19 465 275	5 654 500	9 333 887	3 433 249	10 866 292
310	Ministère des armées	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE	104 711 360	145 839 739	75 637 788	95 228 943	30 592 407	33 013 062	29 004 621	31 425 276	20 205 545	22 626 200
		Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	43 437	344 276	2 753 480	7 156 493	146 440	7 362 705	951 120	8 182 143	146 440	8 001 436
		Préparation et emploi des forces	334 130	19 736 707	22 626 944	24 208 402	3 442 243	28 603 971	14 518 412	35 185 911	6 878 830	43 959 399
		Soutien des forces	380 019	43 737 211	4 713 944	41 044 229	5 412 156	49 331 836	5 412 156	52 157 616	4 958 801	51 412 607
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	30 739	145 603	30 740	148 665	30 740	148 665	30 740	151 876	30 740	155 183
		TOTAL	105 499 684	209 803 537	105 762 896	167 786 732	39 623 986	118 460 239	49 917 049	127 102 821	32 220 356	126 154 825
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	81 196	914 999	142 750	501 412	285 500	680 699	285 500	677 217	285 500	688 500
		Décentralisation et déconcentration	19 784	13 687 092	24 424 389	20 289 439	19 080 615	27 251 955	6 801 076	22 085 578	6 846 500	18 662 425
		Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	3 997	693 608	1 719	358 696	3 000	346 481	3 000	347 764	3 000	344 454
		Culte et chefferie traditionnelle	13 999	306 159	40 000	824 099	3 000	756 313	3 000	756 313	3 000	757 651
		Développement des territoires	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
		TOTAL	118 975	15 601 857	24 608 858	21 973 645	19 472 115	29 135 448	7 192 576	23 966 872	7 238 000	20 553 030
420	Ministère de la justice et de la législation	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	68 728	2 293 547	9 618 320	844 328	8 677 784	2 388 152	110 340	2 811 953	1 734 032	4 889 175
		Administration de la justice	12 991	1 990 976	7 500	3 370 498	0	3 392 375	0	3 453 256	0	3 507 149
		Accès au droit et à la justice	3 000	57 056	0	177 398	0	175 008	0	176 225	0	178 560
		Administration pénitentiaire et réinsertion	14 993	1 462 662	0	1 853 878	0	1 848 132	0	1 854 610	0	1 922 650
		TOTAL	99 712	5 804 242	9 625 820	6 246 102	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ	0	1 137 005	0	1 837 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007
		Pilotage et soutien des services du MSPC	869 156	3 508 014	853 000	1 133 342	950 000	2 253 626	950 000	2 333 044	950 000	2 414 751

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Sécurité intérieure et transfrontalière	119 281	15 453 747	567 000	19 243 704	553 467	22 881 114	1 014 202	23 388 891	75 000	23 202 634
		Protection civile	0	1 506 991	715 036	2 275 879	1 167 005	2 800 506	5 000	1 638 805	5 000	1 639 140
		TOTAL	988 437	21 605 757	2 135 036	24 489 932	2 670 472	29 072 253	1 969 202	28 497 747	1 030 000	28 393 532
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique	Pilotage et soutien des services du MEPST	117 807	54 306 771	560 250	14 482 809	642 196	16 975 383	247 000	16 906 745	247 000	17 945 000
		Enseignements Préscolaire et Primaire	82 645	91 000 526	12 360 450	93 476 131	7 998 647	102 010 828	5 271 452	103 003 588	4 838 901	109 052 377
		Enseignement secondaire général	35 231	2 195 972	0	55 813 072	2 864 346	58 869 600	0	58 376 239	0	62 500 358
		Enseignement technique et Formation professionnelle	9 976	10 133 696	1 343 977	10 968 626	4 393 230	13 187 061	5 733 384	14 873 369	1 751 005	11 491 249
		TOTAL	248 659	158 344 361	14 266 177	175 467 449	15 898 419	191 042 872	11 251 836	193 159 942	6 836 906	200 988 984
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MESR	270 439	805 848	178 635	478 525	285 759	703 403	285 759	724 477	285 759	744 726
		ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	33 848	39 613 232	18 419	34 872 162	33 844	37 962 166	33 844	37 970 602	33 844	37 939 397
		RECHERCHE ET INNOVATION	25 519	3 162 394	6 082 557	3 357 932	5 428 152	3 827 721	290 712	1 650 535	269 643	2 680 948
		TOTAL	329 806	43 581 474	6 279 611	38 708 618	5 747 755	42 493 290	610 315	40 345 614	589 246	41 365 071
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	90 055	21 680 089	80 250	3 409 030	145 500	5 358 062	145 500	5 421 845	145 500	5 467 938
		Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	81 872	39 484 261	54 780 519	104 290 878	29 264 733	67 302 175	33 242 827	70 604 827	38 063 132	75 496 498
		Couverture Santé Universelle	18 971	7 049 595	18 704 349	21 519 703	56 250 278	29 916 515	38 418 046	18 884 046	2 238 075	13 810 033
		Réponse aux urgences sanitaires	0	7 332 854	13 567 764	9 176 171	5 404 483	8 030 009	7 741 203	7 813 002	0	71 920
		TOTAL	190 898	75 546 799	87 132 882	138 395 781	91 064 994	110 606 761	79 547 576	102 723 720	40 446 707	94 846 389
611	Ministère de l'accès universel aux soins	Pilotage et soutien aux services du MAUS	0	23 367	0	23 000	15 000	93 230	15 000	94 603	15 000	95 813
		Couverture Maladie Universelle	0	0	0	0	1 000	2 079 607	1 000	2 103 829	1 000	2 104 270
		TOTAL	0	23 367	0	23 000	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	99 509	843 828	51 500	402 463	450 647	879 518	103 000	533 641	103 000	534 222
		Fonction publique	0	450 256	0	574 993	0	644 978	0	647 822	0	650 550
		Modernisation de l'administration publique	0	328 950	300 000	554 845	710 000	992 284	1 600 000	1 884 681	5 600 000	5 886 073
		Emploi	0	1 578 546	0	1 998 090	0	1 973 483	0	1 980 924	0	1 984 385
		Travail	0	965 072	0	1 096 877	0	1 122 229	0	1 130 196	0	1 144 958
TOTAL	99 509	4 166 652	351 500	4 627 268	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188		

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
720	Ministère de la communication et des médias	Pilotage et soutien des services du MCM	89 445	2 012 358	46 431	462 030	71 850	583 805	71 850	539 680	71 850	547 216
		Communication et information	10 553	2 242 743	5 070	3 396 526	31 150	3 376 423	31 150	3 336 712	31 150	3 293 117
		TOTAL	99 998	4 255 100	51 500	3 858 556	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	Pilotage et soutien aux services du ministère	99 031	1 677 073	51 500	1 581 941	173 000	1 552 294	103 000	1 477 387	103 000	1 470 074
		Promotion de l'action sociale	0	535 812	35 000	666 552	194 000	758 436	378 000	948 669	182 000	746 457
		Protection de l'enfant	0	332 074	0	356 031	0	368 945	0	374 391	0	370 390
		Genre et promotion de la femme	0	629 388	75 000	631 165	408 160	960 597	755 948	1 315 280	363 267	925 975
		Alphabétisation et éducation non formelle	0	164 556	0	195 261	0	187 627	0	190 225	0	188 832
		TOTAL	99 031	3 338 904	161 500	3 430 949	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728
750	Ministère des sports et loisirs	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS (MSL)	99 988	1 315 845	2 870 484	1 055 474	805 346	1 843 572	103 000	372 874	103 000	374 029
		SPORTS	0	3 998 536	0	3 846 215	0	3 534 595	0	3 543 636	0	3 544 530
		LOISIRS	0	0	0	27 393	0	40 099	0	41 400	0	42 468
		TOTAL	99 988	5 314 381	2 870 484	4 929 082	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	2 172 936	2 460 593	50 999	384 169	92 500	314 505	91 600	323 686	91 000	328 354
		Information géographique	991	197 825	350 500	412 831	502 000	566 036	3 900	67 661	4 500	68 140
		Logement décent	998	620 427	10 072 146	4 394 089	7 748 050	5 571 684	14 936 090	4 858 841	24 005 500	11 022 833
		Cadre de vie	1 000	6 957 926	40 400 568	12 037 861	34 524 266	6 252 646	11 491 513	7 330 653	16 805 387	21 701 400
		TOTAL	2 175 925	10 236 771	50 874 213	17 228 950	42 866 816	12 704 871	26 523 103	12 580 841	40 906 387	33 120 727
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	Pilotage et soutien des services du MAEDR (SG)	199 255	5 145 009	1 103 000	3 772 068	4 706 808	11 415 300	7 108 446	14 417 672	3 407 638	11 238 193
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	0	5 114 913	15 598 702	6 435 851	10 050 000	7 990 224	14 330 876	14 978 658	1 173 711	1 891 221
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	0	19 275 418	39 658 587	25 149 332	23 061 797	19 560 582	13 224 622	18 856 115	26 641 171	36 233 046
		Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	0	6 264 383	23 424 439	22 646 918	12 360 000	13 111 871	9 897 560	13 593 296	11 992 982	18 289 670
		TOTAL	199 255	35 799 723	79 784 728	58 004 168	50 178 605	52 077 977	44 561 504	61 845 741	43 215 502	67 652 131
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	Pilotage et soutien des services du MEHV	96 582	513 871	51 500	495 203	97 000	569 045	103 000	550 988	101 000	539 412
		Gestion intégrée des ressources en eau	0	604 293	200 000	234 703	202 000	231 874	0	31 349	0	29 697
		Approvisionnement en eau potable	0	20 026 692	43 235 463	16 622 296	62 369 332	18 980 358	13 259 040	12 396 997	51 087 143	30 610 421

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	0	175 670	142 377	279 262	3 821 950	1 306 094	0	339 807	0	1 337 800
		TOTAL	96 582	21 320 526	43 629 340	17 631 464	66 490 282	21 087 372	13 362 040	13 319 142	51 188 143	32 517 330
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	31 583	144 418	16 750	161 671	34 500	228 899	34 500	233 653	34 500	237 585
		Transport maritime	8 919	166 018	1 804 500	266 392	8 500	786 108	8 500	487 033	8 500	106 317
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	7 876	2 085 588	850 263	954 633	2 901 500	2 127 777	8 500	712 148	8 500	70 693
		Développement et protection du littoral	0	89 758	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907
		TOTAL	48 378	2 485 782	2 671 513	1 391 272	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	87 485	1 240 182	39 250	288 213	78 500	345 893	82 630	356 092	85 344	365 035
		COMMERCE	10 693	48 534 359	8 298	48 013 887	13 200	48 026 815	13 464	48 032 856	13 733	48 047 726
		INDUSTRIE	1 499	581 054	1 787 270	555 368	205 500	508 610	823 841	1 131 854	5 722	318 778
		SECTEUR PRIVE	0	0	2 000	926 909	5 800	939 427	5 916	941 783	6 034	944 203
		ARTISANAT	0	0	0	0	3 000	726 943	3 060	729 179	3 121	731 481
		TOTAL	99 677	50 355 595	1 836 818	49 784 377	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222
821	Ministère de la promotion de l'investissement	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MPI	99 992	249 939	51 500	174 688	84 000	234 938	25 000	181 915	65 000	223 479
		PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	0	143 976	2 080 094	670 202	1 098 167	1 368 772	0	110 978	0	111 306
		TOTAL	99 992	393 914	2 131 594	844 890	1 182 167	1 603 710	25 000	292 893	65 000	334 785
830	Ministère des travaux publics	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	49 953	955 070	21 775	434 949	38 000	462 567	38 000	465 764	38 000	464 934
		Réseaux de routes nationales	20 000	78 271 405	386 735 519	83 197 985	307 833 355	84 317 471	35 267 766	104 625 465	42 582 650	169 438 352
		Bâtiments publics	0	3 223 607	1 796 390	2 047 237	1 470 065	988 527	3 587 990	858 609	5 050	3 862 400
		TOTAL	69 953	82 450 082	388 553 684	85 680 170	309 341 420	85 768 565	38 893 756	105 949 838	42 625 700	173 765 686
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	0	127 634	0	135 158	0	122 248	0	121 337	0	121 886
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	49 936	19 317 391	154 380 235	37 337 690	101 705 249	53 565 609	28 931 571	52 799 068	30 908 799	69 285 148
		TOTAL	49 936	19 445 025	154 380 235	37 472 848	101 705 249	53 687 857	28 931 571	52 920 405	30 908 799	69 407 034
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire	Pilotage et soutien des services du MTRAF	49 997	157 375	10 750	145 313	10 750	196 641	51 500	242 534	51 500	248 053
		Transport aérien	0	570 260	1 645 496	1 046 578	8 367 328	4 021 803	4 248 438	1 497 769	270 741	2 477 879
		Transports routiers et ferroviaires	0	10 629 483	18 119 569	18 989 457	56 432 771	13 732 872	3 044 516	18 811 387	0	8 190 417

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		TOTAL	49 997	11 357 118	19 775 815	20 181 348	64 810 849	17 951 316	7 344 454	20 551 690	322 241	10 916 348
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	Pilotage et Soutien	84 999	494 320	20 250	223 538	53 500	316 857	44 500	309 118	44 500	318 402
		Mines	58 215	1 240 786	479 648	761 049	1 326 080	1 646 174	839 500	1 157 289	461 324	767 701
		Energie	0	40 530 716	49 462 004	51 361 431	89 161 591	57 998 687	86 765 366	75 782 241	83 620 821	72 220 387
		TOTAL	143 214	42 265 822	49 961 902	52 346 017	90 541 171	59 961 718	87 649 366	77 248 648	84 126 645	73 306 490
850	Ministère de la culture et du tourisme	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT	95 489	1 134 133	54 000	682 965	103 000	813 145	103 000	808 608	103 000	810 207
		CULTURE	0	521 960	0	706 310	0	760 960	0	769 986	0	771 976
		TOURISME	0	102 194	976 550	380 992	2 010 775	2 209 721	2 500 000	3 202 731	2 100 000	2 306 054
		TOTAL	95 489	1 758 288	1 030 550	1 770 267	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	89 968	1 579 256	590 879	638 339	640 879	1 605 260	1 393 252	1 680 381	3 886 147	4 377 489
		Gestion durable des écosystèmes	0	4 176 275	4 838 000	3 707 275	9 271 628	7 604 003	7 921 016	6 948 454	9 174 500	14 898 078
		Environnement et climat	0	10 419 676	11 068 294	12 287 793	26 741 808	10 517 766	9 575 312	10 991 176	14 405 083	3 517 368
		TOTAL	89 968	16 175 208	16 497 173	16 633 406	36 654 315	19 727 029	18 889 580	19 620 011	27 465 730	22 792 935
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	38 163	106 759	25 750	103 111	51 500	141 747	51 500	144 451	51 500	146 256
		Infrastructures numériques et postales	0	206 611	13 486 985	815 478	19 129 507	5 334 507	0	4 650 000	0	9 760 000
		Digitalisation des activités économiques et sociales	0	1 428 929	32 013 400	17 074 274	20 411 126	8 953 295	14 586 757	7 809 590	8 044 680	20 763 951
		TOTAL	38 163	1 742 299	45 526 135	17 992 863	39 592 133	14 429 549	14 638 257	12 604 041	8 096 180	30 670 207
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	50 000	333 806	25 750	228 022	51 500	402 523	51 500	400 782	51 500	374 905
		Droits de l'homme	0	25 354	0	41 376	0	41 966	0	42 981	0	44 326
		Consolidation de la démocratie et de la paix	0	46 494	0	20 191	0	21 745	0	22 778	0	20 038
		Citoyenneté	0	46 150	0	92 322	0	109 459	0	112 470	0	108 291
		Relation avec les institutions de la République	0	17 094	0	31 225	0	39 279	0	40 795	0	42 031
		TOTAL	50 000	468 899	25 750	413 135	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591
TOTAL BUDGET GENERAL			135 401 712	1 432 899 221	1 219 955 366	1 572 340 798	1 156 250 323	1 623 297 697	499 930 813	1 566 772 234	465 727 574	1 697 850 050

2.5. Tableau récapitulatif des dépenses par section, par programme et par grande nature économique (en milliers de FCFA)

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale										
D1	Pilotage stratégique du Assemblée nationale										
	Personnel		2 290 287		2 407 633		2 855 668		2 429 143		2 421 743
	Biens et services		2 657 897		2 489 877		2 564 573		2 641 511		2 720 756
	Transferts courants		128 395		128 395		128 395		128 395		128 395
	Dépenses d'investissement	100 000	100 000	103 000	103 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276
	Investissements sur RI	0	494 670	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0
	TOTAL	100 000	5 671 249	754 000	5 779 905	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170
120	Présidence de la République										
D1	Pilotage stratégique du Présidence de la République										
	Personnel		1 966 440		1 887 475		1 747 067		1 793 297		1 781 343
	Biens et services		11 647 508		11 567 670		11 914 700		12 272 141		12 640 305
	Transferts courants		8 616 895		9 966 895		10 386 895		10 386 895		10 386 895
	Dépenses d'investissement	146 772	146 772	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000
	Investissements sur RI	0	3 044 191	4 125 175	3 524 258	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000
	Investissements sur Emprunts	0	0	2 779 720	2 779 720	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	146 772	25 421 805	7 110 895	29 932 018	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543
130	Premier ministre										
D1	Pilotage stratégique du Premier ministre										
	Personnel		424 516		457 689		411 423		410 848		412 206
	Biens et services		833 202		821 954		846 613		872 011		898 171
	Transferts courants		14 975		15 000		15 000		15 000		15 000
	Dépenses d'investissement	93 187	93 187	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
	Investissements sur RI	0	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	93 187	1 492 123	103 000	1 397 643	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377
131	Secrétariat général du Gouvernement										
D1	Pilotage stratégique du Secrétariat général du Gouvernement										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		30 908		128 147		110 764		108 287		106 036
	Biens et services		58 968		49 856		121 352		122 244		123 746
	Transferts courants		4 000		4 000		10 000		10 000		10 000
	Dépenses d'investissement	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500
	TOTAL	49 801	143 678	51 500	233 503	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282
140	Cour constitutionnelle										
D1	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle										
	Personnel		163 022		269 480		281 248		284 455		287 488
	Biens et services		81 768		74 747		85 178		87 733		90 365
	Dépenses d'investissement	0	0	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
	Investissements sur RI	0	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0
	TOTAL	0	1 396 198	51 500	966 608	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853
150	Cour suprême										
D1	Pilotage stratégique du Cour suprême										
	Personnel		491 967		764 445		647 134		618 340		517 855
	Biens et services		90 691		65 434		93 907		96 724		99 626
	Dépenses d'investissement	49 902	49 902	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
	TOTAL	49 902	632 561	25 750	855 629	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981
160	Médiateur de la République										
D1	Pilotage stratégique du Médiateur de la République										
	Personnel		64 477		42 263		39 127		37 879		37 879
	Biens et services		348 561		38 634		48 548		50 004		51 505
	Dépenses d'investissement	49 985	49 985	12 500	12 500	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
	TOTAL	49 985	463 022	12 500	93 397	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384
170	Cour des comptes										
D1	Pilotage stratégique du Cour des comptes										
	Personnel		680 266		774 931		754 864		760 489		769 130
	Biens et services		263 191		230 466		295 639		304 508		313 643

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses d'investissement	50 000	50 000	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
	Investissements sur RI	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0
	TOTAL	50 000	993 457	25 750	1 031 146	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273
180	Conseil économique et social										
D1	Pilotage stratégique du Conseil économique et social										
	Transferts courants		0		500 000		500 000		500 000		500 000
	TOTAL	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication										
D1	Pilotage stratégique du Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication										
	Personnel		83 732		103 608		213 538		210 546		213 570
	Transferts courants		210 720		210 720		210 720		210 720		210 720
	TOTAL	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290
421	Conseil supérieur de la magistrature										
D1	Pilotage stratégique du Conseil supérieur de la magistrature										
	Personnel		33 600		39 048		39 048		39 048		39 048
	Biens et services		25 776		22 393		30 768		31 691		32 642
	TOTAL	0	59 376	0	61 441	0	69 816	0	70 739	0	71 690
921	Commission nationale des droits de l'homme										
D1	Pilotage stratégique du Commission nationale des droits de l'homme										
	Personnel		0		57 833		47 243		47 602		36 067
	Transferts courants		440 680		440 680		440 680		440 680		440 680
	TOTAL	0	440 680	0	498 513	0	487 923	0	488 282	0	476 747
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel										
P1	Pilotage et soutien des services de l'IFSI										
	Personnel		24 533		59 159		36 626		37 039		37 198
	Biens et services		37 950		31 877		60 906		62 613		65 100
	Dépenses d'investissement	10 497	10 497	13 250	13 250	41 500	41 500	36 000	36 000	43 000	43 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	TOTAL	10 497	72 980	13 250	104 286	41 500	139 032	36 000	135 652	43 000	145 298
P2	Inclusion financière										
	Personnel		0		10 989		4 903		4 983		5 167
	Biens et services		55 693		20 075		29 300		30 300		30 600
	Transferts courants		500 000		500 000		0		0		0
	Dépenses d'investissement	3 500	3 500	12 500	12 500	10 000	10 000	15 500	15 500	8 500	8 500
	TOTAL	3 500	559 193	12 500	543 564	10 000	44 203	15 500	50 783	8 500	44 267
P3	Secteur informel										
	Transferts courants		0		0		500 000		500 000		500 000
	TOTAL	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000
	TOTAL	13 997	632 173	25 750	647 850	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565
210	Ministère de l'économie et des finances										
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF										
	Personnel		576 884		500 101		492 676		503 584		502 198
	Biens et services		472 663		595 759		715 601		715 601		715 601
	Transferts courants		105 000		105 000		170 000		170 000		170 000
	Dépenses d'investissement	17 159	17 159	12 171	12 171	56 539	56 539	56 539	56 539	56 539	56 539
	Investissements sur RI	0	0	649 725	649 725	254 977	254 977	169 706	169 706	0	0
	Investissements sur Dons	0	0	4 306 634	4 306 634	1 578 614	1 578 614	2 562 727	2 562 727	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	0	1 334 666	436 821	511 829	511 829	421 387	421 387	764 000	764 000
	TOTAL	17 159	1 171 706	6 303 196	6 606 211	2 401 959	3 780 236	3 210 359	4 599 544	820 539	2 208 338
P2	Mobilisation des ressources financières										
	Personnel		0		0		121 260		121 260		121 260
	Biens et services		31 208		20 975		29 653		29 653		29 653
	Transferts courants		19 770 000		20 020 000		20 060 000		20 060 000		20 060 000
	TOTAL	0	19 801 208	0	20 040 975	0	20 210 913	0	20 210 913	0	20 210 913
P3	Gestion macroéconomique										
	Personnel		97 267		131 422		93 621		97 236		99 357
	Biens et services		14 790		14 197		19 767		19 767		19 767

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Transferts courants		65 000		165 000		225 000		225 000		225 000
	Dépenses d'investissement	5 652	5 652	2 920	2 920	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839
	Investissements sur Dons	0	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	5 652	182 709	3 002 920	3 313 539	5 839	344 227	5 839	347 842	5 839	349 963
P4	Programmation et gestion budgétaire										
	Personnel		435 781		588 474		409 837		410 747		409 419
	Biens et services		103 561		80 420		138 694		138 694		138 694
	Transferts courants		1 549 310		2 110 000		2 410 000		2 410 000		2 410 000
	Dépenses d'investissement	18 548	18 548	10 224	10 224	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799
	TOTAL	18 548	2 107 201	10 224	2 789 118	19 799	2 978 330	19 799	2 979 240	19 799	2 977 912
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat										
	Personnel		2 427 240		3 245 063		2 661 812		2 656 564		2 638 412
	Biens et services		215 743		164 569		221 023		221 023		221 023
	Transferts courants		50 000		50 000		50 000		50 000		50 000
	Dépenses d'investissement	36 859	36 859	7 019 058	7 019 058	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115
	Investissements sur RI	0	14 223 253	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	36 859	16 953 095	7 019 058	10 478 690	7 046 115	9 978 950	7 046 115	9 973 702	7 046 115	9 955 550
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption										
	Personnel		903 360		1 242 910		1 078 703		1 094 591		1 109 445
	Biens et services		126 305		114 186		170 132		170 132		170 132
	Transferts courants		384 256		530 000		541 500		541 500		541 500
	Dépenses d'investissement	21 885	21 885	15 704	15 704	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348
	TOTAL	21 885	1 435 805	15 704	1 902 800	21 348	1 811 683	21 348	1 827 571	21 348	1 842 425
	DEPENSES COMMUNES										
	Charges financières de la dette publique		124 806 859		142 931 513	0	160 715 509	0	162 618 061	0	169 165 568
	Dépenses communes de personnel		1 620 136		3 141 419	0	4 697 440	0	4 697 440	0	4 697 440
	Dépenses communes de biens et services		71 578 952		99 401 983	0	99 809 184	0	93 065 831	0	87 308 896

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses en atténuation des recettes		160 337 228		146 956 406	0	146 877 588	0	157 480 024	0	172 003 728
	Dépenses communes de transferts		81 425 632		17 710 576	0	16 100 000	0	16 100 000	0	16 100 000
	Dépenses communes des Dépenses d'investissement	2 320 266	2 320 266	7 184 585	6 984 585	82 565 976	82 565 976	15 684 585	15 684 585	15 684 585	15 684 585
	Dépenses communes d'investissement PIP-RI	20 676 599	20 676 599	43 000 000	43 000 000	29 620 000	29 620 000	20 000 000	20 000 000	0	0
	Dépenses communes d'investissement PIP- Dons	0	2 245 270	0	0	11 208 846	11 208 846	5 335 721	5 335 721	5 335 721	5 335 721
	Dépenses communes d'investissement PIP- Emprunts	0	36 210	0	0	578 614	578 614	578 613	578 613	649 988	649 988
	TOTAL	22 996 865	465 047 151	50 184 585	460 126 482	123 973 436	552 173 156	41 598 919	475 560 275	21 670 294	470 945 926
	TOTAL	23 096 969	506 698 875	66 535 687	505 257 814	133 468 496	591 277 495	51 902 379	515 499 087	29 583 934	508 491 027
220	Ministère de la planification du développement et de la coopération										
P1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération										
	Personnel		534 793		361 155		329 514		330 626		346 683
	Biens et services		190 348		130 161		187 401		195 220		203 274
	Transferts courants		85 000		85 000		90 000		90 000		90 000
	Dépenses d'investissement	99 972	99 972	41 500	41 500	85 000	85 000	85 000	85 000	83 000	83 000
	TOTAL	99 972	910 113	41 500	617 816	85 000	691 915	85 000	700 846	83 000	722 957
P2	Planification du développement										
	Personnel		609 038		612 136		493 552		491 335		504 450
	Biens et services		35 276		19 285		32 500		32 500		32 500
	Transferts courants		886 000		886 000		905 000		905 000		905 000
	Dépenses d'investissement	0	0	8 000	8 000	16 000	16 000	16 000	16 000	18 000	18 000
	Investissements sur RI	0	1 600 000	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820
	Investissements sur Dons	0	3 063 500	5 008 967	5 008 967	0	0	0	0	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	0	6 210 000	1 850 000	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000
	TOTAL	0	6 193 814	11 234 467	8 391 888	1 916 120	3 347 172	2 364 560	3 793 395	3 101 820	4 543 770
P3	Coopération au développement										
	Personnel		5 372		387 524		363 593		363 637		367 775
	Biens et services		24 996		13 709		23 750		23 750		23 750

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Transferts courants		0		0		5 000		5 000		5 000
	Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
	Investissements sur RI	0	0	821 126	225 031	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	30 368	823 126	628 264	2 000	394 343	2 000	394 387	2 000	398 525
P4	Aménagement du territoire										
	Personnel		0		27 063		74 041		74 348		68 857
	Biens et services		0		11 055		30 400		30 400		30 400
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
	Investissements sur RI	0	0	0	0	912 063	912 063	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	38 118	919 063	1 023 504	7 000	111 748	7 000	106 257
	TOTAL	99 972	7 134 295	12 099 093	9 676 086	2 922 183	5 456 933	2 458 560	5 000 375	3 193 820	5 771 508
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTRGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR										
	Personnel		796 887		493 999		539 634		546 726		555 099
	Biens et services		503 816		487 143		550 909		575 727		593 000
	Dépenses d'investissement	123 526	123 526	99 750	99 750	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701
	TOTAL	123 526	1 424 229	99 750	1 080 892	132 701	1 223 244	132 701	1 255 154	132 701	1 280 800
P2	DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL										
	Personnel		5 645 788		7 962 546		7 973 678		7 986 364		8 011 239
	Biens et services		5 259 268		6 780 503		6 895 126		7 093 689		7 306 499
	Transferts courants		2 005 344		2 068 500		2 763 500		2 168 500		2 168 500
	Dépenses d'investissement	197 868	197 868	190 000	190 000	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799
	TOTAL	197 868	13 108 269	190 000	17 001 549	210 799	17 843 103	210 799	17 459 353	210 799	17 697 037
P3	MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		0		77 678		73 450		73 568		73 797
	Biens et services		29 937		37 000		77 750		80 083		82 485
	Dépenses d'investissement	28 486	28 486	7 000	7 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000
	TOTAL	28 486	58 422	7 000	121 678	17 000	168 200	17 000	170 650	17 000	173 282
	TOTAL	349 880	14 590 921	296 750	18 204 119	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes										
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ										
	Personnel		89 565		97 575		86 452		84 035		84 841
	Biens et services		45 051		32 224		55 181		56 622		58 120
	Dépenses d'investissement	60 030	60 030	47 250	47 250	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500
	TOTAL	60 030	194 646	47 250	177 049	94 500	236 133	94 500	235 157	94 500	237 461
P2	Développement à la base										
	Personnel		14 136		12 222		17 816		18 292		18 860
	Biens et services		5 315		2 721		5 200		5 360		5 520
	Transferts courants		2 575 000		2 575 000		2 575 000		2 575 000		2 575 000
	Investissements sur RI	0	0	365 810	60 810	65 000	65 000	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	13 817 866	13 409 676	13 409 676	9 000 866	9 000 866	0	0	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	0	6 848 958	6 554 375	2 000 000	1 540 834	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749
	TOTAL	0	16 412 317	20 624 444	22 614 804	11 065 866	13 204 716	5 500 000	4 348 652	3 278 749	5 878 129
P3	Jeunesse										
	Personnel		115 729		114 215		113 836		119 444		119 757
	Biens et services		10 138		6 800		10 325		10 635		10 945
	Transferts courants		4 560 000		4 560 000		4 560 000		4 560 000		4 560 000
	Dépenses d'investissement	59 989	59 989	30 000	30 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
	Investissements sur RI	0	496 960	461 551	301 417	240 000	240 000	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	1 343 094	1 774 233	1 774 233	1 040 266	1 040 266	0	0	0	0
	TOTAL	59 989	6 585 909	2 265 784	6 786 665	1 340 266	6 024 427	60 000	4 750 079	60 000	4 750 702
	TOTAL	120 019	23 192 872	22 937 478	29 578 517	12 500 632	19 465 275	5 654 500	9 333 887	3 433 249	10 866 292

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTÈRES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
310	Ministère des armées										
P1	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées										
	Personnel		0		25 848		25 848		25 848		25 848
	Biens et services		300 839		6 627 202		6 700 452		6 924 223		7 154 707
	Dépenses d'investissement	43 437	43 437	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440
	Investissements sur RI	0	0	2 607 040	357 003	0	489 965	804 680	1 085 632	0	674 441
	TOTAL	43 437	344 276	2 753 480	7 156 493	146 440	7 362 705	951 120	8 182 143	146 440	8 001 436
P2	Préparation et emploi des forces										
	Personnel		11 295 530		15 831 008		18 747 432		20 886 724		21 973 944
	Biens et services		6 216 188		6 164 144		6 199 559		6 406 601		6 619 856
	Dépenses d'investissement	334 130	334 130	407 300	407 300	410 200	410 200	410 200	410 200	410 200	410 200
	Investissements sur RI	0	1 890 859	22 219 644	1 805 950	3 032 043	3 246 780	14 108 212	7 482 386	6 468 630	14 955 400
	TOTAL	334 130	19 736 707	22 626 944	24 208 402	3 442 243	28 603 971	14 518 412	35 185 911	6 878 830	43 959 399
P3	Soutien des forces										
	Personnel		30 197 721		30 829 268		34 075 878		35 804 675		37 488 845
	Biens et services		11 958 574		4 901 017		8 395 773		8 676 162		8 964 961
	Dépenses d'investissement	380 019	380 019	245 160	245 160	353 010	353 010	353 010	353 010	353 010	353 010
	Investissements sur RI	0	1 200 897	590 362	1 190 362	590 362	2 038 391	590 362	2 854 985	590 362	590 362
	Investissements sur Emprunts	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429
	TOTAL	380 019	43 737 211	4 713 944	41 044 229	5 412 156	49 331 836	5 412 156	52 157 616	4 958 801	51 412 607
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée- nation										
	Personnel		17 410		21 780		21 780		21 780		21 780
	Biens et services		97 454		96 145		96 145		99 356		102 663
	Dépenses d'investissement	30 739	30 739	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740
	TOTAL	30 739	145 603	30 740	148 665	30 740	148 665	30 740	151 876	30 740	155 183
	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE										
	Biens et services		2 422 155		19 591 155		2 420 655		2 420 655		2 420 655
	Dépenses d'investissement	104 711 360	104 711 360	32 404 360	32 404 360	2 405 860	2 405 860	2 405 956	2 405 956	2 406 055	2 406 055

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Investissements sur RI	0	38 706 224	43 233 428	43 233 428	28 186 547	28 186 547	26 598 665	26 598 665	17 799 490	17 799 490
	TOTAL	104 711 360	145 839 739	75 637 788	95 228 943	30 592 407	33 013 062	29 004 621	31 425 276	20 205 545	22 626 200
	TOTAL	105 499 684	209 803 537	105 762 896	167 786 732	39 623 986	118 460 239	49 917 049	127 102 821	32 220 356	126 154 825
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires										
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT										
	Personnel		662 382		217 097		213 059		196 202		193 709
	Biens et services		171 421		141 565		182 140		195 515		209 291
	Dépenses d'investissement	81 196	81 196	142 750	142 750	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500
	TOTAL	81 196	914 999	142 750	501 412	285 500	680 699	285 500	677 217	285 500	688 500
P2	Décentralisation et déconcentration										
	Personnel		916 132		1 364 247		1 208 697		1 135 655		1 112 324
	Biens et services		200 877		151 308		225 300		225 300		225 300
	Transferts courants		8 035 000		9 123 000		9 535 000		9 535 000		9 535 000
	Dépenses d'investissement	19 784	19 784	1 750	1 750	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
	Investissements sur RI	0	1 151 193	445 000	445 000	1 095 191	964 000	1 087 576	1 218 767	1 233 000	1 233 000
	Investissements sur Dons	0	3 364 107	14 376 069	6 157 854	14 259 033	14 354 459	5 210 000	9 115 356	5 210 000	5 527 301
	Investissements sur Emprunts	0	0	9 601 570	3 046 280	3 722 891	961 000	500 000	852 000	400 000	1 026 000
	TOTAL	19 784	13 687 092	24 424 389	20 289 439	19 080 615	27 251 955	6 801 076	22 085 578	6 846 500	18 662 425
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux										
	Personnel		323 075		95 158		75 481		76 764		73 454
	Biens et services		21 536		6 819		13 000		13 000		13 000
	Transferts courants		345 000		255 000		255 000		255 000		255 000
	Dépenses d'investissement	3 997	3 997	1 719	1 719	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
	TOTAL	3 997	693 608	1 719	358 696	3 000	346 481	3 000	347 764	3 000	344 454
P4	Culte et chefferie traditionnelle										
	Personnel		71 138		755 737		706 313		706 313		707 651
	Biens et services		26 990		18 362		32 000		32 000		32 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Transferts courants		10 000		10 000		15 000		15 000		15 000
	Dépenses d'investissement	13 999	13 999	5 000	5 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
	Investissements sur RI	0	184 032	35 000	35 000	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	13 999	306 159	40 000	824 099	3 000	756 313	3 000	756 313	3 000	757 651
P5	Développement des territoires										
	Investissements sur RI	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	TOTAL	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	TOTAL	118 975	15 601 857	24 608 858	21 973 645	19 472 115	29 135 448	7 192 576	23 966 872	7 238 000	20 553 030
420	Ministère de la justice et de la législation										
P1	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation										
	Personnel		1 936 898		281 094		514 114		530 354		523 519
	Biens et services		157 921		137 181		179 636		202 642		202 642
	Transferts courants		130 000		130 000		130 000		130 000		130 000
	Dépenses d'investissement	68 728	68 728	47 670	47 670	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340
	Investissements sur RI	0	0	9 570 650	248 383	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674
	TOTAL	68 728	2 293 547	9 618 320	844 328	8 677 784	2 388 152	110 340	2 811 953	1 734 032	4 889 175
P2	Administration de la justice										
	Personnel		1 825 565		3 287 993		3 258 060		3 318 941		3 349 138
	Biens et services		152 421		75 005		134 315		134 315		158 011
	Dépenses d'investissement	12 991	12 991	7 500	7 500	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	12 991	1 990 976	7 500	3 370 498	0	3 392 375	0	3 453 256	0	3 507 149
P3	Accès au droit et à la justice										
	Personnel		8 981		140 036		135 646		136 863		139 198
	Biens et services		15 074		7 362		9 362		9 362		9 362
	Transferts courants		30 000		30 000		30 000		30 000		30 000
	Dépenses d'investissement	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	3 000	57 056	0	177 398	0	175 008	0	176 225	0	178 560
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTÈRES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		1 001 083		1 421 249		1 404 595		1 411 073		1 479 113
	Biens et services		446 586		432 629		443 537		443 537		443 537
	Dépenses d'investissement	14 993	14 993	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	14 993	1 462 662	0	1 853 878	0	1 848 132	0	1 854 610	0	1 922 650
	TOTAL	99 712	5 804 242	9 625 820	6 246 102	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile										
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC										
	Personnel		1 166 044		89 727		87 054		88 237		89 362
	Biens et services		1 452 814		170 615		946 572		1 024 807		1 105 389
	Transferts courants		20 000		20 000		270 000		270 000		270 000
	Dépenses d'investissement	869 156	869 156	853 000	853 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000
	TOTAL	869 156	3 508 014	853 000	1 133 342	950 000	2 253 626	950 000	2 333 044	950 000	2 414 751
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière										
	Personnel		14 292 848		17 107 357		20 708 300		20 755 342		21 508 287
	Biens et services		515 123		519 347		519 347		519 347		519 347
	Transferts courants		50 000		1 350 000		1 100 000		1 100 000		1 100 000
	Dépenses d'investissement	119 281	119 281	172 000	172 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
	Investissements sur RI	0	476 495	395 000	95 000	478 467	478 467	939 202	939 202	0	0
	TOTAL	119 281	15 453 747	567 000	19 243 704	553 467	22 881 114	1 014 202	23 388 891	75 000	23 202 634
P3	Protection civile										
	Personnel		60 665		755 924		728 582		728 886		729 221
	Biens et services		3 398		4 919		4 919		4 919		4 919
	Transferts courants		800 000		800 000		900 000		900 000		900 000
	Dépenses d'investissement	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
	Investissements sur RI	0	522 491	531 036	531 036	924 486	924 486	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	120 438	179 000	179 000	237 519	237 519	0	0	0	0
	TOTAL	0	1 506 991	715 036	2 275 879	1 167 005	2 800 506	5 000	1 638 805	5 000	1 639 140
	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ										
	Biens et services		1 137 005		1 837 007		1 137 007		1 137 007		1 137 007

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	TOTAL	0	1 137 005	0	1 837 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007
	TOTAL	988 437	21 605 757	2 135 036	24 489 932	2 670 472	29 072 253	1 969 202	28 497 747	1 030 000	28 393 532
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire et technique										
P1	Pilotage et soutien des services du MEPST										
	Personnel		45 512 143		11 184 587		13 028 667		13 266 289		14 212 941
	Biens et services		5 336 956		2 726 472		2 964 520		3 053 456		3 145 059
	Transferts courants		3 339 865		340 000		340 000		340 000		340 000
	Dépenses d'investissement	117 807	117 807	122 250	122 250	247 000	247 000	247 000	247 000	247 000	247 000
	Investissements sur Dons	0	0	438 000	109 500	395 196	395 196	0	0	0	0
	TOTAL	117 807	54 306 771	560 250	14 482 809	642 196	16 975 383	247 000	16 906 745	247 000	17 945 000
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire										
	Personnel		76 390 013		75 798 769		86 766 130		90 476 331		96 947 623
	Biens et services		321 937		193 090		325 147		334 901		344 948
	Transferts courants		5 561 759		6 920 904		6 920 904		6 920 904		6 920 904
	Dépenses d'investissement	82 645	82 645	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	0	2 000 000	1 775 626	1 554 250	1 554 250	1 475 240	1 475 240	355 010	355 010
	Investissements sur Dons	0	8 644 172	0	8 138 862	3 013 033	3 013 033	527 670	527 670	772 477	772 477
	Investissements sur Emprunts	0	0	10 360 450	648 880	3 431 364	3 431 364	3 268 542	3 268 542	3 711 414	3 711 414
	TOTAL	82 645	91 000 526	12 360 450	93 476 131	7 998 647	102 010 828	5 271 452	103 003 588	4 838 901	109 052 377
P3	Enseignement secondaire général										
	Personnel		405 746		48 419 897		55 076 518		57 431 641		61 539 422
	Biens et services		529 871		312 232		528 736		544 598		560 936
	Transferts courants		400 000		400 000		400 000		400 000		400 000
	Dépenses d'investissement	35 231	35 231	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	825 123	0	1 872 197	552 974	552 974	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	0	0	4 808 746	2 311 372	2 311 372	0	0	0	0
	TOTAL	35 231	2 195 972	0	55 813 072	2 864 346	58 869 600	0	58 376 239	0	62 500 358
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		7 177 935		8 064 563		7 980 518		8 321 773		8 916 985
	Biens et services		175 655		114 792		163 313		168 212		173 259
	Transferts courants		550 000		550 000		650 000		650 000		650 000
	Dépenses d'investissement	9 976	9 976	5 000	5 000	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
	Investissements sur RI	0	1 058 885	425 826	730 718	129 586	129 586	61 483	61 483	0	0
	Investissements sur Dons	0	1 161 246	913 151	1 503 553	4 256 144	4 256 144	5 664 401	5 664 401	1 743 505	1 743 505
	TOTAL	9 976	10 133 696	1 343 977	10 968 626	4 393 230	13 187 061	5 733 384	14 873 369	1 751 005	11 491 249
P5	#REF!										
	Personnel		50 084		72 838		0		0		0
	Biens et services		4 312		2 474		0		0		0
	Transferts courants		650 000		650 000		0		0		0
	Dépenses d'investissement	3 000	3 000	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	3 000	707 396	1 500	726 812	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	248 659	158 344 361	14 266 177	175 467 449	15 898 419	191 042 872	11 251 836	193 159 942	6 836 906	200 988 984
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MESR										
	Personnel		257 171		123 878		138 496		139 181		138 429
	Biens et services		278 238		176 012		279 148		299 537		320 538
	Dépenses d'investissement	270 439	270 439	178 635	178 635	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759
	TOTAL	270 439	805 848	178 635	478 525	285 759	703 403	285 759	724 477	285 759	744 726
P2	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR										
	Personnel		366 624		615 068		630 501		638 937		607 732
	Biens et services		379 461		205 376		364 522		364 522		364 522
	Transferts courants		38 833 299		34 033 299		36 933 299		36 933 299		36 933 299
	Dépenses d'investissement	33 848	33 848	18 419	18 419	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844
	TOTAL	33 848	39 613 232	18 419	34 872 162	33 844	37 962 166	33 844	37 970 602	33 844	37 939 397
P3	RECHERCHE ET INNOVATION										
	Personnel		41 596		110 595		85 266		87 997		89 702

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Biens et services		37 551		26 334		35 962		35 962		35 962
	Transferts courants		20 000		20 000		20 000		20 000		20 000
	Dépenses d'investissement	25 519	25 519	18 404	18 404	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808
	Investissements sur RI	0	634 486	3 271 313	1 094 771	1 171 635	1 077 833	0	350 000	0	443 471
	Investissements sur Dons	0	1 063 960	0	834 878	2 098 293	1 475 943	253 904	876 254	232 835	961 703
	Investissements sur Emprunts	0	1 339 282	2 792 840	1 252 950	2 121 416	1 095 909	0	243 514	0	1 093 302
	TOTAL	25 519	3 162 394	6 082 557	3 357 932	5 428 152	3 827 721	290 712	1 650 535	269 643	2 680 948
	TOTAL	329 806	43 581 474	6 279 611	38 708 618	5 747 755	42 493 290	610 315	40 345 614	589 246	41 365 071
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique										
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS										
	Personnel		20 236 499		2 044 817		3 771 470		3 816 702		3 827 732
	Biens et services		1 042 697		1 069 963		1 200 457		1 219 008		1 254 071
	Transferts courants		310 838		214 000		240 635		240 635		240 635
	Dépenses d'investissement	90 055	90 055	80 250	80 250	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500
	TOTAL	90 055	21 680 089	80 250	3 409 030	145 500	5 358 062	145 500	5 421 845	145 500	5 467 938
P2	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie										
	Personnel		3 149 582		25 771 807		26 182 220		25 491 661		25 547 457
	Biens et services		565 400		409 635		527 754		542 871		558 442
	Transferts courants		12 547 073		13 157 103		11 327 468		11 327 468		11 327 468
	Dépenses d'investissement	81 872	81 872	43 500	43 500	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000
	Investissements sur RI	0	0	427 575	770 492	1 192 235	1 192 235	1 199 048	1 199 048	639 267	639 267
	Investissements sur Dons	0	23 140 333	42 873 045	52 701 942	25 438 564	25 438 564	30 124 431	30 124 431	34 410 668	34 410 668
	Investissements sur Emprunts	0	0	11 436 399	11 436 399	2 546 934	2 546 934	1 832 348	1 832 348	2 926 197	2 926 197
	TOTAL	81 872	39 484 261	54 780 519	104 290 878	29 264 733	67 302 175	33 242 827	70 604 827	38 063 132	75 496 498
P3	Couverture Santé Universelle										
	Personnel		678 009		1 544 474		746 955		760 789		762 987
	Biens et services		160 942		118 399		169 019		173 878		178 916
	Transferts courants		404 569		416 839		411 839		411 839		411 839

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses d'investissement	18 971	18 971	10 000	10 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000
	Investissements sur RI	0	2 590 900	13 676 667	14 412 309	5 773 687	5 231 193	5 607 665	7 034 874	1 443 759	4 003 049
	Investissements sur Dons	0	0	2 000 000	2 000 000	9 748 689	9 101 100	1 412 652	1 412 652	775 316	775 316
	Investissements sur Emprunts	0	3 196 204	3 017 682	3 017 682	40 708 902	14 237 409	31 378 729	9 071 014	0	7 658 925
	TOTAL	18 971	7 049 595	18 704 349	21 519 703	56 250 278	29 916 515	38 418 046	18 884 046	2 238 075	13 810 033
P4	Réponse aux urgences sanitaires										
	Personnel		0		114 673		41 039		41 799		41 920
	Transferts courants		56 433		30 000		30 000		30 000		30 000
	Investissements sur RI	0	2 243 853	0	0	-2 554 487	0	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	5 032 569	4 102 613	4 067 426	7 032 970	7 032 970	7 741 203	7 741 203	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	0	9 465 151	4 964 072	926 000	926 000	0	0	0	0
	TOTAL	0	7 332 854	13 567 764	9 176 171	5 404 483	8 030 009	7 741 203	7 813 002	0	71 920
	TOTAL	190 898	75 546 799	87 132 882	138 395 781	91 064 994	110 606 761	79 547 576	102 723 720	40 446 707	94 846 389
611	Ministère de l'accès universel aux soins										
P1	Pilotage et soutien aux services du MAUS										
	Personnel		23 367		8 000		38 472		38 706		38 743
	Biens et services		0		15 000		39 758		40 897		42 070
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
	TOTAL	0	23 367	0	23 000	15 000	93 230	15 000	94 603	15 000	95 813
P2	Couverture Maladie Universelle										
	Personnel		0		0		39 899		63 871		64 056
	Biens et services		0		0		8 708		8 957		9 214
	Transferts courants		0		0		2 030 000		2 030 000		2 030 000
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
	TOTAL	0	0	0	0	1 000	2 079 607	1 000	2 103 829	1 000	2 104 270
	TOTAL	0	23 367	0	23 000	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social										
P1	Pilotage et soutien des services du MFPTDS										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		613 130		256 095		286 218		280 710		274 557
	Biens et services		131 189		94 868		142 653		149 931		156 665
	Dépenses d'investissement	99 509	99 509	51 500	51 500	450 647	450 647	103 000	103 000	103 000	103 000
	TOTAL	99 509	843 828	51 500	402 463	450 647	879 518	103 000	533 641	103 000	534 222
P2	Fonction publique										
	Personnel		197 042		329 630		382 245		384 989		387 717
	Biens et services		23 214		15 363		22 733		22 833		22 833
	Transferts courants		230 000		230 000		240 000		240 000		240 000
	TOTAL	0	450 256	0	574 993	0	644 978	0	647 822	0	650 550
P3	Modernisation de l'administration publique										
	Personnel		159 584		218 863		241 229		243 626		245 018
	Biens et services		21 181		13 636		18 709		18 709		18 709
	Transferts courants		20 000		22 346		22 346		22 346		22 346
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	0	0	0	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000
	Investissements sur Dons	0	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	328 950	300 000	554 845	710 000	992 284	1 600 000	1 884 681	5 600 000	5 886 073
P4	Emploi										
	Personnel		52 464		187 598		160 059		167 500		170 961
	Biens et services		16 082		10 492		13 424		13 424		13 424
	Transferts courants		1 510 000		1 800 000		1 800 000		1 800 000		1 800 000
	TOTAL	0	1 578 546	0	1 998 090	0	1 973 483	0	1 980 924	0	1 984 385
P5	Travail										
	Personnel		484 916		628 583		641 922		650 729		665 491
	Biens et services		40 255		28 394		40 407		39 567		39 567
	Transferts courants		439 900		439 900		439 900		439 900		439 900
	TOTAL	0	965 072	0	1 096 877	0	1 122 229	0	1 130 196	0	1 144 958
	TOTAL	99 509	4 166 652	351 500	4 627 268	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188
720	Ministère de la communication et des médias										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCM										
	Personnel		616 163		173 316		165 618		167 106		170 120
	Biens et services		1 156 750		92 283		196 337		150 724		155 246
	Transferts courants		150 000		150 000		150 000		150 000		150 000
	Dépenses d'investissement	89 445	89 445	46 431	46 431	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850
	TOTAL	89 445	2 012 358	46 431	462 030	71 850	583 805	71 850	539 680	71 850	547 216
P2	Communication et information										
	Personnel		1 466 369		1 659 839		1 556 795		1 481 426		1 401 108
	Biens et services		165 821		1 131 618		1 188 478		1 224 136		1 260 859
	Transferts courants		600 000		600 000		600 000		600 000		600 000
	Dépenses d'investissement	10 553	10 553	5 070	5 070	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150
	TOTAL	10 553	2 242 743	5 070	3 396 526	31 150	3 376 423	31 150	3 336 712	31 150	3 293 117
	TOTAL	99 998	4 255 100	51 500	3 858 556	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation										
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère										
	Personnel		1 371 103		1 371 546		1 171 869		1 160 395		1 146 318
	Biens et services		167 739		119 695		168 225		174 792		181 556
	Transferts courants		39 200		39 200		39 200		39 200		39 200
	Dépenses d'investissement	99 031	99 031	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
	Investissements sur RI	0	0	0	0	70 000	70 000	0	0	0	0
	TOTAL	99 031	1 677 073	51 500	1 581 941	173 000	1 552 294	103 000	1 477 387	103 000	1 470 074
P2	Promotion de l'action sociale										
	Personnel		139 786		237 983		162 303		168 536		162 324
	Biens et services		15 511		8 569		14 133		14 133		14 133
	Transferts courants		380 515		385 000		388 000		388 000		388 000
	Investissements sur RI	0	0	35 000	35 000	194 000	194 000	378 000	378 000	182 000	182 000
	TOTAL	0	535 812	35 000	666 552	194 000	758 436	378 000	948 669	182 000	746 457
P3	Protection de l'enfant										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		161 430		193 306		198 640		204 086		200 085
	Biens et services		17 645		9 725		16 305		16 305		16 305
	Transferts courants		153 000		153 000		154 000		154 000		154 000
	TOTAL	0	332 074	0	356 031	0	368 945	0	374 391	0	370 390
P4	Genre et promotion de la femme										
	Personnel		146 690		133 569		126 060		132 955		136 331
	Biens et services		12 017		7 596		11 377		11 377		11 377
	Transferts courants		400 000		415 000		415 000		415 000		415 000
	Investissements sur RI	0	70 681	75 000	75 000	408 160	408 160	755 948	755 948	363 267	363 267
	TOTAL	0	629 388	75 000	631 165	408 160	960 597	755 948	1 315 280	363 267	925 975
P5	Alphabétisation et éducation non formelle										
	Personnel		55 290		89 624		78 779		81 377		79 984
	Biens et services		9 267		5 637		8 848		8 848		8 848
	Transferts courants		100 000		100 000		100 000		100 000		100 000
	TOTAL	0	164 556	0	195 261	0	187 627	0	190 225	0	188 832
	TOTAL	99 031	3 338 904	161 500	3 430 949	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728
750	Ministère des sports et loisirs										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS (MSL)										
	Personnel		226 681		157 639		176 588		172 024		169 791
	Biens et services		98 354		73 659		95 000		97 850		101 238
	Dépenses d'investissement	99 988	99 988	51 500	51 500	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
	Investissements sur RI	0	890 822	2 818 984	772 676	702 346	1 468 984	0	0	0	0
	TOTAL	99 988	1 315 845	2 870 484	1 055 474	805 346	1 843 572	103 000	372 874	103 000	374 029
P2	SPORTS										
	Personnel		138 609		438 048		408 915		416 286		415 912
	Biens et services		146 750		38 167		55 680		57 350		58 618
	Transferts courants		3 713 177		3 370 000		3 070 000		3 070 000		3 070 000
	TOTAL	0	3 998 536	0	3 846 215	0	3 534 595	0	3 543 636	0	3 544 530

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P3	LOISIRS										
	Personnel		0		23 472		34 599		35 735		36 633
	Biens et services		0		3 921		5 500		5 665		5 835
	TOTAL	0	0	0	27 393	0	40 099	0	41 400	0	42 468
	TOTAL	99 988	5 314 381	2 870 484	4 929 082	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière										
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF										
	Personnel		211 055		266 873		134 280		143 461		144 813
	Biens et services		76 602		66 297		87 725		88 625		92 541
	Dépenses d'investissement	2 172 936	2 172 936	50 999	50 999	92 500	92 500	91 600	91 600	91 000	91 000
	TOTAL	2 172 936	2 460 593	50 999	384 169	92 500	314 505	91 600	323 686	91 000	328 354
P2	Information géographique										
	Personnel		49 907		37 975		36 536		34 350		34 229
	Biens et services		5 699		4 356		7 500		9 411		9 411
	Transferts courants		20 000		20 000		20 000		20 000		20 000
	Dépenses d'investissement	991	991	500	500	2 000	2 000	3 900	3 900	4 500	4 500
	Investissements sur RI	0	121 228	350 000	350 000	500 000	500 000	0	0	0	0
	TOTAL	991	197 825	350 500	412 831	502 000	566 036	3 900	67 661	4 500	68 140
P3	Logement décent										
	Personnel		149 601		124 701		151 799		152 484		153 533
	Biens et services		6 899		7 050		14 300		13 800		13 800
	Transferts courants		100 000		100 000		100 000		100 000		100 000
	Dépenses d'investissement	998	998	2 250	2 250	6 500	6 500	5 500	5 500	5 500	5 500
	Investissements sur RI	0	362 929	8 640 000	2 730 192	5 514 850	3 500 000	14 930 590	3 936 942	24 000 000	10 750 000
	Investissements sur Dons	0	0	129 896	129 896	0	0	0	0	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	0	1 300 000	1 300 000	2 226 700	1 799 085	0	650 115	0	0
	TOTAL	998	620 427	10 072 146	4 394 089	7 748 050	5 571 684	14 936 090	4 858 841	24 005 500	11 022 833
P4	Cadre de vie										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		0		100 282		116 663		122 363		120 613
	Biens et services		6 848		5 050		7 500		8 700		8 400
	Transferts courants		700 000		700 000		700 000		700 000		700 000
	Dépenses d'investissement	1 000	1 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
	Investissements sur RI	0	4 585 162	33 611 236	4 443 197	34 522 266	5 401 483	11 489 513	6 497 590	16 803 387	20 870 387
	Investissements sur Emprunts	0	1 664 915	6 788 332	6 788 332	0	25 000	0	0	0	0
	TOTAL	1 000	6 957 926	40 400 568	12 037 861	34 524 266	6 252 646	11 491 513	7 330 653	16 805 387	21 701 400
	TOTAL	2 175 925	10 236 771	50 874 213	17 228 950	42 866 816	12 704 871	26 523 103	12 580 841	40 906 387	33 120 727
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural										
P1	Pilotage et soutien des services du MAEDR (SG)										
	Personnel		4 093 929		2 544 118		1 975 192		2 057 530		2 059 511
	Biens et services		496 875		484 950		663 300		681 696		701 044
	Transferts courants		305 000		440 000		4 070 000		4 570 000		5 070 000
	Dépenses d'investissement	199 255	199 255	103 000	103 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000
	Investissements sur RI	0	49 951	1 000 000	200 000	4 500 808	4 500 808	6 902 446	6 902 446	3 201 638	3 201 638
	TOTAL	199 255	5 145 009	1 103 000	3 772 068	4 706 808	11 415 300	7 108 446	14 417 672	3 407 638	11 238 193
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)										
	Personnel		520 759		274 746		222 233		233 286		239 222
	Biens et services		35 435		28 389		42 991		45 746		47 038
	Transferts courants		240 000		200 000		175 000		175 000		175 000
	Investissements sur RI	0	0	2 240 174	1 227 039	1 500 000	1 550 000	1 686 513	1 386 513	949 961	1 199 961
	Investissements sur Dons	0	4 318 719	2 198 987	2 198 987	1 500 000	1 500 000	603 641	597 391	93 750	100 000
	Investissements sur Emprunts	0	0	11 159 541	2 506 690	7 050 000	4 500 000	12 040 722	12 540 722	130 000	130 000
	TOTAL	0	5 114 913	15 598 702	6 435 851	10 050 000	7 990 224	14 330 876	14 978 658	1 173 711	1 891 221
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)										
	Personnel		275 206		1 033 598		1 438 375		1 492 194		1 528 876
	Biens et services		34 113		30 681		57 410		59 170		62 128
	Transferts courants		9 180 000		9 245 000		4 810 000		4 810 000		4 810 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Investissements sur RI	0	4 796 189	16 713 411	7 543 900	7 388 582	4 312 582	7 436 120	5 936 120	10 942 953	14 018 953
	Investissements sur Dons	0	0	5 167 090	4 914 319	2 379 842	2 232 842	1 366 259	1 398 388	1 435 958	1 550 829
	Investissements sur Emprunts	0	4 989 909	17 778 086	2 381 834	13 293 373	6 709 373	4 422 243	5 160 243	14 262 260	14 262 260
	TOTAL	0	19 275 418	39 658 587	25 149 332	23 061 797	19 560 582	13 224 622	18 856 115	26 641 171	36 233 046
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)										
	Personnel		5 732		1 514 624		1 540 258		1 654 736		1 636 688
	Transferts courants		2 390 000		2 630 000		3 460 000		3 460 000		3 460 000
	Investissements sur RI	0	372 854	1 030 000	430 000	710 000	510 000	890 000	890 000	1 782 334	1 982 334
	Investissements sur Dons	0	3 495 798	18 394 439	18 072 294	7 500 000	5 200 000	6 700 000	6 700 000	5 010 648	6 010 648
	Investissements sur Emprunts	0	0	4 000 000	0	4 150 000	2 401 613	2 307 560	888 560	5 200 000	5 200 000
	TOTAL	0	6 264 383	23 424 439	22 646 918	12 360 000	13 111 871	9 897 560	13 593 296	11 992 982	18 289 670
	TOTAL	199 255	35 799 723	79 784 728	58 004 168	50 178 605	52 077 977	44 561 504	61 845 741	43 215 502	67 652 131
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise										
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV										
	Personnel		224 189		309 968		263 294		265 044		251 141
	Biens et services		143 099		83 735		158 751		132 944		137 271
	Transferts courants		50 000		50 000		50 000		50 000		50 000
	Dépenses d'investissement	96 582	96 582	51 500	51 500	97 000	97 000	103 000	103 000	101 000	101 000
	TOTAL	96 582	513 871	51 500	495 203	97 000	569 045	103 000	550 988	101 000	539 412
P2	Gestion intégrée des ressources en eau										
	Personnel		20 232		30 003		22 874		24 249		22 497
	Biens et services		7 194		4 700		7 000		7 100		7 200
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	576 867	200 000	200 000	200 000	200 000	0	0	0	0
	TOTAL	0	604 293	200 000	234 703	202 000	231 874	0	31 349	0	29 697
P3	Approvisionnement en eau potable										
	Personnel		43 818		9 993		11 489		11 947		12 277
	Biens et services		6 743		4 231		7 000		7 100		7 200

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
	Investissements sur RI	0	1 922 119	4 699 045	4 068 506	7 433 161	4 467 148	298 449	1 119 561	1 091 838	2 847 253
	Investissements sur Dons	0	6 979 099	814 745	5 019 021	256 157	6 089 726	0	2 100 751	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	11 074 913	37 721 673	7 520 546	54 678 014	8 402 995	12 960 591	9 157 638	49 993 305	27 741 691
	TOTAL	0	20 026 692	43 235 463	16 622 296	62 369 332	18 980 358	13 259 040	12 396 997	51 087 143	30 610 421
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta										
	Personnel		70 013		25 557		27 144		28 500		27 243
	Biens et services		7 191		4 510		7 000		7 100		7 200
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	98 466	0	0	3 000 000	450 000	0	304 207	0	1 303 357
	Investissements sur Dons	0	0	142 377	249 195	819 950	819 950	0	0	0	0
	TOTAL	0	175 670	142 377	279 262	3 821 950	1 306 094	0	339 807	0	1 337 800
	TOTAL	96 582	21 320 526	43 629 340	17 631 464	66 490 282	21 087 372	13 362 040	13 319 142	51 188 143	32 517 330
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière										
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère										
	Personnel		69 030		108 073		143 546		146 697		148 972
	Biens et services		43 805		36 848		50 853		52 456		54 113
	Dépenses d'investissement	31 583	31 583	16 750	16 750	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500
	TOTAL	31 583	144 418	16 750	161 671	34 500	228 899	34 500	233 653	34 500	237 585
P2	Transport maritime										
	Personnel		0		69 964		92 240		89 802		68 294
	Biens et services		10 585		7 835		9 000		9 259		9 523
	Transferts courants		0		20 000		20 000		20 000		20 000
	Dépenses d'investissement	8 919	8 919	4 500	4 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500
	Investissements sur RI	0	146 514	1 800 000	164 093	0	656 368	0	359 472	0	0
	TOTAL	8 919	166 018	1 804 500	266 392	8 500	786 108	8 500	487 033	8 500	106 317
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture										
	Personnel		160		97 428		55 868		53 916		52 782

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Biens et services		10 087		6 942		9 000		9 204		9 411
	Dépenses d'investissement	7 876	7 876	4 500	4 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500
	Investissements sur RI	0	2 067 465	845 763	845 763	2 893 000	2 054 409	0	640 528	0	0
	TOTAL	7 876	2 085 588	850 263	954 633	2 901 500	2 127 777	8 500	712 148	8 500	70 693
P4	Développement et protection du littoral										
	Personnel		0		8 576		12 954		13 430		13 907
	Investissements sur RI	0	89 758	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	89 758	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907
	TOTAL	48 378	2 485 782	2 671 513	1 391 272	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502
820	Ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL										
	Personnel		356 534		171 134		154 057		157 959		161 978
	Biens et services		296 163		77 829		113 336		115 503		117 713
	Dépenses d'investissement	87 485	87 485	39 250	39 250	78 500	78 500	82 630	82 630	85 344	85 344
	Investissements sur RI	0	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	87 485	1 240 182	39 250	288 213	78 500	345 893	82 630	356 092	85 344	365 035
P2	COMMERCE										
	Personnel		304 748		440 890		427 509		431 668		444 618
	Biens et services		56 695		59 506		80 913		82 531		84 182
	Transferts courants		46 763 485		47 505 193		47 505 193		47 505 193		47 505 193
	Dépenses d'investissement	10 693	10 693	8 298	8 298	13 200	13 200	13 464	13 464	13 733	13 733
	Investissements sur RI	0	1 174 364	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	10 693	48 534 359	8 298	48 013 887	13 200	48 026 815	13 464	48 032 856	13 733	48 047 726
P3	INDUSTRIE										
	Personnel		45 334		107 354		143 932		148 251		152 699
	Biens et services		10 838		21 764		29 178		29 762		30 357
	Transferts courants		110 000		110 000		130 000		130 000		130 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses d'investissement	1 499	1 499	2 250	2 250	5 500	5 500	5 610	5 610	5 722	5 722
	Investissements sur RI	0	413 383	1 785 020	314 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0
	TOTAL	1 499	581 054	1 787 270	555 368	205 500	508 610	823 841	1 131 854	5 722	318 778
P4	SECTEUR PRIVE										
	Personnel		0		54 138		56 756		58 458		60 212
	Biens et services		0		20 771		26 871		27 408		27 957
	Transferts courants		0		850 000		850 000		850 000		850 000
	Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	5 800	5 800	5 916	5 916	6 034	6 034
	TOTAL	0	0	2 000	926 909	5 800	939 427	5 916	941 783	6 034	944 203
P5	ARTISANAT										
	Personnel		0		0		69 695		71 786		73 940
	Biens et services		0		0		4 248		4 333		4 420
	Transferts courants		0		0		650 000		650 000		650 000
	Dépenses d'investissement	0	0	0	0	3 000	3 000	3 060	3 060	3 121	3 121
	TOTAL	0	0	0	0	3 000	726 943	3 060	729 179	3 121	731 481
	TOTAL	99 677	50 355 595	1 836 818	49 784 377	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222
821	Ministère de la promotion de l'investissement										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MPI										
	Personnel		52 684		52 136		52 981		54 731		56 355
	Biens et services		97 263		71 052		97 957		102 184		102 125
	Dépenses d'investissement	99 992	99 992	51 500	51 500	84 000	84 000	25 000	25 000	65 000	65 000
	TOTAL	99 992	249 939	51 500	174 688	84 000	234 938	25 000	181 915	65 000	223 479
P2	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS										
	Personnel		0		10 658		10 658		10 978		11 306
	Transferts courants		100 000		100 000		100 000		100 000		100 000
	Investissements sur RI	0	40 397	1 895 421	374 871	389 273	500 000	0	0	0	0
	Investissements sur Dons	0	3 579	184 673	184 673	708 894	758 114	0	0	0	0
	TOTAL	0	143 976	2 080 094	670 202	1 098 167	1 368 772	0	110 978	0	111 306
	TOTAL	99 992	393 914	2 131 594	844 890	1 182 167	1 603 710	25 000	292 893	65 000	334 785

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
830	Ministère des travaux publics										
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics										
	Personnel		583 701		267 926		253 187		251 755		243 425
	Biens et services		161 416		125 248		151 380		156 009		163 509
	Transferts courants		160 000		20 000		20 000		20 000		20 000
	Dépenses d'investissement	49 953	49 953	21 775	21 775	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
	TOTAL	49 953	955 070	21 775	434 949	38 000	462 567	38 000	465 764	38 000	464 934
P2	Réseaux de routes nationales										
	Personnel		465 118		380 638		334 143		330 229		318 330
	Biens et services		59 185		70 936		96 861		99 861		99 218
	Transferts courants		0		50 000		50 000		50 000		50 000
	Dépenses d'investissement	20 000	20 000	11 500	11 500	29 050	29 050	29 050	29 050	29 050	29 050
	Investissements sur RI	0	38 348 644	344 690 371	51 024 460	179 372 793	50 710 643	22 376 297	62 352 522	41 553 600	107 282 476
	Investissements sur Dons	0	1 741 930	17 581 719	10 038 303	14 164 859	3 862 881	4 793 435	8 055 413	0	6 040 000
	Investissements sur Emprunts	0	37 636 529	24 451 929	21 622 148	114 266 653	29 233 893	8 068 984	33 708 390	1 000 000	55 619 278
	TOTAL	20 000	78 271 405	386 735 519	83 197 985	307 833 355	84 317 471	35 267 766	104 625 465	42 582 650	169 438 352
P3	Bâtiments publics										
	Personnel		0		47 069		60 091		57 509		55 360
	Biens et services		4 454		3 095		6 050		6 050		7 050
	Transferts courants		0		90 000		90 000		90 000		90 000
	Dépenses d'investissement	0	0	2 775	2 775	5 050	5 050	5 050	5 050	5 050	5 050
	Investissements sur RI	0	3 219 153	470 116	580 799	1 465 015	827 336	3 582 940	700 000	0	3 704 940
	Investissements sur Emprunts	0	0	1 323 499	1 323 499	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	3 223 607	1 796 390	2 047 237	1 470 065	988 527	3 587 990	858 609	5 050	3 862 400
	TOTAL	69 953	82 450 082	388 553 684	85 680 170	309 341 420	85 768 565	38 893 756	105 949 838	42 625 700	173 765 686
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales										
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)										
	Personnel		84 682		108 615		81 489		81 965		83 853

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Biens et services		42 952		26 543		40 759		39 372		38 033
	TOTAL	0	127 634	0	135 158	0	122 248	0	121 337	0	121 886
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales										
	Personnel		6 397		42 463		52 915		55 372		56 086
	Biens et services		17 387		15 250		16 000		16 000		19 000
	Dépenses d'investissement	49 936	49 936	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
	Investissements sur RI	0	16 017 162	136 889 951	19 789 693	80 022 396	31 813 841	12 147 087	35 943 212	437 305	38 738 568
	Investissements sur Dons	0	1 965 252	2 991 795	2 991 795	3 055 203	3 055 203	2 867 166	2 867 166	2 598 904	2 598 904
	Investissements sur Emprunts	0	1 261 257	14 472 739	14 472 739	18 576 150	18 576 150	13 865 818	13 865 818	27 821 090	27 821 090
	TOTAL	49 936	19 317 391	154 380 235	37 337 690	101 705 249	53 565 609	28 931 571	52 799 068	30 908 799	69 285 148
	TOTAL	49 936	19 445 025	154 380 235	37 472 848	101 705 249	53 687 857	28 931 571	52 920 405	30 908 799	69 407 034
832	Ministère des transports routiers, aérien et ferroviaire										
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF										
	Personnel		40 151		84 406		96 020		97 780		99 814
	Biens et services		67 226		50 157		89 871		93 254		96 739
	Dépenses d'investissement	49 997	49 997	10 750	10 750	10 750	10 750	51 500	51 500	51 500	51 500
	TOTAL	49 997	157 375	10 750	145 313	10 750	196 641	51 500	242 534	51 500	248 053
P2	Transport aérien										
	Personnel		107 985		350 128		284 871		285 569		265 679
	Biens et services		12 275		7 450		12 200		12 200		12 200
	Transferts courants		450 000		650 000		700 000		700 000		700 000
	Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	35 750	35 750	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	0	1 635 496	29 000	8 331 578	2 988 982	4 248 438	500 000	270 741	1 500 000
	TOTAL	0	570 260	1 645 496	1 046 578	8 367 328	4 021 803	4 248 438	1 497 769	270 741	2 477 879
P3	Transports routiers et ferroviaires										
	Personnel		0		162 362		176 485		178 527		172 331
	Biens et services		11 122		7 526		10 700		10 700		10 700
	Transferts courants		700 000		700 000		700 000		700 000		700 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Dépenses d'investissement	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0
	Investissements sur RI	0	4 754 790	431 389	431 389	0	335 076	3 044 516	500 000	0	2 544 516
	Investissements sur Dons	0	3 012 229	17 000 000	17 000 000	26 427 771	12 505 611	0	13 922 160	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	2 151 342	683 180	683 180	30 000 000	0	0	3 500 000	0	4 762 870
	TOTAL	0	10 629 483	18 119 569	18 989 457	56 432 771	13 732 872	3 044 516	18 811 387	0	8 190 417
	TOTAL	49 997	11 357 118	19 775 815	20 181 348	64 810 849	17 951 316	7 344 454	20 551 690	322 241	10 916 348
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines										
P1	Pilotage et Soutien										
	Personnel		317 872		114 559		130 508		125 840		129 016
	Biens et services		91 448		88 729		132 849		138 778		144 886
	Dépenses d'investissement	84 999	84 999	20 250	20 250	53 500	53 500	44 500	44 500	44 500	44 500
	TOTAL	84 999	494 320	20 250	223 538	53 500	316 857	44 500	309 118	44 500	318 402
P2	Mines										
	Personnel		15 990		155 838		181 504		179 199		167 787
	Biens et services		43 830		35 563		48 590		48 590		48 590
	Transferts courants		90 000		90 000		90 000		90 000		90 000
	Dépenses d'investissement	58 215	58 215	21 750	21 750	31 500	31 500	39 500	39 500	39 500	39 500
	Investissements sur RI	0	1 032 751	457 898	457 898	1 294 580	1 294 580	800 000	800 000	421 824	421 824
	TOTAL	58 215	1 240 786	479 648	761 049	1 326 080	1 646 174	839 500	1 157 289	461 324	767 701
P3	Energie										
	Personnel		48 908		61 315		51 901		48 434		49 002
	Biens et services		12 989		8 112		16 207		16 207		16 207
	Transferts courants		30 000		1 830 000		30 000		30 000		30 000
	Dépenses d'investissement	0	0	5 000	5 000	9 000	9 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Investissements sur RI	0	5 538 712	1 065 092	1 065 092	2 614 896	2 614 896	3 080 352	3 080 352	200 000	200 000
	Investissements sur Dons	0	7 176 617	23 017 991	23 017 991	19 335 136	22 946 655	7 193 861	14 110 903	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	27 723 490	25 373 921	25 373 921	67 202 559	32 330 028	76 481 153	58 486 345	83 410 821	71 915 178
	TOTAL	0	40 530 716	49 462 004	51 361 431	89 161 591	57 998 687	86 765 366	75 782 241	83 620 821	72 220 387

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	TOTAL	143 214	42 265 822	49 961 902	52 346 017	90 541 171	59 961 718	87 649 366	77 248 648	84 126 645	73 306 490
850	Ministère de la culture et du tourisme										
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT										
	Personnel		778 490		412 835		454 830		445 604		442 053
	Biens et services		160 154		116 130		155 315		160 004		165 154
	Transferts courants		100 000		100 000		100 000		100 000		100 000
	Dépenses d'investissement	95 489	95 489	54 000	54 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000
	TOTAL	95 489	1 134 133	54 000	682 965	103 000	813 145	103 000	808 608	103 000	810 207
P2	CULTURE										
	Personnel		5 336		239 667		255 203		262 406		262 519
	Biens et services		59 464		41 643		60 757		62 580		64 457
	Transferts courants		385 000		425 000		445 000		445 000		445 000
	TOTAL	0	521 960	0	706 310	0	760 960	0	769 986	0	771 976
P3	TOURISME										
	Personnel		657		202 959		171 546		174 839		177 973
	Biens et services		15 578		11 483		17 400		17 892		18 081
	Transferts courants		10 000		10 000		10 000		10 000		10 000
	Investissements sur RI	0	75 960	976 550	156 550	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000
	TOTAL	0	102 194	976 550	380 992	2 010 775	2 209 721	2 500 000	3 202 731	2 100 000	2 306 054
	TOTAL	95 489	1 758 288	1 030 550	1 770 267	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières										
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF										
	Personnel		1 143 992		405 816		778 512		780 501		777 440
	Biens et services		92 212		62 752		93 748		96 628		99 594
	Dépenses d'investissement	89 968	89 968	50 000	50 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	Investissements sur RI	0	253 084	540 879	119 771	540 879	633 000	1 293 252	703 252	3 786 147	3 400 455
	TOTAL	89 968	1 579 256	590 879	638 339	640 879	1 605 260	1 393 252	1 680 381	3 886 147	4 377 489
P2	Gestion durable des écosystèmes										

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel		905 533		1 748 200		1 683 023		1 670 301		1 677 633
	Biens et services		59 800		39 075		60 384		62 137		63 945
	Investissements sur RI	0	0	4 338 000	1 420 000	4 943 460	1 532 428	5 421 016	2 716 016	6 174 500	10 156 500
	Investissements sur Dons	0	3 210 943	500 000	500 000	4 328 168	4 328 168	2 500 000	2 500 000	3 000 000	3 000 000
	TOTAL	0	4 176 275	4 838 000	3 707 275	9 271 628	7 604 003	7 921 016	6 948 454	9 174 500	14 898 078
P3	Environnement et climat										
	Personnel		32 906		167 221		167 084		163 192		165 090
	Biens et services		9 184		6 460		9 156		9 422		9 695
	Transferts courants		100 000		300 000		300 000		300 000		300 000
	Investissements sur RI	0	1 914 917	841 396	471 003	2 164 553	493 464	1 414 344	984 737	1 661 403	1 761 403
	Investissements sur Dons	0	1 652 112	4 526 898	6 576 889	11 376 826	6 772 719	2 429 718	7 033 825	1 281 180	1 281 180
	Investissements sur Emprunts	0	6 710 557	5 700 000	4 766 220	13 200 429	2 775 343	5 731 250	2 500 000	11 462 500	0
	TOTAL	0	10 419 676	11 068 294	12 287 793	26 741 808	10 517 766	9 575 312	10 991 176	14 405 083	3 517 368
	TOTAL	89 968	16 175 208	16 497 173	16 633 406	36 654 315	19 727 029	18 889 580	19 620 011	27 465 730	22 792 935
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale										
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD										
	Personnel		40 899		36 920		39 855		40 808		40 808
	Biens et services		27 697		40 441		50 392		52 143		53 948
	Dépenses d'investissement	38 163	38 163	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
	TOTAL	38 163	106 759	25 750	103 111	51 500	141 747	51 500	144 451	51 500	146 256
P2	Infrastructures numériques et postales										
	Personnel		1 612		0		0		0		0
	Biens et services		4 999		3 000		5 000		5 000		5 000
	Transferts courants		200 000		200 000		200 000		200 000		200 000
	Investissements sur RI	0	0	13 486 985	612 478	19 129 507	5 129 507	0	4 445 000	0	9 555 000
	TOTAL	0	206 611	13 486 985	815 478	19 129 507	5 334 507	0	4 650 000	0	9 760 000
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales										
	Biens et services		2 000		2 000		3 000		3 000		3 000

Sect°	INSTITUTIONS/ MINISTERES / PROGRAMMES / NATURE ECONOMIQUE	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Transferts courants		0		1 700 000		1 700 000		1 700 000		1 700 000
	Investissements sur RI	0	362 430	2 000 000	2 000 000	3 770 000	3 770 000	4 290 244	4 290 244	8 044 680	8 044 680
	Investissements sur Dons	0	466 776	13 372 274	13 372 274	0	1 668 295	0	0	0	0
	Investissements sur Emprunts	0	597 723	16 641 126	0	16 641 126	1 812 000	10 296 513	1 816 346	0	11 016 271
	TOTAL	0	1 428 929	32 013 400	17 074 274	20 411 126	8 953 295	14 586 757	7 809 590	8 044 680	20 763 951
	TOTAL	38 163	1 742 299	45 526 135	17 992 863	39 592 133	14 429 549	14 638 257	12 604 041	8 096 180	30 670 207
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République										
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR										
	Personnel		177 995		119 614		118 619		114 042		83 906
	Biens et services		105 811		82 658		212 404		215 240		219 499
	Transferts courants		0		0		20 000		20 000		20 000
	Dépenses d'investissement	50 000	50 000	25 750	25 750	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500
	TOTAL	50 000	333 806	25 750	228 022	51 500	402 523	51 500	400 782	51 500	374 905
P2	Droits de l'homme										
	Personnel		10 849		37 534		34 351		35 212		36 256
	Biens et services		14 505		3 842		7 615		7 769		8 070
	TOTAL	0	25 354	0	41 376	0	41 966	0	42 981	0	44 326
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix										
	Personnel		33 485		16 318		14 063		14 867		11 821
	Biens et services		13 010		3 873		7 682		7 911		8 217
	TOTAL	0	46 494	0	20 191	0	21 745	0	22 778	0	20 038
P4	Citoyenneté										
	Personnel		0		67 403		66 347		68 170		63 291
	Biens et services		46 150		24 919		43 112		44 300		45 000
	TOTAL	0	46 150	0	92 322	0	109 459	0	112 470	0	108 291
P5	Relation avec les institutions de la République										
	Personnel		0		18 269		23 660		23 990		25 031
	Biens et services		17 094		12 956		15 619		16 805		17 000
	TOTAL	0	17 094	0	31 225	0	39 279	0	40 795	0	42 031
	TOTAL	50 000	468 899	25 750	413 135	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591
	TOTAL GENERAL	135 401 712	1 432 899 221	1 219 955 366	1 572 340 798	1 156 250 323	1 623 297 697	499 930 813	1 566 772 234	465 727 574	1 697 850 050

2.6. Programmes et dotations au sens de la LOLF

Selon la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 27 juin 2014 à son article 12 : "Les lois de finances répartissent les crédits budgétaires qu'elles ouvrent entre les différents ministères et institutions constitutionnelles. A l'intérieur des ministères, ces crédits sont décomposés en programmes.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. A ces programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Ces résultats, mesurés notamment par des indicateurs de performance, font l'objet d'évaluations régulières et donnent lieu à un rapport annuel de performance élaboré en fin d'exercice par les ministères et institutions constitutionnelles concernées".

L'article 13 de ladite loi prévoit que : "...Sans préjudice de leurs missions de contrôle et de vérification de la régularité des opérations financières, les corps et institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficience".

Enfin, l'article 14 de la LOLF stipule que : " Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont inscrits en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politique publique ou des critères de performance.

Font l'objet de dotations :

- les crédits destinés aux pouvoirs publics pour chacune des institutions constitutionnelles qui couvrent pour chacune de ces institutions les dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement directement nécessaires à l'exercice de ses fonctions constitutionnelles ;
- les crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat.

Ainsi, les crédits répartis en dotation ne font pas l'objet de définition d'objectif, ni d'indicateur de performance permettant de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs.

Conformément aux dispositions de la LOLF devant régir le budget programme 2024-2026, les dotations ont été présentées par nature de dépense (personnel, biens et services, transferts et investissements) et par source de financement sur le moyen terme.

Toutefois, pour tenir compte de la spécificité de l'intervention de certains ministères, il a été jugé opportun de regrouper des crédits de ces ministères (qui ne devraient pas faire l'objet de définition d'objectifs et d'évaluation) au sein d'une dotation.

La présentation des allocations dans le budget programme 2024-2026 se présente dans le tableau suivant :

2.7. Comptes d'affectation spéciale (CAS)

ETAT RECAPITULATIF DES RECETTES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2024-2026
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle							
	FNAFPP	1 155 195	1 625 011	1 832 000	2 791 789	3 123 847	7 747 636
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie							
	FSDH	1 155 195	1 844 072	1 284 762	2 721 789	3 053 847	7 060 398
Ministère de l'industrie et du tourisme							
	FPDT	303 357	500 000	579 000	579 000	579 000	1 737 000
Ministère de l'environnement des ressources forestières							
	FNDF	409 103	475 000	502 320	502 320	502 320	1 506 960
	TOTAL	3 022 851	4 444 083	4 198 082	6 594 898	7 259 014	18 051 994

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels											
	Dépenses ordinaires	0	1 262 095	0	268 579	0	1 697 000	0	2 682 789	0	3 082 847
	Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel	0	88 277	0	44 227	0	157 050	0	190 539	0	192 597
	Biens et Services	0	1 173 818	0	224 352	0	1 539 950	0	2 492 250	0	2 890 250
	Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dépenses en capital	74 511	74 511	0	0	135 000	135 000	109 000	109 000	41 000	41 000
	Dépenses d'investissement	74 511	74 511	0	0	135 000	135 000	109 000	109 000	41 000	41 000
	Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL FNAFPP	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847
Fonds spécial de développement de l'habitat											
	Dépenses ordinaires	0	189 253	0	296 783	0	379 043	0	378 893	0	383 893
	Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel	0	68 656	0	99 033	0	117 733	0	106 533	0	106 533
	Biens et Services	0	120 597	0	197 750	0	261 310	0	272 360	0	277 360
	Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dépenses en capital	1 241 587	1 241 587	1 547 289	1 547 289	905 719	905 719	2 342 896	2 342 896	2 669 954	2 669 954
	Dépenses d'investissement	1 241 587	1 241 587	1 547 289	1 547 289	905 719	905 719	2 342 896	2 342 896	2 669 954	2 669 954
	Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL FSDH	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847

CODE	LIBELLE DU CAS	2 022		2 023		2 024		2 025		2 026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Fonds de promotion et de développement du tourisme											
	Dépenses ordinaires	0	146 074	0	195 236	0	275 000	0	275 000	0	275 000
	Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel	0	27 844	0	26 386	0	27 150	0	27 150	0	27 150
	Biens et Services	0	118 230	0	168 850	0	247 850	0	247 850	0	247 850
	Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dépenses en capital	118 631	118 631	304 764	304 764	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000
	Dépenses d'investissement	118 631	118 631	304 764	304 764	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000
	Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL FPDT	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000
Fonds national de developement forestier											
	Dépenses ordinaires	0	24 466	0	233 892	0	262 120	0	262 120	0	262 120
	Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Biens et Services	0	24 466	0	233 892	0	262 120	0	262 120	0	262 120
	Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dépenses en capital	450 534	450 534	241 108	241 108	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200
	Dépenses d'investissement	450 534	450 534	241 108	241 108	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200
	Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL FNDF	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320
	TOTAL	1 885 263	3 507 151	2 093 161	3 087 651	1 584 919	4 198 082	2 996 096	6 594 898	3 255 154	7 259 014

3. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION

3.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION

3.1.1. Assemblée nationale (Section 110)

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Pilotage stratégique de l'AN	Assurer la coordination des activités de l'AN	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209
Total			900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 255 026	0	5 045 211	0	5 548 636	0	5 199 049	0	5 270 894	0	16 018 579
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 466 234	0	2 426 939	0	2 855 668	0	2 429 143	0	2 421 743	0	7 706 554
Biens et Services	0	2 660 397	0	2 489 877	0	2 564 573	0	2 641 511	0	2 720 756	0	7 926 840
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	900 000	900 000	754 000	754 000	907 264	907 264	106 090	106 090	109 276	109 276	1 122 630	1 122 630
Dépenses d'investissement	100 000	100 000	103 000	103 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276	318 366	318 366
Projets d'investissement	800 000	800 000	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0	804 264	804 264
Investissement financés sur RI	800 000	800 000	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0	804 264	804 264
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209
Hors Projets	100 000	5 355 026	103 000	5 148 211	103 000	5 651 636	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	318 366	16 336 945
Projets	800 000	800 000	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0	804 264	804 264
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 255 026	0	5 045 211	0	5 548 636	0	5 199 049	0	5 270 894	0	16 018 579
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 466 234	0	2 426 939	0	2 855 668	0	2 429 143	0	2 421 743	0	7 706 554
Biens et Services	0	2 660 397	0	2 489 877	0	2 564 573	0	2 641 511	0	2 720 756	0	7 926 840
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	900 000	900 000	754 000	754 000	907 264	907 264	106 090	106 090	109 276	109 276	1 122 630	1 122 630
Dépenses d'investissement	100 000	100 000	103 000	103 000	103 000	103 000	106 090	106 090	109 276	109 276	318 366	318 366
Projets d'investissement	800 000	800 000	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0	804 264	804 264
Investissement financés sur RI	800 000	800 000	651 000	651 000	804 264	804 264	0	0	0	0	804 264	804 264
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	900 000	6 155 026	754 000	5 799 211	907 264	6 455 900	106 090	5 305 139	109 276	5 380 170	1 122 630	17 141 209

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	16	79 598	17	93 178	14	80 149	14	98 856	14	81 627
Catégorie A2	30	119 610	28	128 831	26	120 632	25	119 752	25	116 837
Catégorie A3	4	13 931	4	16 269	4	16 311	4	16 808	3	11 243
Catégorie B	9	24 814	8	27 350	8	26 737	7	22 980	7	24 469
Catégorie C	14	27 818	12	30 162	12	26 558	10	26 420	9	23 179
Catégorie D	4	4 748	2	2 824	4	2 877	4	2 877	2	1 918
Contractuels	123	326 655	116	298 636	114	281 780	114	275 853	113	297 473
Volontaires	0	1 869 060	0	1 829 689	97	2 300 624	98	1 865 597	98	1 864 997
TOTAL	200	2 466 234	187	2 426 939	279	2 855 668	276	2 429 143	271	2 421 743

3.1.2. Présidence de la République (Section 120)

La Présidence de la République (PR) est la première institution par excellence et exerce la plus haute fonction du pouvoir exécutif de l'Etat. Elle veille à la mise en application, dans tous les secteurs d'activités du pays, de la politique du Président de la République qui dispose d'un ensemble de services propres (Cabinet, Secrétariat Général, Etat-major particulier, collège de conseillers..) ainsi que des services rattachés (Inspection Générale d'Etat, Grande Chancellerie de l'Ordre National, ANR, HCRRUN, Haut Conseil pour la Mer, Haute Autorité de Prévention contre la Corruption et les Infractions Assimilées, Agence des Grands Projets, MIFA, CPES, CCA,).

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein de la Présidence de la République, a été marquée par les conséquences de la crise russo-ukrainienne et des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les ralentissements dans l'impulsion à mettre en œuvre les visions du Chef de l'Etat. Malgré cette situation, plusieurs activités ont été menées dans la gestion et suivis des différents projets prioritaires.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation du cadre macro-budgétaire et un meilleur financement de la mise en œuvre de la Feuille de Route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour ce faire, la Présidence de la République compte mettre un accent sur certaines priorités notamment la modernisation et le renforcement de l'administration publique pour la délivrance des services et la transformation de l'assistance sociale pour la résilience au Togo. En somme, un accent sera mis sur la poursuite du rapprochement de l'administration publique de la population, dans la satisfaction de ses besoins.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers une (1) dotation stratégique dénommé "Pilotage stratégique du Président de la République". Cette dotation est projetée à 25.359.994.000 FCFA en 2024, 25.204.733.000 FCFA en 2025 et 25.364.543.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	DOTATION PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Coordonner l'action présidentielle	3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270
Total des programmes			3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	22 047 408	0	23 072 040	0	24 048 662	0	24 452 333	0	24 808 543	0	73 309 538
Personnel	0	2 002 563	0	1 887 475	0	1 747 067	0	1 793 297	0	1 781 343	0	5 321 707
Biens et Services	0	11 427 950	0	11 567 670	0	11 914 700	0	12 272 141	0	12 640 305	0	36 827 146
Transferts Courants	0	8 616 895	0	9 616 895	0	10 386 895	0	10 386 895	0	10 386 895	0	31 160 685
Dépenses en capital	3 510 992	3 494 894	3 970 826	3 970 826	1 311 332	1 311 332	752 400	752 400	556 000	556 000	2 619 732	2 619 732
Dépenses d'investissement	195 510	195 510	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	618 000	618 000
Projets d'investissement	3 315 482	3 299 384	3 764 826	3 764 826	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000	2 001 732	2 001 732
Investissement financés sur RI	3 315 482	3 299 384	3 764 826	3 764 826	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000	2 001 732	2 001 732
Total	3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270
Hors Projets	195 510	22 242 918	206 000	23 278 040	206 000	24 254 662	206 000	24 658 333	206 000	25 014 543	618 000	73 927 538
Projets	3 315 482	3 299 384	3 764 826	3 764 826	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000	2 001 732	2 001 732
TOTAL DE FINANCEMENT	3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	22 047 408	0	23 072 040	0	24 048 662	0	24 452 333	0	24 808 543	0	73 309 538
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 002 563	0	1 887 475	0	1 747 067	0	1 793 297	0	1 781 343	0	5 321 707
Biens et Services	0	11 427 950	0	11 567 670	0	11 914 700	0	12 272 141	0	12 640 305	0	36 827 146
Transferts Courants	0	8 616 895	0	9 616 895	0	10 386 895	0	10 386 895	0	10 386 895	0	31 160 685
Dépenses en capital	3 510 992	3 494 894	3 970 826	3 970 826	1 311 332	1 311 332	752 400	752 400	556 000	556 000	2 619 732	2 619 732
Dépenses d'investissement	195 510	195 510	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	618 000	618 000
Projets d'investissement	3 315 482	3 299 384	3 764 826	3 764 826	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000	2 001 732	2 001 732
Investissement financés sur RI	3 315 482	3 299 384	3 764 826	3 764 826	1 105 332	1 105 332	546 400	546 400	350 000	350 000	2 001 732	2 001 732
Total des programmes par nature	3 510 992	25 542 302	3 970 826	27 042 866	1 311 332	25 359 994	752 400	25 204 733	556 000	25 364 543	2 619 732	75 929 270

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	26	131 150	25	122 563	32	161 578	31	162 076	31	163 862
Catégorie A2	155	781 857	155	759 893	151	762 448	151	789 469	150	792 883
Catégorie A3	10	50 442	10	49 025	56	282 762	56	292 783	56	296 010
Catégorie B	110	554 866	107	524 571	32	161 578	31	162 076	31	163 862
Catégorie C	36	181 593	38	186 296	27	136 332	26	135 935	24	126 861
Catégorie D	26	131 150	18	88 246	16	80 789	16	83 652	13	68 716
Contractuels	34	171 504	32	156 881	32	161 578	32	167 305	32	169 148
TOTAL	397	2 002 563	385	1 887 475	346	1 747 067	343	1 793 297	337	1 781 343

3.1.3. Premier ministre (Section 130)

La Primature a pour mission la coordination et le suivi de l'action gouvernementale. Pour mener à bien sa mission, elle est composée essentiellement de deux (2) structures, à savoir le cabinet du Premier ministre et le secrétariat général du Gouvernement (SGG). En effet, le cabinet assiste le Premier ministre dans ses tâches quotidiennes et contribue à la conception et au suivi de l'exécution de la politique générale du gouvernement. Quant au SGG, il organise le travail gouvernemental et veille au respect des procédures administratives. Il prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République. En outre, il assiste le Premier ministre dans la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en relation avec les départements ministériels.

Au titre de l'exercice 2023, de façon globale, la Primature a su mener efficacement ses activités de coordination sans difficultés particulières. L'une des principales contraintes de la Primature est le manque d'un bâtiment adéquat pour abriter en un seul lieu tous ses services. Les défis à relever se résument au renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la Primature pour une coordination efficace de l'action gouvernementale.

Pour l'année 2024, la Primature entend poursuivre la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Sur la période 2024-2026, la Primature bénéficie d'une dotation budgétaires allouée au Programme pilotage et soutien : Coordination et suivi de l'action gouvernementale. Cette dotation est projetée à 1 376 036 000 FCFA en 2024 ; 1 400 859 000 FCFA en 2025 et 1 428 377 000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Pilotage de la Primature	Renforcement des capacités organisationnelles et fonctionnelles de la Primature	219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272
Total			219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	1 272 693	0	1 242 125	0	1 273 036	0	1 297 859	0	1 325 377	0	3 896 272	
Personnel	0	424 516	0	405 171	0	411 423	0	410 848	0	412 206	0	1 234 477	
Biens et Services	0	833 202	0	821 954	0	846 613	0	872 011	0	898 171	0	2 616 795	
Transferts Courants	0	14 975	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000	
Dépenses en capital	219 447	219 447	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Dépenses d'investissement	93 204	93 204	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	126 243	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	126 243	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272	

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272
Hors Projets	93 204	1 365 897	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272
Projets	126 243	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 272 693	0	1 242 125	0	1 273 036	0	1 297 859	0	1 325 377	0	3 896 272
Personnel	0	424 516	0	405 171	0	411 423	0	410 848	0	412 206	0	1 234 477
Biens et Services	0	833 202	0	821 954	0	846 613	0	872 011	0	898 171	0	2 616 795
Transferts Courants	0	14 975	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	219 447	219 447	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Dépenses d'investissement	93 204	93 204	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	126 243	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	126 243	126 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	219 447	1 492 140	103 000	1 345 125	103 000	1 376 036	103 000	1 400 859	103 000	1 428 377	309 000	4 205 272

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3	27 686	5	50 646	5	51 428	5	51 356	5	51 526
Catégorie A2	11	101 515	7	70 905	7	71 999	7	71 898	7	72 136
Catégorie A3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie B	9	83 057	9	91 163	9	92 570	9	92 441	9	92 746
Catégorie C	9	83 057	6	60 776	6	61 713	6	61 627	6	61 831
Catégorie D	7	64 600	7	70 905	7	71 999	7	71 898	7	72 136
Contractuels	7	64 600	6	60 776	6	61 713	6	61 627	6	61 831
Volontaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	46	424 516	40	405 171	40	411 423	40	410 848	40	412 206

3.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)

Le secrétariat général du gouvernement est chargé d'assurer le bon fonctionnement et la régularité de l'action gouvernementale. Il assiste le Premier ministre dans sa mission de coordination et de suivi de l'action gouvernementale. Il est le conseiller juridique du gouvernement. A ce titre, le secrétariat général du gouvernement organise le travail gouvernemental, veille au respect des procédures administratives, coordonne la préparation des projets de loi et de règlements en examinant leur exactitude juridique et formelle. Il et prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République et assure le secrétariat du conseil des ministres.

Par ailleurs, le SGG assure la délivrance des ordres pour des missions à l'intérieur pour les ministres et à l'extérieur pour l'ensemble du personnel de l'administration publique.

Au titre de l'année 2023, le SGG a mené à bien sa mission d'appui à la coordination de l'action gouvernementale malgré le ralentissement économique et les tensions de trésorerie constatés.

Les défis à relever, afin d'améliorer la performance du SGG, se résument au renforcement des capacités techniques, opérationnelles et financière en vue d'appuyer efficacement la coordination de l'action gouvernementale. Pour ce faire, sur les trois prochaines années, le SGG entend construire une salle de réunion en vue de faire face aux nombreuses séances de travaux organisées pour l'étude des textes législatif et réglementaire. Ce projet de construction, dont les études architecturales sont disponibles, fera l'objet de projet à inscrire au PIP.

Pour l'année 2024, le SGG entend poursuivre sa mission d'appui à la coordination de l'action gouvernementale avec sa dotation intitulée : « Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale ». Globalement cette dotation est projetée à 338.616.000 FCFA en 2024, 337.031.000 FCFA en 2025 et 336.282.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation SGG : Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale	Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929
Total des programmes			49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	93 876	0	167 018	0	242 116	0	240 531	0	239 782	0	722 429
Personnel	0	30 908	0	113 162	0	110 764	0	108 287	0	106 036	0	325 087
Biens et Services	0	58 968	0	49 856	0	121 352	0	122 244	0	123 746	0	367 342
Transferts Courants	0	4 000	0	4 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	289 500	289 500
Dépenses d'investissement	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	289 500	289 500
Total	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929
Hors Projets	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929
TOTAL DE FINANCEMENT	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	93 876	0	167 018	0	242 116	0	240 531	0	239 782	0	722 429
Personnel	0	30 908	0	113 162	0	110 764	0	108 287	0	106 036	0	325 087
Biens et Services	0	58 968	0	49 856	0	121 352	0	122 244	0	123 746	0	367 342
Transferts Courants	0	4 000	0	4 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	289 500	289 500
Dépenses d'investissement	49 801	49 801	51 500	51 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	96 500	289 500	289 500
Total des programmes par nature	49 801	143 677	51 500	218 518	96 500	338 616	96 500	337 031	96 500	336 282	289 500	1 011 929

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	8	16 484	9	84 872	7	59 642	7	58 308	7	57 096
Catégorie A2	3	6 182	3	28 291	3	25 561	3	24 989	3	24 470
Catégorie A3	0	-	0	-	2	17 041	2	16 660	2	16 313
Catégorie B	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Catégorie C	2	4 121	0	-	0	-	0	-	0	-
Catégorie D	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Contractuels	2	4 121	0	-	1	8 520	1	8 330	1	8 157
Volontaires	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
TOTAL	15	30 908	12	113 162	13	110 764	13	108 287	13	106 036

3.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140)

La cour constitutionnelle est la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle au Togo. Elle est une institution indépendante et jouit de l'autonomie de gestion administrative et financière. Les membres de la Cour constitutionnelle sont nommés ou élus conformément aux dispositions de l'article de 100 de la Constitution. La Cour constitutionnelle délibère en général en séance plénière sur les matières administratives. La loi spéciale mentionne les matières administratives sur lesquelles la Cour doit se prononcer en tout cas en séance plénière. Les réunions administratives sont présidées par le président en exercice.

En 2023, les activités de la Cour Constitutionnelle ont été marquées par la gestion quotidienne de ses attributions liées à son fonctionnement. Ainsi, la vie administrative de la Cour s'est déroulée, non seulement dans le cadre des assemblées plénières et des activités de coopération extérieure, mais elles ont été aussi complétées par les missions quotidiennes du secrétariat général. L'assemblée plénière des membres de la Cour délibère sur les questions de grande importance et intervient dans le cadre privilégié de concertation et de prise de décision. Elle examine les questions relatives à l'organisation administrative et la gestion budgétaire de la Cour, l'adoption du rapport annuel d'activités de l'année précédente, la participation des membres de la Cour à diverses rencontres nationales ou internationales, l'adoption des comptes rendus des différentes missions et l'exécution des diverses tâches prescrites au cours des assemblées plénières. S'agissant des missions de coopération, la Cour a eu des rencontres avec des personnalités extérieures et les échanges ont porté sur les questions liées aux différents aspects de la vie nationale. En matière de coopération internationale, la Cour a participé à plusieurs missions internationales et régionales. De son côté, le Secrétariat général a animé la vie administrative de la Haute juridiction à travers plusieurs services. Il s'agit principalement de la gestion des courriers.

Afin d'améliorer les performances de la Cour dans l'accomplissement de ses missions, un certain nombre de défis doivent être relevés. Il s'agit de : (i) poursuivre la réorganisation des services de la Cour et concrétiser l'autonomie budgétaire de la Cour, (ii) envisager la publication d'un bulletin ou d'une revue d'information, (iii) assurer une maintenance générale du matériel informatique et bureautique, (iv) mettre à la disposition du secrétariat un stock conséquent du matériel de travail et autres fournitures du secrétariat pour permettre un meilleur fonctionnement du secrétariat central, (v) renforcer les capacités du personnel par des formations adéquates, (vi) renforcer le système de maintenance du matériel de la climatisation, (vii) renforcer l'appui effectif des assistants juridiques dans l'élaboration des textes et décisions à eux soumis (viii) assurer une planification des principales actions pour les années à venir et œuvrer pour la Formation et le développement professionnel du personnel, (ix) doter l'institution d'ouvrages et documents utiles et (x) doter la Cour d'un budget conforme à ses missions.

Elle dispose d'une dotation stratégique projetée à 893.243.000 FCFA en 2024, 475.188.000 FCFA en 2025 et à 480.853.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation Cour constitutionnelle	Construire le siège de la cour constitutionnelle	1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284
Total			1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	309 133	0	324 768	0	366 426	0	372 188	0	377 853	0	1 116 467	
Personnel	0	213 707	0	242 071	0	281 248	0	284 455	0	287 488	0	853 191	
Biens et Services	0	95 426	0	82 697	0	85 178	0	87 733	0	90 365	0	263 276	
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses en capital	1 151 408	1 151 408	0	570 881	526 817	526 817	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	732 817	732 817
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	1 151 408	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0	0	423 817	423 817
Investissement financés sur RI	1 151 408	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0	0	423 817	423 817
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284	

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284
Hors Projets	0	309 133	0	324 768	103 000	469 426	103 000	475 188	103 000	480 853	309 000	1 425 467
Projets	1 151 408	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0	423 817	423 817
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	309 133	0	324 768	0	366 426	0	372 188	0	377 853	0	1 116 467
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	213 707	0	242 071	0	281 248	0	284 455	0	287 488	0	853 191
Biens et Services	0	95 426	0	82 697	0	85 178	0	87 733	0	90 365	0	263 276
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 151 408	1 151 408	0	570 881	526 817	526 817	103 000	103 000	103 000	103 000	732 817	732 817
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	1 151 408	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0	423 817	423 817
Investissement financés sur RI	1 151 408	1 151 408	0	570 881	423 817	423 817	0	0	0	0	423 817	423 817
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 151 408	1 460 541	0	895 649	526 817	893 243	103 000	475 188	103 000	480 853	732 817	1 849 284

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	53 427	7	58 431	11	71 947	11	72 767	11	75 800
Catégorie A2	3	80 140	7	58 431	9	58 866	9	59 537	9	59 537
Catégorie A3	0	0	1	8 347	3	19 622	3	19 846	3	19 846
Catégorie B	1	26 713	3	25 042	3	19 622	3	19 846	3	19 846
Catégorie C	2	53 427	8	66 778	8	52 325	8	52 922	8	52 922
Catégorie D	0	0	3	25 042	9	58 866	9	59 537	9	59 537
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8	213 707	29	242 071	43	281 248	43	284 455	43	287 488

3.1.6. Cour suprême (Section 150)

Aux termes des dispositions de l'article 120 de la Constitution togolaise du 14 octobre 1992, la Cour suprême est la plus haute juridiction de l'Etat en matière judiciaire et administrative. Elle a pour mission de dire le droit, d'œuvrer à une certaine fixité de la jurisprudence en veillant à la bonne et saine application de la loi. Elle sert ainsi de régulateur aux autres juridictions inférieures.

La Cour suprême, n'a réalisé aucune activité phare compte tenue de la non-exécution du budget 2023.

La Cour suprême, souhaite pour 2024, l'octroi d'un site pour la construction de son siège et le renouvellement de son parc automobile.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour Suprême	0	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086
Total			19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	515 715	0	723 659	0	741 041	0	715 064	0	617 481	0	2 073 586
Personnel	0	441 729	0	633 688	0	647 134	0	618 340	0	517 855	0	1 783 329
Biens et Services	0	73 986	0	89 971	0	93 907	0	96 724	0	99 626	0	290 257
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086
Hors Projets	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	515 715	0	723 659	0	741 041	0	715 064	0	617 481	0	2 073 586
Personnel	0	441 729	0	633 688	0	647 134	0	618 340	0	517 855	0	1 783 329
Biens et Services	0	73 986	0	89 971	0	93 907	0	96 724	0	99 626	0	290 257
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	19 989	19 989	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	19 989	535 704	50 000	773 659	51 500	792 541	51 500	766 564	51 500	668 981	154 500	2 228 086

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	25	394099	25	576288	8	158351	1	5051	1	5051
Catégorie A2	4	14798	4	32563	8	31293	8	31715	8	32948
Catégorie A3	0	0	1	2800	1	3292	1	3503	1	3503
Catégorie B	8	28722	8	10915	6	22622	5	18969	4	14785
Catégorie C	1	1971	1	3976	2	4364	2	4624	2	4624
Catégorie D	1	1309	1	1745	1	1858	1	1972	1	1972
Contractuels	4	830	4	5401	3	10307	3	10307	3	10307
Hors hiérarchie	0	0	0	0	22	415047	27	542199	27	444665
TOTAL	43	441 729	44	633 688	51	647 134	48	618 340	47	517 855

3.1.7. Médiateur de la République (Section 160)

Institution prévue par la Constitution Togolaise de 1992, le Médiateur de la République est une instance de règlement non juridictionnel des litiges administratifs. A travers ses attributions, il constitue un recours pour le citoyen, un conseiller pour l'administration ce qui lui vaut le nom de défenseur du peuple dans d'autres nations. Aussi, les usages dont elle a fait l'objet, ont-ils fait évoluer le périmètre de ses attributions, de conseiller de l'administration, à l'institution chargée aujourd'hui de recevoir les déclarations de biens et avoirs des hautes personnalités et autres assujettis.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des dépenses programmées au sein de l'Institution a été marquée par un ralentissement économique dû essentiellement à des pressions inflationnistes du fait de la guerre russo-ukrainienne mais aussi par la recrudescence des attaques terroristes au nord du pays. Par conséquent, on assiste au verrouillage de la majorité des lignes budgétaires annihilant ainsi tout programme d'activité. Mais malgré cette situation très difficile, le Médiateur de la République a tenu à maintenir ses activités primaires notamment son ouverture aux saisines et aux règlements des différends entre particuliers et administration d'une part, et d'autre part a lancé le processus de déclaration des biens et avoirs des personnalités telle que prévue à l'article 145 de la Constitution et par la loi organique y afférente.

Pour une meilleure action, et afin d'améliorer ses performances, plusieurs défis restent à relever. L'institution devra disposer d'un personnel adéquat, être proche des populations et son action doit emporter l'adhésion des administrations mises en cause. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (03) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation des performances acquises mais aussi la poursuite de l'installation des structures nécessaires au déroulement du processus de déclaration des biens.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers un programme projeté à cent douze millions six cent soixante-quinze mille francs CFA (112 675 000) en 2024, cent douze millions huit cent quatre-vingt-trois mille francs CFA (112 883 000) en 2025 et à Cent quatorze millions trois cent quatre-vingt-quatre francs CFA (114 384 000) en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Médiateur De La République	0	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942
Total			50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	82 211	0	89 271	0	87 675	0	87 883	0	89 384	0	264 942
Personnel	0	32 596	0	42 137	0	39 127	0	37 879	0	37 879	0	114 885
Biens et Services	0	49 615	0	47 134	0	48 548	0	50 004	0	51 505	0	150 057
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	50 000	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	75 000
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	75 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942
Hors Projets	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	82 211	0	89 271	0	87 675	0	87 883	0	89 384	0	264 942
Personnel	0	32 596	0	42 137	0	39 127	0	37 879	0	37 879	0	114 885
Biens et Services	0	49 615	0	47 134	0	48 548	0	50 004	0	51 505	0	150 057
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	50 000	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	75 000	75 000
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	75 000	75 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	132 211	25 000	114 271	25 000	112 675	25 000	112 883	25 000	114 384	75 000	339 942

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	1	8 563	1	8 563	1	8 820	1	8 820
Catégorie A2	2	32 596	2	33 574	2	30 564	2	29 059	2	29 059
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	32 596	3	42 137	3	39 127	3	37 879	3	37 879

3.1.8. Cour des comptes (Section 170)

Elles sont de deux ordres : juridictionnel et non juridictionnel. En matière juridictionnel, la cour des compte (i) juge les comptes des comptables publics (ii) déclare et apure les gestions de fait et (iii) juge les infractions aux règles budgétaires et financières (fautes de gestion). Par ailleurs, mène des missions de contrôles et d'assistance. Pour se faire, elle contrôle les comptes et la gestion de l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics, des entreprises publiques ainsi que des institutions de sécurité sociale et de tous les organismes à caractère public ou semi-public quel que soit leur statut juridique ou leur dénomination. Elle assiste le parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et procède à toutes études de finances et de comptabilité publique qui lui sont demandées par le gouvernement ou par l'Assemblée Nationale.

Pour l'exercice 2023, on note la réception des comptes de gestion, Exercice 2022, la sensibilisation du personnel féminin du CASEF à la mission de contrôle et la participation de la Cour aux initiatives de renforcement de capacités des membres sur l'audit de performance, l'audit des marchés publics et sur l'élaboration du rapport sur l'exécution de la loi de finances.

Pour l'exercice 2024, la Cour compte relever certains défis notamment son engagement à contribuer à mettre en place des institutions plus responsables et plus transparentes dans la gestion des finances publiques afin d'assurer le progrès économique dans l'intérêt du peuple. De cet fait, elle compte améliorer son potentiel institutionnel, renforcer les capacités de ses magistrats relativement aux thématiques émergentes et poursuivre la mise à niveau de ses capacités tant au plan de ses infrastructures que de ses capacités matérielles et humaines. La priorité demeure le démarrage de la construction de son siège

Elle dispose d'une dotation stratégique projetée à 3.660.769.000 FCFA en 2024, 2.703.490.000 FCFA en 2025 et 1.134.273.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour des Comptes	Assurer le pilotage de la CdC	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532
Total			50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 043 130	0	1 073 129	0	1 050 503	0	1 064 997	0	1 082 773	0	3 198 273
Personnel	0	745 206	0	780 101	0	754 864	0	760 489	0	769 130	0	2 284 483
Biens et Services	0	297 924	0	293 028	0	295 639	0	304 508	0	313 643	0	913 790
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	50 000	50 000	51 500	51 500	9 131 140	2 610 266	51 500	1 638 493	51 500	51 500	9 234 140	4 300 259
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0	9 079 640	4 145 759
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0	9 079 640	4 145 759
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532
Hors Projets	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	51 500	1 102 003	51 500	1 116 497	51 500	1 134 273	154 500	3 352 773
Projets	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0	9 079 640	4 145 759
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 043 130	0	1 073 129	0	1 050 503	0	1 064 997	0	1 082 773	0	3 198 273
Personnel	0	745 206	0	780 101	0	754 864	0	760 489	0	769 130	0	2 284 483
Biens et Services	0	297 924	0	293 028	0	295 639	0	304 508	0	313 643	0	913 790
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	50 000	50 000	51 500	51 500	9 131 140	2 610 266	51 500	1 638 493	51 500	51 500	9 234 140	4 300 259
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0	9 079 640	4 145 759
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	9 079 640	2 558 766	0	1 586 993	0	0	9 079 640	4 145 759
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	1 093 130	51 500	1 124 629	9 131 140	3 660 769	51 500	2 703 490	51 500	1 134 273	9 234 140	7 498 532

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	12	308 361	12	275 330	28	406 465	30	407 405	30	372 160
Catégorie A2	9	231 271	9	206 497	9	130 650	10	135 802	12	148 864
Catégorie A3	0	-	0	-	0	-	0	-	2	24 811
Catégorie B	5	128 484	5	114 721	6	87 100	7	95 061	8	99 243
Catégorie C	2	51 394	2	45 888	2	29 033	2	27 160	2	24 811
Catégorie D	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Contractuels	1	25 697	6	137 665	7	101 616	7	95 061	8	99 243
Volontaires	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
TOTAL	29	745 206	34	780 101	52	754 864	56	760 489	62	769 130

3.1.9. Conseil économique et social (Section 180)

Le conseil économique et social est une assemblée consultative disposant d'une expertise dans les domaines économique, social, culturel, environnemental, technique et scientifique. Il assure la représentation des principales activités économiques et sociales, favorise la collaboration des différentes catégories professionnelles entre elles. Il est, en outre, chargé de donner des avis sur toutes les questions d'ordre économique, social, culturel, environnemental, technique et scientifique portées à son examen par le Président de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat ou toute autre institution de l'Etat. Il est consulté, pour avis, sur tout projet de plan ou de programme économique et social, ainsi que sur tout projet de texte à caractère fiscal, économique ou social. Par ailleurs, le Conseil examine et suggère au gouvernement et aux partenaires sociaux les adaptations économiques ou sociales rendues nécessaires par les techniques nouvelles.

Actuellement en phase d'opérationnalisation, le CES aura pour principaux défis, la coordination des efforts pour promouvoir et approfondir les questions du développement économique et social. Ainsi, les partenariats doivent être institués entre les différentes entités du secteur public et du secteur privé pour promouvoir l'accès aux connaissances aux fins du développement. En perspectives, le CES doit reprendre le débat sur les questions relevant de ses attributions. Pour se faire, le CES doit procéder à des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions. Par ailleurs, une attention particulière sera accordée à la forte impulsion à la dynamique réformatrice enclenchée par gouvernement. Ce faisant, il veillera à ce que la construction d'un développement humain durable.

Il s'agira d'analyser la conjoncture économique et sociale du pays, d'assurer le suivi des politiques économiques et sociales internationales et nationales et d'en évaluer leurs répercussions sur la vie de la population, de contribuer à l'information des citoyens sur l'évolution de la situation économique et sociale, de donner un avis sur les orientations générales de l'économie et d'en formuler des propositions dans les divers domaines, de favoriser la coopération entre les partenaires économiques et sociaux et contribuer à l'élaboration d'une charte sociale, de publier un rapport annuel sur la situation économique et sociale, de collecter et constituer une banque des données sur la situation économique et sociale et de réaliser des études et recherches dans le domaine relevant de l'exercice de ses attributions.

A moyen terme, une dotation stratégique de 500.000.000 de FCFA est accordée annuellement pour son budget de fonctionnement.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique du CES	0	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total			0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Hors Projets	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

3.1.10. Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est une institution constitutionnelle, indépendante de tout pouvoir et de tout groupe de pression, chargée de la régulation des médias. Elle a pour mission essentielle de « garantir et d'assurer la liberté et la protection des médias et des autres moyens de communication de masse ». Elle est investie des prérogatives, entre autres, de : garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous les moyens de communication de masse, veiller à l'accès équitable des partis politiques, des associations, syndicats et des citoyens aux médias officiels, veiller à la qualité et au pluralisme de l'information, garantir l'éveil juridique en période électorale, professionnaliser la presse par le soutien de l'Etat, rendre compétitive la presse au Togo, mener des études et donner des avis sur toutes questions relatives à la communication et l'information et contrôler la publicité médiatique.

Au titre de l'exercice 2024, conformément à sa mission, la HAAC, tout en autorisant l'installation et l'exploitation des chaînes de télévision et de radiodiffusion sonore privées, des sociétés de production audiovisuelle, des agences de publicités et des vidéoclubs, assurera la régulation des médias et veillera à la qualité de leurs productions et de leurs contenus. Elle a délivrera, en outre, les récépissés de déclaration de parution des publications nationales et recevra le dépôt légal de toute publication mise en circulation sur le territoire national.

Pour réussir sa mission, plusieurs défis restent à relever. La HAAC est convaincue que les médias joueront un rôle important dans la construction d'une identité togolaise imbue des valeurs culturelles qui nous sont propres et veillera, plus que jamais, au professionnalisme des médias afin de mieux inscrire ses actions dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025 (Axe), notamment, renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix.

Ces orientations, seront mises en œuvre à travers une dotation intitulée : « pilotage et soutien à la HAAC ». La projection de cette dotation dans le cadre de l'élaboration du document de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD) pour la période 2024-2026 de la HAAC est estimée à **un milliard deux cent soixante-neuf millions huit cent quatorze mille (1.269.814.000) francs CFA** dont 632.160.000 FCFA pour les transferts et 637.654.000 FCFA pour les dépenses du personnel soit 424.258.000 FCFA en 2024, 421.266.000 FCFA en 2025 et 424.290.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Pilotage de la HAAC	Veiller au respect de l'éthique et de la déontologie en matière de presse et de communication	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814
Total			0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814
Personnel	0	83 732	0	103 608	0	213 538	0	210 546	0	213 570	0	637 654
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814
Hors Projets	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	83 732	0	103 608	0	213 538	0	210 546	0	213 570	0	637 654
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	294 452	0	314 328	0	424 258	0	421 266	0	424 290	0	1 269 814

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	4 084	3	8 401	3	22 879	3	22 559	3	23 730
Catégorie A2	8	16 338	8	22 402	11	83 890	11	82 715	10	79 100
Catégorie A3	0	0	0	0	1	7 626	1	7 520	1	7 910
Catégorie B	2	4 084	1	2 800	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	20	40 845	17	47 604	12	91 516	12	90 234	12	94 920
Catégorie D	1	2 042	1	2 800	1	7 626	1	7 520	1	7 910
Contractuels	8	16 338	7	19 602	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	41	83 732	37	103 608	28	213 538	28	210 546	27	213 570

3.1.11. Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)

Le Conseil Supérieur de la Magistrature est institué par la Constitution de la IV^e République adoptée par référendum le 27 Septembre 1992 en ses articles 115 alinéa 2, 116 et 117. En application de l'article 117 alinéas 3 de la constitution, l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature sont régis par la loi organique N° 97-04 du 06 Mars 1997.

Dans ses missions, le Conseil Supérieur de la Magistrature joue un rôle important dans le recrutement, la nomination et l'avancement des magistrats. Il siège aussi comme conseil de discipline des magistrats et en sus, donne des avis en matière de grâce présidentielle, œuvre pour trouver des réponses aux questions relatives à l'indépendance de la magistrature et s'investit dans la recherche des solutions aux revendications des magistrats.

L'exécution des activités programmées en 2023 au sein du conseil supérieur de la magistrature a connu un coup d'arrêt lié aux contraintes budgétaires au niveau national.

L'affirmation des principes de conduite professionnelle des juges afin de renforcer la confiance de tous en la justice et permettre de mieux connaître le rôle du juge dans la cité est toujours au cœur de notre ambition sur les trois (3) prochaines années. Sur ce, le Conseil Supérieur de la Magistrature participe à la stratégie de la politique nationale de la justice où les citoyens sont égaux devant la loi.

La projection du budget de fonctionnement sur les exercices 2024, 2025 et 2026 est estimée globalement à soixante-neuf millions huit cent seize mille (69.816.000) FCFA en 2024, soixante-dix millions sept cent trente-neuf mille (70.739.000) FCFA en 2025 et soixante-onze millions six cent quatre-vingt-dix mille (71.690.000) FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Conseil Supérieur de la Magistrature	Coordonner les action du CSM	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245
Total			0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	24 050	0	29 872	0	30 768	0	31 691	0	32 642	0	95 101
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245
Hors Projets	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	24 050	0	29 872	0	30 768	0	31 691	0	32 642	0	95 101
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	57 650	0	68 920	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	212 245

3.1.12. Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a pour missions, sur le territoire de la République togolaise, de promouvoir et protéger les droits de l'homme, de protéger les défenseurs des droits de l'homme et de prévenir la torture et d'autres formes de traitement cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aura identifié au titre du Mécanisme national de prévention de la torture (MNP). Pour se faire, elle mène des activités de sensibilisation (i), d'éducation aux droits de l'homme (ii), reçoit et instruit des plaintes relatives aux allégations de violations des droits de l'homme commises par les administrations publiques (iii) et visite les lieux de privation de liberté (iv) à l'effet de prévenir la torture et autres mauvais traitements. Elle est présente sur tout le territoire grâce aux cinq antennes qui ont été créées et, avec l'appui du PNUD, récemment dotées de matériel informatique. Elle a établi un cadre de collaboration avec les institutions de l'Etat, avec la société civile togolaise et avec des organes internationaux tels que la GANHRI, le RINADH et l'AFCNDH.

Le diagnostic institutionnel et des capacités de la CNDH a permis de mettre en évidence les forces et les faiblesses de l'institution dans le contexte actuel. Afin de corriger ces dysfonctionnements, la CNDH a élaboré le 17 juin 2021, son plan stratégique 2021-2025. L'objectif global du plan stratégique est de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national et de permettre aux citoyens de jouir de leurs droits et libertés fondamentales et d'agir dans un cadre respectueux des droits de l'homme et des principes démocratiques, et de contribuer au renforcement de la gouvernance institutionnelle. Partant de ses missions définies par la loi organique, le plan stratégique détermine les orientations stratégiques, les actions prioritaires à réaliser, leur planification dans le temps et les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre.

La Commission compte ainsi contribuer à la construction d'une nation moderne composée de citoyens qui prennent conscience de leurs droits et responsabilités civiques pour la réalisation des projets de développement dans un environnement institutionnel protecteur des droits de l'homme, renforcé et de paix. Pour se donner les moyens de cet objectif, le Plan stratégique met l'accent sur (i) le développement institutionnel, organisationnel et des capacités de la CNDH aux niveaux central et régional, (ii) une collaboration renforcée avec les ministères et institutions de l'Etat et (iii) une expansion des partenariats avec les organisations de la société civile togolaise, les institutions internationales et régionales des droits de l'homme et les autres partenaires techniques et financiers. Ces axes orientent la CNDH dans la gestion de sa subvention.

Le DPPD 2024-2026 de la CNDH s'inscrit dans la mise du plan stratégique 2021-2025 de l'institution. Son élaboration trouve sa source dans le Plan national de développement (PND) 2018-2022 en son axe stratégique 3, effet 13, la Feuille de route 2020-2025 et la Politique nationale de la Justice 2020-2024.

Le DPPD 2024-2026 de la CNDH indique que la gestion 2023 considérée comme année de base, a été exécutée pour un montant total de quatre cent quatre-vingt-sept millions neuf cent vingt-trois mille (487.923.000) FCFA. La projection de cette dotation sur les exercices 2024, 2025, 2026 est estimée à un milliard quatre cent cinquante-deux millions neuf cent cinquante et un mille (1 452 951 000) FCFA.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation CNDH	Garantir la promotion, la protection des droits de l'Homme et la prévention de la torture et autres peines de traitement inhumain ou dégradant	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952
Total			0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	47 243	0	47 243	0	47 602	0	36 067	0	130 912
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952
Hors Projets	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	47 243	0	47 243	0	47 602	0	36 067	0	130 912
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	350 680	0	487 923	0	487 923	0	488 282	0	476 747	0	1 452 952

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	3	15733	3	15733	3	15733	3	9198
Catégorie A2	0	0	6	27521	6	27521	6	27880	6	22880
Catégorie A3	0	0	1	2889	1	2889	1	2889	1	2889
Catégorie B	0	0	2	1100	2	1100	2	1100	2	1100
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	12	47 243	12	47 243	12	47 602	12	36 067

3.2. BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE

3.2.1. Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121)

Le ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel, dans ses attributions, met en œuvre la politique définie par le gouvernement en matière d'inclusion financière et d'encadrement de l'action du secteur informel, en collaboration avec les autres ministères concernés. Il met en place et coordonne, en concertation avec les ministères intéressés, les mécanismes financiers destinés à favoriser et /ou accompagner l'inclusion financière au profit des populations vulnérables. Il veille, en relation avec le ministre chargé des finances et le ministre chargé de la planification, à la mobilisation des ressources financières auprès des institutions financières internationales et à l'appui des partenaires techniques et financiers. Il veille également, en coordination avec les ministres intéressés, à la cohérence des interventions de l'Etat en matière d'organisation et de pilotage du secteur informel. Il a autorité sur les services de l'administration centrale du ministère et les services qui lui sont directement rattachés. Il peut disposer des services à compétences nationales ou partagés. Il exerce la tutelle sur les organismes et institutions qui lui sont rattachés.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique et montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Malgré cette situation, certaines activités ont été notamment le financement des activités des populations vulnérables à travers les produits du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) ; l'organisation de la semaine africaine de la microfinance (SAM) qui a vu la participation de plus de 1000 personnes venant de différents pays ; la formalisation des activités des micro-entrepreneurs et la formation et l'examen à 996 conducteurs de taxi-motos pour l'obtention de permis de conduire catégorie A.

Afin d'améliorer la performance du Département pour l'année 2024, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur le renforcement des mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) ; la formalisation des microentreprises traditionnelles ; la diversification des produits et services financiers ; réduire des disparités régionales en matière d'inclusion financière et la création d'une banque digitale pour tous. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le renforcement des mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) ; l'adoption de la Loi sur l'inclusion financière ; le développement des offres digitales ; l'appui aux interventions dans les zones non / moins investies (éducation financière, renforcement des capacités des SFD, digitalisation, etc.).

Ces orientations seront mises en œuvre à travers trois (03) programmes déclinés en dix (10) actions. Ces programmes sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services de l'IFSI; (ii) Inclusion financière ; (iii) Secteur informel. Globalement, les trois (03) programmes du Département sont projetés à 683.235.000 FCFA en 2024, 686.435.000 FCFA en 2025 et 689.565.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	Assurer la coordination des services de l'IFSI	Taux pondéré d'exécution physique des programmes	Nombre	2019	48,0	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions de l'IFSI	Améliorer la qualité des services de l'IFSI	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	80,0	86,0	93,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Taux de satisfaction du personnel de l'IFSI par rapport au management du premier responsable	%	2020	85,0	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2019	52,0	86,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Proportion des agents disposant de fiche de poste de travail	%	2020	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	75,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projet de développement	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Jour	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation	Taux	2019	60,0	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.5	Formations initiale	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	Taux	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SG
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Taux	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
P2	Inclusion financière	Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement	Taux d'inclusion financière	%	2019	56,3	63,8	67,5	71,3	72,0	90,0	DGPFI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.1	Renforcement de l'inclusion financière	Réduire les disparités régionales en matière d'inclusion financière	nombre de nouvelles personnes incluses	Nombre	2020	31 294,0	44 127,0	55 245,0	69 231,0	87 176,0	113 329,0	DGPFI
A2.2	Création d'une Banque digitale pour tous	Mettre en place un mécanisme d'inclusion financière pour la population vulnérable	une banque digitale créée	Nombre	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	Projet banque digitale
P3	Secteur informel	Organiser le secteur informel	Nombre de microentreprises formalisées	Nombre	2019	288,0	300,0	350,0	400,0	450,0	500,0	DGOSI
A3.1	Organisation du secteur informel	Formaliser les micros entreprises	Nombre de microentreprises traditionnelles formalisées	Nombre	2018	288,0	300,0	350,0	400,0	450,0	500,0	DGOSI
A3.2	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME	Définir et mettre en œuvre des plans d'accompagnement aux TPME à travers la facilitation de l'accès au financement et au foncier	Nombre de mécanismes adaptés aux TPME mis en place	Nombre	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services de l'IFSI	Assurer la coordination des services de l'IFSI	10 497	92 178	26 500	133 225	41 500	139 032	36 000	135 652	43 000	145 298	120 500	419 983
P2	Inclusion financière	Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement	1 253 606	1 316 891	25 000	76 002	10 000	44 203	15 500	50 783	8 500	44 267	34 000	139 253
P3	Secteur informel	Organiser le secteur informel	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total des programmes			1 264 103	1 909 069	51 500	709 227	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565	154 500	2 059 236

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	81 681	0	106 725	0	97 532	0	99 652	0	102 298	0	299 483
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	43 338	0	58 471	0	36 626	0	37 039	0	37 198	0	110 864
Biens et Services	0	38 343	0	48 254	0	60 906	0	62 613	0	65 100	0	188 619
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	10 497	10 497	26 500	26 500	41 500	41 500	36 000	36 000	43 000	43 000	120 500	120 500
Dépenses d'investissement	10 497	10 497	26 500	26 500	41 500	41 500	36 000	36 000	43 000	43 000	120 500	120 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	10 497	92 178	26 500	133 225	41 500	139 032	36 000	135 652	43 000	145 298	120 500	419 983

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	63 285	0	51 002	0	34 203	0	35 283	0	35 767	0	105 253
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	7 985	0	11 677	0	4 903	0	4 983	0	5 167	0	15 053
Biens et Services	0	55 300	0	39 325	0	29 300	0	30 300	0	30 600	0	90 200
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 253 606	1 253 606	25 000	25 000	10 000	10 000	15 500	15 500	8 500	8 500	34 000	34 000
Dépenses d'investissement	3 500	3 500	25 000	25 000	10 000	10 000	15 500	15 500	8 500	8 500	34 000	34 000
Projets d'investissement	1 250 106	1 250 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	1 174 160	1 174 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 253 606	1 316 891	25 000	76 002	10 000	44 203	15 500	50 783	8 500	44 267	34 000	139 253

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	89 943	734 909	51 500	709 227	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565	154 500	2 059 236
Hors Projets	13 997	658 963	51 500	709 227	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565	154 500	2 059 236
Projets	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	1 174 160	1 174 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	587 080	587 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 264 103	1 909 069	51 500	709 227	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565	154 500	2 059 236

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	644 966	0	657 727	0	631 735	0	634 935	0	638 065	0	1 904 736
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	51 323	0	70 148	0	41 529	0	42 022	0	42 365	0	125 917
Biens et Services	0	93 643	0	87 579	0	90 206	0	92 913	0	95 700	0	278 819
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	1 264 103	1 264 103	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	13 997	13 997	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	1 250 106	1 250 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	75 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	1 174 160	1 174 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 264 103	1 909 069	51 500	709 227	51 500	683 235	51 500	686 435	51 500	689 565	154 500	2 059 236

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	4	51 323	8	20 785	5	34 608	5	34 608	6	21 183
Catégorie A2	0	0	14	36 373	0	0	0	0	3	10 591
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	5	12 990	1	6 922	3	7 415	3	10 591
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4	51 323	27	70 148	6	41 529	8	42 022	12	42 365

3.2.2. Ministère de l'économie et des finances (Section 210)

Le ministère de l'économie et des finances, dans ses attributions, assure l'orientation générale de la politique économique et financière du gouvernement, la tutelle financière des entreprises et établissements publics ou à participation étatique et la gestion du patrimoine de l'Etat. Pour se faire, il élabore et exécute la loi de finances de l'Etat, veille aux conditions de mise en œuvre de la législation douanière, fiscale, financière et des commandes publiques. Il coordonne les interventions de l'Etat en matière financière, économique, monétaire et domaniale. Par ailleurs, le ministère développe des stratégies de mobilisation des ressources publiques et de maîtrise des dépenses publiques, conserve et gère le patrimoine de l'Etat et veille à la sauvegarde de ses intérêts financiers. Il représente l'Etat dans ses rapports avec les bailleurs de fonds ou autres partenaires financiers.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marquée par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les tensions de trésorerie. Malgré cette situation, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la gestion des finances publiques. Ces réformes ont permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes du pays et de maintenir un cadre macroéconomique et budgétaire plus viable.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation du cadre macro-budgétaire et un meilleur financement de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le renforcement de la mobilisation des ressources publiques, la rationalisation des allocations budgétaires, l'efficacité de la gestion et du contrôle des dépenses publiques, la maîtrise du cadre macroéconomique et l'intégration du Togo dans l'environnement régional et international. En somme, un accent sera mis sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques et la réalisation des audits dans certaines entreprises et établissements publics, en vue de leur restructuration et leur rationalisation.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les six (6) programmes du ministère déclinés en trente-trois (33) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations hiérarchiques ou fonctionnelles et les obligations de leur responsables, sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MEF ; (ii) Mobilisation des ressources financières ; (iii) Gestion macroéconomique ; (iv) Programmation et gestion budgétaire ; (v) Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat ; et (vi) Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption.

Globalement, les six (6) programmes du MEF sont projetés à 39.104.338.0000 FCFA en 2024, 39.938.812.000 FCFA en 2025 et à 37.545.102.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Améliorer la qualité des services	Taux moyen d'exécution physique des programmes du Ministère	%	2019	50,0	82,0	65,0	65,0	70,0	75,0	SG
			% de femmes au sein du personnel du ministère	%	2021	19,0	19,0	20,0	20,0	20,0	20,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	Renforcer les capacités opérationnelles du MEF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	25,0	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MEF	Taux d'exécution du plan de formation continue	%	2022	30,0	30,0	25,0	35,0	40,0	45,0	DRH/DAC
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du MEF	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2021	85,0	108,0	90,0	96,0	97,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics (PPM) du ministère	%	2021	95,0	95,0	95,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MEF	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Améliorer la performance du système d'information du MEF	% de bases de données du MEF interconnectées	%	2019	50,0	85,0	85,0	87,0	90,0	92,0	DSI/CI
			Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2020	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	Chargé de communication
A1.6	Suivi des réformes et programmes financiers	Assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des réformes	Proportion des réformes mises en œuvre dans les départements ministériels	%	2019	60,0	75,0	75,0	80,0	85,0	85,0	SP-PRPF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Proportion des réformes des programmes des PTFs mis en œuvre	%	2019	70,0	90,0	85,0	90,0	95,0	95,0	SP-PRPF
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité au sein du MEF	Proportion des agents du MEF formés sur les thématiques liées au genre	%	2022	3,0	3,0	20,0	4,0	5,0	6,0	DAF
			Section genre opérationnelle à la DAF	Unité	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DAF
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources publiques	Recettes budgétaires liquides rapportées au PIB	%	2021	16,7	20,7	20,9	17,7	17,2	17,4	OTR
A2.1	Conception et suivi de la politique fiscale	Renforcer la gestion fiscale et le suivi des services fiscaux	Ratio dépenses fiscales rapportées au PIB	%	2021	2,3	2,2	2,1	2,0	2,0	1,9	UPF
A2.2	Mobilisation des recettes fiscales	Accroître les recettes fiscales et douanières	Taux de pression fiscale hors exonérations	%	2021	13,7	14,3	13,8	14,7	15,4	16,2	OTR
A2.3	Mobilisation des recettes non fiscales	Accroître les recettes non fiscales	Taux d'accroissement des recettes non fiscales	%	2020	2,5	2,0	1,4	3,2	3,1	3,2	RGE
A2.4	Mobilisation des ressources extérieures	Accroître les ressources externes en dons	Proportion des rapports détaillés des décaissements des ressources en dons produits chaque 5 du mois	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DDPF
			Taux de décaissement des appuis budgétaires (dons programmes)	%	2020	67,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SP-PRPF
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	Ecart de prévision	%	2019	(+0,2)	(-0,1)	(+/-0,5)	(+/-0,5)	(+/-0,5)	(+/-0,5)	DGEAE / DCPM
A3.1	Suivi et analyse de l'économie nationale	Assurer le suivi des indicateurs macroéconomiques	Proportion de documents de synthèses macroéconomiques élaborés	%	2019	70,0	85,0	86,7	90,0	100,0	100,0	DGEAE / DCPM
A3.2	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	Contribuer à l'évaluation des politiques socioéconomiques	Proportion d'études stratégiques réalisées	%	2019	0,0	50,0	50,0	50,0	75,0	100,0	DGEAE / DESPE & DARH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.3	Concertation Etat-Secteur privé	Renforcer la contribution du secteur privé au développement économique	Part des investissements privés dans le PIB	%	2019	13,1	11,7	11,2	12,6	13,2	13,8	CCESP
P4	Programmation et gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB	%	2021	-4,6	-8,3	-6,6	-5,6	-3,0	-3,0	DGBF
A4.1	Programmation budgétaire	Assurer l'élaboration du projet de loi de finances dans les délais	Délai de dépôt du projet de loi de finances initiale	Date	2021	45 245,0	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	DGBF
A4.2	Gestion du système d'information et du matériel de la DGBF	Assurer la transparence budgétaire	Proportion de documents budgétaires élaborés et publiés	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGBF
A4.3	Exécution budgétaire	Suivre l'exécution du budget de l'Etat	Délai de production du compte administratif de l'Etat	Date	2021	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	DF
			Proportions des dossiers traités dans le délai réglementaire	%	2021	95,0	95,0	95,0	98,0	98,0	100,0	DF
A4.4	Etudes et analyses budgétaires	Assurer l'efficacité et l'efficience des allocations budgétaires	Nombre de revues budgétaires (recettes et dépenses) réalisées	Unité	2021	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DGBF
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	Solde de trésorerie en fin d'exercice ≥0	Milliards de francs cfa	2022	396,1	396,1	34,0	34,0	35,0	36,1	DGTCP
A5.1	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Assurer un meilleur suivi des opérations comptables et la reddition des comptes dans les délais	% des comptes de gestion déposés dans les délais à la Cour des comptes	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DELFC
			Taux de couverture du secteur public par les statistiques des finances publiques	%	2021	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DELFC
A5.2	Gestion des bâtiments publics	Suivre l'utilisation rationnelle des bâtiments publics	Nombre de bâtiments publics recensés	Unité	2021	0,0	0,0	150,0	50,0	55,0	60,0	DMTA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			% de bâtiments baillés recensés	%	2022	50,0	50,0	85,0	90,0	95,0	98,0	DMTA
A5.3	Gestion du parc automobile de l'Etat	Gérer rationnellement le parc automobile de l'Etat	Taux de couverture des besoins en matériel roulant des administrations	%	2023	50,0	0,0	50,0	50,0	51,0	55,0	DGCA
A5.4	Gestion du domaine foncier de l'Etat	Renforcer la sauvegarde du domaine foncier de l'Etat	Nombre de réserves administratives immatriculées	Unité	2022	91,0	91,0	88,0	90,0	92,0	94,0	DAD
			Proportion des contrats de baux administratifs des réserves de l'Etat révisés	%	2022	20,0	20,0	27,0	50,0	65,0	70,0	DAD
A5.5	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur financier	Veiller à la rentabilité des participations de l'Etat dans les entreprises et au respect de la réglementation financière	% d'entreprises publiques suivies	%	2020	69,4	91,0	93,0	95,0	97,0	100,0	DOFIPE
			% d'établissements de crédits et d'établissements financiers suivis	%	2020	76,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A5.6	Mise en place et opérationnalisation des outils modernes de gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières de la DGTCP	Proportion d'outils modernes de gestion mise en place	%	2023	100,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAM
A5.7	Gestion de la dette publique	Maitriser l'endettement public	Taux d'endettement public	%	2016	79,9	65,8	66,9	66,4	64,5	62,4	DDPF
			Taux d'intérêt composite de la dette publique	%	2019	4,8	4,3	4,3	4,4	4,9	4,5	DDPF
A5.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	Eviter l'accumulation des arriérés et le risque de préfinancement en améliorant le financement de la dépense publique	Taux de couverture des besoins de trésorerie	%	2021	114,1	106,0	100,0	100,0	100,0	100,0	TGE
			Taux d'opérationnalisation des agences de la banque du Trésor	%	2022	0,0	21,0	51,0	67,0	82,0	100,0	TGE
A5.9	Prévention et gestion du contentieux de l'Etat	Assurer la sauvegarde des droits et intérêts de l'Etat	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires et autres créances contentieuses	%	2021	75,0	80,0	79,0	100,0	100,0	100,0	RGE
				0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	Proportion de rapports sur les dépenses et les contrats publics passés publiés	%	2 019	75,0	57,8	100,0	100,0	100,0	100,0	DNCF
			% des recommandations mises en œuvre	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A6.1	Contrôle des finances publiques	Veiller à la bonne exécution des dépenses de l'Etat et de ses démembrements	% de services publics de l'Etat et de ses démembrements contrôlés	%	2 020	90,0	95,0	100,0	95,0	95,0	95,0	DNCF
A6.2	Contrôle de passation de la commande publique	Veiller à la célérité des procédures de passations de la commande publique.	Délai moyen de traitement des dossiers	Jour	2 019	7,8	8,0	8,0	7,0	7,0	7,0	DNCCP
A6.3	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes à destruction massives	Réduire les opérations financières illicites	Proportion d'opérations illicites détectées et suivies	%	2 019	100,0	57,2	76,9	76,9	80,9	84,9	CENTIF-TG
A6.4	Inspection et audit des finances publiques	Sécuriser les deniers publics	Proportion des missions d'audit et d'inspection réalisées	%	2 019	75,0	21,0	95,0	50,0	50,0	50,0	IGF
A6.5	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Assainir l'environnement de la micro finance	Proportion de structures de micro finances illégales fermées	%	2 021	70,0	75,0	75,0	75,0	80,0	85,0	DMF
A6.6	Surveillance du secteur des assurances	Assainir le secteur des assurances	Proportion des structures des assurances contrôlées et respectant la réglementation	%	2 019	16,0	63,6	80,0	85,0	85,0	85,0	DNA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Améliorer la qualité des services	300 453	1 455 000	2 003 655	2 457 662	2 401 959	3 780 236	3 210 359	4 599 544	820 539	2 208 338
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources publiques	0	19 801 208	0	20 049 653	0	20 210 913	0	20 210 913	0	20 210 913
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	1 402 303	1 579 410	3 005 839	3 350 939	5 839	344 227	5 839	347 842	5 839	349 963
P4	Programmation et gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	18 548	2 107 201	19 799	2 903 637	19 799	2 978 330	19 799	2 979 240	19 799	2 977 912
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	36 859	2 729 842	7 038 115	10 872 463	7 046 115	9 978 950	7 046 115	9 973 702	7 046 115	9 955 550
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	21 885	1 435 805	27 814	2 071 058	21 348	1 811 683	21 348	1 827 571	21 348	1 842 425
Total des programmes			1 780 048	29 108 466	12 095 222	41 705 412	9 495 060	39 104 338	10 303 460	39 938 812	7 913 640	37 545 102

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 154 547	0	1 351 852	0	1 378 277	0	1 389 185	0	1 387 799	0	4 155 260
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	576 884	0	614 662	0	492 676	0	503 584	0	502 198	0	1 498 457
Biens et Services	0	472 663	0	632 190	0	715 601	0	715 601	0	715 601	0	2 146 803
Transferts Courants	0	105 000	0	105 000	0	170 000	0	170 000	0	170 000	0	510 000
Dépenses en capital	300 453	300 453	2 003 655	1 105 810	2 401 959	2 401 959	3 210 359	3 210 359	820 539	820 539	6 432 857	6 432 857
Dépenses d'investissement	17 159	17 159	23 539	23 539	56 539	56 539	56 539	56 539	56 539	56 539	169 617	169 617
Projets d'investissement	283 294	283 294	1 980 116	1 082 271	2 345 420	2 345 420	3 153 820	3 153 820	764 000	764 000	6 263 240	6 263 240
Investissement financés sur RI	236 819	236 819	159 510	159 510	254 977	254 977	169 706	169 706	0	0	424 683	424 683
Investissement financés sur RE	46 475	46 475	1 820 606	922 761	2 090 443	2 090 443	2 984 114	2 984 114	764 000	764 000	5 838 557	5 838 557
Transferts en capital											0	0
Total	300 453	1 455 000	2 003 655	2 457 662	2 401 959	3 780 236	3 210 359	4 599 544	820 539	2 208 338	6 432 857	10 588 117

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	19 801 208	0	20 049 653	0	20 210 913	0	20 210 913	0	20 210 913	0	60 632 739
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	121 260	0	121 260	0	121 260	0	363 780
Biens et Services	0	31 208	0	29 653	0	29 653	0	29 653	0	29 653	0	88 959
Transferts Courants	0	19 770 000	0	20 020 000	0	20 060 000	0	20 060 000	0	20 060 000	0	60 180 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	19 801 208	0	20 049 653	0	20 210 913	0	20 210 913	0	20 210 913	0	60 632 739

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	177 057	0	345 100	0	338 388	0	342 003	0	344 124	0	1 024 515
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	97 267	0	160 333	0	93 621	0	97 236	0	99 357	0	290 214
Biens et Services	0	14 790	0	19 767	0	19 767	0	19 767	0	19 767	0	59 301
Transferts Courants	0	65 000	0	165 000	0	225 000	0	225 000	0	225 000	0	675 000
Dépenses en capital	1 402 303	1 402 353	3 005 839	3 005 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	17 517	17 517
Dépenses d'investissement	5 652	5 652	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	5 839	17 517	17 517
Projets d'investissement	1 396 651	1 396 701	3 000 000	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	1 326 651	1 396 701	3 000 000	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 402 303	1 579 410	3 005 839	3 350 939	5 839	344 227	5 839	347 842	5 839	349 963	17 517	1 042 032

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 088 652	0	2 883 838	0	2 958 531	0	2 959 441	0	2 958 113	0	8 876 086
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	435 781	0	675 144	0	409 837	0	410 747	0	409 419	0	1 230 004
Biens et Services	0	103 561	0	98 694	0	138 694	0	138 694	0	138 694	0	416 082
Transferts Courants	0	1 549 310	0	2 110 000	0	2 410 000	0	2 410 000	0	2 410 000	0	7 230 000
Dépenses en capital	18 548	18 548	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	59 397	59 397
Dépenses d'investissement	18 548	18 548	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	19 799	59 397	59 397
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	18 548	2 107 201	19 799	2 903 637	19 799	2 978 330	19 799	2 979 240	19 799	2 977 912	59 397	8 935 483

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 692 983	0	3 834 348	0	2 932 835	0	2 927 587	0	2 909 435	0	8 769 857
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 427 240	0	3 567 826	0	2 661 812	0	2 656 564	0	2 638 412	0	7 956 788
Biens et Services	0	215 743	0	216 522	0	221 023	0	221 023	0	221 023	0	663 069
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	36 859	36 859	7 038 115	7 038 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	21 138 345	21 138 345
Dépenses d'investissement	36 859	36 859	7 038 115	7 038 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	7 046 115	21 138 345	21 138 345
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	36 859	2 729 842	7 038 115	10 872 463	7 046 115	9 978 950	7 046 115	9 973 702	7 046 115	9 955 550	21 138 345	29 908 202

Tableau n°3.6 : Coût du programme 6 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 413 921	0	2 043 244	0	1 790 335	0	1 806 223	0	1 821 077	0	5 417 635
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	903 360	0	1 371 451	0	1 078 703	0	1 094 591	0	1 109 445	0	3 282 739
Biens et Services	0	126 305	0	141 793	0	170 132	0	170 132	0	170 132	0	510 396
Transferts Courants	0	384 256	0	530 000	0	541 500	0	541 500	0	541 500	0	1 624 500
Dépenses en capital	21 885	21 885	27 814	27 814	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348	64 044	64 044
Dépenses d'investissement	21 885	21 885	27 814	27 814	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348	21 348	64 044	64 044
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	21 885	1 435 805	27 814	2 071 058	21 348	1 811 683	21 348	1 827 571	21 348	1 842 425	64 044	5 481 679

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	406 922	27 665 290	7 274 616	37 782 651	7 404 617	37 013 895	7 319 346	36 954 698	7 149 640	36 781 102	21 873 603	110 749 695
Hors Projets	100 103	27 428 471	7 115 106	37 623 141	7 149 640	36 758 918	7 149 640	36 784 992	7 149 640	36 781 102	21 448 920	110 325 012
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	306 819	236 819	159 510	159 510	254 977	254 977	169 706	169 706	0	0	424 683	424 683
Financement extérieur	1 373 126	1 443 176	4 820 606	3 922 761	2 090 443	2 090 443	2 984 114	2 984 114	764 000	764 000	5 838 557	5 838 557
Dons	1 369 626	1 439 676	3 622 780	3 622 780	1 578 614	1 578 614	2 562 727	2 562 727	0	0	4 141 341	4 141 341
BAD	42 975	42 975	622 780	622 780	492 349	492 349	1 435 472	1 435 472	0	0	1 927 821	1 927 821
BM	906 731	1 130 355	2 500 000	2 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	419 920	266 346	500 000	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
GIZ	0	0	0	0	1 086 265	1 086 265	1 127 255	1 127 255	0	0	2 213 520	2 213 520
Emprunts	3 500	3 500	1 197 826	299 981	511 829	511 829	421 387	421 387	764 000	764 000	1 697 216	1 697 216
BAD	3 500	3 500	1 197 826	299 981	511 829	511 829	421 387	421 387	764 000	764 000	1 697 216	1 697 216
TOTAL DE FINANCEMENT	1 780 048	29 108 466	12 095 222	41 705 412	9 495 060	39 104 338	10 303 460	39 938 812	7 913 640	37 545 102	27 712 160	116 588 252

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	27 328 368	0	30 508 035	0	29 609 278	0	29 635 352	0	29 631 462	0	88 876 092
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 440 532	0	6 389 416	0	4 857 908	0	4 883 982	0	4 880 092	0	14 621 982
Biens et Services	0	964 269	0	1 138 619	0	1 294 870	0	1 294 870	0	1 294 870	0	3 884 610
Transferts Courants	0	21 923 566	0	22 980 000	0	23 456 500	0	23 456 500	0	23 456 500	0	70 369 500
Dépenses en capital	1 780 048	1 780 098	12 095 222	11 197 377	9 495 060	9 495 060	10 303 460	10 303 460	7 913 640	7 913 640	27 712 160	27 712 160
Dépenses d'investissement	100 103	100 103	7 115 106	7 115 106	7 149 640	7 149 640	7 149 640	7 149 640	7 149 640	7 149 640	21 448 920	21 448 920
Projets d'investissement	1 679 945	1 679 995	4 980 116	4 082 271	2 345 420	2 345 420	3 153 820	3 153 820	764 000	764 000	6 263 240	6 263 240
Investissement financés sur RI	306 819	236 819	159 510	159 510	254 977	254 977	169 706	169 706	0	0	424 683	424 683
Investissement financés sur RE	1 373 126	1 443 176	4 820 606	3 922 761	2 090 443	2 090 443	2 984 114	2 984 114	764 000	764 000	5 838 557	5 838 557
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 780 048	29 108 466	12 095 222	41 705 412	9 495 060	39 104 338	10 303 460	39 938 812	7 913 640	37 545 102	27 712 160	116 588 252

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	269	1 589 348	309	1 941 711	337	1 503 101	334	1 503 101	333	1 499 211
Catégorie A2	237	1 011 331	350	1 708 233	390	1 208 397	389	1 234 471	386	1 234 471
Catégorie A3	2	76 668	45	415 084	74	415 084	74	415 084	74	415 084
Catégorie B	157	667 750	251	942 534	265	834 407	262	834 407	261	834 407
Catégorie C	327	908 483	375	1 201 841	358	838 742	349	838 742	348	838 742
Catégorie D	48	136 337	59	170 968	48	49 133	45	49 133	45	49 133
Contractuels	58	50 616	40	9 044	43	9 044	43	9 044	43	9 044
Volontaires	8	0	8	0	8	0	8	0	8	0
TOTAL	1106	4 440 532	1437	6 389 416	1523	4 857 908	1504	4 883 982	1498	4 880 092

Tableau n°7 : Dotation du ministère

Code	Nature de dépense	2022		2023		2024		2025		2026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	CHARGE FINANCIÈRE	0	124 806 859	0	142 931 513	0	160 715 509	0	162 618 061	0	169 165 568
	Intérêts sur la dette intérieure	0	106 357 568	0	125 920 848	0	135 093 043	0	137 043 884	0	144 940 000
	Intérêts sur la dette extérieure	0	18 449 290	0	17 010 665	0	25 622 466	0	25 574 176	0	24 225 568
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	314 961 948	0	262 218 459	0	267 484 212	0	271 343 295	0	280 110 064
	Personnel	0	1 620 136	0	4 697 440	0	4 697 440	0	4 697 440	0	4 697 440
	Dépenses en atténuation des recettes	0	134 067 258	0	146 956 406	0	146 877 588	0	157 480 024	0	172 003 728
	Diverses	0	97 848 922	0	95 964 613	0	99 809 184	0	93 065 831	0	87 308 896
	Transferts courants	0	81 425 632	0	14 600 000	0	16 100 000	0	16 100 000	0	16 100 000
	DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	22 387 161	22 387 161	58 684 585	58 684 585	123 973 436	123 973 436	41 598 919	41 598 919	21 670 294	21 670 294
	DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	2 320 266	2 320 266	15 684 585	15 684 585	82 565 976	82 565 976	15 684 585	15 684 585	15 684 585	15 684 585
	Construction des écoles et universités			4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Études de projets			5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Provision pour contrepartie			500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
	Gestion du CASEF	214 996	214 996	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Gestion du parc Auto de l'Etat	405 270	405 270	484 585	484 585	484 585	484 585	484 585	484 585	484 585	484 585
	Réhabilitation Bâtiment administratif (Sénat)			2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Réhabilitation du CASEF	1 700 000	1 700 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000
	Rachat par titrisation des immeubles des sièges et divers autres immeubles des 2 banques de l'UTB et Ex-BTCl (actuel IB-Bank)					66 881 391	66 881 391				
	PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	20 066 895	20 066 895	43 000 000	43 000 000	41 407 460	41 407 460	25 914 334	25 914 334	5 985 709	5 985 709
	Ressources internes	20 000 000	20 000 000	43 000 000	43 000 000	29 620 000	29 620 000	20 000 000	20 000 000	0	0
	Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV)	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0
	Prérequis pour le projet PIA	0	0	11 000 000	11 000 000	9 000 000	9 000 000	0	0	0	0
	Projet de construction de cité ministérielle	0	0	12 000 000	12 000 000			0	0	0	0
	Projet Compact du Millennium Challenge Corporation (MCC)	0	0			420 000	420 000	0	0	0	0
	Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois	0	0			200 000	200 000	0	0	0	0
	Ressources externes	66 895	66 895	0	0	11 787 460	11 787 460	5 914 334	5 914 334	5 985 709	5 985 709
	Emprunts	0	0	0	0	578 614	578 614	578 613	578 613	649 988	649 988
	Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois	0	0			578 614	578 614	578 613	578 613	649 988	649 988
	Dons	66 895	66 895	0	0	11 208 846	11 208 846	5 335 721	5 335 721	5 335 721	5 335 721
	Projet Compact du Millennium Challenge Corporation (MCC)	0	0			5 364 000	5 364 000	0	0	0	0
	Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois	0	0			2 941 540	2 941 540	2 941 540	2 941 540	2 941 540	2 941 540
	Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois	0	0			2 394 181	2 394 181	2 394 181	2 394 181	2 394 181	2 394 181
	Projet d'appui à l'exécution du plan national de développement (PAE-PND)	66 895	66 895	0	0	509 125	509 125	0	0	0	0
	TOTAL	22 387 161	462 155 968	58 684 585	463 834 557	123 973 436	552 173 156	41 598 919	475 560 275	21 670 294	470 945 926

3.2.3. Ministère de la plan et de la coopération (Section 220)

Le ministère de la planification du développement et de la coopération a pour mission d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire, de développement des statistiques et de mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement en relation avec les autres départements ministériels et institutions de l'Etat.

Il s'agit entre autres de : (i) l'élaboration du PIP 2024-2026 central (PIP initial et cadré) et du PIP 2024-2026 des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale (OSS), des comptes d'affectation spéciale (CAS); (ii) la revue de l'exécution des projets d'investissements publics (iii) l'exploitation des données du RGPH-5 : traitement et analyses ; (iv) l'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2021 et des comptes provisoires de 2022; (v) l'élaboration du rapport bilan diagnostic du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) ; (vi) la revue des portefeuilles des partenaires au développement ; (vii) le démarrage de la mise en place du système intégré de gestion des ressources extérieures et du système informatisé de suivi des ONG.

Les défis à relever sont entre autres : (i) le renforcement du suivi de l'exécution des projets d'investissement ; (ii) la revue des plans de travail et de budget annuel des projets d'investissement ; (iii) la prise en compte dans les politiques publiques de certains paradigmes de développement comme : le genre, les droits de l'Homme, le dividende démographique, l'économie bleue, l'environnement, le changement climatique, les approches sectorielle, intersectorielle, participative et inclusive ; (iv) le renforcement de l'effectif du personnel du ministère, des ressources matérielles et financières pour l'atteinte des objectifs assignés aux différents services ; (v) la mise en place et le développement des partenariats durables ; (vi) la mobilisation de plus de ressources extérieures à travers des partenariats plus diversifiés.

Les priorités du MPDC pour l'année 2024 sont entre autres : (i) l'élaboration du PIP central 2025-2027 (PIP initial, cadré et final) et du PIP 2025-2027 des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale (OSS), (ii) la revue de l'exécution des projets d'investissements publics ; (iii) la poursuite de l'exploitation des données du RGPH-5 : traitement et analyses ; (iv) la réalisation de l'enquête démographique et de santé; (v) le recensement des entreprises au Togo (RGE-3) ; (vi) l'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2022 et des comptes provisoires de 2023; (vii) la finalisation du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) ; (viii) les revues des portefeuilles des partenaires au développement ; (ix) l'élaboration de la politique nationale de la coopération au développement et de la stratégie nationale de mobilisation de ressources et de partenariat.

Le MPDC dispose de quatre (04) programmes à savoir : (i) Pilotage et soutien aux services du MPDC ; (ii) Planification du développement ; (iii) Coopération au développement ; et (iv) Aménagement du territoire. A moyen terme, les dépenses du ministère sont projetées à 5.456.933.000 en 2024, 5.000.375.000 en 2025 et 5.771.508.000 en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien au service MPDC	Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2021	60,0	70,0	80,0	85,0	95,0	100,0	SG
A1.1	Pilotage et soutien au service du MPDC	Améliorer la qualité des services du MPDC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	0,0	70,0	80,0	85,0	90,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	nbre	2021	7,0	5,0	3,0	3,0	2,0	2,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2021	90,0	93,0	95,0	96,0	98,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	90,0	95,0	97,0	98,0	100,0	100,0	PRMP
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système informatique performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	nbre	2021	3,0	3,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CSI
			Taux de satisfaction du personnel	%	2021	0,0	0,0	80,0	90,0	98,0	99,0	CSI
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	Améliorer le niveau de satisfaction des usagers du centre	Taux de satisfaction des usagers	%	2021	78,4	86,3	90,0	95,0	97,0	98,0	CDT
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	assurer une meilleure maîtrise de l'outil informatique et doter les pays membres de l'IAI des ingénieurs en informatique	Nombre de personnes formées en informatiques	nbre	2021	3,0	9,0	8,0	12,0	15,0	17,0	CENETI
			taux de réussite en fin de cycle	%	2021	100,0	94,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	nombre d'agent du ministère formés sur les thématiques liées au genre	nbre	2021	0,0	0,0	40,0	30,0	30,0	30,0	CFG

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	proportion de projets et programmes suivis	%	2021	0,0	0,0	50,0	60,0	70,0	80,0	DGPD
A2.1	Analyse des rapports	Faciliter la prise de décision	nombre de rapports internationaux analysés	nbre	2021	30,0	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	DEG
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	Optimiser la programmation des investissements publics	Proportion de nouveaux projets ayant fait objet d'évaluation ex ante	%	2021	87,0	90,0	92,0	94,0	96,0	98,0	DPPD
A2.3	appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	assurer une meilleure prise en compte des questions de population et la capture du dividende démographique au Togo	proportion de documents de planification élaborés/actualisés au cours de l'année intégrant la thématique de population	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
			proportion de politiques évaluées	%	2021	0,0	10,0	30,0	60,0	100,0	100,0	DEP
A2.4	Développement du système statistique national	Produire et publier les comptes nationaux et autres statistiques pour répondre aux besoins des usagers	Taux de satisfaction des utilisateurs	%	2021	57,0	63,0	69,0	75,0	80,0	80,0	INSEED
			nombre de compte nationaux provisoires et définitifs élaborés	nbre	2021	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	INSEED
P3	Coopération au développement	Renforcer la mobilisation des ressources extérieures	Taux de décaissement des ressources externes	%	2021	45,8	49,0	42,0	43,0	45,0	47,0	DGMAP
A3.1	coopération bilatérale	Renforcer la mobilisation de ressources extérieures bilatérales	Proportion des partenaires bilatéraux suivis	%	2021	25,0	30,0	40,0	45,0	55,0	65,0	DCB
A3.2	coopération multilatérale	Renforcer la mobilisation de ressources externes multilatérales	Proportion des partenaires multilatéraux suivis	%	2021	38,5	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	DCM
P4	Aménagement du territoire	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement	Nombre d'outils d'aménagement du territoire élaborés	%	2021	0,0	0,0	0,0	1,0	3,0	2,0	DGAT
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		harmonieux et équilibré du territoire national										
A4.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio collectifs sur le territoire national	Nombre de schéma national d'aménagement du territoire élaboré	nbre	2021	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	DOST
			Nombre de schéma régional d'aménagement du territoire élaboré et disponible	Nbre	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	2,0	DOST
A4.2	Appui à la planification et au développement local	Renforcer les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et locale de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	unité	2021	0,0	10,0	15,0	30,0	30,0	42,0	DPAR
A4.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	Assurer la disponibilité et la diffusion de l'information sur l'aménagement du territoire	Nombre de cartes thématiques élaborées	unité	2021	0,0	118,0	200,0	200,0	200,0	200,0	DIC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien au service du MPDC	Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC	99 972	898 077	103 000	901 259	85 000	691 915	85 000	700 846	83 000	722 957	253 000	2 115 718
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	8 576 073	10 120 021	11 226 467	8 334 680	1 916 120	3 347 172	2 364 560	3 793 395	3 101 820	4 543 770	7 382 500	11 684 336
P3	Coopération au développement	Renforcer la mobilisation des ressources extérieures	0	28 770	0	368 411	2 000	394 343	2 000	394 387	2 000	398 525	6 000	1 187 254
P4	Aménagement du territoire	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	184 032	184 032	821 126	255 554	919 063	1 023 504	7 000	111 748	7 000	106 257	933 063	1 241 509
Total des programmes			8 860 077	11 230 900	12 150 593	9 859 904	2 922 183	5 456 933	2 458 560	5 000 375	3 193 820	5 771 508	8 574 563	16 228 816

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	798 105	0	798 259	0	606 915	0	615 846	0	639 957	0	1 862 718
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	519 630	0	496 754	0	329 514	0	330 626	0	346 683	0	1 006 823
Biens et Services	0	193 475	0	216 505	0	187 401	0	195 220	0	203 274	0	585 895
Transferts Courants	0	85 000	0	85 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	99 972	99 972	103 000	103 000	85 000	85 000	85 000	85 000	83 000	83 000	253 000	253 000
Dépenses d'investissement	99 972	99 972	103 000	103 000	85 000	85 000	85 000	85 000	83 000	83 000	253 000	253 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	99 972	898 077	103 000	901 259	85 000	691 915	85 000	700 846	83 000	722 957	253 000	2 115 718

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 543 948	0	1 468 213	0	1 431 052	0	1 428 835	0	1 441 950	0	4 301 836
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	624 175	0	547 713	0	493 552	0	491 335	0	504 450	0	1 489 336
Biens et Services	0	33 773	0	34 500	0	32 500	0	32 500	0	32 500	0	97 500
Transferts Courants	0	886 000	0	886 000	0	905 000	0	905 000	0	905 000	0	2 715 000
Dépenses en capital	8 576 073	8 576 073	11 226 467	6 866 467	1 916 120	1 916 120	2 364 560	2 364 560	3 101 820	3 101 820	7 382 500	7 382 500
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	16 000	16 000	16 000	16 000	18 000	18 000	50 000	50 000
Projets d'investissement	8 576 073	8 576 073	11 226 467	6 866 467	1 900 120	1 900 120	2 348 560	2 348 560	3 083 820	3 083 820	7 332 500	7 332 500
Investissement financés sur RI	1 680 000	1 680 000	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	251 460	251 460
Investissement financés sur RE	6 896 073	6 896 073	11 218 967	6 858 967	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000	7 081 040	7 081 040
Transferts en capital											0	0
Total	8 576 073	10 120 021	11 226 467	8 334 680	1 916 120	3 347 172	2 364 560	3 793 395	3 101 820	4 543 770	7 382 500	11 684 336

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	28 770	0	368 411	0	392 343	0	392 387	0	396 525	0	1 181 254
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 398	0	343 411	0	363 593	0	363 637	0	367 775	0	1 095 004
Biens et Services	0	23 372	0	25 000	0	23 750	0	23 750	0	23 750	0	71 250
Transferts Courants	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0	15 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	6 000	6 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	6 000	6 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	28 770	0	368 411	2 000	394 343	2 000	394 387	2 000	398 525	6 000	1 187 254

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	30 523	0	104 441	0	104 748	0	99 257	0	308 446
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	30 523	0	74 041	0	74 348	0	68 857	0	217 246
Biens et Services	0	0	0	0	0	30 400	0	30 400	0	30 400	0	91 200
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	184 032	184 032	821 126	225 031	919 063	919 063	7 000	7 000	7 000	7 000	933 063	933 063
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	21 000	21 000
Projets d'investissement	184 032	184 032	821 126	225 031	912 063	912 063	0	0	0	0	912 063	912 063
Investissement financés sur RI	184 032	184 032	821 126	225 031	912 063	912 063	0	0	0	0	912 063	912 063
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	184 032	184 032	821 126	255 554	919 063	1 023 504	7 000	111 748	7 000	106 257	933 063	1 241 509

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 964 004	4 334 827	931 626	3 000 937	1 105 883	3 640 633	193 820	2 735 635	193 820	2 771 508	1 493 523	9 147 776
Hors Projets	99 972	2 470 795	103 000	2 768 406	110 000	2 644 750	110 000	2 651 815	110 000	2 687 688	330 000	7 984 253
Projets	1 864 032	1 864 032	821 126	225 031	912 063	912 063	0	0	0	0	912 063	912 063
Fonds de contrepartie	0	0	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	251 460	251 460
Financement extérieur	6 896 073	6 896 073	11 218 967	6 858 967	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000	7 081 040	7 081 040
Dons	6 896 073	6 896 073	5 008 967	5 008 967	0	0	0	0	0	0	0	0
BM	5 504 330	5 504 330	4 180 948	4 180 948	0	0	0	0	0	0	0	0
UEMOA	191 743	191 743	828 019	828 019	0	0	0	0	0	0	0	0
CEA	1 200 000	1 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	6 210 000	1 850 000	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000	7 081 040	7 081 040
BM	0	0	6 210 000	1 850 000	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000	7 081 040	7 081 040
TOTAL DE FINANCEMENT	8 860 077	11 230 900	12 150 593	9 859 904	2 922 183	5 456 933	2 458 560	5 000 375	3 193 820	5 771 508	8 574 563	16 228 816

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 370 823	0	2 665 406	0	2 534 750	0	2 541 815	0	2 577 688	0	7 654 253
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 149 203	0	1 418 401	0	1 260 699	0	1 259 945	0	1 287 764	0	3 808 408
Biens et Services	0	250 620	0	276 005	0	274 051	0	281 870	0	289 924	0	845 845
Transferts Courants	0	971 000	0	971 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	3 000 000
Dépenses en capital	8 860 077	8 860 077	12 150 593	7 194 498	2 922 183	2 922 183	2 458 560	2 458 560	3 193 820	3 193 820	8 574 563	8 574 563
Dépenses d'investissement	99 972	99 972	103 000	103 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	330 000	330 000
Projets d'investissement	8 760 105	8 760 105	12 047 593	7 091 498	2 812 183	2 812 183	2 348 560	2 348 560	3 083 820	3 083 820	8 244 563	8 244 563
Investissement financés sur RI	1 864 032	1 864 032	828 626	232 531	995 883	995 883	83 820	83 820	83 820	83 820	1 163 523	1 163 523
Investissement financés sur RE	6 896 073	6 896 073	11 218 967	6 858 967	1 816 300	1 816 300	2 264 740	2 264 740	3 000 000	3 000 000	7 081 040	7 081 040
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	8 860 077	11 230 900	12 150 593	9 859 904	2 922 183	5 456 933	2 458 560	5 000 375	3 193 820	5 771 508	8 574 563	16 228 816

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	89	350 271	100	487 423	101	448 347	101	464 432	101	481 719
Catégorie A2	102	401 434	95	463 052	90	399 517	88	404 654	88	419 716
Catégorie A3	6	23 614	8	38 994	8	35 513	8	36 787	8	38 156
Catégorie B	49	192 846	43	209 592	43	190 880	42	193 130	42	200 319
Catégorie C	42	165 296	39	190 095	38	168 685	34	156 344	30	143 085
Catégorie D	4	15 743	6	29 245	4	17 756	1	4 598	1	4 769
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	292	1 149 203	291	1 418 401	284	1 260 699	274	1 259 945	270	1 287 764

3.2.4. Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)

Le ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur (MAEIRTE) a pour mission de mettre en œuvre la politique extérieure du Togo définie par le Président de la République. Il est chargé des relations internationales et de la coopération avec les autres pays et les organisations internationales, régionales ou sous-régionales. Il assure la promotion, la protection et la défense des intérêts du Togo et des Togolais vivant à l'étranger. Il élabore les stratégies visant à faire participer la diaspora à l'œuvre de construction nationale et au développement du pays. Il veille au bon fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires et s'assure qu'elles exécutent leur mission de représentation conformément aux règles, usages et pratiques internationaux. Par ailleurs, le ministère assure, en liaison avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de la planification et du développement, la cohérence et le suivi de la politique de coopération bilatérale, technique, sociale et culturelle définie par le Gouvernement. Il étudie toutes les informations ou questions susceptibles d'affecter les orientations de la politique de coopération technique du Gouvernement.

L'exécution des activités programmées au sein du MAEIRTE en 2023 a été marquée par un contexte difficile, caractérisé par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays. Cette situation a eu pour conséquence la suspension des engagements dans le SIGFIP (Système intégré de gestion des finances publiques) et la paralysie des activités du ministère.

Malgré ces contraintes, plusieurs activités ont été menées dans le cadre d'une diplomatie au service du développement économique, culturel, social et touristique. Ces activités ont permis d'améliorer légèrement la performance des programmes 2 (diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous-régional, régional et international) et 3 (mobilisation de la diaspora et placement des Togolais dans les organisations internationales) du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives pour les trois prochaines années reposent essentiellement sur la recherche de nouveaux partenariats stratégiques avec les institutions économiques et financières, les agences de coopération bilatérale et multilatérale; la facilitation et l'attraction des investissements directs étrangers; la promotion de la coopération sud/sud; la valorisation des Togolais de l'extérieur et la mobilisation des ressources de la diaspora et le renforcement de la position du Togo dans le concert des nations.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois programmes du MAEIRTE, déclinés en douze actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont (i) Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE, (ii) Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous-régional, régional et international, et (iii) Mobilisation de la diaspora et placement des Togolais dans les organisations internationales.

Les trois programmes du MAEIRTE sont projetés à 19.234.547.000 FCFA en 2024, 18.885.157.000 FCFA en 2025 et 19.151.118.000 francs CFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MAERTE	AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES DU MINISTERE	TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE DES PROGRAMMES DU MINISTERE	%	2020	73,0	90,0	95,0	95,0	97,0	98,0	SG
			% DE FEMMES AUX POSTES NOMINATIFS DU MINISTERE	%	2020	8,0	10,0	11,0	13,0	15,0	20,0	0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	20,0	22,0	23,0	24,0	24,0	25,0	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2020	8,0	8,0	30,0	35,0	40,0	45,0	DRH
			Proportion des agents disposants des fiches de postes de travail	%	2020	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	98,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2020	97,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	%	2020	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	jours	2020	28,0	26,0	25,0	20,0	15,0	10,0	DPSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés aux genres	%	2020	20,0	25,0	50,0	60,0	70,0	80,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	0	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX	DEVELOPPER LA COOPERATION AUX	NOMBRE D'INITIATIVES DIPLOMATIQUES CONCLUES	%	2020	42,0	44,0	48,0	53,0	61,0	69,0	DCI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
	PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	PLANS SOUS REGIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL										
A2.1	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Attirer les investisseurs et touristes étrangers	Nombre de visas délivrés pour des motifs économiques, culturelles et touristiques,	Nombre	2020	5,0	5,0	10,0	20,0	40,0	40,0	DCI
A2.2	Protocole d'Etat	Renforcer le protocole d'Etat	Nombre de textes adoptés	Nombre	2020	0,0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DPE
			Nombre de documents/ procédures informatisés	Nombre	2020	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DPE
A2.3	Extension du réseau diplomatique du Togo	Renforcer le réseau diplomatique du Togo	Nombre de nouvelles missions diplomatiques créées	Nombre	2020	0,0	0,0	2,0	4,0	5,0	7,0	AMBASSADES/DAP/IGM DC
A2.4	Signature et ratification des accords	Renforcer la présence du Togo sur le chéquier international	Nombre d'accords signés et ratifiés	Nombre	2020	11,0	13,0	15,0	15,0	17,0	20,0	DAJC
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Consolider la paix et la sécurité internationale	Nombre de participation du Togo aux initiatives internationales à la paix et à la sécurité.	Nombre	2020	13,0	15,0	18,0	21,0	25,0	28,0	DADS
A2.6	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	Contribuer à l'intégration sous régionale, régionale et internationale	Nombre d'initiative réalisée en faveur de l'intégration	Nombre	2020	4,0	6,0	8,0	10,0	12,0	13,0	DIA
P3	MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT NATIONAL	TAUX D'EVOLUTION DES TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA	%	2020	0,3	1,1	1,5	1,8	2,1	2,5	DTE
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Mobiliser les investissements, compétences et savoir faire des Togolais de l'extérieur	Nombre d'action de développement réalisées par les togolais de l'Extérieur	Nombre	2021	30,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DTE/GD
			Nombre d'expertises capitalisées	Nombre	2021	65,0	70,0	90,0	120,0	140,0	160,0	DTE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	Accroître la présence du Togo et des Togolais dans les organisations internationales	Taux de progression du nombre des Togolais dans les organisations internationales	%	2021	5,0	3,8	4,0	4,4	5,9	6,7	DOI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTRGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR	AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES DU MINISTERE	134 299	1 326 454	120 800	1 098 664	132 701	1 223 244	132 701	1 255 154	132 701	1 280 800	398 103	3 759 199
P2	DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	DEVELOPPER LA COOPERATION AUX PLANS SOUS REGIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL	215 701	14 529 006	211 200	16 403 101	210 799	17 843 103	210 799	17 459 353	210 799	17 697 037	632 397	52 999 492
P3	MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT NATIONAL	0	6 995	28 500	104 531	17 000	168 200	17 000	170 650	17 000	173 282	51 000	512 132
Total des programmes			350 000	15 862 455	360 500	17 606 296	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118	1 081 500	57 270 822

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 192 155	0	977 864	0	1 090 543	0	1 122 453	0	1 148 099	0	3 361 096
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	824 853	0	491 855	0	539 634	0	546 726	0	555 099	0	1 641 459
Biens et Services	0	367 302	0	486 009	0	550 909	0	575 727	0	593 000	0	1 719 637
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	134 299	134 299	120 800	120 800	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701	398 103	398 103
Dépenses d'investissement	134 299	134 299	120 800	120 800	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701	132 701	398 103	398 103
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	134 299	1 326 454	120 800	1 098 664	132 701	1 223 244	132 701	1 255 154	132 701	1 280 800	398 103	3 759 199

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	14 313 305	0	16 191 901	0	17 632 304	0	17 248 554	0	17 486 238	0	52 367 095
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	6 828 422	0	7 308 764	0	7 973 678	0	7 986 364	0	8 011 239	0	23 971 282
Biens et Services	0	5 426 383	0	6 814 637	0	6 895 126	0	7 093 689	0	7 306 499	0	21 295 314
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 068 500	0	2 763 500	0	2 168 500	0	2 168 500	0	7 100 500
Dépenses en capital	215 701	215 701	211 200	211 200	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799	632 397	632 397
Dépenses d'investissement	215 701	215 701	211 200	211 200	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799	210 799	632 397	632 397
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	215 701	14 529 006	211 200	16 403 101	210 799	17 843 103	210 799	17 459 353	210 799	17 697 037	632 397	52 999 492

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	6 995	0	76 031	0	151 200	0	153 650	0	156 282	0	461 132
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	66 031	0	73 450	0	73 568	0	73 797	0	220 814
Biens et Services	0	6 995	0	10 000	0	77 750	0	80 083	0	82 485	0	240 317
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	28 500	28 500	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	51 000	51 000
Dépenses d'investissement	0	0	28 500	28 500	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	51 000	51 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	6 995	28 500	104 531	17 000	168 200	17 000	170 650	17 000	173 282	51 000	512 132

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	350 000	15 862 455	360 500	17 606 296	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118	1 081 500	57 270 822
Hors Projets	350 000	15 862 455	360 500	17 606 296	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118	1 081 500	57 270 822
TOTAL DE FINANCEMENT	350 000	15 862 455	360 500	17 606 296	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118	1 081 500	57 270 822

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	15 512 455	0	17 245 796	0	18 874 047	0	18 524 657	0	18 790 618	0	56 189 322
Personnel	0	7 653 275	0	7 866 650	0	8 586 762	0	8 606 658	0	8 640 134	0	25 833 554
Biens et Services	0	5 800 680	0	7 310 646	0	7 523 785	0	7 749 499	0	7 981 984	0	23 255 268
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 068 500	0	2 763 500	0	2 168 500	0	2 168 500	0	7 100 500
Dépenses en capital	350 000	350 000	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	1 081 500	1 081 500
Dépenses d'investissement	350 000	350 000	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	360 500	1 081 500	1 081 500
Total des programmes par nature	350 000	15 862 455	360 500	17 606 296	360 500	19 234 547	360 500	18 885 157	360 500	19 151 118	1 081 500	57 270 822

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	65	4 325 764	85	4 742 307	112	5 226 725	139	5 244 635	166	5 278 111
Catégorie A2	15	998 253	21	1 171 629	28	1 306 681	52	1 308 667	76	1 308 667
Catégorie A3	0	0	0	0	5	233 336	14	233 336	23	233 336
Catégorie B	13	865 153	17	948 461	16	746 675	38	746 675	47	746 675
Catégorie C	15	998 253	12	669 502	16	746 675	29	746 675	40	746 675
Catégorie D	1	66 550	0	0	1	46 667	0	46 667	0	46 667
Contractuels	6	399 301	6	334 751	6	280 003	6	280 003	6	280 003
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	115	7 653 275	141	7 866 650	184	8 586 762	278	8 606 658	358	8 640 134

3.2.5. Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)

La vision du ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, est d'assurer durablement à l'horizon 2030, un accès universel de toutes les communautés et organisations à la base du Togo au «minimum vital commun» à travers l'accès équitable aux services sociaux de base ; d'assurer l'épanouissement de la jeunesse à travers la citoyenneté et l'accès à l'emploi décent et durable dans un environnement de paix et de croissance économique. Il veille au renforcement des capacités des communautés et organisations à la base et leur accès à des mécanismes appropriés de financement de leurs initiatives. Il élabore avec les ministères concernés, le plan de formation des jeunes et traite de toutes les questions relatives à l'encadrement et à l'emploi des jeunes, à leur insertion, à leur participation à la prise des décisions, à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, ont connu un ralentissement dû à la conjoncture économique défavorable et à la montée des menaces sécuritaires dans la partie nord du pays.

Afin d'améliorer ces performances, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur l'accès à toute la population aux différents services sociaux de base, le ministère devra assurer de façon durable l'accompagnement et l'auto prise en charge des communautés et organisations à la base. Parallèlement, le ministère suivant la Feuille de route du Gouvernement s'attellera à mettre en œuvre le projet de Registre social des personnes et des ménages (RSPM) et également apporter sa contribution à tous les projets dont il est en support. Ainsi, de 2024 à 2026, toutes les actions entreprises devraient contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations à la base en mettant en place plus de 570 unités d'infrastructures sociocommunitaires et économiques, en permettant à 60 000 ménages et à 447 000 élèves du primaire de bénéficier des filets sociaux (transfert monétaire et cantine scolaire). Par ailleurs, le ministère devra favoriser l'épanouissement et l'accès à l'emploi à la jeunesse togolaise. Ainsi, pour relever ce défi, le ministère devra contribuer à la mise en œuvre efficace de la réforme relative au renforcement des mécanismes d'appui aux TPME (Très petites et moyennes entreprises) conformément à la Feuille de route du Gouvernement. L'objectif poursuivi sur la période 2024-2026 dans ce domaine est d'assurer la réalisation de 9 unités d'infrastructures socio-éducatives adéquates qui offrent des services d'épanouissement aux jeunes ; de former et sensibiliser des jeunes filles et garçons de 15 à 35 ans sur les valeurs citoyennes. Enfin, pour ce qui est de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes, le ministère appuiera la création de 5 462 microentreprises générant 22 423 emplois et contribuera ainsi sur la période 2024-2026 à la baisse des taux de chômage et de sous-emploi des jeunes (15-29 ans) respectivement de 3,2% à 2,5% et de 22,2% à 16,2%.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (03) programmes déclinés en seize (16) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ ; (ii) Développement à la Base et (iii) Jeunesse.

Globalement, les trois (3) programmes du MDBJEJ sont projetés à plus de 19.465.275.000 FCFA en 2024, plus de 9.333.887.000 FCFA en 2025 et à plus de 10.866.292.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Améliorer la qualité des services du MDBJEJ	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MDBJEJ	Taux	2019	87,6	90,8	96,0	96,0	96,0	96,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MDBJEJ	%	2021	24,0	23,0	24,0	25,0	26,0	27,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBJEJ	Renforcer les capacités opérationnelles du MDBJEJ	Proportion de dialogues de gestion tenus	Proportion	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	Taux	2022	-	80,0	80,0	82,0	85,0	85,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MDBJEJ	Proportion du personnel formé par an	Proportion	2017	10,0	12,0	25,0	26,0	28,0	28,0	DAF
			Proportion des agents disposant de fiche de poste de travail	Proportion	2021	70,0	72,0	75,0	78,0	80,0	82,0	DAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du MDBJEJ	Taux d'exécution du budget	Taux	2017	80,0	118,9	90,0	92,0	93,0	95,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Taux	2021	89,0	67,0	91,0	92,0	93,0	94,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Fréquence	2021	10,0	10,0	12,0	13,0	13,0	13,0	DEP
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation du MDBJEJ	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	Proportion	2017	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Mois	2021	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Proportion	2021	5,0	8,0	13,0	17,0	20,0	20,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Cellule	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	Nombre d'organisations de développement à la base accompagnées	Nombre	2019	2 000,0	2 065,0	2 150,0	2 200,0	2 250,0	2 300,0	DDC, ANADEB
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Améliorer les capacités d'auto développement des communautés à la base	Nombre de communautés ayant réalisé au moins un projet communautaire sur fonds propre	Nombre	2021	500,0	540,0	555,0	575,0	590,0	590,0	ANADEB/DDC
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	Contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations à la base	% des membres des organisations à la base ayant augmenté leurs revenus	Taux	2018	70,0	72,0	73,0	74,0	75,0	75,0	ANADEB/DDC/PHMDPTFM
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	Contribuer à l'amélioration de l'accès des hommes et des femmes aux infrastructures de base	Nombre d'unités d'infrastructures socio-économiques et communautaires de base mises en place	Nombre	2019	67,0	191,0	190,0	190,0	190,0	190,0	ANADEB/DDC
A2.4	Promotion des filets sociaux	Agir sur les vecteurs qui handicapent les couches les plus vulnérables	Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (cantine scolaire)	Nombre	2021	100 615,0	138 800,0	142 800,0	147 000,0	150 000,0	150 000,0	ANADEB/DDC
			Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (transfert monétaire)	Nombre	2021	43 099,0	125 000,0	125 000,0	15 000,0	8 000,0	8 000,0	ANADEB/DDC
P3	Jeunesse	Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser	Proportion des jeunes dans les instances de prise de	%	2020	6,7	6,7	6,7	7,4	8,4	9,0	DNJ, CNJ

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		sa contribution et sa participation au développement du Togo	décision électorales et nominatives									
			Nombre d'emplois créés	Nombre	2020	20 860,0	27 223,0	16 500,0	9 800,0	6 130,0	6 493,0	FAIEJ, PAEIJ-SP, PAIAJ, ANVT
			Proportion de jeunes participants aux activités socioéducatives (15-35 ans)	%	2020	2,0	6,6	7,0	8,0	9,0	9,4	DNJ, CNJ
A3.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Promouvoir l'engagement civique et la participation à la vie publique	Nombre d'unités d'infrastructures socio-éducatives réalisées au profit des jeunes	Nombre	2020	3,0	4,0	4,0	3,0	3,0	3,0	DNJ
A3.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcer le cadre de promotion de l'emploi des jeunes	Proportion de mesures du Haut Conseil implémentées	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CNEJ
			Nombre de volontaires insérés	Nombre	2020	5 003,0	2 709,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	ANVT
A3.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Renforcer les compétences des jeunes pour leur insertion professionnelle	Nombre de jeunes ayant renforcé leur employabilité y compris les jeunes vulnérables et les jeunes en situation de handicap	Nombre	2020	27 103,0	24 566,0	15 621,0	13 686,0	14 236,0	14 841,0	ANVT, FAIEJ, PAIAJ
			Nombre de TPME créées / renforcées par les jeunes filles et garçons y compris les jeunes vulnérables	Nombre	2020	7 389,0	2 564,0	4 247,0	1 650,0	1 815,0	1 997,0	FAIEJ, PAEIJ-SP, PAIAJ
A3.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	Promouvoir l'auto-emploi et la création d'entreprises par les jeunes filles et garçons y compris ceux avec un handicap	Volume de financement mobilisé au profit des jeunes entrepreneurs	F CFA	2020	5 848 232 925,0	7 588 109 963,0	4 006 728 530,0	1 526 760 766,0	1 210 000,0	1 331 000,0	PAEIJ-SP, PAIAJ, FAIEJ

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Améliorer la qualité des services du MDBJEJ	60 030	194 646	94 500	228 503	94 500	236 133	94 500	235 157	94 500	237 461	283 500	708 751
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	13 817 866	16 412 317	14 685 511	17 282 643	11 065 866	13 204 716	5 500 000	4 348 652	3 278 749	5 878 129	19 844 615	23 431 497
P3	Jeunesse	Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser sa contribution et sa participation au développement du Togo	1 900 042	6 585 908	1 293 264	5 976 255	1 340 266	6 024 427	60 000	4 750 079	60 000	4 750 702	1 460 266	15 525 207
Total des programmes			15 777 938	23 192 872	16 073 275	23 487 401	12 500 632	19 465 275	5 654 500	9 333 887	3 433 249	10 866 292	21 588 381	39 665 455

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	134 616	0	134 003	0	141 633	0	140 657	0	142 961	0	425 251
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	89 565	0	87 178	0	86 452	0	84 035	0	84 841	0	255 328
Biens et Services	0	45 051	0	46 825	0	55 181	0	56 622	0	58 120	0	169 923
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	60 030	60 030	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	283 500	283 500
Dépenses d'investissement	60 030	60 030	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	94 500	283 500	283 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	60 030	194 646	94 500	228 503	94 500	236 133	94 500	235 157	94 500	237 461	283 500	708 751

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 594 451	0	2 597 132	0	2 598 016	0	2 598 652	0	2 599 380	0	7 796 048
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	14 136	0	17 082	0	17 816	0	18 292	0	18 860	0	54 968
Biens et Services	0	5 315	0	5 050	0	5 200	0	5 360	0	5 520	0	16 080
Transferts Courants	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	7 725 000
Dépenses en capital	13 817 866	13 817 866	14 685 511	14 685 511	11 065 866	10 606 700	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	19 844 615	15 635 449
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	13 817 866	13 817 866	14 685 511	14 685 511	11 065 866	10 606 700	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	19 844 615	15 635 449
Investissement financés sur RI	96 190	96 190	60 810	60 810	65 000	65 000	0	0	0	0	65 000	65 000
Investissement financés sur RE	13 721 676	13 721 676	14 624 701	14 624 701	11 000 866	10 541 700	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	19 779 615	15 570 449
Transferts en capital											0	0
Total	13 817 866	16 412 317	14 685 511	17 282 643	11 065 866	13 204 716	5 500 000	4 348 652	3 278 749	5 878 129	19 844 615	23 431 497

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 685 867	0	4 682 991	0	4 684 161	0	4 690 079	0	4 690 702	0	14 064 941
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	115 729	0	113 591	0	113 836	0	119 444	0	119 757	0	353 036
Biens et Services	0	10 138	0	9 400	0	10 325	0	10 635	0	10 945	0	31 905
Transferts Courants	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	13 680 000
Dépenses en capital	1 900 042	1 900 042	1 293 264	1 293 264	1 340 266	1 340 266	60 000	60 000	60 000	60 000	1 460 266	1 460 266
Dépenses d'investissement	59 989	59 989	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	180 000	180 000
Projets d'investissement	1 840 053	1 840 053	1 233 264	1 233 264	1 280 266	1 280 266	0	0	0	0	1 280 266	1 280 266
Investissement financés sur RI	400 770	400 770	227 371	227 371	240 000	240 000	0	0	0	0	240 000	240 000
Investissement financés sur RE	1 439 283	1 439 283	1 005 893	1 005 893	1 040 266	1 040 266	0	0	0	0	1 040 266	1 040 266
Transferts en capital											0	0
Total	1 900 042	6 585 908	1 293 264	5 976 255	1 340 266	6 024 427	60 000	4 750 079	60 000	4 750 702	1 460 266	15 525 207

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	266 209	7 681 143	240 310	7 654 436	219 500	7 643 309	154 500	7 583 887	154 500	7 587 543	528 500	22 814 740
Hors Projets	120 019	7 534 953	154 500	7 568 626	154 500	7 578 309	154 500	7 583 887	154 500	7 587 543	463 500	22 749 740
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	146 190	146 190	85 810	85 810	65 000	65 000	0	0	0	0	65 000	65 000
Financement extérieur	15 160 959	15 160 959	15 630 594	15 630 594	12 041 132	11 581 966	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	20 819 881	16 610 715
Dons	15 160 959	15 160 959	8 105 893	8 105 893	10 041 132	10 041 132	0	0	0	0	10 041 132	10 041 132
Autres donateurs	15 160 959	15 160 959	8 105 893	8 105 893	10 041 132	10 041 132	0	0	0	0	10 041 132	10 041 132
Emprunts	0	0	7 524 701	7 524 701	2 000 000	1 540 834	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	10 778 749	6 569 583
Autres emprunteurs	0	0	7 524 701	7 524 701	2 000 000	1 540 834	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	10 778 749	6 569 583
TOTAL DE FINANCEMENT	15 427 167	22 842 102	15 870 904	23 285 030	12 260 632	19 225 275	5 654 500	9 333 887	3 433 249	10 866 292	21 348 381	39 425 455

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	7 414 934	0	7 414 126	0	7 423 809	0	7 429 387	0	7 433 043	0	22 286 240
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	219 430	0	217 851	0	218 103	0	221 770	0	223 458	0	663 332
Biens et Services	0	60 504	0	61 275	0	70 706	0	72 617	0	74 585	0	217 908
Transferts Courants	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	21 405 000
Dépenses en capital	15 777 938	15 777 938	16 073 275	16 073 275	12 500 632	12 041 466	5 654 500	1 904 500	3 433 249	3 433 249	21 588 381	17 379 215
Dépenses d'investissement	120 019	120 019	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500	154 500	463 500	463 500
Projets d'investissement	15 657 919	15 657 919	15 918 775	15 918 775	12 346 132	11 886 966	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	21 124 881	16 915 715
Investissement financés sur RI	496 960	496 960	288 181	288 181	305 000	305 000	0	0	0	0	305 000	305 000
Investissement financés sur RE	15 160 959	15 160 959	15 630 594	15 630 594	12 041 132	11 581 966	5 500 000	1 750 000	3 278 749	3 278 749	20 819 881	16 610 715
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	15 777 938	23 192 872	16 073 275	23 487 401	12 500 632	19 465 275	5 654 500	9 333 887	3 433 249	10 866 292	21 588 381	39 665 455

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	14	78 797	13	68 949	13	77 745	13	81 043	13	82 032
Catégorie A2	19	62 879	16	63 484	15	67 233	14	65 256	14	65 971
Catégorie A3	1	3343	1	3 343	1	3 873	1	4 112	1	4 112
Catégorie B	6	7 150	7	17 460	7	24 753	7	25 944	7	26 421
Catégorie C	3	6 266	1	3 995	1	2 904	1	3 051	1	3 051
Catégorie D	11	17 747	8	12 512	6	12 027	6	12 796	6	12 303
Contractuels	1	35 328	1	40 188	1	28 848	1	28 848	1	28 848
Volontaires	11	7 920	12	7 920	13	720	13	720	13	720
TOTAL	66	219 430	59	217 851	57	218 103	56	221 770	56	223 458

3.2.6. Ministère des armées (Section 310)

Le ministère des armées, dans ses attributions, participe à la définition, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de la politique nationale de défense et de sécurité. A cet effet, il est chargé d'organiser la défense militaire et participe à la lutte contre toutes les formes d'agressions armées. De plus, il participe à l'exécution des missions de sécurité publique, ainsi qu'à toutes autres tâches d'intérêt national et concourt au développement de la nation dans les conditions fixées par les lois et règlements. Par ailleurs, le ministère assure également d'autres missions dans le cadre des accords et traités internationaux.

Au titre de l'exercice 2023, les menaces sécuritaires qui prévalent au nord du pays ont impacté significativement l'exécution du budget au premier semestre. Toutefois, grâce à la vigilance des autorités du pays, la couverture des dépenses essentielles pour garantir la veille opérationnelle des troupes a été assurée. Cumulativement à l'aguerrissement et au raffermisssement des capacités des troupes, compte tenu de la complexité des défis sécuritaires dans la région septentrionale, le ministère des armées, tenu par l'impératif d'une gestion efficace, a mené des ateliers de renforcement de capacités dans le but de consolider les pratiques novatrices de la gestion axée sur les résultats. Cette dynamique a permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de l'ensemble du département.

Afin de mettre les forces armées togolaises en capacité d'assurer de manière durable la protection de notre pays et de ses intérêts, plusieurs défis restent à relever. La consolidation d'un socle sur lequel sera construit l'outil de défense capable de protéger le Togo et sa population est le principal défi. Ainsi, les orientations de la Loi n° 2020-020 du 24 décembre 2020, relative à la programmation militaire 2021-2025 et ses ambitions 2030 permettent de soutenir les acquis et de parvenir au développement et à l'articulation complémentaire des fonctions stratégiques, indispensables à la sécurité nationale.

En somme, un accent particulier sera mis sur la réalisation optimale du contrat opérationnel interarmées global et l'atteinte du format d'armée 2030, à travers l'exécution de la quatrième tranche et celles à venir de la LPM. Pour s'aligner intégralement sur les priorités nationales, notamment à la Feuille de route gouvernementale (FdR) Togo 2025, en son axe 1 et son ambition 3, la poursuite de l'opérationnalisation des juridictions militaires sera également au cœur des actions clés du département sur les trois prochaines années.

L'ensemble des objectifs sera mis en œuvre à travers quatre (4) programmes déclinés en vingt-cinq (25) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : (i) Pilotage et soutien des services du MINARM ; (ii) Préparation et emploi des forces ; (iii) Soutien des forces ; (iv) Anciens combattants, mémoire et lien armée-nation.

Globalement, les quatre (4) programmes du ministère des armées sont projetés à 85.447.177.000 FCFA en 2024 ; 95.677.546.000 FCFA en 2025 et 103.528.625.000 FCFA en 2026. Les dotations stratégiques quant à elles s'établissent comme suit au cours des trois années à venir : 33.013.062.000 FCFA en 2024 ; 31.425.276.000 FCFA en 2025 et 22.626.200.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2021	102,0	98,0	98,0	98,0	99,0	99,0	DAF-MINARM
			% de femmes au sein du personnel du ministère des armées	%	2021	0,0	6,8	8,0	9,0	10,0	10,0	DRH-MINARM
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Améliorer la qualité des services du ministère des armées	Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2021	-	83,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF-MINARM
			Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	-	60,0	65,0	70,0	75,0	75,0	SGA/DAF-MINARM
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	90,0	85,0	90,0	95,0	98,0	98,0	DRH-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2021	-	-	60,0	65,0	70,0	70,0	DRH-MINARM
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution physique des programmes du ministère des armées	%	2021	102,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins des structures en matériel et équipements budgétisés	%	2021	-	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF-MINARM
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'informations performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Nbre	2021	-	40,0	60,0	80,0	95,0	95,0	MINARM-DAJC/SI
			Proportion des bases de données du ministère à jour	0	2021	-	-	28,0	35,0	38,0	38,0	MINARM-DAJC/SI
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées genre	%	2021	-	6,0	8,0	10,0	12,0	12,0	CELLULE GENRE
			Cellule focale genre opérationnelle	%	2021	-	50,0	55,0	60,0	70,0	70,0	CELLULE GENRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2021	-	-	45,0	50,0	55,0	55,0	DRH-DCD
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	Nbre	2021	-	-	2,0	3,0	4,0	4,0	EPP & SE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	0	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	EPP & SE
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficacité et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	Capacité de déploiement et de projection des Forces	%	2021	80,0	80,0	70,0	80,0	90,0	90,0	EMG
A2.1	Planification et conduites des opérations	Assurer une posture opérationnelle permanente	Taux d'opérationnalisation des moyens	%	2021	80,0	85,0	80,0	90,0	90,0	90,0	EMG/DIV. PLAN
			Taux d'exécution des opérations	%	2021	80,0	80,0	85,0	95,0	98,0	98,0	EMG/DIV. OPS
A2.2	Préparation des forces terrestres	Mettre en condition opérationnelle les forces terrestres en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces terrestres	%	2021	70,0	80,0	80,0	85,0	86,0	86,0	EMAT
A2.3	Préparation des forces aériennes	Mettre en condition opérationnelle les forces aériennes en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces aériennes	%	2021	65,0	70,0	70,0	80,0	85,0	85,0	EMAA
A2.4	Préparation des forces navales	Mettre en condition opérationnelle des forces navales en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces navales	%	2021	75,0	80,0	80,0	85,0	90,0	90,0	EMM
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	Mettre en condition opérationnelle les unités de la gendarmerie en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des unités de la gendarmerie	%	2021	80,0	85,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DGGN

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.6	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	Assurer la formation qualifiante des cadres des FAT	Proportion des cadres qualifiés par rapport au format défini	%	2021	65,0	70,0	70,0	75,0	80,0	80,0	EMG/DIV. FORM
A2.7	Participation à la protection civile	Répondre à toutes sollicitations de la population sur le plan national en cas de sinistre	Taux de couverture nationale des unités des sapeurs-pompiers	%	2021	70,0	80,0	80,0	85,0	88,0	88,0	CSP
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	Améliorer la sécurisation du territoire national	Taux de mobilisation des réservistes	%	2021	80,0	85,0	85,0	90,0	95,0	95,0	RO
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	Assurer la sécurisation du territoire national	Taux de couverture sécuritaire des frontières	%	2021	92,0	93,0	93,0	93,0	95,0	95,0	EMG
P3	Soutien des forces	Pouvoir aux besoins des armées et assurer leur administration	Taux de couverture des besoins techniques et logistiques	%	2021	40,0	50,0	50,0	60,0	65,0	65,0	DCCA
A3.1	Soutien commissariat	Pouvoir aux besoins des armées en soutien de l'homme	Taux de couverture des besoins en soutien de l'homme défini dans la LPM	%	2021	45,0	50,0	50,0	60,0	70,0	70,0	DCCA
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	Assurer le stockage et la distribution du matériel du commissariat	Taux d'équipement en matériel habillement, couchage, campement, ameublement et subsistance (HCCAS)	%	2021	65,0	80,0	80,0	90,0	90,0	90,0	GRA
			Taux de rotation du matériel HCCAS	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A3.3	Soutien matériel	Assurer la disponibilité opérationnelle des matériels majeurs	Taux de disponibilité opérationnelle du matériel majeur	%	2021	70,0	80,0	80,0	85,0	85,0	85,0	DCMS
A3.4	Soutien santé	Assurer la couverture médicale des forces et participer à l'amélioration de la santé publique	Taux de couverture médicale	%	2021	75,0	85,0	85,0	90,0	92,0	92,0	DCSSA
			Taux de réalisation des Actions Médicales Gratuites (AMG)	%	2021	67,0	67,0	70,0	75,0	80,0	80,0	DCSSA
A3.5	Soutien génie	Assurer la disponibilité des infrastructures	Taux de réalisation du PIP initial - Infrastructures	%	2021	0,0	90,0	90,0	90,0	92,0	95,0	DGID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		opérationnelles, bâtimementaires, de protection et de sûreté	Taux d'exécution des projets PIP - Infrastructures	%	2021	0,0	90,0	90,0	90,0	92,0	95,0	DGID
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée-nation	Taux de participation des civils aux activités organisées par les militaires	%	2021	60,0	70,0	75,0	80,0	85,0	85,0	DMPD
A4.1	Anciens combattants	Contribuer au bien être des anciens combattants	Taux des anciens combattants ayant une activité	%	2021	-	40,0	45,0	50,0	55,0	55,0	DMPD/BOG
A4.2	Aide à la reconversion	Assurer la reconversion du militaire à la vie civile	Taux de reconversion	%	2021	55,0	50,0	55,0	60,0	65,0	65,0	DMPD/SIRPA
A4.3	Mémoire des armées	Pérenniser l'histoire des armées	Nombre de publications des ouvrages sur l'histoire des armées	Nbre	2021	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0	4,0	DMPD/SIRPA
A4.4	Lien Armée Nation	Promouvoir les activités de cohésion armée-nation	Taux de participation des civils aux actions médicales gratuites	%	2021	-	50,0	55,0	60,0	65,0	65,0	DMPD/BPSA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	43 437	344 276	1 948 801	7 156 493	146 440	7 362 705	951 120	8 182 143	146 440	8 001 436	1 244 000	23 546 283
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficacité et efficience les missions des Forces Armées Togolaises	3 648 861	19 736 707	5 210 792	24 854 444	3 442 243	28 603 971	14 518 412	35 185 911	6 878 830	43 959 399	24 839 485	107 749 281
P3	Soutien des forces	Pourvoir aux besoins des armées et assurer leur administration	7 051 663	43 737 211	4 713 944	41 664 131	5 412 156	49 331 836	5 412 156	52 157 616	4 958 801	51 412 607	15 783 113	152 902 059
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée-nation	30 739	145 603	30 740	148 665	30 740	148 665	30 740	151 876	30 740	155 183	92 220	455 724
Total des programmes			10 774 700	63 963 798	11 904 277	73 823 732	9 031 579	85 447 177	20 912 428	95 677 546	12 014 811	103 528 625	41 958 818	284 653 348

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	300 839	0	6 653 050	0	6 726 300	0	6 950 071	0	7 180 555	0	20 856 925
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	77 544
Biens et Services	0	300 839	0	6 627 202	0	6 700 452	0	6 924 223	0	7 154 707	0	20 779 381
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	43 437	43 437	1 948 801	503 443	146 440	636 405	951 120	1 232 072	146 440	820 881	1 244 000	2 689 358
Dépenses d'investissement	43 437	43 437	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	146 440	439 320	439 320
Projets d'investissement	0	0	1 802 361	357 003	0	489 965	804 680	1 085 632	0	674 441	804 680	2 250 038
Investissement financés sur RI	0	0	1 802 361	357 003	0	489 965	804 680	1 085 632	0	674 441	804 680	2 250 038
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	43 437	344 276	1 948 801	7 156 493	146 440	7 362 705	951 120	8 182 143	146 440	8 001 436	1 244 000	23 546 283

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	17 511 719	0	22 641 195	0	24 946 991	0	27 293 325	0	28 593 799	0	80 834 115
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	11 295 530	0	16 477 051	0	18 747 432	0	20 886 724	0	21 973 944	0	61 608 100
Biens et Services	0	6 216 188	0	6 164 145	0	6 199 559	0	6 406 601	0	6 619 856	0	19 226 016
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 648 861	2 224 988	5 210 792	2 213 249	3 442 243	3 656 980	14 518 412	7 892 586	6 878 830	15 365 600	24 839 485	26 915 166
Dépenses d'investissement	334 130	334 130	407 300	407 300	410 200	410 200	410 200	410 200	410 200	410 200	1 230 600	1 230 600
Projets d'investissement	3 314 731	1 890 859	4 803 492	1 805 949	3 032 043	3 246 780	14 108 212	7 482 386	6 468 630	14 955 400	23 608 885	25 684 566
Investissement financés sur RI	3 314 731	1 890 859	4 803 492	1 805 949	3 032 043	3 246 780	14 108 212	7 482 386	6 468 630	14 955 400	23 608 885	25 684 566
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	3 648 861	19 736 707	5 210 792	24 854 444	3 442 243	28 603 971	14 518 412	35 185 911	6 878 830	43 959 399	24 839 485	107 749 281

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	42 156 296	0	36 350 187	0	42 471 651	0	44 480 837	0	46 453 806	0	133 406 294
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	30 197 721	0	31 449 170	0	34 075 878	0	35 804 675	0	37 488 845	0	107 369 398
Biens et Services	0	11 958 574	0	4 901 017	0	8 395 773	0	8 676 162	0	8 964 961	0	26 036 896
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	7 051 663	1 580 916	4 713 944	5 313 944	5 412 156	6 860 185	5 412 156	7 676 779	4 958 801	4 958 801	15 783 113	19 495 765
Dépenses d'investissement	380 019	380 019	245 160	245 160	353 010	353 010	353 010	353 010	353 010	353 010	1 059 030	1 059 030
Projets d'investissement	6 671 644	1 200 897	4 468 784	5 068 784	5 059 146	6 507 175	5 059 146	7 323 769	4 605 791	4 605 791	14 724 083	18 436 735
Investissement financés sur RI	6 671 644	1 200 897	590 362	1 190 362	590 362	2 038 391	590 362	2 854 985	590 362	590 362	1 771 086	5 483 738
Investissement financés sur RE	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429	12 952 997	12 952 997
Transferts en capital											0	0
Total	7 051 663	43 737 211	4 713 944	41 664 131	5 412 156	49 331 836	5 412 156	52 157 616	4 958 801	51 412 607	15 783 113	152 902 059

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	114 864	0	117 925	0	117 925	0	121 136	0	124 443	0	363 504
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	17 410	0	21 780	0	21 780	0	21 780	0	21 780	0	65 340
Biens et Services	0	97 454	0	96 145	0	96 145	0	99 356	0	102 663	0	298 164
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	30 739	30 739	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	92 220	92 220
Dépenses d'investissement	30 739	30 739	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	92 220	92 220
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	30 739	145 603	30 740	148 665	30 740	148 665	30 740	151 876	30 740	155 183	92 220	455 724

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	10 774 700	63 963 798	8 025 855	69 945 310	4 562 795	80 978 393	16 443 644	91 208 762	7 999 382	99 513 196	29 005 821	271 700 351
Hors Projets	788 324	60 872 042	829 640	66 591 996	940 390	75 203 257	940 390	79 785 759	940 390	83 292 993	2 821 170	238 282 009
Projets	9 986 375	3 091 756	6 605 853	2 762 952	3 032 043	5 184 774	14 912 892	10 832 641	6 468 630	15 629 841	24 413 565	31 647 256
Fonds de contrepartie	0	0	590 362	590 362	590 362	590 362	590 362	590 362	590 362	590 362	1 771 086	1 771 086
Financement extérieur	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429	12 952 997	12 952 997
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429	12 952 997	12 952 997
UNICREDIT BANK AUSTRIA AG	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429	12 952 997	12 952 997
TOTAL DE FINANCEMENT	10 774 700	63 963 798	11 904 277	73 823 732	9 031 579	85 447 177	20 912 428	95 677 546	12 014 811	103 528 625	41 958 818	284 653 348

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	60 083 718	0	65 762 356	0	74 262 867	0	78 845 369	0	82 352 603	0	235 460 839
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	41 510 662	0	47 973 848	0	52 870 939	0	56 739 027	0	59 510 416	0	169 120 382
Biens et Services	0	18 573 056	0	17 788 508	0	21 391 928	0	22 106 342	0	22 842 187	0	66 340 457
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	10 774 700	3 880 080	11 904 277	8 061 376	9 031 579	11 184 310	20 912 428	16 832 177	12 014 811	21 176 022	41 958 818	49 192 509
Dépenses d'investissement	788 324	788 324	829 640	829 640	940 390	940 390	940 390	940 390	940 390	940 390	2 821 170	2 821 170
Projets d'investissement	9 986 375	3 091 756	11 074 637	7 231 736	8 091 189	10 243 920	19 972 038	15 891 787	11 074 421	20 235 632	39 137 648	46 371 339
Investissement financés sur RI	9 986 375	3 091 756	7 196 215	3 353 314	3 622 405	5 775 136	15 503 254	11 423 003	7 058 992	16 220 203	26 184 651	33 418 342
Investissement financés sur RE	0	0	3 878 422	3 878 422	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 468 784	4 015 429	4 015 429	12 952 997	12 952 997
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	10 774 700	63 963 798	11 904 277	73 823 732	9 031 579	85 447 177	20 912 428	95 677 546	12 014 811	103 528 625	41 958 818	284 653 348

Tableau n°6 : Dotation du ministère

Nature de dépense	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur la dette intérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur la dette extérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 420 655	0	2 420 655	0	2 420 655	0	7 261 965
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matériels	0	0	0	2 422 155	0	2 420 655	0	2 420 655	0	2 420 655	0	7 261 965
Diverses	0	2 422 155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	143 417 584	143 417 584	45 637 788	45 637 788	30 592 407	30 592 407	29 004 621	29 004 621	20 205 545	20 205 545	79 802 572	79 802 572
DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	104 711 360	104 711 360	2 404 360	2 404 360	2 405 860	2 405 860	2 405 956	2 405 956	2 406 055	2 406 055	7 217 871	7 217 871
Acquisition de mobilier et matériel spécifiques pour les services militaires	2 311 360	2 311 360	2 404 360	2 404 360	2 405 860	2 405 860	2 405 956	2 405 956	2 406 055	2 406 055	7 217 871	7 217 871
Urgences sécuritaires	102 400 000	102 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mobiliers matériels et équipements militaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	38 706 224	38 706 224	43 233 428	43 233 428	28 186 547	28 186 547	26 598 665	26 598 665	17 799 490	17 799 490	72 584 701	72 584 701
Ressources internes	38 706 224	38 706 224	43 233 428	43 233 428	28 186 547	28 186 547	26 598 665	26 598 665	17 799 490	17 799 490	72 584 701	72 584 701
Renforcement des capacités opérationnelles des FAT	38 706 224	38 706 224	43 233 428	43 233 428	28 186 547	28 186 547	26 598 665	26 598 665	17 799 490	17 799 490	72 584 701	72 584 701
Ressources externes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	143 417 584	145 839 739	45 637 788	48 059 943	30 592 407	33 013 062	29 004 621	31 425 276	20 205 545	22 626 200	79 802 572	87 064 537

3.2.7. Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410)

Le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (MATDDT) responsable de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'administration générale du territoire, de décentralisation et de développement des territoires, veille au respect de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités dans leur mission de formation, de consolidation et de promotion de la citoyenneté. Par ailleurs, il veille à la gestion des cultes et la chefferie traditionnelle et est le garant des libertés d'association. Aussi, garantit-il le développement des territoires grâce à travers l'aménagement du territoire pour l'opérationnalisation intégrale des communes conformément aux attributions du ministère délégué chargé du développement des territoires.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marquée par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les tensions de trésorerie qui ont impacté négativement sur l'exécution de nos actions dont les estimations s'élèvent à 23 223 776 000 FCFA.

Toutefois, le MATDDT compte améliorer la performance en poursuivant les actions inscrites dans la feuille de route gouvernementale à travers la réforme R5 « Décentralisation de l'État », le projet P33 « Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 15 communes » et les autres projets dont il vient en support à d'autres ministères sectoriels qui sont lead. A ce titre le MATDDT poursuivra la mise en œuvre des projets opérationnels de la réforme R5 et surtout l'actualisation et l'adoption de la politique nationale de décentralisation. Il mettra aussi accent sur la formation des acteurs locaux à travers l'opérationnalisation de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales. Par ailleurs, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communaux connaîtront aussi leur poursuite.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les cinq (5) programmes déclinés en douze (12) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : i) Pilotage et soutien aux services du MATDDT ; ii) Décentralisation et déconcentration ; iii) Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux ; iv) Culte et chefferie traditionnelle ; et v) Développement des territoires.

Globalement, les cinq (5) programmes du MATDDT sont projetés à 29.135.448.000 FCFA en 2024 ; 23.966.872.000 FCFA en 2025 et 20.553.030.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Assurer les capacités opérationnelles du MATDDT	Taux d'exécution des programmes du MATDDT	%	2020	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MATDDT	Renforcer les capacités opérationnelles du MATDDT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,5	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	2020	0,4	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et d'évaluation des actions du ministère	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Unité	2020	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	DPSE
A1.4	Gestion du système d'information et archives	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de documents classés	Unité	2020	1 320,0	1 685,0	1 700,0	1 800,0	2 000,0	2 100,0	DADL
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CELLULE GENRE
			Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	0,0	0,3	0,4	0,5	0,6	CELLULE GENRE
P2	Décentralisation et déconcentration	Favoriser la gouvernance locale	Proportion des sessions des conseils locaux tenus	%	2020	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	DDCL
A2.1	Renforcement de la déconcentration	Assurer l'administration du territoire	Proportion des services déconcentrés fonctionnels	Proportion	2020	ND	ND	ND	0,8	0,9	0,9	DATF
A2.2	Consolidation de la décentralisation	Contribuer à l'offre des services publics de base	Taux d'accroissement des investissements des collectivités territoriales	Unité	2020	ND	ND	0,1	0,1	0,1	0,1	DDCL
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	Nombre de mesures prises	Unité	2020	6,0	9,0	6,0	6,0	6,0	7,0	DLPAP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.1	Gestion des libertés publiques et politiques	Assurer l'exercice des libertés publiques et un meilleur encadrement de la vie politique nationale	Taux des requêtes des associations traités	Proportion	2020	8,0	8,0	0,8	0,9	0,9	1,0	DLPAP
			Taux des requêtes des partis politiques traités dans les délais légaux	Proportion	2020	0,0	5,0	0,9	0,9	0,9	1,0	DLPAP
			Nombre de catégorie d'équipements nouveaux acquis	unité	2020	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DEA
P4	Culte et chefferie traditionnelle	Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie	Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre	Unité	2020	0,0	0,2	0,5	0,8	1,0	1,0	0
A4.1	Gestion des cultes	Renforcer les libertés culturelles	Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre	Unité	2020	0,0	0,0	20,0	25,0	25,0	30,0	DDC
			Taux des requêtes des organisations religieuses traités	Proportion	2020	0,0	0,0	0,9	0,9	1,0	1,0	DDC
A4.2	Gestion de la chefferie traditionnelle	Gestion de la chefferie traditionnelle	Nombre d'actes de reconnaissance	Unité	2020	0,0	0,0	165,0	280,0	290,0	300,0	DCT
P5	Développement des territoires	Contribuer au développement harmonieux et équilibré du territoire national	Proportion d'outils de planification des territoires	Unité	2020	0,0	1,0	1,0	1,0	5,0	15,0	DGAT
A5.1	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio-collectifs sur le territoire national	Nombre d'instruments d'aménagement du territoire élaborés	Unité	2020	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	DGAT
A5.2	Appui à la planification et au développement régional et local	Renforcer les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et locale de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	Unité	2020	0,0	10,0	15,0	30,0	30,0	42,0	DPAR
A5.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	Assurer la disponibilité et la diffusion de l'information sur l'aménagement du territoire	Nombre de cartes thématiques élaborées	Unité	2020	0,0	118,0	200,0	200,0	200,0	200,0	DIC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Assurer les capacités opérationnelles du MATDDT	81 196	914 998	285 500	678 357	285 500	680 699	285 500	677 217	285 500	688 500	856 500	2 046 416
P2	Décentralisation et déconcentration	Favoriser la gouvernance locale	6 161 770	16 756 100	14 020 089	21 342 830	19 080 615	27 251 955	6 801 076	22 085 578	6 846 500	18 662 425	32 728 190	67 999 958
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	1 699	270 475	3 000	363 658	3 000	346 481	3 000	347 764	3 000	344 454	9 000	1 038 699
P4	Culte et chefferie traditionnelle	Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie	2 298	423 133	3 000	733 611	3 000	756 313	3 000	756 313	3 000	757 651	9 000	2 270 277
P5	Développement des territoires	Contribuer au développement harmonieux et équilibré du territoire national	13 999	122 127	42 000	105 320	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Total des programmes			6 260 962	18 486 833	14 353 589	23 223 776	19 472 115	29 135 448	7 192 576	23 966 872	7 238 000	20 553 030	33 902 690	73 655 350

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	833 802	0	392 857	0	395 199	0	391 717	0	403 000	0	1 189 916
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	662 382	0	217 097	0	213 059	0	196 202	0	193 709	0	602 970
Biens et Services	0	171 420	0	175 760	0	182 140	0	195 515	0	209 291	0	586 946
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	81 196	81 196	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	856 500	856 500
Dépenses d'investissement	81 196	81 196	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	285 500	856 500	856 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	81 196	914 998	285 500	678 357	285 500	680 699	285 500	677 217	285 500	688 500	856 500	2 046 416

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	9 152 009	0	9 105 647	0	10 968 997	0	10 895 955	0	10 872 624	0	32 737 575
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	916 132	0	1 364 247	0	1 208 697	0	1 135 655	0	1 112 324	0	3 456 676
Biens et Services	0	200 877	0	218 400	0	225 300	0	225 300	0	225 300	0	675 899
Transferts Courants	0	8 035 000	0	7 523 000	0	9 535 000	0	9 535 000	0	9 535 000	0	28 605 000
Dépenses en capital	6 161 770	7 604 091	14 020 089	12 237 183	19 080 615	16 282 959	6 801 076	11 189 623	6 846 500	7 789 801	32 728 190	35 262 382
Dépenses d'investissement	19 784	19 784	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	10 500	10 500
Projets d'investissement	6 141 986	7 584 307	14 016 589	12 233 683	19 077 115	16 279 459	6 797 576	11 186 123	6 843 000	7 786 301	32 717 690	35 251 882
Investissement financés sur RI	1 151 194	1 151 194	460 000	460 000	1 095 191	964 000	1 087 576	1 218 767	1 233 000	1 233 000	3 415 766	3 415 766
Investissement financés sur RE	4 990 792	6 433 113	13 556 589	11 773 683	17 981 924	15 315 459	5 710 000	9 967 356	5 610 000	6 553 301	29 301 924	31 836 116
Transferts en capital											0	0
Total	6 161 770	16 756 100	14 020 089	21 342 830	19 080 615	27 251 955	6 801 076	22 085 578	6 846 500	18 662 425	32 728 190	67 999 958

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	268 776	0	360 658	0	343 481	0	344 764	0	341 454	0	1 029 699
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	95 158	0	75 481	0	76 764	0	73 454	0	225 699
Biens et Services	0	8 776	0	10 500	0	13 000	0	13 000	0	13 000	0	39 000
Transferts Courants	0	260 000	0	255 000	0	255 000	0	255 000	0	255 000	0	765 000
Dépenses en capital	1 699	1 699	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Dépenses d'investissement	1 699	1 699	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 699	270 475	3 000	363 658	3 000	346 481	3 000	347 764	3 000	344 454	9 000	1 038 699

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	420 835	0	730 611	0	753 313	0	753 313	0	754 651	0	2 261 277
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	323 075	0	705 817	0	706 313	0	706 313	0	707 651	0	2 120 277
Biens et Services	0	12 760	0	14 794	0	32 000	0	32 000	0	32 000	0	96 000
Transferts Courants	0	85 000	0	10 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	2 298	2 298	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Dépenses d'investissement	2 298	2 298	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	2 298	423 133	3 000	733 611	3 000	756 313	3 000	756 313	3 000	757 651	9 000	2 270 277

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	108 128	0	63 320	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	71 138	0	49 920	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	26 990	0	13 400	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	13 999	13 999	42 000	42 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Dépenses d'investissement	13 999	13 999	7 000	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	35 000	35 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Investissement financés sur RI	0	0	35 000	35 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	13 999	122 127	42 000	105 320	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	778 202	11 561 752	797 000	11 450 093	1 490 191	13 819 989	1 482 576	13 999 516	1 628 000	13 999 729	4 600 766	41 819 234
Hors Projets	118 976	10 902 526	302 000	10 955 093	295 000	12 755 990	295 000	12 680 749	295 000	12 666 729	885 000	38 103 467
Projets	659 226	659 226	495 000	495 000	1 195 191	1 064 000	1 187 576	1 318 767	1 333 000	1 333 000	3 715 766	3 715 766
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	4 990 792	6 433 113	13 556 589	11 773 683	17 981 924	15 315 459	5 710 000	9 967 356	5 610 000	6 553 301	29 301 924	31 836 116
Dons	3 534 568	4 976 889	9 896 349	8 113 443	14 259 033	14 354 459	5 210 000	9 115 356	5 210 000	5 527 301	24 679 033	28 997 116
KfW	596 559	2 038 880	5 407 701	3 911 167	8 232 590	6 506 748	5 210 000	7 431 106	5 210 000	5 527 301	18 652 590	19 465 155
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	2 938 009	2 938 009	4 488 648	4 202 276	2 746 658	4 567 926	0	1 684 250	0	0	2 746 658	6 252 176
Autres donateurs	0	0	0	0	3 279 785	3 279 785	0	0	0	0	3 279 785	3 279 785
Emprunts	1 456 224	1 456 224	3 660 240	3 660 240	3 722 891	961 000	500 000	852 000	400 000	1 026 000	4 622 891	2 839 000
Autres emprunteurs	1 456 224	1 456 224	3 660 240	3 660 240	3 722 891	961 000	500 000	852 000	400 000	1 026 000	4 622 891	2 839 000
TOTAL DE FINANCEMENT	5 768 994	17 994 865	14 353 589	23 223 776	19 472 115	29 135 448	7 192 576	23 966 872	7 238 000	20 553 030	33 902 690	73 655 350

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 783 550	0	10 653 093	0	12 460 990	0	12 385 749	0	12 371 729	0	37 218 467
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 972 727	0	2 432 239	0	2 203 550	0	2 114 934	0	2 087 138	0	6 405 622
Biens et Services	0	420 823	0	432 854	0	452 440	0	465 815	0	479 591	0	1 397 845
Transferts Courants	0	8 390 000	0	7 788 000	0	9 805 000	0	9 805 000	0	9 805 000	0	29 415 000
Dépenses en capital	6 260 962	7 703 283	14 353 589	12 570 683	19 472 115	16 674 459	7 192 576	11 581 123	7 238 000	8 181 301	33 902 690	36 436 882
Dépenses d'investissement	118 976	118 976	302 000	302 000	295 000	295 000	295 000	295 000	295 000	295 000	885 000	885 000
Projets d'investissement	6 141 986	7 584 307	14 051 589	12 268 683	19 177 115	16 379 459	6 897 576	11 286 123	6 943 000	7 886 301	33 017 690	35 551 882
Investissement financés sur RI	1 151 194	1 151 194	495 000	495 000	1 195 191	1 064 000	1 187 576	1 318 767	1 333 000	1 333 000	3 715 766	3 715 766
Investissement financés sur RE	4 990 792	6 433 113	13 556 589	11 773 683	17 981 924	15 315 459	5 710 000	9 967 356	5 610 000	6 553 301	29 301 924	31 836 116
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	6 260 962	18 486 833	14 353 589	23 223 776	19 472 115	29 135 448	7 192 576	23 966 872	7 238 000	20 553 030	33 902 690	73 655 350

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	73	410 282	358	853 668	371	796 024	374	770 941	373	759 515
Catégorie A2	92	517 068	90	214 609	89	190 960	89	183 459	89	181 225
Catégorie A3	14	78 684	9	21 461	9	19 311	9	18 552	9	18 326
Catégorie B	47	264 154	430	1 025 356	425	911 888	425	876 069	425	865 399
Catégorie C	49	275 395	42	100 151	43	92 262	43	88 638	43	87 558
Catégorie D	8	44 962	5	11 923	5	10 728	5	10 307	5	10 181
Contractuels	68	382 181	86	205 071	81	173 795	81	166 968	81	164 935
Volontaires	0	0	0	0	4	8 582	0	0	0	0
TOTAL	351	1 972 727	1 020	2 432 239	1 027	2 203 550	1 026	2 114 934	1 025	2 087 138

3.2.8. Ministère de la justice et de la législation (Section 420)

Le ministère de la justice et de la législation prépare et met en œuvre, dans le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire, la politique définie par le gouvernement dans les domaines de la justice et du sceau, de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion des anciens détenus. De ce fait, il veille au bon fonctionnement de l'appareil juridictionnel et pénitentiaire en ce qui concerne l'organisation, les moyens et le fonctionnement du service public de la justice. En liaison avec les autres ministères, le MJL veille à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la codification de la législation et de la réglementation en vigueur en matière civile, sociale, pénale, commerciale, administrative et des sceaux de l'Etat. Par ailleurs, il assure la coordination des programmes de réforme de la justice et assure l'adéquation des actions retenues avec le programme de réforme de l'administration publique.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation est chargé de l'amélioration de l'efficacité du système judiciaire conformément à la priorité iii de l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale Togo 2020 – 2025.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement et voir même la non-exécution du budget.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes déclinés en seize (16) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien des services du MEF ; (ii) administration de la justice ; (iii) accès au droit et à la justice ; (iv) administration pénitentiaire et réinsertion.

Globalement, les quatre (4) programmes du MJL sont projetés à 7.803.666.000 en 2024, 8.296.044.000 en 2025 et 10.497.534.000 en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MJL	Améliorer la qualité des services publics du MJL	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2018	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat général
			% des femmes au sein du MJL	%	2020	14,5	14,5	14,4	17,4	18,0	20,4	Secrétariat général
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du ministère de la justice et de la législation	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	18,8	4,2	66,7	75,0	83,3	100,0	Cabinet
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2020	ND	ND	ND	50,0	60,0	70,0	Secrétariat général
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Renforcer l'efficacité de la gestion des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	86,7	99,6	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires administratives et financières
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires administratives et financières
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	Doter le ministère de la justice de personnel judiciaire et des experts de qualité	Proportion des auditeurs de justice formés	%	2020	19,2	19,2	19,2	38,5	38,5	57,7	Centre de formation des professions de justice
			Proportion des élèves greffiers formés	%	2020	30,7	30,7	30,7	61,4	61,4	92,1	Centre de formation des professions de justice
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer le contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Proportion des juridictions et services du ministère contrôlés	%	2020	3,0	3,0	36,4	24,2	24,2	24,2	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
			Proportion des saisines aux fins d'enquête traitées	%	2020	25,0	8,3	33,3	16,7	16,7	0,0	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
A1.5	Promotion du genre et de l'équité dans le secteur judiciaire	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	10,4	6,6	18,9	18,9	18,9	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi-évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	29,4	58,8	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation
			Délai moyen de production des documents d'annuaire statistique	jour	2020	46,9	46,9	46,5	46,0	45,5	45,0	Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	% des affaires définitivement réglées dans les ressorts des cours d'appel de Lomé et de Kara	%	2019	34,0	39,0	44,0	49,0	53,0	58,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
			Délai moyen de traitement des affaires commerciales	Jour	2019	108,0	90,0	88,0	80,0	80,0	80,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
A2.1	Réforme de la législation	Moderniser le cadre législatif, réglementaire et organisationnel	Proportion des textes législatifs et réglementaires élaborés, actualisés et adoptés	%	2020	18,0	45,5	63,6	81,8	90,9	100,0	Direction de la législation
A2.2	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	Renforcer les capacités opérationnelles des juridictions	Proportion des plaintes ayant connu un dénouement	%	2018	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires civiles, sociales et commerciales
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	Assurer l'efficacité des procédures pénales	Proportion des dossiers de contentieux pénal et des procédures de grâces reçus et traités	%	2020	98,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires pénales et des grâces
			nombre de parquets interconnectés à des unités de polices judiciaires	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0	Direction des affaires pénales et des grâces

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	% des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Lomé	%	2019	34,0	39,0	44,0	49,0	54,0	59,0	Cour d'appel de Lomé
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	% des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Kara	%	2019	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	Cour d'appel de Kara
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	Taux d'accès au droit et à la justice	%	2016	65,0	70,0	71,0	72,5	73,5	75,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	Renforcer les mécanismes de médiation, de conciliation et d'orientation	Proportion des justiciables ayant bénéficiés de l'information juridique dans les maisons de justice	%	2020	43,8	42,1	44,0	46,0	48,0	50,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
			Taux de satisfaction des usagers ayant eu un procès-verbal de conciliation dans les maisons de justice	%	2020	87,8	91,3	92,3	93,3	94,3	95,3	Direction de l'accès au droit et à la justice
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	Faciliter l'obtention du certificat de nationalité togolaise	Délai moyen de délivrance du certificat de nationalité togolaise	mois	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	1,0	Direction de la nationalité et du sceau
			Proportion des certificats de nationalité produits	%	2020	97,9	96,2	97,0	97,0	98,0	98,0	Direction de la nationalité et du sceau
A3.3	Implémentation du droit OHADA	Faciliter l'accessibilité des textes de l'OHADA	Proportion des acteurs judiciaires formés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	12,0	16,0	24,0	24,0	24,0	Commission nationale OHADA
			Proportion des acteurs extra judiciaires sensibilisés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	7,9	13,2	26,3	26,3	26,3	Commission nationale OHADA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	Taux d'occupation des prisons	%	2019	185,0	185,0	180,0	175,0	160,0	130,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
A4.1	Surveillance des prisons	Améliorer la sécurisation des prisons	Proportion des tentatives d'évasion déjouées	%	2020	43,8	53,3	100,0	100,0	100,0	100,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
			proportion des incidents maîtrisés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	Améliorer les conditions de détention et de réinsertion socioprofessionnelles des détenus	Taux de réinsertion des détenus	%	2020	4,0	6,0	8,0	9,0	9,5	10,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
			Proportion des enfants ayant bénéficié des mesures alternatives	%	2020	0,0	72,9	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MJL	Améliorer la qualité des services publics du MJL	55 900	979 665	9 668 990	1 160 761	8 677 784	2 388 152	110 340	2 811 953	1 734 032	4 889 175	10 522 156	10 089 280
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	6 000	3 095 823	25 100	3 353 431	0	3 392 375	0	3 453 256	0	3 507 149	0	10 352 780
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	0	133 013	3 000	181 180	0	175 008	0	176 225	0	178 560	0	529 792
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	0	1 627 851	15 000	1 803 620	0	1 848 132	0	1 854 610	0	1 922 650	0	5 625 392
Total des programmes			61 900	5 836 351	9 712 090	6 498 992	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534	10 522 156	26 597 244

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	923 765	0	829 246	0	823 750	0	862 996	0	856 161	0	2 542 907
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	633 583	0	514 770	0	514 114	0	530 354	0	523 519	0	1 567 987
Biens et Services	0	160 182	0	184 476	0	179 636	0	202 642	0	202 642	0	584 920
Transferts Courants	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	390 000
Dépenses en capital	55 900	55 900	9 668 990	331 515	8 677 784	1 564 402	110 340	1 948 957	1 734 032	4 033 014	10 522 156	7 546 373
Dépenses d'investissement	55 900	55 900	98 340	98 340	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	331 020	331 020
Projets d'investissement	0	0	9 570 650	233 175	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674	10 191 136	7 215 353
Investissement financés sur RI	0	0	9 570 650	233 175	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674	10 191 136	7 215 353
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	55 900	979 665	9 668 990	1 160 761	8 677 784	2 388 152	110 340	2 811 953	1 734 032	4 889 175	10 522 156	10 089 280

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 089 823	0	3 328 331	0	3 392 375	0	3 453 256	0	3 507 149	0	10 352 780
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 937 194	0	3 209 851	0	3 258 060	0	3 318 941	0	3 349 138	0	9 926 139
Biens et Services	0	152 629	0	118 480	0	134 315	0	134 315	0	158 011	0	426 641
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	6 000	6 000	25 100	25 100	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	6 000	6 000	25 100	25 100	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	6 000	3 095 823	25 100	3 353 431	0	3 392 375	0	3 453 256	0	3 507 149	0	10 352 780

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	133 013	0	178 180	0	175 008	0	176 225	0	178 560	0	529 792
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	87 861	0	138 818	0	135 646	0	136 863	0	139 198	0	411 706
Biens et Services	0	15 152	0	9 362	0	9 362	0	9 362	0	9 362	0	28 086
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	133 013	3 000	181 180	0	175 008	0	176 225	0	178 560	0	529 792

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 627 851	0	1 788 620	0	1 848 132	0	1 854 610	0	1 922 650	0	5 625 392
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 181 230	0	1 347 083	0	1 404 595	0	1 411 073	0	1 479 113	0	4 294 781
Biens et Services	0	446 621	0	441 537	0	443 537	0	443 537	0	443 537	0	1 330 611
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 627 851	15 000	1 803 620	0	1 848 132	0	1 854 610	0	1 922 650	0	5 625 392

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	61 900	5 836 351	9 712 090	6 498 992	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534	10 522 156	26 597 244
Hors Projets	61 900	5 836 351	141 440	6 265 817	110 340	6 349 604	110 340	6 457 427	110 340	6 574 860	331 020	19 381 891
Projets	0	0	9 570 650	233 175	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674	10 191 136	7 215 353
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	61 900	5 836 351	9 712 090	6 498 992	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534	10 522 156	26 597 244

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 774 452	0	6 124 377	0	6 239 264	0	6 347 087	0	6 464 520	0	19 050 871
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 839 868	0	5 210 522	0	5 312 414	0	5 397 231	0	5 490 968	0	16 200 613
Biens et Services	0	774 584	0	753 855	0	766 850	0	789 856	0	813 552	0	2 370 258
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	61 900	61 900	9 712 090	374 615	8 677 784	1 564 402	110 340	1 948 957	1 734 032	4 033 014	10 522 156	7 546 373
Dépenses d'investissement	61 900	61 900	141 440	141 440	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	110 340	331 020	331 020
Projets d'investissement	0	0	9 570 650	233 175	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674	10 191 136	7 215 353
Investissement financés sur RI	0	0	9 570 650	233 175	8 567 444	1 454 062	0	1 838 617	1 623 692	3 922 674	10 191 136	7 215 353
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	61 900	5 836 351	9 712 090	6 498 992	8 677 784	7 803 666	110 340	8 296 044	1 734 032	10 497 534	10 522 156	26 597 244

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	237	2 643 325	226	2 696 047	254	2 749 820	254	2 797 818	254	2 534 658
Catégorie A2	263	993 507	255	1 013 323	256	1 033 534	256	1 068 080	256	1 172 125
Catégorie A3	4	27 630	8	28 181	8	28 744	8	29 697	8	30 554
Catégorie B	221	553 908	183	564 956	173	576 224	171	583 049	171	612 040
Catégorie C	392	536 267	353	821 085	318	835 429	314	826 527	311	1 052 759
Catégorie D	82	85 230	65	86 930	57	88 663	56	92 060	54	88 833
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1199	4 839 868	1093	5 210 522	1066	5 312 414	1059	5 397 231	1054	5 490 968

3.2.9. Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2018	78,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Indice de satisfaction globale des usagers du MSPC	nombre (1 à 5)	2018	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MSPC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2019	60,0	65,0	70,0	95,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des programmes du ministère en personnel	%	2019	97,0	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	90,0	90,0	91,0	92,0	95,0	96,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion des rapports de suivi et/ou évaluation	%	2019	50,0	55,0	60,0	65,0	70,0	75,0	DESPSE
			Proportion de données statistiques publiées	%	2019	65,0	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	DESPSE
A1.4	Formation	Doter le ministère en personnel qualifié	Proportion de personnels recyclés/formés	%	2019	48,0	25,0	30,0	40,0	45,0	50,0	ESFOS
A1.5	Genre et équité	Améliorer la représentativité des femmes dans les structures du ministère	Proportion des femmes dans le personnel du ministère	%	2019	13,9	25,0	30,0	40,0	45,0	50,0	Cellule genre
			Proportion de femmes promues à des postes de responsabilité/Proportion de femmes formées ou recyclées	%	2019	3,0	7,0	10,0	11,0	12,0	13,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	Indice de sécurité nationale (cf GPI)	rang en Afrique	2018	25,0	21,0	20,0	19,0	18,0	17,0	DGPN
A2.1	Lutte contre la criminalité	Renforcer la prévention et la répression des infractions	Taux d'élucidation des infractions constatées (Nombre de cas élucidés/Nombre de cas constatés)	%	2019	47,0	73,0	74,0	75,0	76,0	77,0	DCPJ
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Garantir la paix et la tranquillité de la population	Taux de maillage du territoire en unités de police (Nb d'Unités existantes/NB total d'Unités prévues)	%	2018	65,0	70,0	70,0	72,0	75,0	78,0	DCSP
A2.3	Développement de la police de proximité	Créer une synergie d'action entre les forces de sécurité et la population	Proportion de faits suspects dénoncés par la population (nombre de faits dénoncés par la population / nombre de tous les faits enregistrés)	%	2018	10,0	12,0	15,0	20,0	22,0	25,0	IGSS
A2.4	Gestion des flux migratoires	Maîtriser les entrées et les sorties sur le territoire national	Taux de détection irrégulière (nombre d'irréguliers / nombre total d'entrées)	%	2018	0,0	8,0	7,0	6,0	5,0	5,0	DGDN
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Proportion des contrôles effectués (Nombre de contrôles effectués/ Nombre total de contrôles planifiés)	%	2018	92,0	93,0	93,5	94,0	95,0	95,5	DSR
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	Réduire la criminalité transfrontalière	Taux de crimes transfrontaliers (total de crimes transfrontaliers organisés /total des infractions constatées)	%	2018	4,0	5,0	6,0	8,0	10,0	10,0	DCIOE
A2.7	Renseignement intérieur	Améliorer le dispositif de collecte d'informations	Taux de renseignements opérationnels (Nombre de renseignements exploités/	%	2018	76,0	79,0	80,0	81,0	82,0	83,0	DCRI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			nombre d'informations recueillies)									
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	Renforcer la résilience des populations face au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme	Proportion de la population sensibilisée (Nombre de personnes sensibilisées/ population exposée aux risques)	%	2018	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	CIPLEV
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	Proportion de la population couverte par la prévention et l'alerte (population couverte/population totale)	%	2018	8,0	11,0	11,0	15,0	18,0	19,0	ANPC
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Renforcer la capacité des populations à faire face aux catastrophes	Proportion de la population résiliente dans les zones à risques (effectif des populations bénéficiaires / nombre total de population à risques)	%	2018	14,0	18,0	20,0	22,0	23,0	24,0	ANPC
			Proportion de victimes liées aux catastrophes ayant bénéficié d'une assistance humanitaire (nombre total des victimes assistées / nombre total de victimes enregistrées)	%	2018	19,0	25,0	50,0	55,0	60,0	65,0	ANPC
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Veiller à l'application de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Proportion des sociétés privées de sécurité réglementaires	%	2018	68,0	75,0	80,0	95,0	95,0	95,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	983 451	3 697 755	870 000	2 095 917	950 000	2 253 626	950 000	2 333 044	950 000	2 414 751	2 850 000	7 001 421
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	267 230	15 110 494	808 872	20 832 478	553 467	22 881 114	1 014 202	23 388 891	75 000	23 202 634	1 642 669	69 472 639
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	857 179	1 660 503	685 786	2 105 100	1 167 005	2 800 506	5 000	1 638 805	5 000	1 639 140	1 177 005	6 078 451
Total des programmes			2 107 860	20 468 752	2 364 658	25 033 495	2 670 472	27 935 246	1 969 202	27 360 740	1 030 000	27 256 525	5 669 674	82 552 511

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	2 714 304	0	1 225 917	0	1 303 626	0	1 383 044	0	1 464 751	0	4 151 421	
Charges financières de la dette											0	0	
Personnel	0	1 187 893	0	83 612	0	87 054	0	88 237	0	89 362	0	264 653	
Biens et Services	0	1 506 411	0	872 305	0	946 572	0	1 024 807	0	1 105 389	0	3 076 768	
Transferts Courants	0	20 000	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	810 000	
Dépenses en capital	983 451	983 451	870 000	870 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	2 850 000	2 850 000
Dépenses d'investissement	983 451	983 451	870 000	870 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	950 000	2 850 000	2 850 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital												0	0
Total	983 451	3 697 755	870 000	2 095 917	950 000	2 253 626	950 000	2 333 044	950 000	2 414 751	2 850 000	7 001 421	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	14 843 263	0	20 023 606	0	22 327 647	0	22 374 689	0	23 127 634	0	67 829 970
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	14 331 663	0	18 405 949	0	20 708 300	0	20 755 342	0	21 508 287	0	62 971 929
Biens et Services	0	461 600	0	517 657	0	519 347	0	519 347	0	519 347	0	1 558 041
Transferts Courants	0	50 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	3 300 000
Dépenses en capital	267 230	267 230	808 872	808 872	553 467	553 467	1 014 202	1 014 202	75 000	75 000	1 642 669	1 642 669
Dépenses d'investissement	4 986	4 986	160 000	160 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	225 000	225 000
Projets d'investissement	262 245	262 245	648 872	648 872	478 467	478 467	939 202	939 202	0	0	1 417 669	1 417 669
Investissement financés sur RI	262 245	262 245	648 872	648 872	478 467	478 467	939 202	939 202	0	0	1 417 669	1 417 669
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	267 230	15 110 494	808 872	20 832 478	553 467	22 881 114	1 014 202	23 388 891	75 000	23 202 634	1 642 669	69 472 639

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	803 324	0	1 419 314	0	1 633 501	0	1 633 805	0	1 634 140	0	4 901 446
Personnel	0	0	0	614 395	0	728 582	0	728 886	0	729 221	0	2 186 689
Biens et Services	0	3 324	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	14 757
Transferts Courants	0	800 000	0	800 000	0	900 000	0	900 000	0	900 000	0	2 700 000
Dépenses en capital	857 179	857 179	685 786	685 786	1 167 005	1 167 005	5 000	5 000	5 000	5 000	1 177 005	1 177 005
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000
Projets d'investissement	857 179	857 179	685 786	685 786	1 162 005	1 162 005	0	0	0	0	1 162 005	1 162 005
Investissement financés sur RI	857 179	857 179	531 036	531 036	924 486	924 486	0	0	0	0	924 486	924 486
Investissement financés sur RE	0	0	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	237 519	237 519
Total	857 179	1 660 503	685 786	2 105 100	1 167 005	2 800 506	5 000	1 638 805	5 000	1 639 140	1 177 005	6 078 451

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 107 860	20 468 752	2 209 908	24 878 745	2 432 953	27 697 727	1 969 202	27 360 740	1 030 000	27 256 525	5 432 155	82 314 992
Hors Projets	988 437	19 349 328	1 030 000	23 698 837	1 030 000	26 294 774	1 030 000	26 421 538	1 030 000	27 256 525	3 090 000	79 972 837
Projets	1 119 424	1 119 424	1 179 908	1 179 908	1 402 953	1 402 953	939 202	939 202	0	0	2 342 155	2 342 155
Financement extérieur	0	0	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	237 519	237 519
Dons	0	0	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	237 519	237 519
PNUD	0	0	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	237 519	237 519
TOTAL DE FINANCEMENT	2 107 860	20 468 752	2 364 658	25 033 495	2 670 472	27 935 246	1 969 202	27 360 740	1 030 000	27 256 525	5 669 674	82 552 511

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	18 360 891	0	22 668 837	0	25 264 774	0	25 391 538	0	26 226 525	0	76 882 837
Personnel	0	15 519 556	0	19 103 956	0	21 523 936	0	21 572 465	0	22 326 870	0	65 423 271
Biens et Services	0	1 971 335	0	1 394 881	0	1 470 838	0	1 549 073	0	1 629 655	0	4 649 566
Transferts Courants	0	870 000	0	2 170 000	0	2 270 000	0	2 270 000	0	2 270 000	0	6 810 000
Dépenses en capital	2 107 860	2 107 860	2 364 658	2 364 658	2 670 472	2 670 472	1 969 202	1 969 202	1 030 000	1 030 000	5 669 674	5 669 674
Dépenses d'investissement	988 437	988 437	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	3 090 000	3 090 000
Projets d'investissement	1 119 424	1 119 424	1 334 658	1 334 658	1 640 472	1 640 472	939 202	939 202	0	0	2 579 674	2 579 674
Investissement financés sur RI	1 119 424	1 119 424	1 179 908	1 179 908	1 402 953	1 402 953	939 202	939 202	0	0	2 342 155	2 342 155
Investissement financés sur RE	0	0	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	237 519	237 519
Total des programmes par nature	2 107 860	20 468 752	2 364 658	25 033 495	2 670 472	27 935 246	1 969 202	27 360 740	1 030 000	27 256 525	5 669 674	82 552 511

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	51	132 891	52	152 289	71	904 951	71	1 288 812	71	879 461
Catégorie A2	522	1 360 176	522	2 270 245	602	2 754 722	602	2 924 871	602	3 091 048
Catégorie A3	63	164 159	63	351 193	98	919 546	98	779 365	98	983 323
Catégorie B	409	1 065 732	409	1 169 116	427	2 053 361	427	1 955 847	423	2 119 844
Catégorie C	511	1 331 513	511	1 586 305	167	1 092 903	167	936 288	155	1 036 133
Catégorie D	4 400	11 465 085	5 900	13 574 807	4 569	13 798 453	6 497	13 687 283	6 477	14 217 061
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5 956	15 519 556	7 457	19 103 956	5 934	21 523 936	7 862	21 572 465	7 826	22 326 870

Tableau n°7 : Dotation du ministère

Code	Nature de dépense	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	CHARGE FINANCIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	1 137 005	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	Biens et Services	0	1 137 005	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	TOTAL	0	1 137 005	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021

3.2.10. Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510)

Le ministère des enseignements primaire, secondaire et Technique, dans ses attributions, est de coordonner les activités du système éducatif togolais, de proposer, de planifier et de mettre en œuvre des projets et programmes en vue d'une éducation préscolaire ainsi qu'un enseignement primaire, secondaire général et technique de qualité, accessible à tous, en phase avec le marché du travail. Pour y parvenir, le secteur de l'éducation a élaboré le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2010-2020), qui a été adopté en mars 2010 et révisé en 2019 pour la période 2020-2030. Ce plan vise à : (i) améliorer l'accès équitable et réduire les disparités, (ii) améliorer la qualité de l'enseignement et (iii) améliorer la gestion et la gouvernance.

En ce qui concerne l'objectif 1 (améliorer l'accès équitable et réduire les disparités), il est à noter que les données scolaires révèlent qu'il existe encore d'énormes disparités en matière d'infrastructures scolaires, notamment les salles de classe en dur. Ces disparités sont plus accentuées dans les milieux ruraux où les parents contribuent à la construction de salles de classe, la plupart en matériaux provisoires et précaires.

Pour l'objectif 2 (améliorer la qualité de l'enseignement), la priorité sera accordée à l'amélioration de l'efficacité interne et de la qualité du service éducatif. Il s'agira d'agir davantage sur les redoublements, à travers l'amélioration des apprentissages dans le primaire et le secondaire basé sur le développement des innovations nécessaires, pour permettre aux élèves/apprenants d'atteindre le niveau minimum requis de connaissances et de compétences.

S'agissant de l'objectif 3 (améliorer la gestion et la gouvernance), une attention particulière sera accordée à l'utilisation des ressources (humaines, matérielles et financières) allouées de façon rationnelle, efficiente et transparente. Cette recherche de l'optimisation de la dépense éducative requiert la réunion d'un certain nombre de conditions parmi lesquelles l'existence d'un système d'information fiable, une déconcentration de la gestion du dispositif, la responsabilisation et l'équipement des services aux différents niveaux hiérarchiques, ainsi que le partage d'une culture de la transparence fondée sur le principe de la redevabilité.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère a été marquée en partie par la situation sécuritaire qui prévaut au nord du Togo. Cette situation a entravé la mise en œuvre partielle des activités prévues dans le PTBA 2023 du ministère. Cependant, de manière globale, la performance des actions des programmes sont non négligeables au regard des objectifs contenus dans le DPPD du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur l'augmentation des capacités physiques des établissements scolaires et centre de formation professionnelle, de les équiper d'outils digitaux, d'y améliorer la qualité des enseignements, de renforcer les capacités techniques et professionnelles en vue de leur pleine contribution à la croissance de l'économie nationale, la poursuite des efforts sur les réformes curriculaires, l'actualisation et l'allègement des programmes des classes de seconde. Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes déclinés en dix-huit (18) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) (Pilotage et soutien des services du MEPST ; (ii) Enseignement préscolaire et primaire ; (iii) Enseignement secondaire général et (iv) Enseignement technique et professionnel.

Globalement, les quatre (04) programmes sont projetés à 191.042.872.000 FCFA en 2024, 193.159.942.000 FCFA en 2025 et 200.988.984.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MEPST	Renforcer les capacités opérationnelles du MEPST	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	ND	0,0	62,5	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MEPST	%	ND	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEPST	Améliorer la qualité des services du MEPST	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	26,7	26,7	40,0	53,3	66,7	73,3	CAB
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MEPST	Taux d'occupation des postes de travail	%	2020	65,0	75,0	85,0	95,0	100,0	100,0	DRH
			% d'enseignant ayant reçu une formation initiale	%	2022	35,0	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	97,0	97,5	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Elaboration des curricula et manuels scolaires	Doter le système de curricula et de manuels scolaires	Proportion de curricula élaborés ou révisés en APC	%	0	0,0	77,7	79,5	82,8	85,3	87,3	DPIP
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.5	Prospective, Planification, Statistiques et Suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	86,9	92,2	92,1	97,4	100,0	100,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Jour	2019	210,0	300,0	240,0	210,0	210,0	210,0	DPSSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2007	66,7	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	CNDP-TICE
			% d'établissements scolaires connectés aux réseaux internet	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CNDP-TICE
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2022	75,0	75,0	45,0	77,0	85,0	90,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
A1.8	Coordination et expertise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	Assurer le bon fonctionnement des établissements scolaires et des inspections d'enseignement	Nombre d'établissements scolaires et d'inspections évalués	Unité	0	ND	ND	46,0	170,0	170,0	170,0	IGE
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	Taux de couverture au préscolaire (4-5 ans)	%	2019	ND	45,0	47,0	48,0	49,0	50,0	DEPP
			Part des élèves maîtrisant les bases fondamentales de lecture en fin de primaire	%	2019	14,0	ND	32,0	38,0	50,0	50,0	0
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du préscolaire et primaire	Taux d'exécution physique des activités	%	2020	42,0	50,0	75,0	80,0	85,0	90,0	DEPP
A2.2		Améliorer la qualité de l'enseignement	% d'élèves ayant obtenu une note supérieure ou égale à	%	2019	25,5	67,5	70,0	80,0	85,0	90,0	DEPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
	Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire	préscolaire et primaire et garantir la maîtrise des fondamentaux en lecture et en mathématiques	10/20 en français et en mathématiques au CEPD									
			% d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	%	2019	ND	48,0	60,0	75,0	85,0	90,0	IEPP
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	Taux de rétention au collège	%	2019	36,6	52;35	55,4	58,4	61,4	64,4	DESG
			% des nouveaux inscrits en classes de seconde de l'enseignement secondaire général par rapport à l'ensemble des admis au BEPC	%	2020	71,7	67,8	75,7	76,2	76,7	77,0	0
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Assurer la mise en œuvre efficace des actions du secondaire général	Taux d'exécution physique des activités	%	2020	38,0	50,0	60,0	80,0	90,0	100,0	DESG
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	Améliorer la qualité de l'enseignement au secondaire général	% d'élèves disposant des manuels de français, anglais, mathématiques et sciences expérimentales	%	2019	43,0	44,0	58,7	66,5	74,3	80,0	BOP/IESG
			% d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	%	2019	6,0	11,7	50,0	60,0	75,0	80,0	0
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	Accroître l'accès à l'enseignement technique, à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation	% des nouveaux inscrits en seconde dans l'enseignement technique par rapport à l'ensemble des admis au BEPC	%	2020	13,3	13,0	21,0	15,0	16,0	17,0	DEST
			% d'apprenants/étudiants sortant de formation technique et	%	ND	ND	ND	53,3	66,7	80,0	80,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			professionnelle contribuant à la création d'emplois stables et de la richesse nationale									
A4.1	Coordination des activités de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Assurer le bon déroulement des activités du programme enseignement technique et formation professionnelle	Taux d'exécution physique annuelle des activités prévues	%	2020	75,0	87,5	85,0	90,0	95,0	95,0	DEST
A4.2	Gestion des activités pédagogiques et administratives des centres de formation	Assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et administratives des centres	Nombre de jeunes et adultes ayant bénéficié d'une formation de courte durée	Nombre	ND	ND	65,0	100,0	200,0	500,0	700,0	DPIPPA
			Taux d'exécution annuelle des activités prévues	%	2020	75,0	88,8	85,0	90,0	92,0	95,0	DPIPPA
A4.3	Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Proportion d'enseignants inspectés	%	2020	20,0	55,7	55,0	60,0	65,0	70,0	DPP
A4.4	Appui au renforcement des capacités des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Assurer au besoin les formations initiale et continue des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Nombre d'agents du monde du travail formés	Nombre	2021	71,0	607,0	171,0	221,0	251,0	251,0	INFPP
			Proportion des formateurs formés en formation initiale et continue	%	2021	9,8	18,2	10,1	15,1	20,1	20,1	INFPP
A4.5	Promotion de l'employabilité des jeunes/adultes dans	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans	Nombre d'agents du monde du travail formés dans les métiers de l'industrie	Nombre	2021	100,0	103,0	300,0	400,0	400,0	400,0	CFMI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
	les métiers de l'industrie	les métiers de l'industrie	Nombre de jeunes formés aux métiers de l'industrie	Nombre	2021	101,0	121,0	340,0	340,0	340,0	340,0	CFMI
A4.6	Appui à l'employabilité des jeunes/ adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Nombre de jeunes/adultes accompagnés dans leur parcours d'insertion	Nombre	2021	150,0	778,0	150,0	150,0	150,0	150,0	Unité de coordination du PAFPE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEPST	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	60 913	47 245 715	957 941	13 199 101	642 196	16 975 383	247 000	16 906 745	247 000	17 945 000
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	8 692 288	93 024 956	14 985 997	89 794 272	7 998 647	102 010 828	5 271 452	103 003 588	4 838 901	109 052 377
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	2 342 812	3 818 557	6 716 193	47 955 586	2 864 346	58 869 600	0	58 376 239	0	62 500 358
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	Accroître l'accès à l'enseignement technique, à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation	2 220 131	10 538 523	2 531 128	10 124 833	4 393 230	13 187 061	5 733 384	14 873 369	1 751 005	11 491 249
Total des programmes			13 316 144	154 627 751	25 191 259	161 073 792	15 898 419	191 042 872	11 251 836	193 159 942	6 836 906	200 988 984

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	47 184 802	0	12 241 160	0	16 333 187	0	16 659 745	0	17 698 000	0	50 690 932
Personnel	0	43 284 220	0	8 255 416	0	13 028 667	0	13 266 289	0	14 212 941	0	40 507 898
Biens et Services	0	2 525 855	0	3 645 744	0	2 964 520	0	3 053 456	0	3 145 059	0	9 163 035
Transferts Courants	0	1 374 727	0	340 000	0	340 000	0	340 000	0	340 000	0	1 020 000
Dépenses en capital	60 913	60 913	957 941	957 941	642 196	642 196	247 000	247 000	247 000	247 000	1 136 196	1 136 196
Dépenses d'investissement	60 913	60 913	117 938	117 938	247 000	247 000	247 000	247 000	247 000	247 000	741 000	741 000
Projets d'investissement	0	0	840 003	840 003	395 196	395 196	0	0	0	0	395 196	395 196
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	840 003	840 003	395 196	395 196	0	0	0	0	395 196	395 196
Transferts en capital											0	0
Total	60 913	47 245 715	957 941	13 199 101	642 196	16 975 383	247 000	16 906 745	247 000	17 945 000	1 136 196	51 827 128

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	84 332 668	0	74 808 275	0	94 012 181	0	97 732 136	0	104 213 476	0	295 957 794
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	77 709 041	0	67 613 262	0	86 766 130	0	90 476 331	0	96 947 623	0	274 190 085
Biens et Services	0	314 968	0	324 109	0	325 147	0	334 901	0	344 948	0	1 004 997
Transferts Courants	0	6 308 659	0	6 870 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	20 762 712
Dépenses en capital	8 692 288	8 692 288	14 985 997	14 985 997	7 998 647	7 998 647	5 271 452	5 271 452	4 838 901	4 838 901	18 109 000	18 109 000
Dépenses d'investissement	48 116	48 116	83 812	83 812	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	8 644 172	8 644 172	14 902 185	14 902 185	7 998 647	7 998 647	5 271 452	5 271 452	4 838 901	4 838 901	18 109 000	18 109 000
Investissement financés sur RI	754 614	754 614	1 775 626	1 775 626	1 554 250	1 554 250	1 475 240	1 475 240	355 010	355 010	3 384 500	3 384 500
Investissement financés sur RE	7 889 558	7 889 558	13 126 559	13 126 559	6 444 397	6 444 397	3 796 212	3 796 212	4 483 891	4 483 891	14 724 500	14 724 500
Transferts en capital											0	0
Total	8 692 288	93 024 956	14 985 997	89 794 272	7 998 647	102 010 828	5 271 452	103 003 588	4 838 901	109 052 377	18 109 000	314 066 794

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 475 745	0	41 239 393	0	56 005 254	0	58 376 239	0	62 500 358	0	176 881 850
Personnel	0	597 500	0	40 299 929	0	55 076 518	0	57 431 641	0	61 539 422	0	174 047 580
Biens et Services	0	478 252	0	539 464	0	528 736	0	544 598	0	560 936	0	1 634 270
Transferts Courants	0	399 993	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	1 200 000
Dépenses en capital	2 342 812	2 342 812	6 716 193	6 716 193	2 864 346	2 864 346	0	0	0	0	2 864 346	2 864 346
Dépenses d'investissement	14 996	14 996	35 250	35 250	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	2 327 816	2 327 816	6 680 943	6 680 943	2 864 346	2 864 346	0	0	0	0	2 864 346	2 864 346
Investissement financés sur RI	579 614	579 614	1 872 197	1 872 197	552 974	552 974	0	0	0	0	552 974	552 974
Investissement financés sur RE	1 748 202	1 748 202	4 808 746	4 808 746	2 311 372	2 311 372	0	0	0	0	2 311 372	2 311 372
Total	2 342 812	3 818 557	6 716 193	47 955 586	2 864 346	58 869 600	0	58 376 239	0	62 500 358	2 864 346	179 746 196

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	8 318 392	0	7 593 705	0	8 793 831	0	9 139 985	0	9 740 244	0	27 674 060
Personnel	0	7 608 650	0	6 867 438	0	7 980 518	0	8 321 773	0	8 916 985	0	25 219 276
Biens et Services	0	159 742	0	176 267	0	163 313	0	168 212	0	173 259	0	504 784
Transferts Courants	0	550 000	0	550 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	1 950 000
Dépenses en capital	2 220 131	2 220 131	2 531 128	2 531 128	4 393 230	4 393 230	5 733 384	5 733 384	1 751 005	1 751 005	11 877 619	11 877 619
Dépenses d'investissement	0	0	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	22 500	22 500
Projets d'investissement	2 220 131	2 220 131	2 523 628	2 523 628	4 385 730	4 385 730	5 725 884	5 725 884	1 743 505	1 743 505	11 855 119	11 855 119
Investissement financés sur RI	549 780	549 780	730 718	730 718	129 586	129 586	61 483	61 483	0	0	191 069	191 069
Investissement financés sur RE	1 670 351	1 670 351	1 792 910	1 792 910	4 256 144	4 256 144	5 664 401	5 664 401	1 743 505	1 743 505	11 664 050	11 664 050
Total	2 220 131	10 538 523	2 531 128	10 124 833	4 393 230	13 187 061	5 733 384	14 873 369	1 751 005	11 491 249	11 877 619	39 551 679

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 008 033	143 319 640	4 623 041	140 505 574	2 491 310	177 635 763	1 791 223	183 699 329	609 510	194 761 588	4 892 043	556 096 680
Hors Projets	124 025	141 435 632	244 500	136 127 033	254 500	175 398 953	254 500	182 162 606	254 500	194 406 578	763 500	551 968 137
Fonds de contrepartie	1 884 008	1 884 008	4 378 541	4 378 541	2 236 810	2 236 810	1 536 723	1 536 723	355 010	355 010	4 128 543	4 128 543
Financement extérieur	11 308 111	11 308 111	20 568 218	20 568 218	13 407 109	13 407 109	9 460 613	9 460 613	6 227 396	6 227 396	29 095 118	29 095 118
Dons	11 308 111	11 308 111	15 580 521	15 580 521	9 975 745	9 975 745	6 192 071	6 192 071	2 515 982	2 515 982	18 683 798	18 683 798
AFD	2 480 690	2 480 690	5 143 666	5 143 666	2 311 372	2 311 372	0	0	0	0	2 311 372	2 311 372
IDA/PME	7 889 558	7 889 558	8 138 862	8 138 862	3 013 033	3 013 033	527 670	527 670	772 477	772 477	4 313 180	4 313 180
KFW	937 863	937 863	1 457 990	1 457 990	4 256 144	4 256 144	5 664 401	5 664 401	1 743 505	1 743 505	11 664 050	11 664 050
JAPON	0	0	840 003	840 003	395 196	395 196	0	0	0	0	395 196	395 196
Emprunts	0	0	4 987 697	4 987 697	3 431 364	3 431 364	3 268 542	3 268 542	3 711 414	3 711 414	10 411 320	10 411 320
IDA	0	0	4 693 767	4 693 767	2 000 000	2 000 000	1 489 521	1 489 521	1 711 414	1 711 414	5 200 935	5 200 935
BID	0	0	293 930	293 930	1 431 364	1 431 364	1 779 021	1 779 021	2 000 000	2 000 000	5 210 385	5 210 385
TOTAL DE FINANCEMENT	13 316 144	154 627 751	25 191 259	161 073 792	15 898 419	191 042 872	11 251 836	193 159 942	6 836 906	200 988 984	33 987 161	585 191 798

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	141 311 607	0	135 882 533	0	175 144 453	0	181 908 106	0	194 152 078	0	551 204 637
Personnel	0	129 199 411	0	123 036 045	0	162 851 833	0	169 496 034	0	181 616 971	0	513 964 839
Biens et Services	0	3 478 817	0	4 685 584	0	3 981 716	0	4 101 168	0	4 224 202	0	12 307 086
Transferts Courants	0	8 633 379	0	8 160 904	0	8 310 904	0	8 310 904	0	8 310 904	0	24 932 712
Dépenses en capital	13 316 144	13 316 144	25 191 259	25 191 259	15 898 419	15 898 419	11 251 836	11 251 836	6 836 906	6 836 906	33 987 161	33 987 161
Dépenses d'investissement	124 025	124 025	244 500	244 500	254 500	254 500	254 500	254 500	254 500	254 500	763 500	763 500
Projets d'investissement	13 192 119	13 192 119	24 946 759	24 946 759	15 643 919	15 643 919	10 997 336	10 997 336	6 582 406	6 582 406	33 223 661	33 223 661
Investissement financés sur RI	1 884 008	1 884 008	4 378 541	4 378 541	2 236 810	2 236 810	1 536 723	1 536 723	355 010	355 010	4 128 543	4 128 543
Investissement financés sur RE	11 308 111	11 308 111	20 568 218	20 568 218	13 407 109	13 407 109	9 460 613	9 460 613	6 227 396	6 227 396	29 095 118	29 095 118
Total des programmes par nature	13 316 144	154 627 751	25 191 259	161 073 792	15 898 419	191 042 872	11 251 836	193 159 942	6 836 906	200 988 984	33 987 161	585 191 798

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3 293	6 793 745	4 153	15 308 577	5 136	14 641 752	5 136	14 699 517	5 136	15 681 713
Catégorie A2	7 053	5 912 710	9 256	32 124 606	12 472	39 172 149	12 472	39 964 192	12 472	42 715 133
Catégorie A3	214	1 429 502	169	606 503	288	625 809	288	592 173	288	627 176
Catégorie B	23 329	110 464 905	23 790	71 538 006	31 605	106 427 685	34 605	112 205 889	35 105	120 417 448
Catégorie C	988	4 226 663	829	3 176 581	548	1 900 009	548	1 947 132	548	2 082 246
Catégorie D	66	302 521	62	281 773	24	84 428	24	87 133	24	93 255
Contractuels	4	69 366	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	34 947	129 199 411	38 259	123 036 045	50 073	162 851 833	53 073	169 496 034	53 573	181 616 971

3.2.11. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)

Conformément à la loi n° 2017-005 du 19 juin 2017, l'enseignement supérieur est un service public d'intérêt général. A ce titre, il est chargé de : (i) dispenser une formation scientifique, culturelle et professionnelle, dans ses dimensions initiale et continue ; (ii) former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine ; (iii) promouvoir, créer et diffuser les connaissances par la recherche et fournir l'expertise appropriée pour aider au développement culturel, social et économique du pays ; (iv) aider à comprendre, interpréter, préserver, renforcer, promouvoir et diffuser les cultures nationales, régionales et internationales ; (v) participer à des réseaux de coopération internationale à des fins d'échanges, d'enseignement et de recherche ; (vi) contribuer, par son expertise, à la résolution des problèmes qui se posent à la société.

Les différentes actions du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche sont regroupées en trois grands programmes à savoir : (i) Pilotage et soutien aux services du MESR ; (ii) Enseignement supérieur ; (iii) Recherche et innovation

Le gouvernement togolais, dans la recherche de la qualité de l'enseignement et de la formation professionnelle, a dédié à l'horizon 2025 un projet particulier au MESR dont il est en lead. Il s'agit du projet n°11 (P11) intitulé « revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires ». Ce projet a pour ambitions de favoriser l'insertion des apprenants sur le marché du travail, avec des emplois stables et de longue durée.

Au titre de l'exercice 2024, les actions et les réformes du ministère seront orientées vers l'atteinte des objectifs fixés par la feuille de route gouvernementale. Elles visent à améliorer la qualité des services du ministère, améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur et promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable.

Ces actions déclinées en dix-neuf (19) sous actions (activités) sont mises en œuvre à travers les trois (3) programmes du ministère. Globalement, ces programmes sont projetés à 42.493.290.000 FCFA en 2024, 40.345.614.000 FCFA en 2025 et 41.365.071.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	pilote et soutien des services du MESR	Renforcer les capacités opérationnelles du MESR	Taux d'exécution physique des programmes du MESR	%	2021	0,0	0,0	0,0	95,0	95,0	96,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MESR	%	2021	26,0	26,0	28,0	28,0	29,0	29,0	SG
A1.1	pilote et coordination des actions du MESR	Améliorer la qualité des services du MESR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	83,3	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	0,0	0,0	42,4	53,0	63,4	76,9	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	93,0	94,4	25,0	96,0	96,0	96,0	DAAF
A1.4	gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.5	prospective, statistique et évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi évaluation des actions du ministère.	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	nombre de mois	2021	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DPSSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.6	genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des filles bénéficiaire des bourses dans les UPT	%	2021	36,3	37,5	40,1	41,0	42,0	42,0	CELLULE GENRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P2	Enseignement supérieur	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	% des étudiants des UPT ayant capitalisé 60 crédit souscrits pour chaque année	%	2020	7,8	10,5	13,8	17,2	20,6	23,9	DES
A2.1	Appui aux étudiants	Améliorer l'excellence académique	% des étudiants bénéficiaires de bourses et allocations dans les UPT;	%	2021	81,6	79,7	77,8	80,0	80,0	80,0	DBS
			Taux de satisfaction des étudiants par rapport aux prestations de SOTRAL	%	2022	ND	ND	80,0	80,0	90,0	90,0	CABINET
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements privés d'enseignement supérieur	Réglementer les activités des établissements d'enseignement supérieur	% d'établissements disposant d'agrément	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
A2.3	Formation à l'université de Lomé	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Lomé	Ratio étudiants/enseignants à l'UL	Proportion	2020	122,0	128,0	127,0	126,0	124,0	123,0	UL
			% de structures ayant bénéficié du renforcement sur la formation en ligne (UL)	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	UL
A2.4	Formation à l'université de Kara	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Kara	Ratio étudiants/enseignants à l'UK	Proportion	2020	89,5	108,0	108,0	107,0	107,0	107,0	UK
			% de structures ayant bénéficié du renforcement sur la formation en ligne (UK)	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	UK
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Bénin	Offrir un cadre adéquat et de meilleures conditions de travail	Taux de réussite en fin de formation	%	2022	83,3	90,0	85,1	85,1	91,0	95,0	VB
A2.6	Organisation de l'examen du baccalauréat	Organiser l'examen du baccalauréat deuxième partie dans de bonnes	% d'admis à la suite des réclamations	%	2021	ND	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	OBAC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		conditions et délivrer les diplômes										
A2.7	Organisation du bts	Organiser l'examen de BTS dans de bonnes conditions et délivrer les diplômes	% d'admis à la suite des réclamations	%	2021	6,9	6,7	6,7	6,7	6,7	6,6	OBTS
A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	Assurer la formation des enseignants du premier cycle du secondaire (ENS)	Taux de réussite des élèves-professeurs en fin de parcours	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	99,0	99,0	ENS
A2.9	Amélioration de la qualité de la formation	Agir sur les leviers de la qualité de la formation et de la recherche	Taux d'accroissement de la fréquentation à la DBAN	%	2021	ND	60,0	64,0	62,0	72,0	76,0	DBAN
			% d'établissements contrôlés/ % d'établissement ayant renouvelé leur agrément	0	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
P3	Recherche et innovation	Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable	Dépenses de recherches-développement en proportion du PIP	%	2021	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	DRST
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	Renforcer les capacités de recherche des universités publiques du Togo et de l'ENS	Taux d'exécution physique du PTBA de PARESI	%	2021	30,0	40,0	60,0	85,0	90,0	90,0	PARESI
A3.2	Promotion des centres d'excellence/ promotion de la valorisation des résultats de la recherche	Soutenir la recherche et les filières d'enseignement spécialisé : sciences aviaires, énergie, villes durables, changement	Taux moyen d'exécution physique du PTBA des centres d'excellence	%	2020	70,0	73,0	74,0	80,0	85,0	75,0	DRST
			Taux d'exécution physique des projets tiers	%	2021	60,0	64,0	70,0	75,0	75,0	80,0	VaRRIWA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		climatique et protection des cultures										
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	Assurer la mobilisation des ressources auprès de l'UNESCO pour le financement des projets	Taux d'accroissement des appuis financiers de l'UNESCO	%	2020	8,5	0,0	9,5	10,5	0,1	11,5	UNESCO
A3.4	Promotion des langues nationales	Assurer la promotion des langues nationales	Taux d'exécution moyen des activités des académies des langues (Kabyè, Ewe)	%	2021	84,5	84,0	84,0	85,0	85,0	90,0	ANL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MESR	Renforcer les capacités opérationnelles du MESR	270 438	805 852	285 759	674 990	285 759	703 403	285 759	724 477	285 759	744 726	857 277	2 172 606
P2	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	33 848	39 613 237	33 844	35 046 733	33 844	37 962 166	33 844	37 970 602	33 844	37 939 397	101 532	113 872 165
P3	RECHERCHE ET INNOVATION	Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable	25 519	3 162 395	6 100 961	5 207 263	5 428 152	3 827 721	290 712	1 650 535	269 643	2 680 948	5 988 507	8 159 204
Total des programmes			329 805	43 581 484	6 420 564	40 928 986	5 747 755	42 493 290	610 315	40 345 614	589 246	41 365 071	6 947 316	124 203 975

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	535 414	0	389 231	0	417 644	0	438 718	0	458 967	0	1 315 329	
Charges financières de la dette											0	0	
Personnel	0	257 171	0	123 878	0	138 496	0	139 181	0	138 429	0	416 106	
Biens et Services	0	278 243	0	265 353	0	279 148	0	299 537	0	320 538	0	899 223	
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses en capital	270 438	270 438	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	857 277	857 277
Dépenses d'investissement	270 438	270 438	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	285 759	857 277	857 277
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0	
Total	270 438	805 852	285 759	674 990	285 759	703 403	285 759	724 477	285 759	744 726	857 277	2 172 606	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	39 579 389	0	35 012 889	0	37 928 322	0	37 936 758	0	37 905 553	0	113 770 633
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	366 625	0	615 068	0	630 501	0	638 937	0	607 732	0	1 877 170
Biens et Services	0	379 465	0	364 522	0	364 522	0	364 522	0	364 522	0	1 093 566
Transferts Courants	0	38 833 299	0	34 033 299	0	36 933 299	0	36 933 299	0	36 933 299	0	110 799 897
Dépenses en capital	33 848	33 848	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	101 532	101 532
Dépenses d'investissement	33 848	33 848	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	33 844	101 532	101 532
Total	33 848	39 613 237	33 844	35 046 733	33 844	37 962 166	33 844	37 970 602	33 844	37 939 397	101 532	113 872 165

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	99 148	0	166 557	0	141 228	0	143 959	0	145 664	0	430 851
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	41 597	0	110 595	0	85 266	0	87 997	0	89 702	0	262 965
Biens et Services	0	37 551	0	35 962	0	35 962	0	35 962	0	35 962	0	107 886
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	25 519	3 063 247	6 100 961	5 040 706	5 428 152	3 686 493	290 712	1 506 576	269 643	2 535 284	5 988 507	7 728 353
Dépenses d'investissement	25 519	25 519	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	36 808	110 424	110 424
Projets d'investissement	0	3 037 728	6 064 153	5 003 898	5 391 344	3 649 685	253 904	1 469 768	232 835	2 498 476	5 878 083	7 617 929
Investissement financés sur RI	0	634 486	3 271 313	2 216 070	1 171 635	1 077 833	0	350 000	0	443 471	1 171 635	1 871 304
Investissement financés sur RE	0	2 403 242	2 792 840	2 787 828	4 219 709	2 571 852	253 904	1 119 768	232 835	2 055 005	4 706 448	5 746 625
Transferts en capital											0	0
Total	25 519	3 162 395	6 100 961	5 207 263	5 428 152	3 827 721	290 712	1 650 535	269 643	2 680 948	5 988 507	8 159 204

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	329 805	41 178 242	3 627 724	38 141 158	1 453 702	39 847 094	356 411	39 225 846	356 411	39 310 066	2 166 524	118 383 006
Hors Projets	329 805	40 543 756	356 411	35 925 088	356 411	38 843 605	356 411	38 875 846	356 411	38 866 595	1 069 233	116 586 046
Projets	0	437 329	960 824	431 458	1 097 291	803 489	0	293 802	0	0	1 097 291	1 097 291
Fonds de contrepartie	0	197 157	2 310 489	1 784 612	0	200 000	0	56 198	0	443 471	0	699 669
Financement extérieur	0	2 403 242	2 792 840	2 787 828	4 219 709	2 571 852	253 904	1 119 768	232 835	2 055 005	4 706 448	5 746 625
Dons	0	2 104 673	0	834 878	2 098 293	1 475 943	253 904	876 254	232 835	961 703	2 585 032	3 313 900
Allemagne	0	765 391	0	235 975	237 564	237 564	253 904	253 904	232 835	232 835	724 303	724 303
BM	0	1 339 282	0	598 903	1 860 729	1 238 379	0	622 350	0	728 868	1 860 729	2 589 597
Emprunts	0	298 569	2 792 840	1 952 950	2 121 416	1 095 909	0	243 514	0	1 093 302	2 121 416	2 432 725
BM	0	298 569	0	1 163 620	2 121 416	1 000 000	0	243 514	0	1 093 302	2 121 416	2 336 816
BID	0	0	2 792 840	789 330	0	95 909	0	0	0	0	0	95 909
TOTAL DE FINANCEMENT	329 805	43 581 484	6 420 564	40 928 986	5 673 411	42 418 946	610 315	40 345 614	589 246	41 365 071	6 872 972	124 129 631

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	40 213 951	0	35 568 677	0	38 487 194	0	38 519 435	0	38 510 184	0	115 516 813
Personnel	0	665 393	0	849 541	0	854 263	0	866 115	0	835 863	0	2 556 241
Biens et Services	0	695 259	0	665 837	0	679 632	0	700 021	0	721 022	0	2 100 675
Transferts Courants	0	38 853 299	0	34 053 299	0	36 953 299	0	36 953 299	0	36 953 299	0	110 859 897
Dépenses en capital	329 805	3 367 533	6 420 564	5 360 309	5 747 755	4 006 096	610 315	1 826 179	589 246	2 854 887	6 947 316	8 687 162
Dépenses d'investissement	329 805	329 805	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411	356 411	1 069 233	1 069 233
Projets d'investissement	0	3 037 728	6 064 153	5 003 898	5 391 344	3 649 685	253 904	1 469 768	232 835	2 498 476	5 878 083	7 617 929
Investissement financés sur RI	0	634 486	3 271 313	2 216 070	1 171 635	1 077 833	0	350 000	0	443 471	1 171 635	1 871 304
Investissement financés sur RE	0	2 403 242	2 792 840	2 787 828	4 219 709	2 571 852	253 904	1 119 768	232 835	2 055 005	4 706 448	5 746 625
Total des programmes par nature	329 805	43 581 484	6 420 564	40 928 986	5 747 755	42 493 290	610 315	40 345 614	589 246	41 365 071	6 947 316	124 203 975

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	84	302 124	86	497 345	81	520 085	81	530 736	80	506 735
Catégorie A2	55	197 820	53	232 418	42	208 267	40	206 546	43	208 066
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	21	75 531	21	69 749	20	72 060	20	73 606	19	69 292
Catégorie C	13	46 757	11	25 857	9	23 276	9	24 446	9	24 209
Catégorie D	8	28 774	8	11 060	8	13 669	8	13 875	7	10 655
Contractuels	4	14 387	12	13 112	13	16 906	13	16 906	11	16 906
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	185	665 393	191	849 541	173	854 263	171	866 115	169	835 863

3.2.12. Ministère de la santé et de l'hygiène publique (Section 610)

Le MSHP est chargé de la définition et de la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la couverture sanitaire ainsi que des stratégies de prévention et de lutte contre les grandes endémies. Il définit les orientations et coordonne les actions en matière de la sécurité santé au travail. Il met en place des mécanismes appropriés pour le renforcement de l'hygiène publique, le contrôle de l'exercice des professions de santé ainsi que des établissements de soins et de leurs démembrements afin d'apporter à chaque citoyen, des soins et services de qualité, en tenant compte du contexte socio-économique et administratif du pays, notamment la décentralisation, les ressources mobilisables et les potentialités humaines. En outre, le MSHP assure la permanence, la continuité du fonctionnement des services de santé, l'accès facile et équitable aux soins de santé et la coordination de tous les programmes et actions visant à la protection de la jeune fille, de la mère et de l'enfant, la réduction de la morbidité et de la mortalité liée aux maladies. Il met en place des mesures pour protéger la population contre les risques sociaux et professionnels.

Au titre de l'exercice 2023, la mise en œuvre des activités programmées par le MSHP, est impactée par un quasi-arrêt des engagements des dépenses de biens et services et surtout celles en capital. Cette situation a mis en difficulté l'exécution des projets essentiels financés sur ressources internes dont le niveau d'exécution physique reste très faible et le niveau d'exécution financière quasi-nulle. Ces projets sont (i) le projet d'urgence de renforcement des infrastructures sanitaires dans la région des Savanes ; (ii) le projet d'équipement des infrastructures sanitaires construites et réhabilitées ; (iii) le projet d'extension des services de spécialités du CHU Campus ; et (iv) la réhabilitation et équipement des centres de santé préfectoraux et régionaux. Il faut aussi noter que certaines activités sont en cours de mise en œuvre. Elles permettront d'améliorer le fonctionnement du ministère et ainsi maintenir les acquis des années antérieures.

Dans le but de poursuivre les efforts déployés pour mieux cerner les nouveaux enjeux et défis auxquels le pays est confronté dans le secteur de la santé, une nouvelle politique nationale de santé avec pour horizon 2030 est élaborée et un PNDS couvrant la période 2023-2027 est élaboré afin de l'opérationnaliser. En se basant sur le contexte sanitaire actuel, les enjeux majeurs ont été identifiés. Pour se faire, la PNS a retenu des mesures de réformes dans les domaines de (i) la gouvernance et le pilotage stratégique, (ii) le financement de la santé ; (iii) la gestion des ressources humaines ; (iv) la gestion des médicaments, réactifs, consommables et dispositifs médicaux essentiels (v) les prestations des services et (vi) la sécurité sanitaire.

En somme, les orientations stratégiques contenues dans la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025 en matière de santé seront poursuivies et mises en œuvre à travers les quatre (04) programmes déclinés en dix-huit (18) actions. Les programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : (i) Pilotage et soutien des services du MSHP, (ii) Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie, (iii) Couverture Santé Universelle et (iv) Réponse aux urgences sanitaires.

Globalement, les quatre (4) programmes du MSHP sont projetés à 110.606.761.000 FCFA en 2024, 102.723.720.000 FCFA en 2025 et 94.846.389.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHP	Améliorer la qualité des services du MSHP	Taux d'exécution physique des programmes	%	2020	80,0	87,0	92,5	95,0	98,0	100,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MSHP	%	2020	17,0	17,0	17,0	18,0	20,0	25,0	SG/Cellule focale genre
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHP	Renforcer les capacités opérationnelles du MSHP	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	ND	ND	47,0	70,0	80,0	100,0	100,0	CAB/SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2020	67,0	57,0	68,0	72,0	72,0	80,0	IGSS & DCGAI
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MSHPAUS	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines (au niveau primaire de soins)	%	2020	36,2	42,5	42,2	43,6	45,5	47,0	DRH
			Taux d'occupation des postes de travail	%	ND	ND	97,0	98,5	99,0	99,0	99,3	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	98,0	85,8	99,0	99,5	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2020	61,4	79,4	85,0	87,0	87,0	87,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère chargé de la santé	Proportion de rapports de suivi - évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEPP
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Année	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2020	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DSINISI
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2020	0,0	40,0	60,0	80,0	100,0	100,0	DSINISI
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et équité	Proportion de cadres du ministère chargé de la santé formés sur les thématiques liés genre	%	2020	12,0	15,0	30,0	50,0	70,0	80,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.7	Budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement lié au changement climatique et à la protection de l'environnement	création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	unité	2023	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
			part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	%	2023	0,0	0,0	0,0	12,3	13,0	14,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
P2	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Améliorer l'accès aux services de santé de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies	Nombre de décès maternel pour 100.000 naissances vivantes	Nombre	ND	325,0	250,0	225,0	200,0	174,0	155,0	DSME
			Proportion de femmes enceintes reçues en CPN1 au premier trimestre de la grossesse	%	2020	21,8	22,2	25,0	28,0	30,0	31,0	DSME
A2.1	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Améliorer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Létalité maternelle de causes obstétricales directes dans les formations sanitaires	%	2019	1,7	1,3	1,2	1,1	0,7	0,6	DSME
			% d'enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib3)	%	2019	90,6	93,0	94,0	94,0	94,0	98,0	Div Immunisation
A2.2	Lutte contre la maladie	Réduire la morbidité liée aux maladies	Taux de succès thérapeutique, toutes formes de tuberculose confondues-bactériologiquement confirmés et cliniquement diagnostiqués, nouveaux cas et rechutes	%	2020	87,0	84,0	87,0	90,0	90,0	91,0	PNLT
			Proportion des PVVIH sous traitement ARV	%	2020	81,0	95,0	95,0	95,0	95,0	96,0	PNLS-IST/HV
A2.3	Promotion de la santé	Renforcer la promotion de la santé	% de séances d'informations organisées au sein de la population (émissions télé et radiophoniques, causeries éducatives)	%	2020	85,7	84,0	90,5	91,3	92,6	93,5	Div Promotion de la Santé

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			% de séances de sensibilisation (de masse) avec véhicules sonorisés organisées	%	2020	92,6	83,0	74,1	79,3	82,7	90,0	Diiv Promotion de la Santé
A2.4	Hygiène publique	Améliorer l'hygiène publique	% de villages/ quartiers ayant atteint l'état FDAL	%	2020	60,0	64,0	70,0	71,0	75,0	75,0	DHAB
			Nombre de concessions qui ont bénéficié des visites des services d'hygiène et assainissement	%	2020	76,0	86,0	86,0	88,0	88,0	89,0	DHAB
A2.5	Médicaments, vaccins produits sanguins et autres produits de santé	Améliorer la disponibilité des médicaments et autres produits essentiels de qualité	% d'établissements de santé sans rupture de stock d'au moins un médicament traceur au cours des 3 derniers mois	%	2020	47,1	57,4	58,8	60,2	61,6	62,0	DPML
			Proportion des besoins non satisfaits en concentrés de globules rouges (CGR)	%	2020	20,5	18,4	17,5	16,0	15,0	14,0	CNTS
A2.6	Structures sanitaires et spécificités nationales	Renforcer les capacités de prise en charge, de gestion et de coordination des structures sanitaires et spécificités nationales	Taux d'occupation des lits	%	2020	48,6	41,4	43,4	45,6	47,7	45,0	DESR/DSNISI
			Proportion de structures sanitaires ayant organisé deux supervisions semestrielles intégrées	%	2020	41,7	70,0	75,0	80,0	85,0	88,0	SP-PNDS
P3	Couverture Santé Universelle	Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base	Indice de couverture des services de santé	%	2019	44,0	46,0	47,0	50,0	52,0	52,0	Programme CSU
			Proportion des paiements directs dans les dépenses courantes de santé	%	2019	66,2	65,0	62,0	60,0	50,0	50,0	Programme CSU/DEPP
A3.1	Soins primaires et de base	Améliorer la disponibilité des services essentiels de base	Taux d'accessibilité géographique des populations aux formations sanitaires	%	2020	76,0	76,5	77,0	77,5	78,0	78,5	DPCS
			Taux de fréquentation des formations sanitaires	%	2020	48,7	56,0	58,0	60,0	61,0	62,0	DSNISI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.2	Personnel de santé y compris les Agents de Santé Communautaire	Améliorer la disponibilité du personnel de santé au niveau primaire de soins et au niveau communautaire	% de villages qui disposent d'un agent de santé communautaire formé sur les soins intégrés (diarrhée, pneumonie, paludisme)	%	2020	79,8	80,0	82,0	83,0	84,0	84,0	DSCPA
			Taux de couverture des besoins en personnels de santé au niveau primaire de soins	%	2020	36,2	40,0	45,0	47,0	50,0	50,0	DRH
A3.3	Couverture maladie universelle	Mettre en place la couverture maladie universelle	Proportion de la population couverte par l'assurance maladie obligatoire	%	2020	5,2	5,2	5,4	5,5	10,0	12,0	DGPS
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	Proportion d'épidémie ayant bénéficié d'une réponse dans les 14 jours suivant la notification	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Div. SIUSR/ COUSP
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	Renforcer les stratégies de prévention et de préparation aux urgences sanitaires et crises sanitaires	Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique	%	2019	97,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DSIUSR
A4.2	Gestion des urgences et crises sanitaires	Renforcer les stratégies de réponse appropriées aux urgences et crises sanitaires	Proportion d'épidémie investiguée	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DSIUSR / COUSP
A4.3	Genre et équité dans la Réponse aux urgences sanitaires	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	Améliorer la qualité des services du MSHPAUS	75 074	21 653 541	145 500	4 409 377	145 500	5 358 062	145 500	5 421 845	145 500	5 467 938	436 500	16 247 845
P2	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Améliorer l'accès aux services de santé de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies	6 546 561	20 426 725	9 154 263	46 697 359	29 264 733	67 302 175	33 242 827	70 604 827	38 063 132	75 496 498	100 570 691	213 403 500
P3	Couverture Santé Universelle	Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base	6 624 263	7 832 511	28 717 604	38 419 942	56 250 278	29 916 515	38 418 046	18 884 046	2 238 075	13 810 033	96 906 399	62 610 594
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	7 879 606	7 936 039	23 540 348	23 607 802	5 404 483	8 030 009	7 741 203	7 813 002	0	71 920	13 145 686	15 914 931
Total des programmes			21 125 504	57 848 817	61 557 715	113 134 479	91 064 994	110 606 761	79 547 576	102 723 720	40 446 707	94 846 389	211 059 276	308 176 869

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	21 578 468	0	4 263 877	0	5 212 562	0	5 276 345	0	5 322 438	0	15 811 345
Personnel	0	20 236 499	0	2 843 227	0	3 771 470	0	3 816 702	0	3 827 732	0	11 415 904
Biens et Services	0	1 031 130	0	1 185 015	0	1 200 457	0	1 219 008	0	1 254 071	0	3 673 536
Transferts Courants	0	310 838	0	235 635	0	240 635	0	240 635	0	240 635	0	721 905
Dépenses en capital	75 074	75 074	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	436 500	436 500
Dépenses d'investissement	75 074	75 074	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	145 500	436 500	436 500
Total	75 074	21 653 541	145 500	4 409 377	145 500	5 358 062	145 500	5 421 845	145 500	5 467 938	436 500	16 247 845

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	13 880 164	0	37 543 096	0	38 037 442	0	37 362 000	0	37 433 367	0	112 832 809
Personnel	0	2 770 533	0	25 879 874	0	26 182 220	0	25 491 661	0	25 547 457	0	77 221 337
Biens et Services	0	562 558	0	527 754	0	527 754	0	542 871	0	558 442	0	1 629 067
Transferts Courants	0	10 547 073	0	11 135 468	0	11 327 468	0	11 327 468	0	11 327 468	0	33 982 404
Dépenses en capital	6 546 561	6 546 561	9 154 263	9 154 263	29 264 733	29 264 733	33 242 827	33 242 827	38 063 132	38 063 132	100 570 691	100 570 691
Dépenses d'investissement	81 872	81 872	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000	87 000	261 000	261 000
Projets d'investissement	6 464 689	6 464 689	9 067 263	9 067 263	29 177 733	29 177 733	33 155 827	33 155 827	37 976 132	37 976 132	100 309 691	100 309 691
Investissement financés sur RI	498 110	498 110	173 762	173 762	1 192 235	1 192 235	1 199 048	1 199 048	639 267	639 267	3 030 550	3 030 550
Investissement financés sur RE	5 966 579	5 966 579	8 893 501	8 893 501	27 985 498	27 985 498	31 956 779	31 956 779	37 336 865	37 336 865	97 279 141	97 279 141
Total	6 546 561	20 426 725	9 154 263	46 697 359	29 264 733	67 302 175	33 242 827	70 604 827	38 063 132	75 496 498	100 570 691	213 403 500

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 208 248	0	2 028 670	0	1 327 813	0	1 346 506	0	1 353 743	0	4 028 062
Personnel	0	678 009	0	1 486 686	0	746 955	0	760 789	0	762 987	0	2 270 731
Biens et Services	0	155 671	0	155 145	0	169 019	0	173 878	0	178 916	0	521 814
Transferts Courants	0	374 569	0	386 839	0	411 839	0	411 839	0	411 839	0	1 235 517
Dépenses en capital	6 624 263	6 624 263	28 717 604	36 391 272	56 250 278	28 588 702	38 418 046	17 537 540	2 238 075	12 456 290	96 906 399	58 582 532
Dépenses d'investissement	18 971	18 971	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	57 000	57 000
Projets d'investissement	6 605 292	6 605 292	28 698 604	36 372 272	56 231 278	28 569 702	38 399 046	17 518 540	2 219 075	12 437 290	96 849 399	58 525 532
Investissement financés sur RI	4 266 671	4 266 671	7 406 645	7 406 645	5 773 687	5 231 193	5 607 665	7 034 874	1 443 759	4 003 049	12 825 111	16 269 116
Investissement financés sur RE	2 338 621	2 338 621	21 291 959	28 965 627	50 457 591	23 338 509	32 791 381	10 483 666	775 316	8 434 241	84 024 288	42 256 416
Total	6 624 263	7 832 511	28 717 604	38 419 942	56 250 278	29 916 515	38 418 046	18 884 046	2 238 075	13 810 033	96 906 399	62 610 594

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	56 433	0	67 453	0	71 039	0	71 799	0	71 920	0	214 758
Personnel	0	0	0	37 453	0	41 039	0	41 799	0	41 920	0	124 758
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	56 433	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	7 879 606	7 879 606	23 540 348	23 540 349	5 404 483	7 958 970	7 741 203	7 741 203	0	0	13 145 686	15 700 173
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	7 879 606	7 879 606	23 540 348	23 540 349	5 404 483	7 958 970	7 741 203	7 741 203	0	0	13 145 686	15 700 173
Investissement financés sur RI	151 469	151 469	6 281 073	6 281 073	-2 554 487	0	0	0	0	0	-2 554 487	0
Investissement financés sur RE	7 728 137	7 728 137	17 259 275	17 259 276	7 958 970	7 958 970	7 741 203	7 741 203	0	0	15 700 173	15 700 173
Total	7 879 606	7 936 039	23 540 348	23 607 802	5 404 483	8 030 009	7 741 203	7 813 002	0	71 920	13 145 686	15 914 931

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	5 092 167	41 815 480	14 112 980	58 016 075	4 662 935	51 323 784	7 058 213	52 542 072	2 334 526	49 075 283	14 055 674	152 941 139
Hors Projets	175 917	36 899 230	251 500	44 154 595	251 500	44 900 356	251 500	44 308 150	251 500	44 432 967	754 500	133 641 473
Projets	3 755 077	3 755 077	13 337 266	13 337 266	3 146 152	5 158 145	5 381 350	6 808 559	1 217 445	3 776 735	9 744 947	15 743 439
Fonds de contrepartie	1 161 173	1 161 173	524 214	524 214	1 265 283	1 265 283	1 425 363	1 425 363	865 581	865 581	3 556 227	3 556 227
Financement extérieur	16 033 337	16 033 337	47 444 735	55 118 404	86 402 059	59 282 977	72 489 363	50 181 648	38 112 181	45 771 106	197 003 602	155 235 730
Dons	12 233 948	12 233 948	21 695 753	28 123 437	42 220 223	41 572 634	39 278 286	39 278 286	35 185 984	35 185 984	116 684 492	116 036 903
BM	6 267 370	6 267 370	12 802 252	19 229 936	10 674 689	10 027 100	1 412 652	1 412 652	775 316	775 316	12 862 657	12 215 068
KFW	1 500 178	1 500 178	5 175 609	5 175 609	2 288 278	2 288 278	0	0	0	0	2 288 278	2 288 278
GIZ	3 836 846	3 836 846	2 621 302	2 621 302	0	0	0	0	0	0	0	0
GAVI	421 797	421 797	946 590	946 590	1 779 300	1 779 300	1 811 831	1 811 831	531 818	531 818	4 122 949	4 122 949
ALLIANCE FM- SIDA, Tuberculose et Paludisme	0	0	0	0	18 789 560	18 789 560	23 411 784	23 411 784	31 808 850	31 808 850	74 010 193	74 010 193
FM Assainissement	207 758	207 758	150 000	150 000	1 210 000	1 210 000	242 242	242 242	0	0	1 452 242	1 452 242
BID	0	0	0	0	1 371 426	1 371 426	4 658 574	4 658 574	2 070 000	2 070 000	8 100 000	8 100 000
Autres donateurs	0	0	0	0	6 106 970	6 106 970	7 741 203	7 741 203	0	0	13 848 173	13 848 173
Emprunts	3 799 388	3 799 388	25 748 982	26 994 967	44 181 836	17 710 343	33 211 077	10 903 362	2 926 197	10 585 122	80 319 110	39 198 827
BM	3 799 388	3 799 388	12 343 909	12 379 101	8 033 505	3 727 010	5 935 609	6 374 021	0	3 868 083	13 969 114	13 969 114
AFD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BID	0	0	0	0	2 546 934	2 546 934	1 832 348	1 832 348	2 926 197	2 926 197	7 305 479	7 305 479
Autres emprunteurs	0	0	13 405 073	14 615 866	33 601 397	11 436 399	25 443 120	2 696 993	0	3 790 842	59 044 517	17 924 234
TOTAL DE FINANCEMENT	21 125 504	57 848 817	61 557 715	113 134 479	91 064 994	110 606 761	79 547 576	102 723 720	40 446 707	94 846 389	211 059 276	308 176 869

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	36 723 312	0	43 903 095	0	44 648 856	0	44 056 650	0	44 181 467	0	132 886 973
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	23 685 040	0	30 247 239	0	30 741 684	0	30 110 950	0	30 180 096	0	91 032 730
Biens et Services	0	1 749 359	0	1 867 914	0	1 897 230	0	1 935 757	0	1 991 429	0	5 824 416
Transferts Courants	0	11 288 913	0	11 787 942	0	12 009 942	0	12 009 942	0	12 009 942	0	36 029 826
Dépenses en capital	21 125 504	21 125 504	61 557 715	69 231 384	91 064 994	65 957 905	79 547 576	58 667 070	40 446 707	50 664 922	211 059 276	175 289 896
Dépenses d'investissement	175 917	175 917	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500	251 500	754 500	754 500
Projets d'investissement	20 949 587	20 949 587	61 306 215	68 979 884	90 813 494	65 706 405	79 296 076	58 415 570	40 195 207	50 413 422	210 304 776	174 535 396
Investissement financés sur RI	4 916 250	4 916 250	13 861 480	13 861 480	4 411 435	6 423 428	6 806 713	8 233 922	2 083 026	4 642 316	13 301 174	19 299 666
Investissement financés sur RE	16 033 337	16 033 337	47 444 735	55 118 404	86 402 059	59 282 977	72 489 363	50 181 648	38 112 181	45 771 106	197 003 602	155 235 730
Total des programmes par nature	21 125 504	57 848 817	61 557 715	113 134 479	91 064 994	110 606 761	79 547 576	102 723 720	40 446 707	94 846 389	211 059 276	308 176 869

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1 001	3 313 659	1 050	4 028 872	990	4 312 635	1 000	4 222 549	1 012	4 234 330
Catégorie A2	3 307	10 951 130	3 768	14 457 896	3 518	15 325 102	3 556	15 011 975	3 595	15 045 579
Catégorie A3	24	80 799	48	184 177	35	152 467	35	148 702	35	148 407
Catégorie B	1 853	6 137 025	2 130	8 172 855	1 843	8 028 472	1 863	7 864 044	1 883	7 881 257
Catégorie C	594	1 966 499	463	1 776 541	445	1 938 508	450	1 900 404	454	1 901 990
Catégorie D	373	1 235 929	424	1 626 897	226	984 501	228	963 277	231	968 534
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7 152	23 685 040	7 883	30 247 239	7 057	30 741 684	7 133	30 110 950	7 211	30 180 096

3.2.13. Ministère de l'accès universel aux soins (Section 611)

Le ministère de l'accès universel aux soins, de par ses attributions, définit et coordonne entre autres, la politique du gouvernement en matière d'accès aux soins de santé pour tous. Pour se faire, il coordonne la mise en place des mécanismes de couverture maladie et s'assure de l'adéquation entre le fonctionnement de l'assurance maladie universelle et les objectifs du gouvernement en matière de santé ; met en place les mesures nécessaires à la régulation du système d'assurance maladie universelle et, en particulier, les mécanismes appropriés de maîtrise des coûts et veille à leur respect ; propose les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à l'assurance maladie universelle au Togo ainsi que sur toutes autres questions relatives au même objet ; coordonne la mise en place d'un dispositif permanent d'évaluation des soins dispensés aux bénéficiaires de l'assurance maladie universelle dans les conditions et selon les normes édictées par l'administration sanitaire. Il assure également la tenue des informations statistiques consolidées de l'assurance maladie universelle au Togo.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités du ministère a été essentiellement marquée par la prise en charge des soins des femmes enceintes à travers le programme WEZOU et l'élaboration et l'adoption des textes d'application de loi instituant l'assurance maladie universelle en République togolaise.

Afin de procéder à l'opérationnalisation effective de l'assurance maladie universelle, plusieurs défis restent à relever. Il s'agit essentiellement du renforcement de la gouvernance et du pilotage des actions du ministère, de la mise en application effective des décrets adoptés, de la mise en place d'un système d'information de l'AMU et de l'appui à l'amélioration de l'accès aux soins de qualité.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les deux (02) programmes déclinés en neuf (09) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : (i) Pilotage et soutien des services du MAUS et (ii) Couverture maladie universelle.

Globalement, les deux (2) programmes du MAUS sont projetés à 2.172.837.000 FCFA en 2024, 2.198.432.000 FCFA en 2025 et 2.200.083.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MAUS	Améliorer la qualité des services du MAUS	Taux d'exécution physique des programmes	%	2021	ND	NA	NA	90,0	95,0	100,0	MAUS
			Proportion de femmes nommées à des postes de responsabilité	%	2021	ND	NA	N/A	10,0	15,0	20,0	MAUS
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MAUS	Renforcer les capacités opérationnelles du MAUS	Nombre de dialogues de gestion tenus	Nombre	2021	ND	ND	1,0	2,0	2,0	2,0	MAUS
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des réunions de coordination du MAUS	%	2021	ND	ND	100,0	100,0	100,0	100,0	MAUS
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MAUS	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2021	N/A	N/A	N/A	50,0	60,0	70,0	MAUS
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du MAUS	Taux d'exécution du budget	%	2021	N/A	N/A	12,6	80,0	85,0	90,0	MAUS
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des actions du MAUS	Proportion de rapports semestriels de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	N/A	N/A	N/A	100,0	100,0	100,0	MAUS
			Proportion des outils de collecte de données opérationnels	%	2021	N/A	20,0	30,0	50,0	60,0	80,0	INAM
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant de l'assurance maladie universelle	Nombre de système intégré de gestion de l'assurance maladie opérationnel	Nombre	2021	N/A	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	INAM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité dans l'accès aux soins de santé	Proportion de femmes couvertes par le régime d'assistance médicale	%	2021	11,8	11,8	12,0	15,0	17,0	20,0	INAM
			Proportion de femmes couvertes par le régime d'assurance maladie obligatoire	%	2021	2,0	2,6	2,8	10,0	15,0	20,0	INAM
A1.7	Budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement lié au changement climatique et à la protection de l'environnement	création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	unité	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
			part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
P2	Couverture Maladie Universelle	Mettre en place l'assurance maladie universelle	Proportion de la population bénéficiant d'une couverture maladie	%	2021	34,2	33,4	33,5	45,0	50,0	55,0	MAUS, INAM
			Proportion de femmes bénéficiant d'une couverture maladie	%	2021	15,2	15,8	16,0	21,0	23,0	25,0	MAUS, INAM
A2.1	Pilotage de l'assurance maladie universelle	Adopter les décrets d'application de la loi instituant l'AMU	Nombre de décrets d'application de la loi instituant l'AMU adoptés	Nombre	2021	0,0	3,0	10,0	10,0	10,0	10,0	MAUS
A2.2	Cadre juridique et institutionnelle de l'assurance maladie universelle	Etendre la couverture du risque maladies aux autres couches de la population	Proportion de la population couverte par le régime d'assurance maladie obligatoire	%	2021	5,6	5,6	6,0	10,0	30,0	35,0	INAM
			Proportion de la population couverte par le régime d'assistance médicale	%	2021	27,6	26,8	27,0	10,0	15,0	20,0	INAM
A2.3	Mise en commun et achat stratégique des soins	Mettre en place des fonds de gestion de l'assurance maladie	Nombre de fonds de gestion de l'AMU créés	Nombre	2021	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	INAM

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MAUS	Améliorer la qualité des services du MAUS	14 981	60 799	15 000	69 531	15 000	93 230	15 000	94 603	15 000	95 813	45 000	283 645
P2	Couverture Maladie Universelle	Mettre en place l'assurance maladie universelle	995	39 109	1 000	2 088 289	1 000	2 079 607	1 000	2 103 829	1 000	2 104 270	3 000	6 287 706
Total des programmes			15 976	99 908	16 000	2 157 819	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083	48 000	6 571 352

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	45 818	0	54 531	0	78 230	0	79 603	0	80 813	0	238 645	
Charges financières de la dette											0	0	
Personnel	0	23 367	0	37 273	0	38 472	0	38 706	0	38 743	0	115 921	
Biens et Services	0	22 451	0	17 258	0	39 758	0	40 897	0	42 070	0	122 725	
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses en capital	14 981	14 981	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000
Dépenses d'investissement	14 981	14 981	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000
Total	14 981	60 799	15 000	69 531	15 000	93 230	15 000	94 603	15 000	95 813	45 000	283 645	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	38 114	0	2 087 289	0	2 078 607	0	2 102 829	0	2 103 270	0	6 284 706
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	48 581	0	39 899	0	63 871	0	64 056	0	167 826
Biens et Services	0	8 114	0	8 708	0	8 708	0	8 957	0	9 214	0	26 880
Transferts Courants	0	30 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	6 090 000
Dépenses en capital	995	995	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Dépenses d'investissement	995	995	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	995	39 109	1 000	2 088 289	1 000	2 079 607	1 000	2 103 829	1 000	2 104 270	3 000	6 287 706

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	15 976	99 908	16 000	2 157 819	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083	48 000	6 571 352
Hors Projets	15 976	99 908	16 000	2 157 819	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083	48 000	6 571 352
TOTAL DE FINANCEMENT	15 976	99 908	16 000	2 157 819	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083	48 000	6 571 352

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	83 932	0	2 141 819	0	2 156 837	0	2 182 432	0	2 184 083	0	6 523 352
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	23 367	0	85 853	0	78 371	0	102 577	0	102 799	0	283 747
Biens et Services	0	30 565	0	25 966	0	48 466	0	49 854	0	51 284	0	149 604
Transferts Courants	0	30 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	2 030 000	0	6 090 000
Dépenses en capital	15 976	15 976	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	48 000	48 000
Dépenses d'investissement	15 976	15 976	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	48 000	48 000
Total des programmes par nature	15 976	99 908	16 000	2 157 819	16 000	2 172 837	16 000	2 198 432	16 000	2 200 083	48 000	6 571 352

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1			5	22 593	6	19 593	6	25 644	6	25 700
Catégorie A2			10	45 186	12	39 186	12	51 289	12	51 399
Catégorie A3			1	4 519	0	0	0	0	0	0
Catégorie B			0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C			3	13 556	5	16 327	5	21 370	5	21 416
Catégorie D			0	0	1	3 265	1	4 274	1	4 283
Contractuels			0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires			0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL			19	85 853	24	78 371	24	102 577	25	102 799

3.2.14. Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710)

Le MFPTDS prépare et met en œuvre la politique de l'Etat dans les domaines de la fonction publique, du travail et de l'emploi. Ainsi, il est responsable, en collaboration avec les ministres concernés, des recrutements dans la fonction publique, œuvre à la réforme et à la modernisation permanente de l'administration publique ; assure la formation permanente des agents publics ; établit en accord avec le ministère chargé du budget, les principes relatifs à la rémunération du personnel ; promeut les conditions d'un travail décent pour tous les travailleurs et travailleuses, crée un environnement qui facilite le dialogue social; définit la stratégie de lutte contre le chômage, le sous-emploi, le travail des enfants et le travail illégal ; de la migration de la main d'œuvre et de la gestion des conflits en milieu professionnel ; de l'emploi et veille au respect des engagements souscrits ; initie de concert avec le ministère chargé de l'économie numérique, des actions d'adaptation à l'évolution technologique.

Au titre de l'exercice 2023, les réalisations du MFPTDS en fin septembre, se présentent comme suit :

- Dans le domaine de la fonction publique, on note l'élaboration d'un avant-projet du nouveau statut général, l'étude diagnostique approfondie pour la réforme de l'Ecole nationale d'administration (ENA), l'élaboration d'un programme de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services (PMADS), la poursuite du recrutement des agents de l'administration publique pour le compte du ministère chargé de la santé, et du ministère des enseignements primaire, secondaire et technique.
- En matière du travail, les services de l'inspection du travail ont effectué 478 visites de contrôle dans les entreprises ; réglé à l'amiable 452 conflits individuels de travail et 26 conflits collectifs de travail. Par ailleurs, en vue de faciliter l'application du nouveau code du travail, un cabinet international est recruté pour l'élaboration de tous les textes d'application. En outre, le rapport annuel sur la mise en œuvre de la convention n°150 de l'OIT sur l'administration du travail a été élaboré.
- En ce qui concerne le domaine de l'emploi, il est à noter le renforcement du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise ; le renforcement de l'accompagnement des micro petites et moyennes entreprises et des AGR.

Pour le compte de l'année 2024, le MFPTDS compte relever plusieurs défis à savoir : moderniser et digitaliser le système de gestion des ressources humaines, renforcer les capacités et les compétences des agents de l'Etat, rendre flexible et attrayant le cadre juridique de la fonction publique, améliorer l'employabilité de la main d'œuvre ; développer le potentiel de création d'emplois dans le pays ; améliorer le système d'information du marché du travail ; promouvoir le dialogue social ; promouvoir la conformité en sécurité et santé sur les lieux du travail ; renforcer l'intervention de l'inspection du travail dans les unités de l'économie informelle ; renforcer les capacités du système d'inspection du travail.

En lien avec les priorités du gouvernement, le ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social s'est fixé les priorités suivantes pour 2024 : la réalisation du recensement biométrique des fonctionnaires ; l'élaboration du schéma directeur de la digitalisation du système de gestion des ressources humaines de l'Etat, la révision des textes portant organisation et fonctionnement de l'école nationale d'administration ; la finalisation des textes d'application du nouveau code du travail, l'élaboration des textes d'application du statut général de la fonction publique ; l'actualisation du plan d'action de l'accès des personnes

handicapées au marché de l'emploi ; l'évaluation de la mise en œuvre des textes nationaux et accords/ conventions communautaire et internationaux sur la migration de travail.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers cinq (5) programmes déclinés en dix-neuf (19) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MFPTDS ; (ii) fonction publique ; (iii) modernisation de administration publique ; (iv) emploi ; (v) travail. Globalement, les cinq (5) programmes du MFPTDS sont projetés à 5.612.492.000 FCFA en 2024, 6.177.264.000 FCFA en 2025 et 10.200.188.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	Améliorer la qualité des services du MFPTDS	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MFPTDS	%	2021	85,0	75,0	90,0	90,0	93,0	93,0	SG
			% de femmes au sein du personnel du ministère	%	2021	30,5	30,5	31,3	31,5	31,8	31,8	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	Renforcer les capacités opérationnelles du MFPTDS	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CAB/SG
A1.2	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MFPTDS	Proportion du personnel formé par an dont 30% de femme	%	2021	30,0	20,4	25,0	30,0	32,0	32,0	DAAF
			Délai de transmission des dossiers du personnel du MFPTDS de la DRH à la DGFP	Jours	2020	ND	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du MFPTDS	%	2021	98,0	103,0	98,0	98,0	98,0	98,0	DPSE
			Délai moyen de liquidation des dépenses	Jours	2021	4,0	3,0	4,0	3,0	2,0	2,0	0
A1.4	Prospectives, Planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	Améliorer le processus de planification, de production des	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		statistiques, de suivi et évaluation des actions du MFPTDS										
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	ND	ND	40,0	40,0	50,0	60,0	DPSE
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre (dont 70% de femmes)	%	2020	24,0	24,8	34,5	41,4	51,7	60,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Oui/Non	2021	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
P2	Fonction publique	Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité	Proportion d'agents recrutés par rapport aux besoins validés par le gouvernement	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGFP
			Proportion de fonctionnaires formés	%	2021	10,0	11,0	11,0	12,0	15,0	15,0	15,0
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	Rendre l'administratio	Nombre de fonctionnaires recrutés	%	2021	5 520,0	1 066,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	DRRS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		n togolaise plus compétitive en compétence	Taux de remplacement des départs dans la fonction publique	Nombre	2020	25,0	25,0	27,0	30,0	30,0	35,0	DGFP
A2.2	Gestion des carrières des agents	Délivrer des actes administratifs aux agents de l'Etat dans un délai raisonnable	Proportion d'actes administratifs délivrés par an	%	2021	83,0	81,9	90,0	90,0	92,0	95,0	DRRS
A2.3	Formation des agents de l'Etat	Doter l'administration publique des agents plus compétents	Proportion de hauts cadres de l'administration formés	%	2021	20,0	32,8	70,0	100,0	0,0	0,0	ENA
			Proportion d'agents d'appuis formés	A SUPPRIMER	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P3	Modernisation de l'administration publique	Rendre des services de qualité aux usagers /Clients	Taux de satisfaction des usagers du service public	%	2022	63,6	63,6	0,0	65,0	65,0	67,0	DRA, DGIPE
A3.1	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Impulser les réformes au sein de l'administration publique	Nombre de hauts cadres et de compétences formés sur le programme d'excellence (dont 30% de femmes)	Nombre	2021	0,0	0,0	29,0	50,0	150,0	250,0	DRA
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	Fiabiliser l'effectif du personnel de l'Etat	Proportion de structures interconnectées avec la DGIPE	%	2020	92,0	98,0	96,0	96,0	97,0	97,0	DGIPE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Délai moyen de traitement des dossiers	Mois	2021	3,0	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DGIPE
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	Taux d'insertion des stagiaires placés	%	2019	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGE, DPE, DEPSE, ANPE
			Taux d'insertion des demandeurs d'emploi	%	0	18,0	18,7	19,1	19,5	19,9	20,3	DGE, DPE, DEPSE, ANPE
A4.1	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Promouvoir les opportunités de création d'emploi	Nombre d'outils de promotion d'emploi développés/actualisés	Nombre	2020	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DGE, DPE, DEPSE
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi	Nombre de demandeurs d'emploi placés/recrutés	Nombre	2021	379,0	403,0	400,0	640,0	660,0	680,0	ANPE
			Proportion de plans d'affaires finalisés	%	2020	62,8	47,4	64,0	66,0	66,3	66,6	ANPE
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion socio-professionnelle des primo-demandeurs	Proportion de demandeurs de stage placés	%	2020	39,5	27,9	24,8	24,8	22,5	20,5	ANPE/équipe AIDE
P5	Travail	Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs	Proportion d'entreprises ayant mis en œuvre les recommandations issues des visites de contrôle	%	2021	25,0	25,0	50,0	55,0	60,0	65,0	DGT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A5.1	Dialogue social	Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans le monde du travail	Nombre de pactes de stabilité sociale signés	Nombre	ND	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	CNDS
			Nombre de conventions collectives conclues ou révisées par an	Nombre	2021	2,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
A5.2	Normes et législation du travail	Améliorer le cadre juridique et réglementaire du travail	Nombre de textes d'application du nouveau code du travail élaborés	Nombre	2021	1,0	4,0	10,0	43,0	0,0	0,0	DGT, DNRI
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	Veiller au respect de la législation sociale	Proportion de travailleurs ayant un salaire en dessous du SMIG parmi les inspectés	%	2021	8,0	7,0	7,0	7,0	5,0	5,0	DGT, DRT, IPTLS
A5.4	Sécurité et santé au travail	Réduire les maladies et les accidents professionnels	Proportion d'entreprises disposant d'un comité de sécurité et santé au travail	%	2021	26,5	30,0	34,6	40,9	47,0	53,0	IMT, CEPS
			Proportion de travailleurs pris en charge en détresse psychologique	%	2021	68,0	85,0	87,0	89,0	91,0	93,0	IMT, CEPS
A5.5	Etudes et recherches en matière du travail	Améliorer la production statistique en matière du travail	Nombre de documents d'étude et de rapports statistiques élaborés	Nombre	2022	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DERS

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MFPTDS	Améliorer la qualité des services du MFPTDS	99 509	843 828	103 000	476 031	450 647	879 518	103 000	533 641	103 000	534 222	656 647	1 947 381
P2	Fonction publique	Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité	0	450 256	0	582 573	0	644 978	0	647 822	0	650 550	0	1 943 350
P3	Modernisation de l'administration publique	Rendre des services de qualité aux usagers /Clients	220 000	328 950	300 000	559 918	710 000	992 284	1 600 000	1 884 681	5 600 000	5 886 073	7 910 000	8 763 038
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	0	1 578 546	0	2 001 022	0	1 973 483	0	1 980 924	0	1 984 385	0	5 938 792
P5	Travail	Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs	0	965 072	0	1 108 050	0	1 122 229	0	1 130 196	0	1 144 958	0	3 397 384
Total des programmes			319 509	4 166 653	403 000	4 727 594	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188	8 566 647	21 989 945

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	744 319	0	373 031	0	428 871	0	430 641	0	431 222	0	1 290 734
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	613 130	0	256 095	0	286 218	0	280 710	0	274 557	0	841 485
Biens et Services	0	131 189	0	116 936	0	142 653	0	149 931	0	156 665	0	449 249
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	99 509	99 509	103 000	103 000	450 647	450 647	103 000	103 000	103 000	103 000	656 647	656 647
Dépenses d'investissement	99 509	99 509	103 000	103 000	450 647	450 647	103 000	103 000	103 000	103 000	656 647	656 647
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	99 509	843 828	103 000	476 031	450 647	879 518	103 000	533 641	103 000	534 222	656 647	1 947 381

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	450 256	0	582 573	0	644 978	0	647 822	0	650 550	0	1 943 350
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	197 042	0	329 630	0	382 245	0	384 989	0	387 717	0	1 154 951
Biens et Services	0	23 214	0	22 943	0	22 733	0	22 833	0	22 833	0	68 399
Transferts Courants	0	230 000	0	230 000	0	240 000	0	240 000	0	240 000	0	720 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	450 256	0	582 573	0	644 978	0	647 822	0	650 550	0	1 943 350

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	200 765	0	259 918	0	282 284	0	284 681	0	286 073	0	853 038
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	159 584	0	218 863	0	241 229	0	243 626	0	245 018	0	729 873
Biens et Services	0	21 181	0	18 709	0	18 709	0	18 709	0	18 709	0	56 127
Transferts Courants	0	20 000	0	22 346	0	22 346	0	22 346	0	22 346	0	67 038
Dépenses en capital	220 000	128 185	300 000	300 000	710 000	710 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 910 000	7 910 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000
Projets d'investissement	220 000	128 185	300 000	300 000	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 900 000	7 900 000
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 900 000	7 900 000
Investissement financés sur RE	220 000	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	220 000	328 950	300 000	559 918	710 000	992 284	1 600 000	1 884 681	5 600 000	5 886 073	7 910 000	8 763 038

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 578 546	0	2 001 022	0	1 973 483	0	1 980 924	0	1 984 385	0	5 938 792
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	52 464	0	187 598	0	160 059	0	167 500	0	170 961	0	498 520
Biens et Services	0	16 082	0	13 424	0	13 424	0	13 424	0	13 424	0	40 272
Transferts Courants	0	1 510 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	5 400 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 578 546	0	2 001 022	0	1 973 483	0	1 980 924	0	1 984 385	0	5 938 792

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	965 072	0	1 108 050	0	1 122 229	0	1 130 196	0	1 144 958	0	3 397 384
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	484 916	0	628 583	0	641 922	0	650 729	0	665 491	0	1 958 143
Biens et Services	0	40 255	0	39 567	0	40 407	0	39 567	0	39 567	0	119 541
Transferts Courants	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	1 319 700
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	965 072	0	1 108 050	0	1 122 229	0	1 130 196	0	1 144 958	0	3 397 384

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	99 509	4 038 467	103 000	4 427 594	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188	8 566 647	21 989 945
Hors Projets	99 509	4 038 467	103 000	4 427 594	460 647	4 912 492	103 000	4 577 264	103 000	4 600 188	666 647	14 089 945
Projets	0	0	0	0	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 900 000	7 900 000
Financement extérieur	220 000	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	220 000	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
PNUD	220 000	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	319 509	4 166 653	403 000	4 727 594	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188	8 566 647	21 989 945

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 938 958	0	4 324 594	0	4 451 845	0	4 474 264	0	4 497 188	0	13 423 298
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 507 137	0	1 620 769	0	1 711 673	0	1 727 554	0	1 743 744	0	5 182 972
Biens et Services	0	231 921	0	211 579	0	237 926	0	244 464	0	251 198	0	733 588
Transferts Courants	0	2 199 900	0	2 492 246	0	2 502 246	0	2 502 246	0	2 502 246	0	7 506 738
Dépenses en capital	319 509	227 694	403 000	403 000	1 160 647	1 160 647	1 703 000	1 703 000	5 703 000	5 703 000	8 566 647	8 566 647
Dépenses d'investissement	99 509	99 509	103 000	103 000	460 647	460 647	103 000	103 000	103 000	103 000	666 647	666 647
Projets d'investissement	220 000	128 185	300 000	300 000	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 900 000	7 900 000
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	700 000	700 000	1 600 000	1 600 000	5 600 000	5 600 000	7 900 000	7 900 000
Investissement financés sur RE	220 000	128 185	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	319 509	4 166 653	403 000	4 727 594	1 160 647	5 612 492	1 703 000	6 177 264	5 703 000	10 200 188	8 566 647	21 989 945

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	135	489 095	153	556 004	145	500 655	144	781 933	142	811 455
Catégorie A2	109	394 899	119	432 447	118	772 276	115	500 698	114	500 326
Catégorie A3	5	18 115	4	14 536	11	46 709	11	48 377	11	50 310
Catégorie B	55	199 261	57	207 139	62	214 962	61	215 771	60	215 538
Catégorie C	73	264 474	75	272 551	57	136 565	56	141 654	56	143 853
Catégorie D	22	79 704	22	79 948	14	22 310	14	23 720	13	22 262
Contractuels	17	61 590	16	58 144	6	18 197	6	15 401	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	416	1 507 137	446	1 620 769	413	1 711 673	407	1 727 554	396	1 743 744

3.2.15. Ministère de la communication et des médias (Section 720)

Le ministère de la communication et des médias met en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et des médias. A ce titre, il est chargé, entre autres, d'appliquer la politique d'information et de communication définie par le gouvernement, d'assurer la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite et audiovisuelle du secteur public, d'apporter un appui technique à la haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication dans la régulation, de définir la politique de communication publicitaire ainsi que la stratégie et la gestion de la communication institutionnelle et gérer les relations entre le gouvernement et la presse nationale et internationale, d'apporter un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication et de coordonner les activités des conseillers en communication des autres départements ministériels et des institutions.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement qui s'explique par la suspension des engagements depuis le mois de mars. Malgré cette situation un peu difficile, le MCM a pu rénover le plateau technique, ainsi que la confection d'un nouveau logo pour la TVT.

Afin d'améliorer ces performances, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur (i) le démarrage des émetteurs sur les neuf (09) sites à savoir Lomé, Agou, Atakpamé, Kougnowou, Badou, Alédjo, Défalé, Dénafaba et Dapaong pour la télévision numérique terrestre (TNT); (ii) la mise en œuvre de la politique nationale en matière de communication et (iii) la mutation des médias d'Etat (Radios et Télévisions) en office.

Les priorités pour 2024 du MCM sont l'élaboration d'un nouvel organigramme, la définition et la mise en œuvre d'un plan de réformes et de modernisation des médias d'Etat, l'achèvement de la construction de la maison de la télévision togolaise sur le site de GTA, la création et l'opérationnalisation d'un service de pilotage de la communication institutionnelle, la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique de production audiovisuelle et l'opérationnalisation de la direction de la planification, de la statistique et du suivi-évaluation du ministère.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les deux (2) programmes déclinés en huit (08) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MCM ; (ii) Communication et information.

Globalement, les deux (2) programmes du MCM sont projetés 3.960.228.000 FCFA en 2024, 3.876.392.000 FCFA en 2025 et 3.840.333.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MCM	Améliorer la qualité des services MCM	Taux d'exécution physique des programmes du MCM	%	2021	0,0	78,0	95,0	96,0	97,0	98,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MCM	%	2021	0,0	0,0	20,0	22,0	25,0	26,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCM	Renforcer les capacités opérationnelles du MCM	Nombre de dialogues de gestion tenus	%	2021	ND	ND	1,0	4,0	4,0	4,0	SG
			proportion des cadres de concertation	0	2021	56,0	42,0	90,0	92,0	95,0	96,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	99,0	108,4	99,0	99,0	99,0	99,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	DAF
A1.3	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2021	0,0	0,0	7,0	8,0	9,0	10,0	Cellule genre
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	Taux d'audience des médias de services publics	%	2021	0,0	0,0	25,0	35,0	50,0	55,0	TVT
			Taux de couverture moyen du territoire national par les médias de services publics en TNT	%	2021	0,0	0,0	20,0	40,0	75,0	77,0	TVT
A2.1	Modernisation des médias au Togo	Accroître la qualité des services des médias	taux moyen de respect des normes en vigueur par les médias des services publics	%	2021	ND	ND	70,0	75,0	80,0	85,0	TVT
A2.2	Télévision	Améliorer la couverture télévisuelle du territoire national	taux de couverture télévisuelle du territoire national par la TNT	%	2021	ND	ND	15,0	20,0	40,0	50,0	TVT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.3	Radio	Améliorer la couverture radiophonique du territoire national	taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Lomé par la TNT	%	2021	ND	ND	15,0	20,0	40,0	50,0	Radio Lomé
			taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Kara par la TNT	%	2021	ND	ND	15,0	20,0	40,0	50,0	Radio Kara
A2.4	Presse écrite et presse en ligne	Accroître l'accessibilité de l'ATOP sur le plan national et international	Nombre de personnes ayant consulté le site internet	unité	2021	68 058,0	172 000,0	185 000,0	190 000,0	200 000,0	200 000,0	ATOP
A2.5	Formation	Renforcer les capacités techniques des médias publics et privés	Proportion des journalistes et techniciens du public et du privé formés	%	2021	90,0	95,0	80,0	90,0	95,0	95,0	CFRC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCM	Améliorer la qualité des services du ministère de la communication et des médias	89 445	2 012 360	92 861	538 720	71 850	583 805	71 850	539 680	71 850	547 216	215 550	1 670 701
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	10 553	2 242 741	10 139	3 443 372	31 150	3 376 423	31 150	3 336 712	31 150	3 293 117	93 450	10 006 252
Total des programmes			99 998	4 255 101	103 000	3 982 092	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333	309 000	11 676 952

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 922 915	0	445 859	0	511 955	0	467 830	0	475 366	0	1 455 151
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	616 165	0	173 316	0	165 618	0	167 106	0	170 120	0	502 844
Biens et Services	0	1 156 750	0	122 543	0	196 337	0	150 724	0	155 246	0	502 307
Transferts Courants	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	450 000
Dépenses en capital	89 445	89 445	92 861	92 861	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850	215 550	215 550
Dépenses d'investissement	89 445	89 445	92 861	92 861	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850	71 850	215 550	215 550
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	89 445	2 012 360	92 861	538 720	71 850	583 805	71 850	539 680	71 850	547 216	215 550	1 670 701

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 232 188	0	3 433 233	0	3 345 273	0	3 305 562	0	3 261 967	0	9 912 802
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 466 367	0	1 659 839	0	1 556 795	0	1 481 426	0	1 401 108	0	4 439 329
Biens et Services	0	165 821	0	1 173 394	0	1 188 478	0	1 224 136	0	1 260 859	0	3 673 473
Transferts Courants	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	1 800 000
Dépenses en capital	10 553	10 553	10 139	10 139	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150	93 450	93 450
Dépenses d'investissement	10 553	10 553	10 139	10 139	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150	31 150	93 450	93 450
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	10 553	2 242 741	10 139	3 443 372	31 150	3 376 423	31 150	3 336 712	31 150	3 293 117	93 450	10 006 252

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	99 998	4 255 101	103 000	3 982 092	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333	309 000	11 676 952
Hors Projets	99 998	4 255 101	103 000	3 982 092	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333	309 000	11 676 952
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	99 998	4 255 101	103 000	3 982 092	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333	309 000	11 676 952

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 155 103	0	3 879 092	0	3 857 228	0	3 773 392	0	3 737 333	0	11 367 952
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 082 532	0	1 833 155	0	1 722 413	0	1 648 532	0	1 571 228	0	4 942 172
Biens et Services	0	1 322 571	0	1 295 937	0	1 384 815	0	1 374 860	0	1 416 105	0	4 175 780
Transferts Courants	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	2 250 000
Dépenses en capital	99 998	99 998	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Dépenses d'investissement	99 998	99 998	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	99 998	4 255 101	103 000	3 982 092	103 000	3 960 228	103 000	3 876 392	103 000	3 840 333	309 000	11 676 952

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	44	267 599	39	184 980	39	160 435	34	144 480	31	135 284
Catégorie A2	155	683 781	146	553 585	141	549 907	136	542 830	134	537 488
Catégorie A3	12	43 183	23	86 177	23	87 761	22	85 767	21	81 959
Catégorie B	160	584 163	141	522 021	123	475 900	119	471 169	113	447 768
Catégorie C	126	349 536	104	379 145	92	353 911	80	316 038	74	292 084
Catégorie D	42	97 250	30	104 076	24	93 226	22	86 975	19	75 372
Contractuels	6	57 020	6	3 171	1	1 273	1	1 273	1	1 273
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	545	2 082 532	489	1 833 155	443	1 722 413	414	1 648 532	393	1 571 228

3.2.16. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)

La mission du ministère consiste à assurer la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de protection sociale des personnes vulnérables, d'équité et d'égalité de genre, de promotion de la femme, ainsi que d'alphabétisation et d'éducation non formelle. A cet égard, elle se situe dans l'axe 3 du PND, qui ambitionne de "Consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion", et dans l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale, intitulé : « Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix ». Il planifie, programme et coordonne les actions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation et l'encadrement des populations en vue de leur participation à l'autopromotion sociale. Il organise l'assistance de l'Etat aux personnes vulnérables ou démunies et coordonne, de concert avec les ministères et organismes concernés, les secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles et/ou anthropiques ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile.

Au titre de l'exercice 2023, l'ambition du ministère n'a pas connu l'élan prévu en raison des tensions de trésorerie ayant entraîné des difficultés de fonctionnement des services du ministère. Les activités programmées sur le PIP et les dépenses d'investissement n'ont malheureusement pas été réalisées. Toutefois, celles programmées sur les transferts et les ressources externes ont été réalisées.

En vue de reprendre cet élan, le ministère a identifié un certain nombre de défis. Il s'agit entre autres, de : disposer de moyens conséquents pour une identification efficace et une couverture maximale des groupes cibles ; traduire dans le vécu quotidien des populations, les dispositions légales et réglementaires promouvant les droits des femmes et des filles ; répondre efficacement à la forte demande des communautés en matière d'ouverture de centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle).

Pour y parvenir, les priorités pour la gestion 2024 du ministère sont entre autres : (i) l'extension de l'école nationale de formation sociale dans les régions ; (ii) l'appui à l'installation professionnelle des personnes handicapées ; (iii) l'assistance aux indigents, aux déplacés internes et aux personnes victimes de catastrophes naturelles et anthropiques ; (iv) l'appui à l'intégration socioéconomique des réfugiés ; (v) la prise en charge des enfants victimes de violences, d'abus et d'exploitation sexuels et de traite ; (vi) l'extension du centre de prise en charge intégrée des victimes de violences basées sur le genre « One Stop Center » ; (vii) le renforcement de l'autonomisation des femmes rurales ; et (ix) la poursuite de l'alphabétisation des jeunes et adultes (15 ans et plus) et des enfants de 9-14 ans hors du système éducatif.

Ces priorités seront mises en œuvre par le concours de 15 actions regroupées dans 5 programmes dont (i) Pilotage et soutien aux services du MASPFA ; (ii) Promotion de l'action sociale ; (iii) Protection de l'enfant ; (iv) Genre et promotion de la femme et (v) Alphabétisation et éducation non formelle. Les budgets estimatifs pour tout le ministère se chiffrent respectivement à 3.827.899.000 F CFA en 2024 ; 4.305.952.000 F CFA en 2025 et 3.701.728.000 F CFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2021	82,5	84,0	85,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	Nombre	2021	4,0	14,0	12,0	12,0	12,0	12,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion optimale des ressources humaines	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	96,6	99,2	70,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2021	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	DPSSE
			Nombre de régions disposant d'une base de données fonctionnelle	Nombre	2021	2,0	2,0	5,0	6,0	6,0	6,0	DPSSE
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.7	Formation	Améliorer le taux de sortie en fin de cycles	Taux de réussite des élèves fonctionnaires aux évaluations de fin de formation	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	ENFS
			Nombre d'élèves d'ENFS ayant obtenu leur diplôme	Nombre	2021	120,0	104,0	120,0	118,0	98,0	98,0	ENFS
P2	Promotion de l'action sociale	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	% des ménages ayant subi un choc	%	2015	75,4	70,4	67,4	67,2	67,0	66,8	DGAS
			Proportion des personnes vulnérables enregistrées assistées	%	ND	ND	ND	ND	90,0	95,0	95,0	DGAS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Réduire la vulnérabilité des personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées assistés	Nombre	2021	0,0	376,0	377,0	400,0	450,0	500,0	DPH
			Nombre de personnes handicapées installées sur le plan socio professionnel	Nombre	2020	35,0	0,0	0,0	150,0	150,0	500,0	DPH
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Réduire la vulnérabilité des personnes âgées	Proportion des personnes âgées identifiées ayant bénéficié d'au moins une prise en charge sociale	%	2019	66,1	65,0	65,0	67,0	69,0	70,0	DPA
A2.3	Assistance sociale aux indigents et aux personnes victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assurer l'assistance aux indigents et le relèvement des populations victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Proportion des personnes victimes de catastrophe naturelles et ou anthropiques et des déplacées internes identifiées ayant bénéficiées d'au moins une assistance	%	2019	60,0	80,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DGC
			Proportion des indigents identifiés ayant bénéficiés d'au moins une assistance	%	2019	68,0	110,0	80,0	82,0	85,0	90,0	ASN
A2.4	Assistance aux réfugiés	Assurer l'assistance des réfugiés	Proportion des réfugiés assistés	%	2019	67,0	96,5	70,0	71,0	72,0	74,0	CNAR
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	Taux de prise en charge des enfants vulnérables identifiés	%	2020	24,8	28,5	30,8	32,0	34,0	35,0	DGPE
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Réduire la vulnérabilité des enfants	Nombre d'adolescents à risque de traite identifiés bénéficiant de l'insertion socioprofessionnelle	Nombre	2021	47,0	36,0	36,0	47,0	36,0	36,0	DPSV
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	Assurer la prise en charge des enfants vulnérables	Nombre d'enfants victimes de traite pris en charge	Nombre	2021	112,0	162,0	150,0	140,0	130,0	120,0	DAED
			Nombre d'enfants victimes de violences, abus et exploitation sexuels pris en charge	Nombre	2021	7 905,0	7 604,0	7 000,0	6 500,0	6 000,0	5 500,0	DAED

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	Indice de la condition de la femme (ICF)	%	2018	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	DGGPF
			Proportion de femmes occupantes des postes de direction dans l'administration publique et les institutions de l'Etat	%	2021	12,0	13,5	15,0	17,0	20,0	22,0	DGGPF
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Améliorer la participation des femmes aux instances de prise de décisions	Proportion de femmes occupant des postes de direction dans l'administration publique	%	2021	11,0	12,0	12,0	12,2	12,5	13,0	DGDF
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	Contribuer à l'autonomisation économique des femmes	Nombre de femmes guéries de fistule obstétricale et victimes des VBG bénéficiant de la réinsertion socioéconomique	Nombre	2021	35,0	45,0	45,0	48,0	50,0	50,0	DCAPEF
			Nombre d'organisations féminines et mixte appuyées en matériels de production et de transformation	Nombre	2021	6,0	15,0	20,0	25,0	30,0	35,0	DCAPEF
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	Contribuer à la promotion de l'éducation de la fille et à la réduction de toutes les formes de violences basées sur le genre	Nombre de filles excellentes aux examens CEPD, BEPC et BAC2 primées	Nombre	2020	110,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	DFEJF
			Nombre de victimes de violences basées sur le genre prises en charge	Nombre	2020	2 009,0	2 140,0	2 390,0	2 500,0	2 600,0	2 700,0	DFEJF
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	Taux d'alphabétisation	%	2018	66,5	66,5	66,5	67,0	67,0	67,5	DGAENF
			Proportion d'alphabétisés parmi les inscrits	%	2021	52,8	54,5	55,0	57,0	58,0	59,0	DGAENF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Réduire le taux d'analphabétisme des jeunes et adultes	% des analphabètes ayant accès aux programmes d'alphabétisation	%	2021	44,0	32,0	53,0	54,0	55,0	56,0	DAFA
			Taux de réussite des apprenants en alphabétisation	%	2021	86,8	84,2	90,0	90,5	91,0	91,5	DAFA
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	Assurer la prise en charge éducative des enfants (9-14 ans) hors du système éducatif,	% d'enfants (9-14 ans) hors-école ayant accès aux programmes d'éducation non formelle	%	2021	13,0	28,9	18,0	20,0	21,0	22,0	DENFA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	99 031	1 677 075	103 000	1 681 596	173 000	1 552 294	103 000	1 477 387	103 000	1 470 074	379 000	4 499 755
P2	Promotion de l'action sociale	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	0	535 811	35 000	672 116	194 000	758 436	378 000	948 669	182 000	746 457	754 000	2 453 562
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	0	332 074	0	362 611	0	368 945	0	374 391	0	370 390	0	1 113 726
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	70 681	629 387	75 000	634 946	408 160	960 597	755 948	1 315 280	363 267	925 975	1 527 375	3 201 852
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	0	164 556	0	198 472	0	187 627	0	190 225	0	188 832	0	566 684
Total des programmes			169 712	3 338 904	213 000	3 549 741	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728	2 660 375	11 835 579

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	1 578 044	0	1 578 596	0	1 379 294	0	1 374 387	0	1 367 074	0	4 120 755	
Charges financières de la dette											0	0	
Personnel	0	1 371 105	0	1 371 546	0	1 171 869	0	1 160 395	0	1 146 318	0	3 478 582	
Biens et Services	0	167 739	0	167 850	0	168 225	0	174 792	0	181 556	0	524 573	
Transferts Courants	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	117 600	
Dépenses en capital	99 031	99 031	103 000	103 000	173 000	173 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	379 000	379 000
Dépenses d'investissement	99 031	99 031	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	70 000	70 000	0	0	0	0	0	70 000	70 000
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	70 000	70 000	0	0	0	0	0	70 000	70 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital												0	0
Total	99 031	1 677 075	103 000	1 681 596	173 000	1 552 294	103 000	1 477 387	103 000	1 470 074	379 000	4 499 755	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	535 811	0	637 116	0	564 436	0	570 669	0	564 457	0	1 699 562
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	139 786	0	237 983	0	162 303	0	168 536	0	162 324	0	493 163
Biens et Services	0	15 510	0	14 133	0	14 133	0	14 133	0	14 133	0	42 399
Transferts Courants	0	380 515	0	385 000	0	388 000	0	388 000	0	388 000	0	1 164 000
Dépenses en capital	0	0	35 000	35 000	194 000	194 000	378 000	378 000	182 000	182 000	754 000	754 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	35 000	35 000	194 000	194 000	378 000	378 000	182 000	182 000	754 000	754 000
Investissement financés sur RI	0	0	35 000	35 000	194 000	194 000	378 000	378 000	182 000	182 000	754 000	754 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	535 811	35 000	672 116	194 000	758 436	378 000	948 669	182 000	746 457	754 000	2 453 562

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	332 074	0	362 611	0	368 945	0	374 391	0	370 390	0	1 113 726
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	161 430	0	193 306	0	198 640	0	204 086	0	200 085	0	602 811
Biens et Services	0	17 645	0	16 305	0	16 305	0	16 305	0	16 305	0	48 915
Transferts Courants	0	153 000	0	153 000	0	154 000	0	154 000	0	154 000	0	462 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	332 074	0	362 611	0	368 945	0	374 391	0	370 390	0	1 113 726

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	558 706	0	559 946	0	552 437	0	559 332	0	562 708	0	1 674 477
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	146 690	0	133 569	0	126 060	0	132 955	0	136 331	0	395 346
Biens et Services	0	12 016	0	11 377	0	11 377	0	11 377	0	11 377	0	34 131
Transferts Courants	0	400 000	0	415 000	0	415 000	0	415 000	0	415 000	0	1 245 000
Dépenses en capital	70 681	70 681	75 000	75 000	408 160	408 160	755 948	755 948	363 267	363 267	1 527 375	1 527 375
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	70 681	70 681	75 000	75 000	408 160	408 160	755 948	755 948	363 267	363 267	1 527 375	1 527 375
Investissement financés sur RI	70 681	70 681	75 000	75 000	408 160	408 160	755 948	755 948	363 267	363 267	1 527 375	1 527 375
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	70 681	629 387	75 000	634 946	408 160	960 597	755 948	1 315 280	363 267	925 975	1 527 375	3 201 852

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	164 556	0	198 472	0	187 627	0	190 225	0	188 832	0	566 684
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	55 290	0	89 624	0	78 779	0	81 377	0	79 984	0	240 140
Biens et Services	0	9 267	0	8 848	0	8 848	0	8 848	0	8 848	0	26 544
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	164 556	0	198 472	0	187 627	0	190 225	0	188 832	0	566 684

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	169 712	3 338 904	213 000	3 549 741	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728	2 660 375	11 835 579
Hors Projets	99 031	3 268 224	103 000	3 439 741	103 000	3 155 739	103 000	3 172 004	103 000	3 156 461	309 000	9 484 204
Projets	70 681	70 681	110 000	110 000	672 160	672 160	1 133 948	1 133 948	545 267	545 267	2 351 375	2 351 375
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	169 712	3 338 904	213 000	3 549 741	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728	2 660 375	11 835 579

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 169 193	0	3 336 741	0	3 052 739	0	3 069 004	0	3 053 461	0	9 175 204
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 874 301	0	2 026 028	0	1 737 651	0	1 747 349	0	1 725 042	0	5 210 042
Biens et Services	0	222 177	0	218 513	0	218 888	0	225 455	0	232 219	0	676 562
Transferts Courants	0	1 072 715	0	1 092 200	0	1 096 200	0	1 096 200	0	1 096 200	0	3 288 600
Dépenses en capital	169 712	169 712	213 000	213 000	775 160	775 160	1 236 948	1 236 948	648 267	648 267	2 660 375	2 660 375
Dépenses d'investissement	99 031	99 031	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	70 681	70 681	110 000	110 000	672 160	672 160	1 133 948	1 133 948	545 267	545 267	2 351 375	2 351 375
Investissement financés sur RI	70 681	70 681	110 000	110 000	672 160	672 160	1 133 948	1 133 948	545 267	545 267	2 351 375	2 351 375
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	169 712	3 338 904	213 000	3 549 741	775 160	3 827 899	1 236 948	4 305 952	648 267	3 701 728	2 660 375	11 835 579

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	49	242 234	46	201 421	43	197 312	43	204 388	42	199 020
Catégorie A2	235	858 802	234	826 487	233	812 273	232	816 849	229	802 223
Catégorie A3	11	30 895	13	42 522	13	44 384	13	46 108	13	46 952
Catégorie B	128	538 004	128	596 623	121	503 715	118	501 426	117	498 269
Catégorie C	49	78 126	47	96 691	45	77 065	40	79 151	40	79 151
Catégorie D	16	26 581	18	23 254	16	22 121	11	18 647	11	18 647
Contractuels	52	20 209	52	69 075	59	80 780	59	80 780	59	80 780
Volontaires	0	79 452	0	169 954	0	0	0	0	0	0
TOTAL	540	1 874 301	538	2 026 028	530	1 737 651	516	1 747 349	511	1 725 042

3.2.17. Ministère des sports et des loisirs (Section 750)

Le ministère des sports et des loisirs assure, la mise en œuvre de la politique générale du gouvernement en matière des sports et des loisirs et la tutelle technique des fédérations nationales sportives. Il œuvre à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur, au renforcement et à la modernisation des infrastructures et des équipements sportifs. Par ailleurs, il travaille à l'émergence d'une industrie du sport capable de porter et de rendre l'économie sportive de plus en plus structurée et résiliente à travers la mise en place de mécanismes de mobilisation optimale de ressources financières pour venir en appont aux efforts consentis par le gouvernement et le mouvement sportif national dans le but d'assouvir les besoins en investissement qu'exigent le sport amateur et le sport professionnel. Il œuvre aussi à booster le secteur des loisirs, à accroître sa compétitivité et à renforcer sa contribution à la croissance économique et au développement humain à travers l'amélioration de la gouvernance du secteur et le développement de l'industrie des loisirs à même de contribuer à créer des emplois et à générer des revenus au profit de la jeunesse togolaise.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère a été marquée par l'indisponibilité de certains crédits, due au ralentissement économique et à la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays, impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a eu pour conséquence un faible niveau d'exécution des activités programmées. Malgré cette situation un peu difficile, des efforts ont été consentis pour la délocalisation et la relocalisation des centres de développement des sports de Kpalimé et de Bassar sur de nouveaux sites, modernes et adaptés à la pratique du football, la tenue des championnats scolaires et universitaires, la construction de cinq (05) plateformes multisports et la participation de nos différentes sélections nationales et de nos athlètes à certaines compétitions internationales. Le chantier des réformes dans le secteur des sports et des loisirs s'est poursuivi avec la consolidation du projet de professionnalisation du football togolais et la prise en main de la politique nationale des loisirs. Ces activités ont permis de consolider les acquis et d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous nos programmes.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur un meilleur financement de nos programmes en vue de leur mise en œuvre optimale et de contribuer à la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités, notamment le renforcement du financement, d'une part, du secteur des sports, et d'autre part, le financement du secteur des loisirs, la modernisation et la construction de nouvelles infrastructures sportives et de loisirs, la mise en route du projet pilote de la professionnalisation du football et son extension progressive à toutes les autres disciplines sportives. En somme, un accent sera mis sur la poursuite de nos programmes et des réformes inscrites à notre agenda afin de faire du secteur des sports et loisirs l'un des pôles d'un Togo émergent.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (3) programmes déclinés en neuf (09) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MSL ; (ii) sports ; (iii) loisirs. Globalement, les trois (3) programmes du MSL sont projetés à 5.418.266.000 FCFA en 2024, 3.957.911.000 FCFA en 2025 et 3.961.027.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MSL	Améliorer la qualité des services du MSL	Taux d'exécution physique des programmes du MSL	%	2022	85,0	81,7	90,0	95,0	95,0	95,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MSL	%	2022	7,0	7,0	7,0	5,0	10,0	10,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSL	Renforcer les capacités opérationnelles du MSL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	65,0	65,0	70,0	75,0	80,0	85,0	SG
			Nombre de cadres de concertations tenus	Nbre	2022	15,0	20,0	25,0	30,0	35,0	40,0	Cab.
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	95,0	91,0	95,0	90,0	95,0	96,0	DAF
A1.3	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Périodicité de mise à jour des données en ligne	Semaine	2022	52,0	52,0	52,0	53,0	52,0	52,0	Cellule d'information
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MSL	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2022	60,0	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	DPSSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2022	55,0	55,0	60,0	74,0	80,0	85,0	Cellule genre
P2	SPORTS	Rendre le sport togolais plus compétitif	Nombre de titres remportés	Nbre	2022	10,0	10,0	10,0	10,0	12,0	14,0	DSEP
A2.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Disposer des infrastructures sportives adaptées	Nombre d'infrastructures et équipements sportifs répondant aux normes internationales	Nombre	2022	4,0	4,0	5,0	5,0	6,0	7,0	DIESEL
A2.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Contribuer à relever le niveau de performance du sport togolais	Nombre de sportifs de haut niveau	Nombre	2022	35,0	35,0	35,0	37,0	38,0	40,0	DSEP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	Veiller à une bonne santé des acteurs sportifs	Nombre de suivi médical des acteurs sportifs	Nombre	2022	ND	ND	2,0	5,0	7,0	10,0	DMSCD
			Nombre de sportifs régulièrement et efficacement pris en charge	Nombre	2022	ND	ND	2,0	5,0	10,0	10,0	DMSCD
P3	LOISIRS	Promouvoir les loisirs	Taux de réalisation des activités de promotion des loisirs	%	2022	12,0	12,0	15,0	15,0	17,0	20,0	DL
A3.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	Développer la culture de la pratique des loisirs	Taux d'accroissement des clubs de loisirs	%	2022	5,0	5,0	6,0	10,0	12,0	15,0	Direction des Loisirs
			Proportion des promoteurs de loisirs accompagnés	%	2022	15,0	15,0	20,0	22,0	25,0	30,0	Direction des Loisirs

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services MSL	Améliorer la qualité des services du MSL	3 083 088	1 315 846	203 000	1 208 265	805 346	1 843 572	103 000	372 874	103 000	374 029	1 011 346	2 590 475
P2	Sports	Rendre le sport togolais plus compétitif	0	3 905 521	0	2 556 553	0	3 534 595	0	3 543 636	0	3 544 530	0	10 622 761
P3	Loisirs	Promouvoir les loisirs	0	93 014	0	28 972	0	40 099	0	41 400	0	42 468	0	123 968
Total des programmes			3 083 088	5 314 381	203 000	3 793 790	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027	1 011 346	13 337 204

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	325 036	0	255 265	0	271 588	0	269 874	0	271 029	0	812 491
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	226 681	0	165 265	0	176 588	0	172 024	0	169 791	0	518 403
Biens et Services	0	98 355	0	90 000	0	95 000	0	97 850	0	101 238	0	294 088
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 083 088	990 810	203 000	953 000	805 346	1 571 984	103 000	103 000	103 000	103 000	1 011 346	1 777 984
Dépenses d'investissement	99 988	99 988	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	2 983 100	890 822	100 000	850 000	702 346	1 468 984	0	0	0	0	702 346	1 468 984
Investissement financés sur RI	2 983 100	890 822	100 000	850 000	702 346	1 468 984	0	0	0	0	702 346	1 468 984
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	3 083 088	1 315 846	203 000	1 208 265	805 346	1 843 572	103 000	372 874	103 000	374 029	1 011 346	2 590 475

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 905 521	0	2 556 553	0	3 534 595	0	3 543 636	0	3 544 530	0	10 622 761
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	51 293	0	430 422	0	408 915	0	416 286	0	415 912	0	1 241 113
Biens et Services	0	141 051	0	56 131	0	55 680	0	57 350	0	58 618	0	171 648
Transferts Courants	0	3 713 177	0	2 070 000	0	3 070 000	0	3 070 000	0	3 070 000	0	9 210 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	3 905 521	0	2 556 553	0	3 534 595	0	3 543 636	0	3 544 530	0	10 622 761

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	93 014	0	28 972	0	40 099	0	41 400	0	42 468	0	123 968
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	87 316	0	23 472	0	34 599	0	35 735	0	36 633	0	106 968
Biens et Services	0	5 698	0	5 500	0	5 500	0	5 665	0	5 835	0	17 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	93 014	0	28 972	0	40 099	0	41 400	0	42 468	0	123 968

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 083 088	5 314 381	203 000	3 793 790	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027	1 011 346	13 337 204
Hors Projets	99 988	4 423 559	103 000	2 943 790	103 000	3 949 282	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027	309 000	11 868 220
Projets	2 983 100	890 822	100 000	850 000	702 346	1 468 984	0	0	0	0	702 346	1 468 984
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	3 083 088	5 314 381	203 000	3 793 790	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027	1 011 346	13 337 204

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 323 571	0	2 840 790	0	3 846 282	0	3 854 911	0	3 858 027	0	11 559 220
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	365 290	0	619 159	0	620 102	0	624 046	0	622 336	0	1 866 484
Biens et Services	0	245 104	0	151 631	0	156 180	0	160 865	0	165 691	0	482 736
Transferts Courants	0	3 713 177	0	2 070 000	0	3 070 000	0	3 070 000	0	3 070 000	0	9 210 000
Dépenses en capital	3 083 088	990 810	203 000	953 000	805 346	1 571 984	103 000	103 000	103 000	103 000	1 011 346	1 777 984
Dépenses d'investissement	99 988	99 988	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	2 983 100	890 822	100 000	850 000	702 346	1 468 984	0	0	0	0	702 346	1 468 984
Investissement financés sur RI	2 983 100	890 822	100 000	850 000	702 346	1 468 984	0	0	0	0	702 346	1 468 984
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	3 083 088	5 314 381	203 000	3 793 790	805 346	5 418 266	103 000	3 957 911	103 000	3 961 027	1 011 346	13 337 204

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	47	145 803	43	270 256	40	271 450	40	275 379	40	288 362
Catégorie A2	26	99 296	23	96 102	20	101 226	20	104 434	20	110 728
Catégorie A3	1	0	2	6 380	1	3 753	1	3 754	1	3 753
Catégorie B	36	40 012	35	108 462	30	117 376	30	120 036	28	120 011
Catégorie C	59	58 798	50	111 643	40	101 902	38	98 995	9	90 527
Catégorie D	29	21 381	15	26 316	15	24 395	12	21 448	4	8 955
Contractuels	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	225	365 290	168	619 159	146	620 102	141	624 046	102	622 336

3.2.18. Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)

Le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière met en œuvre la politique du gouvernement en matière de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, en collaboration avec les autres ministres concernés. A cet titre, il (i) définit et coordonne les interventions de l'Etat et des différents acteurs dans les opérations d'aménagement et en matière de politique foncière dans les villes et les établissements humains ; (ii) participe à la maîtrise du foncier dans les villes et les établissements humains ; (iii) élabore et met en œuvre les programmes de développement urbain, de planification et de viabilisation des espaces urbains ; (iv) œuvre, en collaboration avec les autres ministres concernés, à l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers, notamment l'accès à un service d'assainissement adéquat et d'aménagement des espaces verts.

Au titre de la gestion 2023, les résultats principaux ci-après ont obtenus : le démarrage des travaux préparatoires et des études pour la construction de 20 000 logements sur le site de Kpomé, poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage de 14,34 km de voirie à Lomé ; le démarrage des travaux de construction du pont Kpélouway à Kara, le démarrage de la fourniture et des travaux d'extension et d'adduction d'eau potable dans les villes de Dapaong et de Naki-est ; l'élaboration et la validation des Plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes Avé 2 et Zio 1 et le démarrage du processus d'élaboration de ceux des communes Lacs 1, Lacs 2, Lacs 3 et Lacs 4 et des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) des communes Zio 1, Kloto 1, Ogou 1, Tône 1, Tchaoudjo 1 et Kozah 1, la collecte et le transport des déchets des 6 communes d'Agoé Nyivé et de la commune Golfe 7 vers le centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképé, l'entretien des ouvrages d'assainissement et des bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé.

Face à l'urbanisation galopante (taux d'urbanisation de 43% au Togo de nos jours) qui entraîne de profondes mutations d'usage du sol, les principaux défis à relever sont (i) la facilitation de l'accès à un logement décent à travers la poursuite de la mise en œuvre du projet de construction de 20 000 logements décents à Kpomé (projet P7) ; (ii) la maîtrise de la croissance urbaine par l'élaboration et la mise en œuvre des documents d'urbanisme ; (iii) l'amélioration de la gouvernance foncière et urbaine et (iv) l'amélioration du cadre de vie de la population.

Pour relever ces défis, le ministère compte, au titre de l'année 2024, (i) finaliser les études de faisabilité pour la construction 20 000 logements et démarrer les travaux d'aménagement du site de Kpomé ; (ii) réceptionner travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de 14.34 km de rues urbaines à Lomé, les travaux de construction du pont Kpélouwai à Kara et les travaux d'adduction et d'extension du réseau d'eau à Dapaong et Naki-Est ; (iii) doter les communes de documents d'urbanisme ; (iv) faire adopter l'avant-projet de loi portant code de l'urbanisme et de la construction ; (v) collecter et évacuer les déchets à la décharge finale d'Aképé dans le Grand Lomé ; (vi) entretenir les ouvrages d'assainissement et des bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé ; (vii) observer et niveler 397 bornes géodésiques dans les régions centrale, plateaux et maritime et (viii) assurer le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire.

Les priorités relevées seront mise en œuvre à travers quatre (04) programmes déclinés en dix-sept (17) actions. Ces programmes sont : (1) Pilotage et soutien aux services du MUHRF ; (2) Information géographique ; (3) Logement décent et (4) Cadre de vie. Globalement, les quatre (4) programmes du ministère sont projetés à 12 694 054 000 F CFA en 2024, 12 580 841 000 F CFA en 2025 et 33 120 727 000 F CFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF	Taux d'exécution physique des programmes du MUHRF	%	2022	75,0	75,0	80,0	90,0	100,0	100,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MUHRF	%	2022	3,0	3,0	3,0	5,0	10,0	15,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MUHRF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	60,0	60,0	75,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2022	5,0	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0	DAAF/ Division RH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Nombre de jour	2022	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	67,4	67,4	70,0	100,0	100,0	100,0	DAAF/ Division comptabilité
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	Unité	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Conseiller en communication
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2022	50,0	50,0	50,0	55,0	60,0	65,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et la protection de l'environnement	Création d'une cellule et environnement et son opérationnalisation	Unité	2024	1	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cellule climat et environnement
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2024	18,9	0,0	0,0	18,9	20,0	22,0	Cellule climat et environnement
P2	Information géographique	Répondre au besoin national en information géographique fiable à jour	Taux de couverture national en information géographique à jour	%	2022	28,0	28,0	43,0	48,0	55,0	75,0	DGIGC
A2.1	Bornes géodésiques	Mettre à disposition des repères fixes et stables sur l'ensemble du territoire	Proportion de bornes géodésiques déterminées en position spatiale par an	%	2022	39,0	39,0	72,0	100,0	0,0	0,0	DGIGC/DIG
A2.2	Cartographie de masse	Couvrir les besoins des acteurs de développement en matière de cartes	Nombre de carte produite par an	Nombre	2022	250,0	250,0	350,0	450,0	500,0	550,0	DGIGC/DC
A2.3	Observatoire de développement urbain	Doter les acteurs de développement de données urbaines fiables et à jour	Nombre d'antennes de collecte de données pour l'observatoire mis en place par an	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	3,0	CITAFRIC
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	Nombre de logement décents construire par an par l'Etat	Nombre	2021	143,0	143,0	0,0	1 200,0	20 000,0	21 000,0	DGUH
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	Assurer une gestion optimale de l'espace urbain	Proportion de communes dotées de documents d'urbanisme à jour par an	%	2023	43,0	0,0	43,0	68,0	81,0	94,0	DGUH/DDU
A3.2	Contrôle des normes de construction	Renforcer la qualité et la sécurité des constructions	Nombre de permis de construire instruits par an	Nombre	2022	336,0	336,0	524,0	600,0	600,0	600,0	DGUH/DH
A3.3	Réforme foncière	Sécuriser le foncier	Nombre de textes proposés à adoption par an	Nombre	2022	1,0	1,0	4,0	5,0	8,0	0,0	DAJC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.4	Production et promotion des matériaux locaux de construction	Promouvoir l'utilisation des matériaux locaux de construction	Taux de satisfaction des besoins exprimés par an en matériaux locaux	%	2022	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CCL
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	Population ayant bénéficié de l'amélioration de cadre de vie	Nombre	2022	278 435,0	278 435,0	302 685,0	355 050,0	591 750,0	887 625,0	DGIEU
A4.1	Aménagement de la voirie	Faciliter la circulation urbaine et contribuer à la sécurisation du transport routier	Mètre linéaire de caniveaux construits par an	ml	2022	11 600,0	11 600,0	11 360,0	13 350,0	15 200,0	16 000,0	DGIEU/DIU
			Mètre linéaire de routes aménagées par an	ml	2022	3 200,0	3 200,0	0,0	6 000,0	10 000,0	15 000,0	DGIEU/DIU
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	Contribuer à la réduction des risques d'inondations et préserver la salubrité publique	Linéaire des ouvrages d'assainissement entretenus dans les communes	ml	2022	2 800,0	2 800,0	3 000,0	5 000,0	6 000,0	7 000,0	ANASAP
			Quantité de déchets collectés et transportés au Centre d'enfouissement technique d'Aképé	Tonne	2022	68 709,8	68 709,8	100 000,0	110 000,0	120 000,0	120 000,0	ANASAP
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	Contribuer à l'embellissement de l'environnement urbain	Surface d'espaces verts aménagée par an	m²	2022	7 236,0	7 236,0	10 800,0	14 364,0	19 104,0	25 408,0	DCV
			Nombre de plants mis en terre par an	Nombre	2022	200,0	200,0	297,0	395,0	525,0	698,0	ANASAP/DCV

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF	2 170 135	2 453 885	51 000	384 170	92 500	311 801	91 600	323 686	91 000	328 354	275 100	963 841
P2	Information géographique	Répondre au besoin national en information géographique fiable à jour	122 228	197 834	350 500	412 831	502 000	563 332	3 900	67 661	4 500	68 140	510 400	699 133
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	366 719	627 325	10 072 146	4 171 589	7 748 050	5 568 979	14 936 090	4 858 841	24 005 500	11 022 833	46 689 640	21 450 653
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	5 554 464	6 957 726	39 765 965	12 037 861	34 524 266	6 249 942	11 491 513	7 330 653	16 805 387	21 701 400	62 821 166	35 281 995
Total			8 213 546	10 236 770	50 239 611	17 006 451	42 866 816	12 694 054	26 523 103	12 580 841	40 906 387	33 120 727	110 296 306	58 395 622

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	283 750	0	333 170	0	219 301	0	232 086	0	237 354	0	688 741
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	211 044	0	266 873	0	131 576	0	143 461	0	144 813	0	419 850
Biens et Services	0	72 706	0	66 297	0	87 725	0	88 625	0	92 541	0	268 891
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	2 170 135	2 170 135	51 000	51 000	92 500	92 500	91 600	91 600	91 000	91 000	275 100	275 100
Dépenses d'investissement	2 170 135	2 170 135	51 000	51 000	92 500	92 500	91 600	91 600	91 000	91 000	275 100	275 100
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	2 170 135	2 453 885	51 000	384 170	92 500	311 801	91 600	323 686	91 000	328 354	275 100	963 841

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	75 606	0	62 331	0	61 332	0	63 761	0	63 640	0	188 733
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	49 906	0	37 975	0	33 832	0	34 350	0	34 229	0	102 411
Biens et Services	0	5 700	0	4 356	0	7 500	0	9 411	0	9 411	0	26 322
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	122 228	122 228	350 500	350 500	502 000	502 000	3 900	3 900	4 500	4 500	510 400	510 400
Dépenses d'investissement	1 000	1 000	500	500	2 000	2 000	3 900	3 900	4 500	4 500	10 400	10 400
Projets d'investissement	121 228	121 228	350 000	350 000	500 000	500 000	0	0	0	0	500 000	500 000
Investissement financés sur RI	121 228	121 228	350 000	350 000	500 000	500 000	0	0	0	0	500 000	500 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	122 228	197 834	350 500	412 831	502 000	563 332	3 900	67 661	4 500	68 140	510 400	699 133

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	260 606	0	231 751	0	263 394	0	266 284	0	267 333	0	797 011
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	149 613	0	124 701	0	149 094	0	152 484	0	153 533	0	455 111
Biens et Services	0	10 993	0	7 050	0	14 300	0	13 800	0	13 800	0	41 900
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	366 719	366 719	10 072 146	3 939 838	7 748 050	5 305 585	14 936 090	4 592 557	24 005 500	10 755 500	46 689 640	20 653 642
Dépenses d'investissement	3 790	3 790	2 250	2 250	6 500	6 500	5 500	5 500	5 500	5 500	17 500	17 500
Projets d'investissement	362 929	362 929	10 069 896	3 937 588	7 741 550	5 299 085	14 930 590	4 587 057	24 000 000	10 750 000	46 672 140	20 636 142
Investissement financés sur RI	362 929	362 929	8 640 000	2 730 192	5 514 850	3 500 000	14 930 590	3 936 942	24 000 000	10 750 000	44 445 440	18 186 942
Investissement financés sur RE	0	0	1 429 896	1 207 396	2 226 700	1 799 085	0	650 115	0	0	2 226 700	2 449 200
Transferts en capital											0	0
Total	366 719	627 325	10 072 146	4 171 589	7 748 050	5 568 979	14 936 090	4 858 841	24 005 500	11 022 833	46 689 640	21 450 653

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	706 649	0	805 332	0	821 459	0	831 063	0	829 013	0	2 481 535
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	100 282	0	113 959	0	122 363	0	120 613	0	356 935
Biens et Services	0	6 649	0	5 050	0	7 500	0	8 700	0	8 400	0	24 600
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	5 554 464	6 251 077	39 765 965	11 232 529	34 524 266	5 428 483	11 491 513	6 499 590	16 805 387	20 872 387	62 821 166	32 800 460
Dépenses d'investissement	1 000	1 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	6 000	6 000
Projets d'investissement	5 553 464	6 250 077	39 764 965	11 231 529	34 522 266	5 426 483	11 489 513	6 497 590	16 803 387	20 870 387	62 815 166	32 794 460
Investissement financés sur RI	3 888 549	4 585 162	32 976 633	4 443 197	34 522 266	5 401 483	11 489 513	6 497 590	16 803 387	20 870 387	62 815 166	32 769 460
Investissement financés sur RE	1 664 915	1 664 915	6 788 332	6 788 332	0	25 000	0	0	0	0	0	25 000
Transferts en capital											0	0
Total	5 554 464	6 957 726	39 765 965	12 037 861	34 524 266	6 249 942	11 491 513	7 330 653	16 805 387	21 701 400	62 821 166	35 281 995

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	6 548 631	8 571 855	42 021 383	9 010 723	40 640 116	10 869 969	26 523 103	11 930 726	40 906 387	33 120 727	108 069 606	55 921 422
Hors Projets	2 175 925	3 502 536	54 750	1 487 334	103 000	1 468 486	103 000	1 496 194	103 000	1 500 340	309 000	4 465 020
Projets	4 360 154	5 056 767	41 953 367	7 510 123	40 382 087	9 246 454	26 420 103	10 434 532	40 803 387	31 620 387	107 605 577	51 301 373
Fonds de contrepartie	12 552	12 552	13 266	13 266	155 029	155 029	0	0	0	0	155 029	155 029
Financement extérieur	1 664 915	1 664 915	8 218 228	7 995 728	2 226 700	1 824 085	0	650 115	0	0	2 226 700	2 474 200
Dons	0	0	129 896	129 896	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	1 664 915	1 664 915	8 088 332	7 865 832	2 226 700	1 824 085	0	650 115	0	0	2 226 700	2 474 200
Banque mondiale	1 664 915	1 664 915	6 788 332	6 788 332	0	25 000	0	0	0	0	0	25 000
TOTAL DE FINANCEMENT	8 213 546	10 236 770	50 239 611	17 006 451	42 866 816	12 694 054	26 523 103	12 580 841	40 906 387	33 120 727	110 296 306	58 395 622

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 326 611	0	1 432 584	0	1 365 486	0	1 393 194	0	1 397 340	0	4 156 020
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	410 563	0	529 831	0	428 461	0	452 658	0	453 188	0	1 334 307
Biens et Services	0	96 048	0	82 753	0	117 025	0	120 536	0	124 152	0	361 713
Transferts Courants	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	2 460 000
Dépenses en capital	8 213 546	8 910 159	50 239 611	15 573 867	42 866 816	11 328 568	26 523 103	11 187 647	40 906 387	31 723 387	110 296 306	54 239 602
Dépenses d'investissement	2 175 925	2 175 925	54 750	54 750	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	6 037 621	6 734 234	50 184 861	15 519 117	42 763 816	11 225 568	26 420 103	11 084 647	40 803 387	31 620 387	109 987 306	53 930 602
Investissement financés sur RI	4 372 706	5 069 319	41 966 633	7 523 389	40 537 116	9 401 483	26 420 103	10 434 532	40 803 387	31 620 387	107 760 606	51 456 402
Investissement financés sur RE	1 664 915	1 664 915	8 218 228	7 995 728	2 226 700	1 824 085	0	650 115	0	0	2 226 700	2 474 200
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	8 213 546	10 236 770	50 239 611	17 006 451	42 866 816	12 694 054	26 523 103	12 580 841	40 906 387	33 120 727	110 296 306	58 395 622

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	69 796	14	74 926	14	57 677	14	62 745	14	62 818
Catégorie A2	45	184 753	44	235 480	44	181 272	44	197 198	31	139 097
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	13	58 331
Catégorie B	19	78 007	17	90 981	17	70 037	16	71 708	17	76 279
Catégorie C	10	41 056	15	80 277	15	61 797	15	67 226	14	62 818
Catégorie D	2	8 211	2	10 704	2	8 240	2	8 964	2	8 974
Contractuels	7	28 739	7	37 463	12	49 438	10	44 818	10	44 870
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	100	410 563	99	529 831	104	428 461	101	452 658	101	453 188

3.2.19. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810)

Selon le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural élabore et met en œuvre les politiques/programmes agricoles et définit les actions de développement agricole au plan national et au niveau régional. Il veille à l'amélioration de la productivité et à l'augmentation de la production vivrière et de la production pour l'exportation. Il poursuit l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du développement agricole et rural et la professionnalisation des filières en vue de favoriser l'émergence de l'entreprenariat agricole et de nouvelles filières de production. Il propose toutes les mesures susceptibles de garantir la sécurité alimentaire, contrôle et évalue l'offre de services agricoles et améliore la qualité des services offerts aux producteurs en matière de vulgarisation-conseil, de formation, de recherche-développement et d'intrants agricoles et de promotion des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de leur structuration au niveau local, régional et national.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère se poursuit dans un contexte caractérisé par la suspension des engagements des lignes budgétaires sur ressource interne entraînant un blocage de la plupart des activités. Les activités phares réalisées sont entre autres : l'opérationnalisation de l'Agence de transformation agricole (ATA), l'aménagement hydroagricole en cours dans la plaine de l'Oti, des bas-fonds, des pistes de desserte et de désenclavement, l'acquisition et mise à disposition des producteurs des intrants de qualité et semences certifiées, la construction en cours des magasins et aires de séchages, de 07 centres de transformation agricole (CTA) dans l'agropole de la Kara, le lancement des travaux de construction de deux centres régionaux de mécanisation agricole (à Kpalimé dans la Région des plateaux Ouest et à Tchitchao dans la région de la Kara), le renforcement en cours de 25 centres de formation de formation agricoles et rurales (CFAR) à travers la construction/réhabilitation de leur locaux, la formation des formateurs et leur équipement.

Les défis majeurs à relever en 2024 par le département sont entre autres : la mécanisation agricole, la maîtrise de l'eau, la mise à disposition des intrants de qualité et la transformation agro-industrielle des produits agricoles.

A cet effet, les priorités du MAEDR pour 2024 sont la promotion et le développement de la maîtrise de l'eau (micro-irrigation, aménagement de retenues d'eau à des fins de production agricole et d'élevage), la promotion et le développement de la mécanisation agricole à travers la mise en place des 04 autres centres régionaux de mécanisation, la poursuite de l'aménagement des terres (ZAAP, bas-fonds et périmètres irrigués), le développement du secteur semencier avec la production de semences de variétés performantes, la facilitation de l'accès des producteurs au financement pour les producteurs agricoles, l'accélération de la mise en place des infrastructures de production et de transformation agroindustrielle et la mobilisation du secteur privé pour les investissements dans le secteur.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers quatre (4) programmes déclinés en vingt-trois (23) actions. Ces programmes sont : (i) pilotage et soutien des services du MAEDR, (ii) organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques, (iii) amélioration de la productivité et valorisation des produits et (iv) sécurité alimentaire et résilience des populations. Globalement, les quatre (4) programmes du MAEDR sont projetés à 52,08 milliards en 2024 ; 61,85 milliards en 2025 et 67,65 milliards en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MAEDR	Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR	Taux d'exécution physique des programmes du MAEDR	%	2019	78,8	80,0	85,0	90,0	100,0	100,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MAEDR	%	2020	6,1	4,5	12,0	13,0	14,0	15,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR	Nombre de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	20,0	26,0	26,0	28,0	30,0	35,0	Cab
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2020	10,0	8,0	8,0	7,0	7,0	7,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources du MAEDR	Taux d'exécution du budget	%	2020	90,7	80,0	85,0	85,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	77,0	80,0	85,0	85,0	90,0	95,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistique et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Publier régulièrement les activités du ministère	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Nombre	2020	1,0	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	Cellule de Communication du MAEDR
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le secteur agricole de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2020	81,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	INFA
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	1,0	1,0	1,5	2,0	2,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement opérationnelle	Nombre	0	N/A	N/A	1,0	1,0	1,0	1,0	0
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	0	N/A	N/A	N/A	33,4	34,5	35,5	Cellule climat et environnement
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel	Taux de croissance des revenus agricoles dans les agropoles et organisations similaires par rapport aux autres zones rurales	%	2018	0,0	7,0	7,3	7,5	7,5	7,5	DFV
A2.1	Transformation agro-industrielle	Etendre les surfaces cultivées	Superficie exploitée	Ha	2019	5 000,0	30 000,0	70 000,0	100 000,0	130 000,0	150 000,0	APRODAT
A2.2	Accès au financement agricole	Faciliter l'accès au financement aux agriculteurs	Nombre d'agriculteurs ayant bénéficié du financement (contre 75 000 en 2019)	Nombre	2020	87 000,0	445 000,0	630 000,0	815 000,0	1 000 000,0	1 200 000,0	MIFA SA
A2.3	Développement d'une plateforme numérique de gestion des acteurs et activités des chaînes de valeur	Faciliter la gestion des activités des chaînes de valeur	Nombre d'agriculteur ayant accès aux services de conseils agricoles	%	2021	634 641,0	701 496,0	771 646,0	848 810,0	933 691,0	1 027 060,0	ICAT
A2.4	Poursuite de la structuration et du renforcement des organisations professionnelles agricoles	Inciter les acteurs des chaînes de valeur à s'organiser et à renforcer leurs capacités	Nombre de sociétés coopératives immatriculées	Nombre	2021	5 961,0	200,0	210,0	300,0	310,0	310,0	DFDOPA
			Nombre d'interprofessions agricoles promues	Nombre	2020	15,0	16,0	17,0	18,0	19,0	20,0	DFV
A2.5	Cartographie des terres agricoles	Cartographier et consolider les terres agricoles disponibles	Superficie de terres agricoles cartographiées	Ha	2020	0,0	55 000,0	200 000,0	350 000,0	500 000,0	650 000,0	DAEMA
			Surface agricole consolidée	Ha	2020	15 361,0	15 000,0	25 000,0	35 000,0	40 000,0	50 000,0	DAEMA
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production	Taux d'accroissement annuel des rendements pour les principaux produits végétaux	%	2020	-0,4	8,0	8,0	8,0	10,0	12,0	DPPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	Part des besoins en produits agricoles couverte par la production locale pour les segments et cultures prioritaires identifiés (100% en 2025)	%	2020	107,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A3.1	Amélioration des connaissances et des compétences aux nouvelles technologies	Faciliter l'accès des acteurs aux technologies innovantes, adaptées et éprouvées	Nombre de technologies innovantes adoptées	Nombre	2020	10,0	4,0	4,0	5,0	6,0	7,0	ITRA
A3.2	Amélioration de l'accès des EAF aux intrants	Faciliter l'accès aux intrants	Taux de couverture des besoins nationaux en engrais de qualité	%	2020	155,3	86,7	105,9	105,9	105,9	105,9	CAGIA
			Taux de couverture des besoins nationaux en semences de qualité	%	2020	8,0	12,0	14,0	16,0	20,0	24,0	DSP
A3.3	Développement des infrastructures et équipements de productions agricoles	Accroître les capacités d'exploitation et de valorisation du potentiel disponible	Nombre d'exploitants adoptants les outils de mécanisation	Nombre	2020	57 447,0	60 000,0	60 100,0	60 200,0	60 500,0	60 600,0	DAEMA
			Taux d'irrigation	%	2020	0,3	0,6	0,7	1,0	1,2	1,4	DAEMA
A3.4	Développement des infrastructures et équipements de productions animales	Accroître les capacités d'élevage et valorisation du potentiel disponible	Taux d'accroissement des effectifs	%	2020	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	DE
			Taux de couverture vaccinale	%	2020	31,3	30,7	31,4	41,3	50,0	61,3	DE
A3.5	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	Promouvoir les entreprises de transformation agricoles et agroalimentaires	Nombre d'entreprises agroalimentaires appuyées	Nombre	2021	4,0	10,0	20,0	25,0	25,0	25,0	DFDOPA
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	Prévalence de l'insécurité alimentaire (dont insécurité sévère)	%	2020	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	DEFA
A4.1		Renforcer les systèmes nationaux de gestion des	Proportion de personnes en situation de crise (phase 3)	%	2020	0,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DSID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
	Amélioration de la gestion des risques et des crises alimentaires	crises alimentaires et des réponses aux désastres naturels	Stock de sécurité alimentaire constitué	Tonnes	2020	9 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	ANSAT
A4.2	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Promouvoir l'agriculture durable	% des producteurs adoptant des technologies et des pratiques agricoles intelligents sur le plan climatique	%	2020	5,9	5,5	5,9	7,0	8,0	9,0	ICAT
A4.3	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développer un mécanisme de protection d'assurance agricole	% de producteurs couverts par un produit d'assurance agricole	%	2020	30,9	66,4	100,0	100,0	100,0	100,0	DEFA
A4.4	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Faciliter la fortification des aliments de grande consommation en micronutriment essentiels	Part de technologies éprouvées sensible à la nutrition	%	2020	8,2	8,2	21,1	23,3	25,3	27,3	ITRA
A4.5	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	Réduire à 0 les conflits liés à la transhumance	Nombre de conflits	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DE
			Taux d'accroissement des effectifs	%	2020	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	DE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MAEDR	Renforcer les capacités opérationnelles du MAEDR	249 206	5 115 009	406 000	4 090 615	4 706 808	11 415 300	7 108 446	14 417 672	3 407 638	11 238 193	15 222 892	37 071 166
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel	4 318 720	5 057 978	17 931 706	8 164 648	10 050 000	7 990 224	14 330 876	14 978 658	1 173 711	1 891 221	25 554 587	24 860 104
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	9 786 100	19 247 354	41 252 390	26 388 502	23 061 797	21 560 582	13 224 622	18 856 115	26 641 171	36 233 046	70 127 590	81 849 743
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	3 868 651	6 379 383	13 983 056	13 772 695	12 360 000	13 111 871	9 897 560	13 593 296	11 992 982	18 289 670	34 250 542	44 994 837
Total des programmes			18 222 677	35 799 723	73 573 152	52 416 460	50 178 605	52 077 977	44 561 504	61 845 741	43 215 502	67 652 131	145 155 611	188 775 849

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 865 803	0	3 684 615	0	6 708 492	0	7 309 226	0	7 830 555	0	21 848 273
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	4 093 928	0	2 544 118	0	1 975 192	0	2 057 530	0	2 059 511	0	6 092 233
Biens et Services	0	496 875	0	650 497	0	663 300	0	681 696	0	701 044	0	2 046 040
Transferts Courants	0	275 000	0	490 000	0	4 070 000	0	4 570 000	0	5 070 000	0	13 710 000
Dépenses en capital	249 206	249 206	406 000	406 000	4 706 808	4 706 808	7 108 446	7 108 446	3 407 638	3 407 638	15 222 892	15 222 892
Dépenses d'investissement	199 255	199 255	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	618 000	618 000
Projets d'investissement	49 951	49 951	200 000	200 000	4 500 808	4 500 808	6 902 446	6 902 446	3 201 638	3 201 638	14 604 892	14 604 892
Investissement financés sur RI	49 951	49 951	200 000	200 000	4 500 808	4 500 808	6 902 446	6 902 446	3 201 638	3 201 638	14 604 892	14 604 892
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	249 206	5 115 009	406 000	4 090 615	4 706 808	11 415 300	7 108 446	14 417 672	3 407 638	11 238 193	15 222 892	37 071 166

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	739 260	0	338 928	0	440 224	0	454 032	0	461 260	0	1 355 517
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	494 838	0	160 174	0	222 233	0	233 286	0	239 222	0	694 741
Biens et Services	0	24 422	0	28 754	0	42 991	0	45 746	0	47 038	0	135 775
Transferts Courants	0	220 000	0	150 000	0	175 000	0	175 000	0	175 000	0	525 000
Dépenses en capital	4 318 720	4 318 718	17 931 706	7 825 720	10 050 000	7 550 000	14 330 876	14 524 626	1 173 711	1 429 961	25 554 587	23 504 587
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	4 318 720	4 318 718	17 931 706	7 825 720	10 050 000	7 550 000	14 330 876	14 524 626	1 173 711	1 429 961	25 554 587	23 504 587
Investissement financés sur RI	576 883	576 883	2 240 174	727 039	1 500 000	1 550 000	1 686 513	1 386 513	949 961	1 199 961	4 136 474	4 136 474
Investissement financés sur RE	3 741 837	3 741 835	15 691 532	7 098 681	8 550 000	6 000 000	12 644 363	13 138 113	223 750	230 000	21 418 113	19 368 113
Transferts en capital											0	0
Total	4 318 720	5 057 978	17 931 706	8 164 648	10 050 000	7 990 224	14 330 876	14 978 658	1 173 711	1 891 221	25 554 587	24 860 104

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	9 461 254	0	9 950 522	0	6 305 785	0	6 361 364	0	6 401 004	0	19 068 153
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	301 127	0	1 148 170	0	1 438 375	0	1 492 194	0	1 528 876	0	4 459 445
Biens et Services	0	45 127	0	57 352	0	57 410	0	59 170	0	62 128	0	178 708
Transferts Courants	0	9 115 000	0	8 745 000	0	4 810 000	0	4 810 000	0	4 810 000	0	14 430 000
Dépenses en capital	9 786 100	9 786 100	41 252 390	16 437 980	23 061 797	13 254 797	13 224 622	12 494 751	26 641 171	29 832 042	62 927 590	55 581 590
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	9 786 100	9 786 100	41 252 390	16 437 980	23 061 797	13 254 797	13 224 622	12 494 751	26 641 171	29 832 042	62 927 590	55 581 590
Investissement financés sur RI	4 353 161	4 353 161	16 698 411	7 533 024	7 388 582	4 312 582	7 436 120	5 936 120	10 942 953	14 018 953	25 767 655	24 267 655
Investissement financés sur RE	5 432 939	5 432 939	24 553 979	8 904 956	15 673 215	8 942 215	5 788 502	6 558 631	15 698 218	15 813 089	37 159 935	31 313 935
Total	9 786 100	19 247 354	41 252 390	26 388 502	23 061 797	19 560 582	13 224 622	18 856 115	26 641 171	36 233 046	62 927 590	74 649 743

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 510 732	0	4 144 624	0	5 000 258	0	5 114 736	0	5 096 688	0	15 211 682
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 732	0	1 514 624	0	1 540 258	0	1 654 736	0	1 636 688	0	4 831 682
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	2 505 000	0	2 630 000	0	3 460 000	0	3 460 000	0	3 460 000	0	10 380 000
Dépenses en capital	3 868 651	3 868 651	13 983 056	9 628 071	12 360 000	8 111 613	9 897 560	8 478 560	11 992 982	13 192 982	34 250 542	29 783 155
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	3 868 651	3 868 651	13 983 056	9 628 071	12 360 000	8 111 613	9 897 560	8 478 560	11 992 982	13 192 982	34 250 542	29 783 155
Investissement financés sur RI	239 000	239 000	1 000 000	400 000	710 000	510 000	890 000	890 000	1 782 334	1 982 334	3 382 334	3 382 334
Investissement financés sur RE	3 629 651	3 629 651	12 983 056	9 228 071	11 650 000	7 601 613	9 007 560	7 588 560	10 210 648	11 210 648	30 868 208	26 400 821
Total	3 868 651	6 379 383	13 983 056	13 772 695	12 360 000	13 111 871	9 897 560	13 593 296	11 992 982	18 289 670	34 250 542	44 994 837

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	5 418 250	22 995 298	20 344 585	27 184 752	14 305 390	29 534 149	17 121 079	34 260 437	17 082 886	40 398 394	55 709 355	111 692 980
Hors Projets	199 255	17 776 303	206 000	18 324 689	206 000	18 660 759	206 000	19 445 358	206 000	19 995 507	618 000	58 101 624
Projets	4 088 369	4 088 369	16 993 546	7 743 024	11 268 390	8 268 390	13 238 039	11 738 039	13 993 142	16 993 142	45 699 571	44 199 571
Fonds de contrepartie	1 130 626	1 130 626	3 145 039	1 117 039	2 831 000	2 605 000	3 677 040	3 377 040	2 883 744	3 409 744	9 391 784	9 391 784
Financement extérieur	12 804 427	12 804 425	53 228 567	25 231 708	35 873 215	22 543 828	27 440 425	27 285 304	26 132 616	27 253 737	88 379 825	76 016 438
Dons	7 814 517	7 814 516	18 682 137	18 107 221	11 379 842	8 932 842	8 669 900	8 695 779	6 540 356	7 661 477	26 590 098	25 290 098
BM	1 393 831	1 393 831	8 000 000	7 677 855	6 000 000	4 500 000	5 000 000	5 000 000	3 310 648	4 310 648	14 310 648	13 810 648
GIZ	5 045 602	5 045 602	2 363 266	1 899 696	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	0	0	2 589 201	1 800 000	1 379 842	1 379 842	570 000	563 750	1 529 708	1 535 958	3 479 550	3 479 550
BAD	591 652	591 651	1 599 737	1 599 737	800 000	800 000	533 641	533 641	0	0	1 333 641	1 333 641
AFD	452 854	452 854	1 778 478	1 778 478	0	0	0	0	0	0	0	0
UEMOA	108 513	108 513	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EGYPTE	28 383	28 383	0	1 000 000	500 000	500 000	398 388	398 388	0	0	898 388	898 388
Fonds Coréen	160 950	160 950	2 333 004	2 333 004	0	0	0	0	0	0	0	0
AIEA	32 732	32 732	18 451	18 451	0	0	0	0	0	0	0	0
KfW	0	0	0	0	1 500 000	1 353 000	467 871	500 000	0	114 871	1 967 871	1 967 871
Autres donateurs	0	0	0	0	1 200 000	400 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	4 600 000	3 800 000
Emprunts	4 989 910	4 989 909	34 546 430	7 124 487	24 493 373	13 610 986	18 770 525	18 589 525	19 592 260	19 592 260	61 789 727	50 726 340
BM	0	0	4 000 000	567 160	4 000 000	2 251 613	2 000 000	581 000	5 000 000	5 000 000	11 000 000	7 832 613
BAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	0	0	500 000	440 000	4 000 000	1 200 000	1 450 000	450 000	1 442 260	1 442 260	6 892 260	3 092 260
BOAD	1 769 431	1 769 430	20 620 129	1 031 420	7 927 587	4 127 587	8 210 418	8 410 418	12 200 000	12 200 000	28 338 005	24 738 005
BIDC	0	0	2 608 803	2 608 803	638 000	50 000	362 000	950 000	0	0	1 000 000	1 000 000
OFID	350 773	350 773	224 853	360 000	1 896 000	1 500 000	2 055 678	1 955 678	900 000	900 000	4 851 678	4 355 678
BADEA	191 500	191 500	2 935 541	200 000	2 481 786	2 181 786	728 497	1 028 497	0	0	3 210 283	3 210 283
BID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Khalifa	0	0	1 800 000	60 000	50 000	50 000	40 000	40 000	50 000	50 000	140 000	140 000
FSN(BAD)	527 089	527 089	786 341	786 341	1 000 000	750 000	66 431	316 431	0	0		
Autres emprunteurs	2 151 117	2 151 117	1 070 763	1 070 763	2 500 000	1 500 000	3 857 501	4 857 501	0	0	6 357 501	6 357 501
TOTAL DE FINANCEMENT	18 222 677	35 799 723	73 573 152	52 416 460	50 178 605	52 077 977	44 561 504	61 845 741	43 215 502	67 652 131	144 089 180	187 709 418

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	17 577 048	0	18 118 689	0	18 454 759	0	19 239 358	0	19 789 507	0	57 483 624
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 895 625	0	5 367 086	0	5 176 058	0	5 437 746	0	5 464 297	0	16 078 101
Biens et Services	0	566 423	0	736 603	0	763 701	0	786 612	0	810 210	0	2 360 523
Transferts Courants	0	12 115 000	0	12 015 000	0	12 515 000	0	13 015 000	0	13 515 000	0	39 045 000
Dépenses en capital	18 222 677	18 222 675	73 573 152	34 297 771	50 178 605	33 623 218	44 561 504	42 606 383	43 215 502	47 862 623	137 955 611	124 092 224
Dépenses d'investissement	199 255	199 255	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	206 000	618 000	618 000
Projets d'investissement	18 023 422	18 023 420	73 367 152	34 091 771	49 972 605	33 417 218	44 355 504	42 400 383	43 009 502	47 656 623	137 337 611	123 474 224
Investissement financés sur RI	5 218 995	5 218 995	20 138 585	8 860 063	14 099 390	10 873 390	16 915 079	15 115 079	16 876 886	20 402 886	47 891 355	46 391 355
Investissement financés sur RE	12 804 427	12 804 425	53 228 567	25 231 708	35 873 215	22 543 828	27 440 425	27 285 304	26 132 616	27 253 737	89 446 256	77 082 869
Total des programmes par nature	18 222 677	35 799 723	73 573 152	52 416 460	50 178 605	52 077 977	44 561 504	61 845 741	43 215 502	67 652 131	137 955 611	181 575 849

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	296	1 115 361	277	1 203 115	265	1 212 715	262	1 259 851	259	1 230 784
Catégorie A2	572	1 257 463	671	1 418 787	615	2 031 605	612	2 129 210	611	2 156 806
Catégorie A3	99	631 248	115	682 444	110	318 671	110	340 112	110	345 130
Catégorie B	520	688 444	596	790 197	556	1 270 066	555	1 360 914	552	1 381 342
Catégorie C	122	645 174	137	805 325	116	234 354	111	234 170	110	235 935
Catégorie D	78	557 935	98	467 218	74	108 647	73	113 489	72	114 300
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1687	4 895 625	1894	5 367 086	1736	5 176 058	1723	5 437 746	1714	5 464 297

3.2.20. Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811)

Le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise met en œuvre la politique nationale en matière de l'eau, de l'assainissement avec la collaboration d'autres ministères et institutions concernés. Il s'agit de veiller à la connaissance, à la mobilisation et la gestion rationnelle des ressources en eau pour les besoins présents et futurs ; de mettre en place les infrastructures d'eau potable et d'assainissement collectifs pour assurer un accès équitable, durable et à un coût abordable, aux services d'eau et d'assainissement performants aux populations quel que soit leur milieu de résidence.

Au cours de l'année 2023 le MEHV a exécuté quinze (15) projets d'investissement avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). La mise en œuvre de ces projets a permis d'atteindre les résultats suivants : (i) la construction et l'équipement du laboratoire de la TdE de Cacaveli ; (ii) la pose de 196,66 Km de réseau de distribution d'eau potable ; (iii) la construction de 10 châteaux d'eau dont 7 complètement achevés à Lomé, à Agou et à Blitta ; (iv) la construction des 59 bornes fontaines (BF) et de stations de traitement d'eau potable à Agou et à Blitta ; (v) la construction de l'unité de traitement d'eau potable, du réservoir et de la station de traitement d'eau potable à Kara, l'unité de traitement d'eau potable, du réservoir à Sokodé ; (vi) la réalisation et équipement de 199 forages équipés de pompes à motricité humaine et (vii) la finalisation des études d'actualisation du plan directeur d'assainissement du Grand Lomé (PDA) et d'élaboration des plans directeurs d'approvisionnement d'eau potable de Grand Lomé et de 13 villes de l'intérieur.

Pour assurer la mise en œuvre des actions et atteindre la performance du secteur, le MEHV entend (i) renforcer les services en ressources humaines qualifiées et en outils et équipements adéquats ; (ii) mettre en place les organes de la gouvernance de l'eau et renforcer le mécanisme de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau ; (iii) améliorer l'accès équitable et durable à l'eau potable ; (iv) réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta ; (v) maîtriser de l'eau pour les différents usages.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (04) programmes du MEHV à savoir : (i) pilotage et soutien des services du ministère ; (ii) gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) approvisionnement en eau potable ; et (iv) assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta. Le coût de l'ensemble des actions et activités déclinées dans les quatre (04) programmes s'élève à 21.087.372.000 FCFA en 2024, à 13.319.142.000 FCFA en 2025 et à 32.517.330.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Taux d'exécution physique de l'ensemble des programmes	%	2021	74,9	73,0	85,0	87,0	90,0	93,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MEHV	%	2021	3,0	3,0	4,0	4,5	5,0	5,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEHV	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEHV	Nombre de dialogues de gestion tenus	Nombre	2021	2,0	4,0	3,0	4,0	4,0	4,0	SG
			Proportion de cadres de concertation règlementaires des acteurs des secteurs tenus	%	2021	45,0	48,0	48,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2021	36,0	50,0	40,0	45,0	50,0	55,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2021	82,0	87,2	82,0	84,0	85,0	90,0	DAAF
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de projets murs inscrit au PIP	Nombre	2021	0,0	4,0	3,0	5,0	6,0	7,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi évaluation élaborée	%	2021	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.4	Genre et équité	assurer l'équité et genre	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2021	8,9	0,0	18,0	27,0	36,0	45,0	Cellule genre
			Nombre de comités eau formés sur le thématique genre	Nombre	2021	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Cellule genre
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de la location des dépenses budgétaires aux priorités du développement lié aux changements climatiques et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement mise en place et opérationnalisation	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cabinet
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2021	ND	ND	ND	87,4	89,0	90,0	Cellule budget vert

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	dégré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	%	2021	34,0	34,0	37,0	38,0	40,0	42,0	DRE
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	Assurer la connaissance des ressources en eau	Taux de couverture en stations de mesure piézométriques	%	2021	49,3	50,7	56,0	60,0	63,0	77,0	DRE
			Taux de couverture en stations de mesure hydrométriques	%	2021	72,6	72,6	72,6	76,7	100,0	100,0	DRE
A2.2	Planification de l'utilisation des ressources en eau	Assurer une utilisation rationnelle et équitable des ressources en eau pour toutes les activités socio-économiques	Proportion de bassins disposant d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	33,0	66,0	DRE
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	Proportion des ménages ayant accès de base à une source d'eau potable	%	2017	74,6	ND	77,0	80,0	85,0	86,0	DAEP
			taux de desserte national en eau potable	%	2021	61,5	67,4	70,2	75,1	85,0	86,0	DAEP
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu rural aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	2021	69,5	72,6	75,9	82,2	88,6	95,0	DAEP/SP-EAU/TdE
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu semi-urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu semi-urbain	%	2021	52,9	54,4	60,9	68,9	77,0	85,0	DAEP/SP-EAU/TdE
A3.3	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	%	2021	60,3	70,2	71,0	73,0	74,0	75,0	DAEP/SP-EAU/TdE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	Proportion de zones inondables traitées dans les communes disposant de PDA	%	2021	9,9	9,9	9,9	10,2	11,7	12,0	DA
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	Protéger la population et l'environnement contre les effets des inondations	Linéaire de caniveaux réalisés annuellement	KM	2022	0,0	0,0	0,0	0,3	5,0	7,0	DA
			Proportion de personnes touchées par les dommages liés aux eaux de ruissellement pour 100.000 hab (°/0000)	%	2010	1 350,0	1 250,0	1 250,0	1 250,0	1 250,0	1 250,0	150,0
A4.2	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	Protéger la population et l'environnement contre la pollution des eaux usées et des excréta	Proportion de la population ayant accès aux ouvrages d'évacuation des eaux usées	%	2015	7,0	ND	8,0	8,0	11,0	13,0	DA
			Proportion d'eaux usées urbaines traitée	%	2012	2,0	ND	8,0	8,0	8,0	8,0	20,0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	96 582	513 863	103 000	582 503	97 000	569 045	103 000	550 988	101 000	539 412	301 000	1 659 446
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	576 867	604 300	200 000	237 003	202 000	231 874	0	31 349	0	29 697	202 000	292 921
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	20 868 125	20 026 691	51 589 038	25 584 316	62 369 332	18 980 358	13 259 040	12 396 997	51 087 143	30 610 421	126 715 515	61 987 777
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	459 170	175 670	0	139 375	3 821 950	1 306 094	0	339 807	0	1 337 800	3 821 950	2 983 702
Total des programmes			22 000 743	21 320 523	51 892 038	26 543 197	66 490 282	21 087 372	13 362 040	13 319 142	51 188 143	32 517 330	131 040 465	66 923 845

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	417 281	0	479 503	0	472 045	0	447 988	0	438 412	0	1 358 446
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	224 186	0	309 968	0	263 294	0	265 044	0	251 141	0	779 480
Biens et Services	0	143 095	0	119 535	0	158 751	0	132 944	0	137 271	0	428 966
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	96 582	96 582	103 000	103 000	97 000	97 000	103 000	103 000	101 000	101 000	301 000	301 000
Dépenses d'investissement	96 582	96 582	103 000	103 000	97 000	97 000	103 000	103 000	101 000	101 000	301 000	301 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	96 582	513 863	103 000	582 503	97 000	569 045	103 000	550 988	101 000	539 412	301 000	1 659 446

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	27 433	0	37 003	0	29 874	0	31 349	0	29 697	0	90 921
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	20 233	0	30 003	0	22 874	0	24 249	0	22 497	0	69 621
Biens et Services	0	7 200	0	7 000	0	7 000	0	7 100	0	7 200	0	21 300
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	576 867	576 867	200 000	200 000	202 000	202 000	0	0	0	0	202 000	202 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	2 000	2 000
Projets d'investissement	576 867	576 867	200 000	200 000	200 000	200 000	0	0	0	0	200 000	200 000
Investissement financés sur RI	99 689	99 689	200 000	200 000	200 000	200 000	0	0	0	0	200 000	200 000
Investissement financés sur RE	477 178	477 178	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	576 867	604 300	200 000	237 003	202 000	231 874	0	31 349	0	29 697	202 000	292 921

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	50 561	0	16 993	0	18 489	0	19 047	0	19 477	0	57 014
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	43 819	0	9 993	0	11 489	0	11 947	0	12 277	0	35 714
Biens et Services	0	6 742	0	7 000	0	7 000	0	7 100	0	7 200	0	21 300
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	20 868 125	19 976 130	51 589 038	25 567 323	62 369 332	18 961 869	13 259 040	12 377 950	51 087 143	30 590 944	126 715 515	61 930 763
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000	4 000	4 000
Projets d'investissement	20 868 125	19 976 130	51 589 038	25 567 323	62 367 332	18 959 869	13 259 040	12 377 950	51 085 143	30 588 944	126 711 515	61 926 763
Investissement financés sur RI	2 532 042	2 497 762	4 699 045	4 068 506	7 433 161	4 467 148	298 449	1 119 561	1 091 838	2 847 253	8 823 448	8 433 962
Investissement financés sur RE	18 336 082	17 478 367	46 889 993	21 498 817	54 934 171	14 492 721	12 960 591	11 258 389	49 993 305	27 741 691	117 888 067	53 492 801
Transferts en capital											0	0
Total	20 868 125	20 026 691	51 589 038	25 584 316	62 369 332	18 980 358	13 259 040	12 396 997	51 087 143	30 610 421	126 715 515	61 987 777

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	77 204	0	32 557	0	34 144	0	35 600	0	34 443	0	104 188
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	70 014	0	25 557	0	27 144	0	28 500	0	27 243	0	82 888
Biens et Services	0	7 190	0	7 000	0	7 000	0	7 100	0	7 200	0	21 300
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	459 170	98 466	0	106 818	3 821 950	1 271 950	0	304 207	0	1 303 357	3 821 950	2 879 514
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	2 000	2 000
Projets d'investissement	459 170	98 466	0	106 818	3 819 950	1 269 950	0	304 207	0	1 303 357	3 819 950	2 877 514
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	3 000 000	450 000	0	304 207	0	1 303 357	3 000 000	2 057 564
Investissement financés sur RE	459 170	98 466	0	106 818	819 950	819 950	0	0	0	0	819 950	819 950
Transferts en capital											0	0
Total	459 170	175 670	0	139 375	3 821 950	1 306 094	0	339 807	0	1 337 800	3 821 950	2 983 702

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 728 313	3 266 512	5 002 045	4 937 562	10 736 161	5 774 701	401 449	2 060 753	1 194 838	4 775 639	12 332 448	12 611 094
Hors Projets	96 582	669 061	103 000	669 056	103 000	657 553	103 000	636 985	103 000	625 029	309 000	1 919 568
Projets	2 411 787	2 411 787	4 793 325	4 143 506	10 289 361	4 823 763	191 839	1 307 328	1 091 838	4 095 025	11 573 038	10 226 116
Fonds de contrepartie	219 944	185 664	105 720	125 000	343 800	293 385	106 610	116 440	0	55 585	450 410	465 410
Financement extérieur	19 272 430	18 054 011	46 889 993	21 605 635	55 754 121	15 312 671	12 960 591	11 258 389	49 993 305	27 741 691	118 708 017	54 312 751
Dons	8 197 517	6 979 098	9 168 320	6 729 022	1 076 107	6 909 676	0	2 100 751	0	0	1 076 107	9 010 427
UE	3 106 956	3 106 956	0	1 366 745	0	0	0	0	0	0	0	0
UE/AFD	2 575 865	2 575 865	0	1 893 641	0	326 000	0	0	0	0	0	326 000
AFD	2 468 496	1 296 277	6 750 392	1 378 995	0	3 760 000	0	1 690 392	0	0	0	5 450 392
FSD	0	0	2 417 928	2 089 641	82 072	1 829 641	0	410 359	0	0	82 072	2 240 000
BAD/FAE	0	0	0	0	819 950	819 950	0	0	0	0	819 950	819 950
CHINE	46 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAE	0	0	0	0	174 085	174 085	0	0	0	0	174 085	174 085
Emprunts	11 074 913	11 074 913	37 721 673	14 876 613	54 678 014	8 402 995	12 960 591	9 157 638	49 993 305	27 741 691	117 631 910	45 302 324
BID-UEMOA	4 224 496	4 224 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	1 497 796	1 497 796	18 323 000	5 982 061	24 370 899	3 579 945	0	3 000 285	0	7 000 000	24 370 899	13 580 230
BOAD	149 451	149 451	5 262 683	2 909 675	4 050 549	2 000 000	0	1 183 170	0	3 620 387	4 050 549	6 803 557
FONDS KOWEITIEEN	165 420	165 420	11 700 990	2 865 395	11 414 040	503 050	0	1 327 185	0	3 000 000	11 414 040	4 830 235
APPOALIM BANK	5 037 750	5 037 750	0	2 634 482	0	0	0	0	0	0	0	0
BID	0	0	1 235 000	235 000	6 000 000	1 320 000	2 971 691	2 138 098	0	3 851 691	8 971 691	7 309 789
BM	0	0	1 200 000	250 000	8 842 526	1 000 000	8 000 000	1 000 000	43 702 305	7 379 613	60 544 831	9 379 613
BAD	0	0	0	0	0	0	1 988 900	508 900	6 291 000	2 890 000	8 279 900	3 398 900
TOTAL DE FINANCEMENT	22 000 743	21 320 523	51 892 038	26 543 197	66 490 282	21 087 372	13 362 040	13 319 142	51 188 143	32 517 330	131 040 465	66 923 845

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	572 479	0	566 056	0	554 553	0	533 985	0	522 029	0	1 610 568
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	358 252	0	375 521	0	324 802	0	329 741	0	313 158	0	967 702
Biens et Services	0	164 227	0	140 535	0	179 751	0	154 244	0	158 871	0	492 866
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	22 000 743	20 748 044	51 892 038	25 977 141	66 490 282	20 532 819	13 362 040	12 785 157	51 188 143	31 995 301	131 040 465	65 313 277
Dépenses d'investissement	96 582	96 582	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	21 904 161	20 651 462	51 789 038	25 874 141	66 387 282	20 429 819	13 259 040	12 682 157	51 085 143	31 892 301	130 731 465	65 004 277
Investissement financés sur RI	2 631 731	2 597 451	4 899 045	4 268 506	10 633 161	5 117 148	298 449	1 423 768	1 091 838	4 150 610	12 023 448	10 691 526
Investissement financés sur RE	19 272 430	18 054 011	46 889 993	21 605 635	55 754 121	15 312 671	12 960 591	11 258 389	49 993 305	27 741 691	118 708 017	54 312 751
Total des programmes par nature	22 000 743	21 320 523	51 892 038	26 543 197	66 490 282	21 087 372	13 362 040	13 319 142	51 188 143	32 517 330	131 040 465	66 923 845

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	21	144 630	21	116 888	19	99 286	18	102 506	18	97 631
Catégorie A2	17	48 721	15	70 995	14	59 979	13	53 009	11	50 228
Catégorie A3	0	0	2	6 104	2	6 104	2	6 226	2	6 226
Catégorie B	14	30 215	12	31 358	11	25 491	11	25 579	10	23 911
Catégorie C	35	54 513	32	50 506	28	44 588	27	45 196	24	43 064
Catégorie D	12	46 999	11	43 486	9	39 180	9	41 372	8	39 161
Contractuels	10	33 176	19	56 184	19	50 174	19	55 852	19	52 938
TOTAL	109	358 252	112	375 521	102	324 802	99	329 741	92	313 158

3.2.21. Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813)

Le ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière a pour missions d'accélérer le développement économique des secteurs maritimes et halieutiques tout en préservant les écosystèmes. Plus spécifiquement, il s'agit de : (i) favoriser le développement d'un plan de promotion de l'économie bleue, (ii) développer des infrastructures permettant le développement accru de l'économie portuaire, (iii) favoriser la protection des milieux côtiers.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Malgré cette situation difficile, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la Feuille de Route à travers des programmes et projets, notamment : le projet de développement de l'aquaculture, le démarrage de la réforme du système de facturation portuaire (SIP), du port community system (PCS), le déploiement d'un système satellitaire (AIS 2.0), la mise en œuvre des réformes juridiques et institutionnelles du Port Autonome de Lomé (PAL), le projet d'aménagement du Port de Pêche de Lomé (POPEL)... Ces réformes ont permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur le renforcement de ses ressources humaines tout en poursuivant la mise en œuvre des projets de dématérialisation en cours au PAL (démarrage de la réforme du système de facturation portuaire (SIP), du port community system (PCS) et le déploiement d'un système satellitaire (AIS 2.0)), du projet de développement de l'aquaculture et de la poursuite des travaux au POPEL.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes déclinés en neuf (09) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MEMPPC ; (ii) Transport maritime (iii) Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (iv) Développement et Protection Côtière.

Globalement, les quatre (4) programmes du MEMPPC sont projetés à 3.155.737.000 francs CFA en 2024, 1.446.264.000 francs CFA en 2025 et 428.502.000 francs CFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPPC	Taux d'exécution du budget	%	2021	95,0	82,1	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MEMPPC	%	2021	ND	ND	30,0	32,0	33,0	35,0	SG
A1.1	Coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MEMPPC	Nombre de dialogues de gestion tenus	nbre	2021	40,0	49,0	50,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.2	Gestion de la planification et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapports de suivi évaluation disponible	nbre	2021	ND	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DPSSE
A1.3	Gestion des affaires juridiques	Améliorer la gestion et le traitement des affaires juridiques et du contentieux	Nombre de textes juridiques soumis par le ministère au SGG	nbre	2021	10,0	17,0	20,0	22,0	24,0	25,0	DAJC
A1.4	Gestion des affaires financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	98,0	82,1	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.5	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2021	21,0	21,0	25,0	35,0	40,0	50,0	DRH
A1.6	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité	%	2021	30,0	35,0	38,0	40,0	45,0	61,0	Cellule genre
P2	Transport maritime	Améliorer la performance logistique et portuaire	Temps passé par les porte-conteneurs au port	Heure	2021	44,0	23,0	20,0	18,0	15,0	12,0	DAM
			Tonnage manipulé	Tonne	2021	25 974,2	29 772,0	30 000,0	31 000,0	32 000,0	33 000,0	0
A2.1	Modernisation du port	Reconnaissance par l'ONU et l'OMI des frontières maritimes togolaises et assurer la	Nombre de litiges frontaliers enregistré	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAM
			% de tentatives d'actes de pirateries déjoués	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
		protection des biens et personnes dans le transport maritime										
A2.2	0	Rendre le port de Lomé plus compétitif	Temps passé par les porte-conteneurs au port	Heure	2020	44,0	23,0	20,0	18,0	15,0	12,0	Port
			Productivité à quai	Mvts/H)	2020	28,6	32,9	34,0	36,0	38,0	40,0	Port
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur pêche et aquaculture tout en favorisant la création d'emploi	Taux de variation de la production halieutique nationale	%	2021	-29,3	20,4	25,0	27,0	29,0	32,0	DPA
A3.1	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	Améliorer la couverture de la demande en consommation	Production halieutique nationale	Tonne	2020	18,8	22,7	23,0	27,0	29,0	32,0	DPA
A3.2	0	Renforcer les capacités des acteurs	Nombre de sessions de formation organisées	Nombre	2020	ND	10,0	13,0	15,0	17,0	20,0	DPA
A3.3	0	Faciliter l'accès des intrants aux producteurs	Quantité d'aliments acquis	Tonne	2021	63,0	116,0	118,0	125,0	130,0	135,0	DPA
			Nombre d'alevins acquis	Nombre	2021	5 600,0	2 400,0	6 500,0	7 500,0	8 000,0	8 500,0	DPA
P4	Développement et protection du littoral	Assurer la protection et le développement économique du littoral	Proportion des côtes protégées contre l'érosion	%	2021	ND	35,0	40,0	50,0	50,0	60,0	DPC
A4.1	Protection du littoral	Lutter contre l'érosion côtière	Linéaire de côte protégée	km	2021	21,2	21,2	21,2	21,2	41,0	44,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPPC	31 583	144 418	33 500	188 401	34 500	228 899	34 500	233 653	34 500	237 585	103 500	700 136
P2	Transport maritime	Améliorer la performance logistique et portuaire	615 433	166 018	1 809 000	273 378	8 500	786 108	8 500	487 033	8 500	106 317	25 500	1 379 458
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur pêche et aquaculture tout en favorisant la création d'emploi	2 268 774	2 085 588	854 763	961 890	2 901 500	2 127 777	8 500	712 148	8 500	70 693	2 918 500	2 910 618
P4	Développement et protection du littoral	Assurer la protection et le développement économique du littoral	100 000	89 758	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907	0	40 291
Total des programmes			3 015 790	2 485 782	2 697 263	1 432 245	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502	3 047 500	5 030 503

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	112 835	0	154 901	0	194 399	0	199 153	0	203 085	0	596 636
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	69 030	0	108 073	0	143 546	0	146 697	0	148 972	0	439 214
Biens et Services	0	43 805	0	46 828	0	50 853	0	52 456	0	54 113	0	157 422
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	31 583	31 583	33 500	33 500	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500	103 500	103 500
Dépenses d'investissement	31 583	31 583	33 500	33 500	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500	34 500	103 500	103 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	31 583	144 418	33 500	188 401	34 500	228 899	34 500	233 653	34 500	237 585	103 500	700 136

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 585	0	100 285	0	121 240	0	119 061	0	97 817	0	338 118
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	69 964	0	92 240	0	89 802	0	68 294	0	250 336
Biens et Services	0	10 585	0	10 321	0	9 000	0	9 259	0	9 523	0	27 782
Transferts Courants	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	615 433	155 433	1 809 000	173 093	8 500	664 868	8 500	367 972	8 500	8 500	25 500	1 041 340
Dépenses d'investissement	8 919	8 919	9 000	9 000	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	25 500	25 500
Projets d'investissement	606 514	146 514	1 800 000	164 093	0	656 368	0	359 472	0	0	0	1 015 840
Investissement financés sur RI	606 514	146 514	1 800 000	164 093	0	656 368	0	359 472	0	0	0	1 015 840
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	615 433	166 018	1 809 000	273 378	8 500	786 108	8 500	487 033	8 500	106 317	25 500	1 379 458

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 247	0	107 127	0	64 868	0	63 120	0	62 193	0	190 181
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	160	0	97 428	0	55 868	0	53 916	0	52 782	0	162 566
Biens et Services	0	10 087	0	9 699	0	9 000	0	9 204	0	9 411	0	27 615
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	2 268 774	2 075 341	854 763	854 763	2 901 500	2 062 909	8 500	649 028	8 500	8 500	2 918 500	2 720 437
Dépenses d'investissement	7 876	7 876	9 000	9 000	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	25 500	25 500
Projets d'investissement	2 260 898	2 067 465	845 763	845 763	2 893 000	2 054 409	0	640 528	0	0	2 893 000	2 694 937
Investissement financés sur RI	2 260 898	2 067 465	845 763	845 763	2 893 000	2 054 409	0	640 528	0	0	2 893 000	2 694 937
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	2 268 774	2 085 588	854 763	961 890	2 901 500	2 127 777	8 500	712 148	8 500	70 693	2 918 500	2 910 618

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907	0	40 291
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907	0	40 291
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	100 000	89 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	100 000	89 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	100 000	89 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	100 000	89 758	0	8 576	0	12 954	0	13 430	0	13 907	0	40 291

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 015 790	2 485 782	2 697 263	1 432 245	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502	3 047 500	5 030 503
Hors Projets	48 378	182 045	51 500	422 389	51 500	444 960	51 500	446 264	51 500	428 502	154 500	1 319 726
Projets	2 967 412	2 303 737	2 645 763	1 009 856	2 893 000	2 710 777	0	1 000 000	0	0	2 893 000	3 710 777
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	3 015 790	2 485 782	2 697 263	1 432 245	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502	3 047 500	5 030 503

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	133 667	0	370 889	0	393 460	0	394 764	0	377 002	0	1 165 226
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	69 190	0	284 041	0	304 607	0	303 845	0	283 955	0	892 407
Biens et Services	0	64 477	0	66 848	0	68 853	0	70 919	0	73 047	0	212 819
Transferts Courants	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	3 015 790	2 352 115	2 697 263	1 061 356	2 944 500	2 762 277	51 500	1 051 500	51 500	51 500	3 047 500	3 865 277
Dépenses d'investissement	48 378	48 378	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	2 967 412	2 303 737	2 645 763	1 009 856	2 893 000	2 710 777	0	1 000 000	0	0	2 893 000	3 710 777
Investissement financés sur RI	2 967 412	2 303 737	2 645 763	1 009 856	2 893 000	2 710 777	0	1 000 000	0	0	2 893 000	3 710 777
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	3 015 790	2 485 782	2 697 263	1 432 245	2 944 500	3 155 737	51 500	1 446 264	51 500	428 502	3 047 500	5 030 503

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	10	67 342	20	106 437	17	145 300	17	149 256	16	129 070
Catégorie A2	0	0	22	64 612	22	87 252	21	79 819	21	79 876
Catégorie A3	0	0	3	7 447	3	8 833	3	9 548	3	9 548
Catégorie B	0	0	6	18 970	7	21 565	7	22 997	7	23 236
Catégorie C	0	0	4	7 349	3	5 980	3	6 420	3	6 420
Catégorie D	0	0	1	1 289	1	1 331	1	1 459	1	1 459
Contractuels	0	0	21	77 937	12	32 498	12	32 498	12	32 498
Volontaires	1	1 848	0	0	1	1 848	1	1 848	1	1 848
TOTAL	11	69 190	77	284 041	66	304 607	65	303 845	64	283 955

3.2.22. Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale (Section 820)

Le ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale met en œuvre la politique de l'Etat en matière de commerce, de l'artisanat, de l'industrie et de la consommation locale, en collaboration avec les autres ministères concernés. Il organise, coordonne et suit les politiques, actions et programmes des secteurs du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et de la consommation locale. A ce titre, (i) en matière de commerce, il est chargé de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique du Gouvernement relative au développement du commerce intérieur, de la concurrence, du commerce extérieur, du commerce électronique et du conditionnement ; (ii) s'agissant de l'industrie, il conçoit, élabore et met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'industrialisation et de densification du tissu industriel ainsi que de la promotion de la qualité des biens et services, de la production immatérielle et de la propriété industrielle ; (iii) en matière de l'artisanat, le ministère entreprend des actions qui vont contribuer à l'amélioration des conditions de vie des artisans à travers l'accroissement des revenus tirés des activités artisanales ; (iv) dans le domaine du secteur privé, il conçoit, élabore et met en œuvre des stratégies ou mesures susceptibles de développer le secteur privé ; et (v) en ce qui concerne la promotion de la consommation locale, il conçoit, élabore et met en œuvre la politique du gouvernement en matière de promotion des produits et services locaux de qualité et met en place les mécanismes de promotion et de distribution de ces produits.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été entravée par les effets de l'inflation généralisée engendrée par la crise russo-ukrainienne et les difficultés de financement liées au blocage des engagements des crédits budgétaires conséquence des tensions de trésorerie due au resserrement des crédits au niveau international. Malgré cette situation, des succès ont été enregistrés, notamment en matière de contrôles sur les marchés locaux qui ont permis d'enregistrer une stabilité globale des prix des produits de première nécessité et la promotion des activités commerciales, artisanales et industrielles. A cet effet, des performances ont été enregistrées au niveau de l'ensemble des programmes du ministère.

Afin de maintenir le cap de cette performance plusieurs défis restent à relever. Il s'agit entre autres, de la persistance des pressions inflationnistes au niveau mondial, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, de la compétition issue de la l'effectivité de la Zone de Libre Echanges Continentale Africaine (ZLECAF) et du resserrement des crédits au niveau international pouvant entraver la mobilisation des investissements directs étrangers (IDE).

Au regard de ces défis, les priorités du ministère pour 2024 reposent essentiellement sur : le renforcement de la gouvernance du secteur industriel et l'accompagnement du processus d'industrialisation du pays à travers la mise en œuvre le projet P20 : construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé (Plateforme Industrielle d'Adétikopé/PIA) ; le renforcement de l'appui au secteur privé pour accroître sa compétitivité sur le plan national et international dans le contexte de la ZLECAF ; ; la participation plus active à la mise en œuvre des projets et réformes prioritaires en matière de développement de chaînes logistiques, des transports et du transit ; la promotion de la consommation des produits et services locaux artisanaux et industriels; et le renforcement des initiatives visant l'amélioration de la qualité des produits et services togolais et la protection de la propriété industrielle.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les cinq (5) programmes du ministère déclinés en vingt-trois (23) actions. Ces programmes sont les suivants : « pilotage et soutien des services du MCACL » ; « Commerce », « Industrie », « Secteur Privé » et « Artisanat », pour un coût global en millions de FCFA de 50.547.689.000 FCFA en 2024 ; 51.191.763.000 FCFA en 2025 et 50.407.222.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	Améliorer la qualité des services du MCACL	Taux d'exécution physique des programmes	%	2021	65,0	80,0	90,0	90,0	95,0	100,0	SG
			% de femmes au sein du personnel du MCACL	%	2020	20,0	20,0	21,0	21,0	21,0	22,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCACL	Renforcer les capacités opérationnelles du MCACL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	26,0	48,0	66,0	50,0	70,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du MCACL	Proportion du personnel formé par an	%	2020	20,0	50,0	35,0	40,0	50,0	60,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	99,0	97,1	99,2	92,0	95,0	97,0	DAAF
A1.3	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Développer un système d'information performant et améliorer le processus de planification, de production des statistiques et suivi-évaluation	Fréquence de mise à jour des données en lignes	Semaine	2020	3,0	3,0	4,0	5,0	5,0	5,0	DPSSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	98,0	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	% des femmes aux postes nominatifs du MCICL	%	2020	10,0	12,0	36,8	20,0	22,0	25,0	Cellule Genre
P2	COMMERCE	Renforcer le développement du commerce	Part de la branche commerce dans le PIB	%	2019	5,8	5,9	6,5	6,5	6,8	7,0	DGC
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	Renforcer le circuit de distribution et le contrôle de la concurrence sur le marché intérieur	Taux d'accroissement d'autorisations de mise en consommation des produits alimentaires	%	2020	10,0	12,0	11,1	14,0	14,5	15,0	DCIC
A2.2	Consommation locale	Accroître la consommation des produits locaux	Taux de variation des pratiques anormales de commerce	%	2021	64,3	64,3	-75,6	-50,0	-55,0	-60,0	DCIC
			Proportion des autorisations accordées de la consommation des produits locaux	%	2021	5,0	5,0	8,0	10,0	15,0	15,0	DCL
A2.3	Commerce extérieur	Faciliter les échanges commerciaux	Taux d'accroissement des échanges commerciaux (Biens)	%	2020	7,0	7,0	10,0	11,0	12,0	10,0	DCE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.4	Commerce électronique	Promouvoir les échanges commerciaux en lignes	Nombre de réseaux et plateformes en ligne encadrés	Nbre	2020	0,0	0,0	50,0	100,0	150,0	150,0	DPCE
			% des usagers en ligne ayant effectué des achats en ligne	%	2018	7,0	8,0	10,0	12,0	14,0	14,0	DPCE
A2.5	Promotion des exportations	Accroître les exportations des produits	Taux de croissance des exportations de biens	%	2020	11,0	41,8	10,0	10,5	12,0	10,0	DPCEX
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	Contrôler la qualité des produits agricoles à l'exportation	Proportion des Produits agricoles contrôlés conforme aux normes	%	2020	94,0	70,0	90,0	93,0	95,0	95,0	DCP
P3	INDUSTRIE	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	Part cible de l'industrie manufacturière dans le PIB	%	2019	12,0	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0	DGI
A3.1	Développement des petites et moyennes industries	Promouvoir les petites et moyennes industries	Taux D'accroissement des petites et moyennes industries	%	2021	-29,4	-29,4	10,0	13,6	20,0	20,0	DDPMI
A3.2	Transformation des matières premières locales	Accroître la transformation des matières premières locales	Taux d'accroissement des entreprises utilisant les matières premières locales	%	2021	0,0	36,0	20,0	27,0	28,0	33,3	DTPL
A3.3	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Développer les chaînes de valeurs à fort potentiel	Nombre de chaînes de valeurs développées	Nbre	2020	1,0	1,0	2,0	3,0	4,0	4,0	DDCVLRG
A3.4	Qualité des produits et services	Améliorer la qualité des produits et des services	Nombre d'entreprises / Produits certifiés par an	Nbre	2020	0,0	0,0	50,0	100,0	150,0	150,0	COTAG
A3.5	Normalisation	Rendre les produits et les services conformes aux normes	Nombre de normes élaborées /adoptées par an	Nbre	2020	50,0	60,0	85,0	98,0	115,0	115,0	ATN
A3.6	Métrologie	Renforcer la métrologie	Taux d'accroissement des instruments de mesure contrôlés conformes	%	2021	-9,0	-9,0	13,0	15,0	20,0	25,0	ATOMET
A3.7	Protection des droits de propriété intellectuelle	Accroître l'utilisation du système de protection des droits de propriété industrielle	Nombre de titres de propriétés industrielles enregistrés	Nbre	2020	155,0	252,0	258,0	280,0	312,0	312,0	INPIT
A3.8	Restructuration et mise à niveau des entreprises	Rendre viable les entreprises	Nombre d'entreprises ayant adhérées au programme par an	Nbre	2020	104,0	5,0	25,0	25,0	40,0	60,0	BRMN

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Nombre d'entreprises sensibilisées par an	Nbre	2020	966,0	25,0	80,0	80,0	90,0	100,0	BRMN
P4	SECTEUR PRIVE	Contribuer au développement du secteur privé	Part de l'investissement privé dans le PIB	%	2019	9,5	9,0	9,5	9,5	9,8	10,0	DGDSP
A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	Contribuer à la mise en place des conditions favorables au développement des entreprises	Nombre de réformes opérées en faveur des entreprises	Nbre	2020	0,0	1,0	4,0	4,0	5,0	5,0	DFCOE
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	Contribuer à la facilitation de l'accès au financement des entreprises	Taux d'accroissement de porteurs de projet/entreprises accompagnées	%	2020	3,0	3,5	20,0	20,0	16,7	14,3	DFASP
A4.3	Facilitation des partenariats	Contribuer à la mise en place des partenariats privé-privé, international, public-privé	Nombre de partenariats institués	Nbre	2020	0,0	0,0	5,0	5,0	10,0	15,0	DFP
P5	ARTISANAT	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	Nombre de nouvelles entreprises artisanales créées	Nbre	2019	821,0	1 082,0	1 200,0	1 200,0	1 200,0	1 200,0	DA
			Nombre d'emplois créés dans le secteur	Nbre	2019	2 449,0	3 998,0	3 180,0	3 180,0	3 600,0	3 600,0	DA
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Renforcer les structures d'encadrement du secteur	Proportion des responsables des chambres de métiers ayant maîtrisé les textes en vigueur	%	2020	45,0	70,0	85,0	90,0	95,0	100,0	DA
			Proportion des responsables de structures d'encadrement ayant reçu des renforcements de capacités	%	2021	87,0	100,0	70,0	80,0	90,0	100,0	DA
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	Rendre compétitifs les produits et services artisanaux sur les marchés	Nombre d'artisans bénéficiant de formation managériales, entrepreneuriales et en perfectionnement	Nbre	2021	2 289,0	3 684,0	3 500,0	3 500,0	3 500,0	3 500,0	DA
			Nombre d'artisans ayant participé aux foires nationales et internationales	Nbre	2019	864,0	750,0	800,0	400,0	900,0	500,0	DA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCACL	Améliorer la qualité des services du MCACL	508 735	936 782	78 500	380 796	78 500	345 893	82 630	356 092	85 344	365 035	246 474	1 067 020
P2	Commerce	Renforcer le développement du commerce	367 799	40 171 496	240 374	48 138 050	13 200	48 026 815	13 464	48 032 856	13 733	48 047 726	40 397	144 107 397
P3	Industrie	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	701 489	918 498	504 500	686 175	205 500	508 610	823 841	1 131 854	5 722	318 778	1 035 063	1 959 242
P4	Secteur privé	Contribuer au développement du secteur privé	1 373 669	2 083 116	4 000	935 939	5 800	939 427	5 916	941 783	6 034	944 203	17 750	2 825 413
P5	Artisanat	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	3 000	61 417	0	76 962	3 000	726 943	3 060	729 179	3 121	731 481	9 181	2 187 603
Total			2 954 692	44 171 309	827 374	50 217 922	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222	1 348 866	152 146 674

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	428 047	0	302 296	0	267 393	0	273 462	0	279 691	0	820 546
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	353 629	0	204 790	0	154 057	0	157 959	0	161 978	0	473 995
Biens et Services	0	74 418	0	97 506	0	113 336	0	115 503	0	117 713	0	346 551
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	508 735	508 735	78 500	78 500	78 500	78 500	82 630	82 630	85 344	85 344	246 474	246 474
Dépenses d'investissement	8 735	8 735	78 500	78 500	78 500	78 500	82 630	82 630	85 344	85 344	246 474	246 474
Projets d'investissement	500 000	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	500 000	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	508 735	936 782	78 500	380 796	78 500	345 893	82 630	356 092	85 344	365 035	246 474	1 067 020

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	39 803 697	0	47 897 676	0	48 013 615	0	48 019 392	0	48 033 993	0	144 067 000
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	313 764	0	309 530	0	427 509	0	431 668	0	444 618	0	1 303 795
Biens et Services	0	50 655	0	82 953	0	80 913	0	82 531	0	84 182	0	247 626
Transferts Courants	0	39 439 278	0	47 505 193	0	47 505 193	0	47 505 193	0	47 505 193	0	142 515 579
Dépenses en capital	367 799	367 799	240 374	240 374	13 200	13 200	13 464	13 464	13 733	13 733	40 397	40 397
Dépenses d'investissement	9 244	9 244	16 000	16 000	13 200	13 200	13 464	13 464	13 733	13 733	40 397	40 397
Projets d'investissement	358 555	358 555	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	192 139	192 139	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	166 416	166 416	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	367 799	40 171 496	240 374	48 138 050	13 200	48 026 815	13 464	48 032 856	13 733	48 047 726	40 397	144 107 397

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	261 211	0	181 675	0	303 110	0	308 013	0	313 055	0	924 178
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	40 456	0	39 897	0	143 932	0	148 251	0	152 699	0	444 882
Biens et Services	0	10 755	0	31 778	0	29 178	0	29 762	0	30 357	0	89 296
Transferts Courants	0	210 000	0	110 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	390 000
Dépenses en capital	701 489	657 287	504 500	504 500	205 500	205 500	823 841	823 841	5 722	5 722	1 035 063	1 035 063
Dépenses d'investissement	1 489	1 489	4 500	4 500	5 500	5 500	5 610	5 610	5 722	5 722	16 832	16 832
Projets d'investissement	700 000	655 798	500 000	500 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0	1 018 231	1 018 231
Investissement financés sur RI	700 000	655 798	500 000	500 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0	1 018 231	1 018 231
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	701 489	918 498	504 500	686 175	205 500	508 610	823 841	1 131 854	5 722	318 778	1 035 063	1 959 242

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	857 169	0	931 939	0	933 627	0	935 867	0	938 169	0	2 807 662
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	51 168	0	56 756	0	58 458	0	60 212	0	175 426
Biens et Services	0	7 169	0	30 771	0	26 871	0	27 408	0	27 957	0	82 236
Transferts Courants	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	2 550 000
Dépenses en capital	1 373 669	1 225 947	4 000	4 000	5 800	5 800	5 916	5 916	6 034	6 034	17 750	17 750
Dépenses d'investissement	1 499	1 499	4 000	4 000	5 800	5 800	5 916	5 916	6 034	6 034	17 750	17 750
Projets d'investissement	1 372 170	1 224 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	931 949	931 949	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	440 221	292 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 373 669	2 083 116	4 000	935 939	5 800	939 427	5 916	941 783	6 034	944 203	17 750	2 825 413

Tableau n°3.5 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	58 417	0	76 962	0	723 943	0	726 119	0	728 359	0	2 178 422
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	54 076	0	72 838	0	69 695	0	71 786	0	73 940	0	215 421
Biens et Services	0	4 341	0	4 124	0	4 248	0	4 333	0	4 420	0	13 001
Transferts Courants	0	0	0	0	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	1 950 000
Dépenses en capital	3 000	3 000	0	0	3 000	3 000	3 060	3 060	3 121	3 121	9 181	9 181
Dépenses d'investissement	3 000	3 000	0	0	3 000	3 000	3 060	3 060	3 121	3 121	9 181	9 181
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	3 000	61 417	0	76 962	3 000	726 943	3 060	729 179	3 121	731 481	9 181	2 187 603

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 348 055	43 712 394	603 000	49 993 548	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222	1 348 866	152 146 674
Hors Projets	23 967	41 432 508	103 000	49 493 548	106 000	50 347 689	110 680	50 373 532	113 955	50 407 222	330 635	151 128 443
Projets	1 200 000	1 155 798	500 000	500 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0	1 018 231	1 018 231
Fonds de contrepartie	1 124 088	1 124 088	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	606 637	458 915	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	293 684	233 085	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres donateurs	293 684	233 085	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	312 953	225 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres emprunteurs	312 953	225 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	2 954 692	44 171 309	827 374	50 217 922	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222	1 348 866	152 146 674

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	41 408 541	0	49 390 548	0	50 241 689	0	50 262 852	0	50 293 267	0	150 797 808
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	761 925	0	678 223	0	851 950	0	868 122	0	893 446	0	2 613 519
Biens et Services	0	147 338	0	247 132	0	254 546	0	259 537	0	264 628	0	778 711
Transferts Courants	0	40 499 278	0	48 465 193	0	49 135 193	0	49 135 193	0	49 135 193	0	147 405 579
Dépenses en capital	2 954 692	2 762 768	827 374	827 374	306 000	306 000	928 911	928 911	113 955	113 955	1 348 866	1 348 866
Dépenses d'investissement	23 967	23 967	103 000	103 000	106 000	106 000	110 680	110 680	113 955	113 955	330 635	330 635
Projets d'investissement	2 930 725	2 738 801	724 374	724 374	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0	1 018 231	1 018 231
Investissement financés sur RI	2 324 088	2 279 886	500 000	500 000	200 000	200 000	818 231	818 231	0	0	1 018 231	1 018 231
Investissement financés sur RE	606 637	458 915	224 374	224 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	2 954 692	44 171 309	827 374	50 217 922	306 000	50 547 689	928 911	51 191 763	113 955	50 407 222	1 348 866	152 146 674

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	34	134 225	34	120 731	30	150 344	30	153 198	30	157 667
Catégorie A2	85	335 563	84	298 276	69	345 792	69	352 356	69	362 634
Catégorie A3	1	3 948	1	3 551	1	5 011	1	5 107	1	5 256
Catégorie B	39	153 964	38	134 934	36	180 413	36	183 838	36	189 200
Catégorie C	32	126 330	31	110 078	24	120 275	24	122 558	24	126 134
Catégorie D	2	7 896	3	10 653	4	20 046	4	20 426	4	21 022
Contractuels	0	0	0	0	6	30 069	6	30 640	6	31 533
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	193	761 925	191	678 223	170	851 950	170	868 122	170	893 446

3.2.23. Ministère de la promotion des investissements (Section 821)

Le ministère de la promotion de l'investissement, dans ses attributions, met en œuvre la politique de l'Etat dans le domaine de la promotion de l'investissement. Il est chargé de promouvoir, de faciliter et de protéger l'investissement durable au Togo. Il élabore les programmes et définit les actions de promotion de l'investissement au plan national et international. Il met en œuvre un cadre de dialogue permanent entre les acteurs du secteur privé et l'Etat, renforce la transparence et la simplification des procédures administratives. Le Ministère assure la modernisation du cadre réglementaire adapté et incitatif à l'investissement et à l'entrepreneuriat et améliore la concertation et la communication autour des réformes engagées. Il est chargé d'offrir un climat des affaires propice aux investisseurs, favorable à la réalisation de leurs activités d'investissements. Il assure aux investisseurs la jouissance des avantages attractifs et incitatifs fiscaux qu'offrent le code des investissements et le statut de la zone franche et leur présenter les opportunités attractives en rapport avec leurs activités. La mission principale assignée au ministère est la promotion et la facilitation des investissements nationaux et étrangers. Pour atteindre cet objectif, trois (03) objectifs opérationnels sont retenus à savoir : (i) élaborer et mettre en œuvre les stratégies adaptées pour faciliter les investissements ; (ii) améliorer la compétitivité de l'environnement des affaires par la promotion des initiatives privées ; (iii) promouvoir le secteur privé national et des investissements étrangers.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement les projets d'investissement et la création de l'emploi. Malgré cette situation un peu difficile, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la promotion de l'investissement pour assainir le climat des affaires au Togo. Ces réformes ont permis d'avoir des résultats par rapport à l'installation de nouvelles entreprises et l'extension des projets d'investissements favorisant la création d'emplois direct et indirect.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur l'assainissement continu du climat des affaires et le renforcement du capital humain au sein du ministère. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le renforcement de la mobilisation des ressources humaines, l'identification et la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires à la promotion des investissements, la réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé, la coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les ministères concernés et la contribution à la création et la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches. En sommes, un accent sera mis sur la poursuite de l'assainissement du climat des affaires et l'augmentation des investissements nationaux et étrangers.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les deux (02) programmes déclinés en six (06) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MPI et la (ii) Promotion des investissements. Globalement, les deux (02) programmes du MPI sont projetés à 1,6 millions en 2024, 292,9 millions en 2025 et 334,8 millions en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MPI	Assurer le pilotage et la coordinat° des services du MPI	Taux d'exécution physique des programmes	%	2020	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MPI	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion entre le Ministre et les responsables de programmes	%	2020	100,0	92,0	92,0	92,0	92,0	92,0	SG
			Tx de mise œuvre des recommandat° issues des dialogues	%	2020	100,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,0	90,0	90,0	95,0	95,0	95,0	DAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement ; gestion et le traitement de l'information	Nouveaux projets inscrits au PIP	Nbr	2020	0,0	2,0	2,0	3,0	5,0	5,0	DPSSE
			Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles dans le délai	%	2020	0,0	14,3	42,9	71,4	85,7	85,7	85,7
A1.4	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion du personnel du ministère formé sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	CELLULE GENRE DU MPI
			Proportion de femmes promues à un poste de responsabilité	%	2020	0,0	0,0	20,0	30,0	50,0	50,0	50,0
P2	Promotion des investissements	Contribuer à la croissance économique	Nombre d'emploi nouvellement crée (zone franche)	Nbr	2020	371,0	2 000,0	3 000,0	4 000,0	5 000,0	5 000,0	SG
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Augmenter les investissements privés nationaux et étrangers	Nombre cumulé de société en activité en ZF	Nbr	2020	74,0	82,1	91,2	109,4	131,3	157,6	SAZOF/APIZF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.2	Facilitation des démarches liées à l'investissement	Simplifier le parcours de l'investisseur	Délai d'obtention d'agrément ZF et CI	Jour	2020	30,0	30,0	20,0	10,0	7,0	7,0	SAZOF/APIZF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPI	100 000	340 519	103 000	248 254	84 000	234 938	25 000	181 915	65 000	223 479	174 000	640 332
P2	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	Contribuer à la croissance économique	0	143 948	1 680 083	519 064	1 098 167	1 368 772	0	110 978	0	111 306	1 098 167	1 591 056
Total des programmes			100 000	484 467	1 783 083	767 318	1 182 167	1 603 710	25 000	292 893	65 000	334 785	1 272 167	2 231 388

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	240 519	0	145 254	0	150 938	0	156 915	0	158 479	0	466 332
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	71 960	0	50 150	0	52 981	0	54 731	0	56 355	0	164 066
Biens et Services	0	168 559	0	95 104	0	97 957	0	102 184	0	102 125	0	302 266
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	100 000	100 000	103 000	103 000	84 000	84 000	25 000	25 000	65 000	65 000	174 000	174 000
Dépenses d'investissement	100 000	100 000	103 000	103 000	84 000	84 000	25 000	25 000	65 000	65 000	174 000	174 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	100 000	340 519	103 000	248 254	84 000	234 938	25 000	181 915	65 000	223 479	174 000	640 332

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	100 000	0	110 659	0	110 658	0	110 978	0	111 306	0	332 942
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	10 659	0	10 658	0	10 978	0	11 306	0	32 942
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	43 948	1 680 083	408 405	1 098 167	1 258 114	0	0	0	0	1 098 167	1 258 114
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	43 948	1 680 083	408 405	1 098 167	1 258 114	0	0	0	0	1 098 167	1 258 114
Investissement financés sur RI	0	40 396	1 593 777	374 871	389 273	500 000	0	0	0	0	389 273	500 000
Investissement financés sur RE	0	3 552	86 306	33 534	708 894	758 114	0	0	0	0	708 894	758 114
Transferts en capital											0	0
Total	0	143 948	1 680 083	519 064	1 098 167	1 368 772	0	110 978	0	111 306	1 098 167	1 591 056

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	100 000	480 915	1 696 777	733 784	473 273	845 596	25 000	292 893	65 000	334 785	563 273	1 473 274
Hors Projets	100 000	440 519	103 000	358 913	84 000	345 596	25 000	292 893	65 000	334 785	174 000	973 274
Projets	0	0	1 505 510	327 000	342 040	452 767	0	0	0	0	342 040	452 767
Fonds de contrepartie	0	40 396	88 267	47 871	47 233	47 233	0	0	0	0	47 233	47 233
Financement extérieur	0	3 552	86 306	33 534	708 894	758 114	0	0	0	0	708 894	758 114
Dons	0	3 552	86 306	33 534	708 894	758 114	0	0	0	0	708 894	758 114
BAD	0	3 552	86 306	33 534	708 894	758 114	0	0	0	0	708 894	758 114
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	100 000	484 467	1 783 083	767 318	1 182 167	1 603 710	25 000	292 893	65 000	334 785	1 272 167	2 231 388

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	340 519	0	255 913	0	261 596	0	267 893	0	269 785	0	799 274
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	71 960	0	60 809	0	63 639	0	65 709	0	67 661	0	197 008
Biens et Services	0	168 559	0	95 104	0	97 957	0	102 184	0	102 125	0	302 266
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	100 000	143 948	1 783 083	511 405	1 182 167	1 342 114	25 000	25 000	65 000	65 000	1 272 167	1 432 114
Dépenses d'investissement	100 000	100 000	103 000	103 000	84 000	84 000	25 000	25 000	65 000	65 000	174 000	174 000
Projets d'investissement	0	43 948	1 680 083	408 405	1 098 167	1 258 114	0	0	0	0	1 098 167	1 258 114
Investissement financés sur RI	0	40 396	1 593 777	374 871	389 273	500 000	0	0	0	0	389 273	500 000
Investissement financés sur RE	0	3 552	86 306	33 534	708 894	758 114	0	0	0	0	708 894	758 114
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	100 000	484 467	1 783 083	767 318	1 182 167	1 603 710	25 000	292 893	65 000	334 785	1 272 167	2 231 388

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1	24 000	1	24 000	1	24 000	1	24 000	1	24 000
Catégorie A2										
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prov recrutement	0	47 960		36 809		39 639		41 709		43 661
TOTAL		71 960		60 809		63 639		65 709		67 661

3.2.24. Ministère des travaux publics (Section 830)

Le ministère des travaux publics contribue à la mise en œuvre de la politique publique du gouvernement togolais en matière de développement des infrastructures routières modernes. A cet effet, le ministère mène des actions en vue du développement et de la modernisation des infrastructures routières ainsi que de leur entretien, en fonction des besoins de la population togolaise.

Concernant l'exercice 2023 qui est en cours, le MTP poursuit la réalisation des projets de réhabilitation de la RN17 sur le tronçon Sokodé-Bassar y compris le contournement des monts Malfakassa (75 km) ; l'achèvement des travaux d'aménagement et de bitumage de la RN17 sur le tronçon Katchamba-Sadori (60 km) ; la réhabilitation du tronçon Sokodé - Tchamba - Fre Bénin ; le démarrage des travaux d'aménagement et de bitumage des voiries de Notsè et de Mango ; et l'entretien d'une grande partie du réseau routier. Pour se faire, le MTP a bénéficié d'un montant de 85,69 milliards de FCFA du budget programme de l'Etat.

En 2024, le ministère compte accroître la capacité des infrastructures routières à recevoir le trafic ou à satisfaire au service de transport routier. En termes de perspectives, le MTP entend à moyen terme, (i) entamer la construction de l'Autoroute de l'Unité, section : Davié-Atakpamé-Sokodé-Kara-Dapaong-Cinkassé (675 km) en vue de décongestionner le trafic routier qui ne cesse de croître ; et (ii) participer à la construction du corridor Abidjan-Lagos.

Pour atteindre ses objectifs, le MTP organise ses activités au tour de trois (3) programmes à savoir : (i) pilotage et soutien aux services du MTP ; (ii) réseaux de routes nationales ; et (iii) bâtiments publics.

La projection des allocations sur les exercices 2024, 2025 et 2026 s'élève respectivement à 85,8 milliards de FCFA, 105,9 milliards de FCFA et 173,8 milliards de FCFA.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MTP	Améliorer la qualité des services du MTP	Taux d'exécution physique des programmes du MTP	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
			% de femmes aux postes nominatifs du MTP	%	2021	11,8	11,4	8,1	8,3	10,8	10,8	0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	NA	NA	75,0	80,0	85,0	85,0	CAB(SG)
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2021	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTP	Proportion du personnel formé par an	%	2021	NA	NA	25,0	30,0	35,0	35,0	DAC
			Taux d'occupation des postes de travail	%	2021	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2021	92,1	81,7	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2021	NA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	U	2021	2,0	2,0	2,0	3,0	3,0	3,0	CBDR
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MTP	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	0,0	0,0	50,0	60,0	80,0	80,0	DPESE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	jour	2021	30,0	30,0	25,0	20,0	15,0	15,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation	%	2021	0,0	0,0	90,0	95,0	95,0	95,0	CERFER
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	0,0	14,0	22,5	33,7	33,7	Cellule Genre
			Cellule focale genre opérationnelle	U	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement opérationnelle	U	2021	NA	NA	1,0	12,9	13,5	14,0	Cellule climat et environnement
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	% de routes nationales en bon état	%	2021	65,0	52,0	60,0	63,0	65,0	67,0	DGTP
			Taux de satisfaction des usagers par rapport à l'état de la route	%	2024	NA	NA	NA	60,0	61,0	63,0	DGTP
A2.1	Construction de routes nationales et d'ouvrages d'art sur toute l'étendue du territoire	Développer le réseau de routes nationales	Linéaire de routes construites	Km	2021	60,6	92,0	40,0	180,0	1,2	100,0	DCRR
			Linéaire de revêtement exécuté sur les routes nationales	km	2021	20,6	55,0	80,0	120,0	40,0	160,0	DCRR
A2.2	Entretien du réseau des routes nationales	Préserver le réseau de routes nationales existant	Linéaire de routes nationales entretenues	Km	2021	1 752,0	1 432,0	1 750,0	1 800,0	1 850,0	1 900,0	DER

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P3	Bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	Taux de satisfaction des usagers de bâtiments publics en rapport aux conditions physiques des bâtiments publics	%	2024	NA	NA	NA	50,0	50,0	50,0	DBP
A3.1	Construction, réhabilitation et entretien de bâtiments publics	Contribuer aux meilleures conditions de travail des usagers	Nombre de bâtiments administratifs construits ou entretenus	U	2019	1,0	1,0	7,0	5,0	2,0	2,0	DBP
A3.2	Appui technique aux projets de bâtiments publics	Assurer la qualité des bâtiments publics	Proportion de bâtiments publics respectant les normes AFNOR ou Européennes	%	2021	NA	NA	1,0	0,5	0,6	0,8	DBP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Améliorer la qualité des services du MTP	50 000	819 864	49 100	465 877	38 000	462 567	38 000	465 764	38 000	464 934	114 000	1 393 266
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	17 786 247	72 633 203	73 266 484	387 229 929	307 833 355	84 317 471	35 267 766	104 625 465	42 582 650	169 438 352	385 683 771	358 381 288
P3	Bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	1 078 492	1 172 955	1 793 615	1 953 091	1 470 065	988 527	3 587 990	858 609	5 050	3 862 400	5 063 105	5 709 536
Total des programmes			18 914 739	74 626 022	75 109 199	389 648 897	309 341 420	85 768 565	38 893 756	105 949 838	42 625 700	173 765 686	390 860 876	365 484 090

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	769 864	0	416 777	0	424 567	0	427 764	0	426 934	0	1 279 266
Personnel	0	583 584	0	239 537	0	253 187	0	251 755	0	243 425	0	748 368
Biens et Services	0	166 280	0	157 240	0	151 380	0	156 009	0	163 509	0	470 898
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	50 000	50 000	49 100	49 100	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	114 000	114 000
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	49 100	49 100	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	114 000	114 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	819 864	49 100	465 877	38 000	462 567	38 000	465 764	38 000	464 934	114 000	1 393 266

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	603 472	0	482 910	0	481 004	0	480 090	0	467 548	0	1 428 642
Personnel	0	465 236	0	346 120	0	334 143	0	330 229	0	318 330	0	982 702
Biens et Services	0	88 236	0	86 790	0	96 861	0	99 861	0	99 218	0	295 940
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	17 786 247	72 029 731	73 266 484	386 747 019	307 833 355	83 836 467	35 267 766	104 145 375	42 582 650	168 970 804	385 683 771	356 952 646
Dépenses d'investissement	20 000	20 000	23 000	23 000	29 050	29 050	29 050	29 050	29 050	29 050	87 150	87 150
Projets d'investissement	17 766 247	72 009 731	73 243 484	386 724 019	307 804 305	83 807 417	35 238 716	104 116 325	42 553 600	168 941 754	385 596 621	356 865 496
Investissement financés sur RI	17 766 247	38 011 682	39 245 435	320 374 871	179 372 793	50 710 643	22 376 297	62 352 522	41 553 600	107 282 476	243 302 690	220 345 641
Investissement financés sur RE	0	33 998 049	33 998 049	66 349 148	128 431 512	33 096 774	12 862 419	41 763 803	1 000 000	61 659 278	142 293 931	136 519 855
Total	17 786 247	72 633 203	73 266 484	387 229 929	307 833 355	84 317 471	35 267 766	104 625 465	42 582 650	169 438 352	385 683 771	358 381 288

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	94 463	0	129 476	0	156 141	0	153 559	0	152 410	0	462 110
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	35 476	0	60 091	0	57 509	0	55 360	0	172 960
Biens et Services	0	4 463	0	4 000	0	6 050	0	6 050	0	7 050	0	19 150
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	1 078 492	1 078 492	1 793 615	1 823 615	1 470 065	832 386	3 587 990	705 050	5 050	3 709 990	5 063 105	5 247 426
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	5 050	5 050	5 050	5 050	5 050	5 050	15 150	15 150
Projets d'investissement	1 078 492	1 078 492	1 793 615	1 823 615	1 465 015	827 336	3 582 940	700 000	0	3 704 940	5 047 955	5 232 276
Investissement financés sur RI	498 136	498 136	470 116	500 116	1 465 015	827 336	3 582 940	700 000	0	3 704 940	5 047 955	5 232 276
Investissement financés sur RE	580 356	580 356	1 323 499	1 323 499	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 078 492	1 172 955	1 793 615	1 953 091	1 470 065	988 527	3 587 990	858 609	5 050	3 862 400	5 063 105	5 709 536

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	18 334 383	40 047 617	39 787 651	321 976 250	180 909 908	52 671 791	26 031 337	64 186 035	41 625 700	112 106 408	248 566 945	228 964 235
Hors Projets	70 000	1 537 799	72 100	1 101 263	72 100	1 133 812	72 100	1 133 513	72 100	1 118 992	216 300	3 386 318
Projets	18 264 383	30 138 000	31 343 733	260 259 987	168 804 017	44 519 071	25 855 637	53 355 860	41 500 000	106 942 616	236 159 654	204 817 547
Fonds de contrepartie	0	8 371 818	8 371 818	60 615 000	12 033 791	7 018 908	103 600	9 696 662	53 600	4 044 800	12 190 991	20 760 370
Financement extérieur	0	33 998 049	33 998 049	66 349 148	128 431 512	33 096 774	12 862 419	41 763 803	1 000 000	61 659 278	142 293 931	136 519 855
Dons	0	1 435 153	1 435 153	17 581 719	14 164 859	3 862 881	4 793 435	8 055 413	0	6 040 000	18 958 294	17 958 294
BAD	0	147 893	147 893	0	31 875	31 875	0	0	0	0	31 875	31 875
FEM	0	75 092	75 092	2 481 719	1 000 000	1 200 000	1 521 302	1 321 302	0	0	2 521 302	2 521 302
UE	0	1 203 435	1 203 435	0	1 052 984	1 631 006	3 272 133	2 694 111	0	0	4 325 117	4 325 117
UEMOA	0	8 733	8 733	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres donateurs	0	0	0	15 100 000	12 080 000	1 000 000	0	4 040 000	0	6 040 000	12 080 000	11 080 000
Emprunts	0	32 562 896	32 562 896	48 767 429	114 266 653	29 233 893	8 068 984	33 708 390	1 000 000	55 619 278	123 335 637	118 561 561
BOAD	0	5 019 559	5 019 559	24 315 500	31 451 599	6 800 000	3 371 544	11 414 951	0	15 000 000	34 823 143	33 214 951
BIDC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BADEA	0	757 329	757 329	0	0	3 016 121	0	0	0	0	0	3 016 121
FKDEA	0	1 489 852	1 489 852	0	54 505	3 370 894	0	0	0	0	54 505	3 370 894
OFID	0	1 159 592	1 159 592	962 123	0	1 809 691	0	0	0	0	0	1 809 691
Fonds d'Abu Dhabi	0	2 018 491	2 018 491	802 265	0	1 981 509	0	0	0	0	0	1 981 509
BAD	0	2 426 655	2 426 655	0	2 397 441	4 068 065	2 397 440	4 787 555	0	0	4 794 881	8 855 620
BID	0	5 136 488	5 136 488	22 687 541	80 363 108	2 500 000	2 300 000	7 000 000	1 000 000	21 841 060	83 663 108	31 341 060
Autres emprunteurs	0	14 554 930	14 554 930	0	0	5 687 613	0	10 505 884	0	18 778 218	0	34 971 715
TOTAL DE FINANCEMENT	18 334 383	74 045 666	73 785 700	388 325 398	309 341 420	85 768 565	38 893 756	105 949 838	42 625 700	173 765 686	390 860 876	365 484 090

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 467 799	0	1 029 163	0	1 061 712	0	1 061 413	0	1 046 892	0	3 170 018
Personnel	0	1 048 820	0	621 133	0	647 421	0	639 493	0	617 115	0	1 904 030
Biens et Services	0	258 979	0	248 030	0	254 291	0	261 920	0	269 777	0	785 988
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	18 914 739	73 158 223	75 109 199	388 619 734	309 341 420	84 706 853	38 893 756	104 888 425	42 625 700	172 718 794	390 860 876	362 314 072
Dépenses d'investissement	70 000	70 000	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100	72 100	216 300	216 300
Projets d'investissement	18 844 739	73 088 223	75 037 099	388 547 634	309 269 320	84 634 753	38 821 656	104 816 325	42 553 600	172 646 694	390 644 576	362 097 772
Investissement financés sur RI	18 264 383	38 509 818	39 715 551	320 874 987	180 837 808	51 537 979	25 959 237	63 052 522	41 553 600	110 987 416	248 350 645	225 577 917
Investissement financés sur RE	580 356	34 578 405	35 321 548	67 672 647	128 431 512	33 096 774	12 862 419	41 763 803	1 000 000	61 659 278	142 293 931	136 519 855
Total des programmes par nature	18 914 739	74 626 022	75 109 199	389 648 897	309 341 420	85 768 565	38 893 756	105 949 838	42 625 700	173 765 686	390 860 876	365 484 090

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	43	224 374	38	121 665	41	142 711	41	140 964	41	136 031
Catégorie A2	57	297 427	59	188 901	57	198 403	57	195 974	57	189 116
Catégorie A3	0	0	0	0	1	3 481	1	3 438	1	3 318
Catégorie B	50	260 900	42	134 472	37	128 788	37	127 211	37	122 759
Catégorie C	36	187 848	37	118 464	31	107 904	31	106 582	31	102 853
Catégorie D	15	78 270	18	57 631	17	59 173	17	58 448	17	56 403
Contractuels	0	0	0	0	2	6 962	2	6 876	2	6 636
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	201	1 048 820	194	621 133	186	647 421	186	639 493	186	617 115

3.2.25. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)

Le Ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR), dans ses attributions, est chargé de la gestion et le développement du réseau des pistes rurales au Togo. Cette mission initialement assurée par le Ministère des infrastructures et des transports à travers la Direction des pistes rurales (DPR).

S'agissant du bilan des réalisations au titre de l'exercice 2023, il faut retenir, entre autres, (i) la poursuite des travaux et prestations de contrôle des programmes de 2021 et 2022, (ii) l'attribution par anticipation fin 2022 et le démarrage des travaux et prestations de contrôle du programme de 2023, (iii) l'attribution des prestations et le démarrage de l'opérationnalisation de la banque de données pistes rurales (BDPR) dans la région Maritime en phase pilote, (iv) la passation de marchés des prestations d'études d'APS et d'APD de 910 km et le contrôle du PAPR 2, (v) le suivi périodique de l'exécution des travaux en cours.

Au titre des défis majeurs à relever en 2024, le MDPR compte exécuter les travaux d'aménagement sur 2508,5 km y compris 5 grands ponts des programmes 2022 et 2023 et 977,6 km y compris 7 grands ponts des programmes adossés à l'axe 1 de la FdR. Par ailleurs, il compte attribuer et démarrer les travaux au titre du programme 2024.

Les priorités au titre de l'exercice 2024 sont, entre autres, la poursuite des travaux et prestations de contrôle des programmes de 2022 et 2023, l'attribution et démarrage des travaux et prestations de contrôle du programme de 2024, l'opérationnalisation de la banque de données pistes rurales (BDPR) dans la région Maritime en phase pilote et son extension aux 4 autres régions à la satisfaction des acteurs, le démarrage des prestations d'études d'APS et d'APD de 910 km et le contrôle du PAPR 2 ainsi que le suivi périodique de l'exécution des travaux en cours.

Pour se faire, le MDPR dispose de deux (2) programmes que sont le programme "Pilote et soutien aux services du ministère" et programme "Développement et extension du réseau des pistes rurales". A moyen terme, les crédits alloués au ministère est de 53.687.857.000 FCFA en 2024, 52.920.405.000 FCFA en 2025 et 69.407.034.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDPR	Renforcer les capacités opérationnelles du MDPR	Taux d'exécution physique des programmes du MDPR	%	2021	64,0	75,0	77,0	79,0	80,0	85,0	CAB
			Proportion de femmes aux postes nominatifs du MDPR	%	2021	0,0	0,0	16,0	33,0	33,0	33,0	CAB
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Améliorer la qualité des services du MDPR	Proportion de dialogue de gestion tenu	%	2020	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2021	64,0	103,7	90,0	95,0	97,0	98,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	2021	86,0	80,0	80,0	82,0	85,0	87,0	CGMP
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MDPR	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.4	Equité Genre	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion de cadres du Ministère formés sur les thématiques du genre	%	2021	37,5	50,0	75,0	80,0	81,0	82,0	CELLULE GENRE
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Nombre	2022	ND	ND	ND	1,0	1,0	1,0	CELLULE BUDGETISATION VERTE
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	ND	ND	ND	20,0	22,0	25,0	CELLULE BUDGETISATION VERTE
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale	Proportion du réseau des pistes rurales praticables en toute saison	%	2020	15,0	46,7	59,0	69,0	75,0	76,0	DPR
A2.1		Développer des infrastructures du réseau des	Linéaire de pistes rurales réhabilitées, ouvertes,	km	2020	0,0	714,9	2 386,0	750,0	700,0	0,0	DPR

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable	
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026		
	Maintenance et extensions du réseau des pistes rurales	pistes rurales qui permettent l'intégration physique du milieu rural	construites y compris élimination des points critiques										
			% du réseau des pistes rurales en bon ou moyen état	%	2020	15,0	46,7	59,0	69,0	75,0	76,0	DPR	

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du M DPR	Renforcer les capacités opérationnelles du M DPR	0	44 154	0	140 908	0	122 248	0	121 337	0	121 886	0	365 471
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale	19 293 606	19 318 482	71 048 885	37 368 723	101 705 249	53 565 609	28 931 571	52 799 068	30 908 799	69 285 148	161 545 619	175 649 825
Total des programmes			19 293 606	19 362 636	71 048 885	37 509 631	101 705 249	53 687 857	28 931 571	52 920 405	30 908 799	69 407 034	161 545 619	176 015 296

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	44 154	0	140 908	0	122 248	0	121 337	0	121 886	0	365 471
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 200	0	108 615	0	81 489	0	81 965	0	83 853	0	247 307
Biens et Services	0	42 954	0	32 293	0	40 759	0	39 372	0	38 033	0	118 164
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	44 154	0	140 908	0	122 248	0	121 337	0	121 886	0	365 471

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	24 876	0	62 996	0	68 915	0	71 372	0	75 086	0	215 373
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	7 479	0	43 096	0	52 915	0	55 372	0	56 086	0	164 373
Biens et Services	0	17 397	0	19 900	0	16 000	0	16 000	0	19 000	0	51 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	19 293 606	19 293 606	71 048 885	37 305 727	101 705 249	53 496 694	28 931 571	52 727 696	30 908 799	69 210 062	161 545 619	175 434 452
Dépenses d'investissement	49 936	49 936	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	19 243 670	19 243 670	70 997 385	37 254 227	101 653 749	53 445 194	28 880 071	52 676 196	30 857 299	69 158 562	161 391 119	175 279 952
Investissement financés sur RI	16 017 161	16 017 161	53 532 851	19 789 693	80 022 396	31 813 841	12 147 087	35 943 212	437 305	38 738 568	92 606 788	106 495 621
Investissement financés sur RE	3 226 509	3 226 509	17 464 534	17 464 534	21 631 353	21 631 353	16 732 984	16 732 984	30 419 994	30 419 994	68 784 331	68 784 331
Transferts en capital											0	0
Total	19 293 606	19 318 482	71 048 885	37 368 723	101 705 249	53 565 609	28 931 571	52 799 068	30 908 799	69 285 148	161 545 619	175 649 825

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	16 067 097	16 136 127	53 584 351	20 045 097	80 073 896	32 056 504	12 198 587	36 187 421	488 805	38 987 040	92 761 288	107 230 965
Hors Projets	49 936	118 966	51 500	255 404	51 500	242 663	51 500	244 209	51 500	248 472	154 500	735 344
Projets	16 017 161	16 017 161	53 532 851	19 789 693	79 585 091	31 376 536	10 100 064	34 701 048	0	37 496 404	89 685 155	103 573 988
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	437 305	437 305	2 047 023	1 242 164	437 305	1 242 164	2 921 633	2 921 633
Financement extérieur	3 226 509	3 226 509	17 464 534	17 464 534	21 631 353	21 631 353	16 732 984	16 732 984	30 419 994	30 419 994	68 784 331	68 784 331
Dons	1 965 252	1 965 252	2 991 795	2 991 795	3 055 203	3 055 203	2 867 166	2 867 166	2 598 904	2 598 904	8 521 273	8 521 273
KFW	1 965 252	1 965 252	2 991 795	2 991 795	3 055 203	3 055 203	2 867 166	2 867 166	2 598 904	2 598 904	8 521 273	8 521 273
Emprunts	1 261 257	1 261 257	14 472 739	14 472 739	18 576 150	18 576 150	13 865 818	13 865 818	27 821 090	27 821 090	60 263 058	60 263 058
AFD	1 261 257	1 261 257	3 648 739	3 648 739	2 539 422	2 539 422	4 613 910	4 613 910	5 267 029	5 267 029	12 420 361	12 420 361
TOTAL DE FINANCEMENT	19 293 606	19 362 636	71 048 885	37 509 631	101 705 249	53 687 857	28 931 571	52 920 405	30 908 799	69 407 034	161 545 619	176 015 296

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	69 030	0	203 904	0	191 163	0	192 709	0	196 972	0	580 844
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	8 679	0	151 711	0	134 404	0	137 337	0	139 939	0	411 680
Biens et Services	0	60 351	0	52 193	0	56 759	0	55 372	0	57 033	0	169 164
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	19 293 606	19 293 606	71 048 885	37 305 727	101 705 249	53 496 694	28 931 571	52 727 696	30 908 799	69 210 062	161 545 619	175 434 452
Dépenses d'investissement	49 936	49 936	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	19 243 670	19 243 670	70 997 385	37 254 227	101 653 749	53 445 194	28 880 071	52 676 196	30 857 299	69 158 562	161 391 119	175 279 952
Investissement financés sur RI	16 017 161	16 017 161	53 532 851	19 789 693	80 022 396	31 813 841	12 147 087	35 943 212	437 305	38 738 568	92 606 788	106 495 621
Investissement financés sur RE	3 226 509	3 226 509	17 464 534	17 464 534	21 631 353	21 631 353	16 732 984	16 732 984	30 419 994	30 419 994	68 784 331	68 784 331
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	19 293 606	19 362 636	71 048 885	37 509 631	101 705 249	53 687 857	28 931 571	52 920 405	30 908 799	69 407 034	161 545 619	176 015 296

Budget programme de l'Etat 2024-2026

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	7	4 340	11	87 833	11	77 813	11	79 511	11	81 017
Catégorie A2	3	1 860	6	47 909	6	42 443	6	43 370	6	44 191
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	2	1 240	2	15 970	2	14 148	2	14 457	2	14 730
Catégorie C	2	1 240	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	26	0	13	0	11	0	11	0	11	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	40	8 679	32	151 711	30	134 404	30	137 337	30	139 939

3.2.26. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)

Le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires (MTRAF) a pour mission d'assurer et de développer un système intégré de transport multimodal efficace, économique, fiable et sûr, afin de répondre aux exigences de la lutte pour la réduction de la pauvreté, aux besoins de circulation sur toute l'étendue du territoire national en vue de faciliter les échanges extérieurs des pays enclavés, et cela de façon pérenne du point de vue sociale, économique et environnementale. Il regroupe trois sous-secteurs notamment : le sous-secteur du transport routier, le sous-secteur du transport ferroviaire et le sous-secteur du transport aérien.

Au titre de l'année 2023, le ministère a réalisé plusieurs activités notamment (i) l'achèvement de la mise en œuvre du projet d'appui à la compétitivité des services logistiques pour le commerce ; (ii) le déroulement des procédures de passation des marchés pour le recrutement d'un cabinet d'études pour le contrôle des travaux de réhabilitation de la route Aouda-Kara ainsi que celui de l'exécution des travaux de réhabilitation dans le cadre du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey . L'Avis de Non Objection de Banque Mondiale sur les deux (2) rapports d'évaluation est toujours attendu ; (iii) le recrutement d'un bureau d'études pour la réalisation des études techniques, architecturales ainsi que l'élaboration de DAO pour le contrôle et suivi des travaux du projet d'aménagement de l'ancienne aérogare de transit à l'AIGE; (iv) la poursuite du renforcement des capacités de la SOTRAL par l'acquisition de nouveaux bus ; et (v) la poursuite du renforcement du cadre juridique et réglementaire des transports routiers.

S'agissant des défis majeurs à relever en 2024, le MTRAF entend poursuivre l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, mettre en place des agences pour la coordination et la promotion de la sécurité routière, améliorer les transports urbains collectifs, créer un centre de casse-auto, construire des parkings de repos, des aires de dégagement et des gares routières modernes, augmenter la capacité d'accueil des passagers en transit à l'AIGE. Ainsi, les priorités du MTRAF sont, entre autres, (i) le développement des services aux compagnies et aux passagers, le renforcement de la desserte de l'AIGE par l'arrivée de nouvelles compagnies et le maintien à un niveau très élevé des mesures de sûreté et de sécurité sur la plateforme aéroportuaire ; (ii) le renforcement des services du transport routier, la professionnalisation des acteurs du transport routier, l'acquisition de bus pour le transport collectif, l'amélioration de la sécurité routière et l'assistance technique à l'opérationnalisation de l'observatoire des transports terrestres ainsi que celle de l'Office National de la Sécurité Routière pour la mise en œuvre de la politique nationale de la sécurité routière, la poursuite de l'exécution du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey, et (iii) la réalisation de l'étude de faisabilité de l'avant-projet sommaire et de l'avant-projet détaillé du projet de construction du chemin de fer Lomé-Cinkassé ainsi que l'assistance du ministère pour la réalisation du transport ferroviaire.

Trois (3) programmes sont contenus dans le budget programme du ministère à savoir : le programme "Pilotage et soutien des services du MTRAF", le programme "Transport aérien" et le programme "Transports routiers et ferroviaires". Pour l'année 2024, il est prévue une enveloppe budgétaire de 17.951.316.000 FCFA, les projections pour les années 2025 et 2026 sont respectivement de 20.551.690.000 FCFA et de 10.916.348.000 FCFA.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF	Taux d'exécution physique des programmes du MTRAF	%	2021	75,0	75,0	95,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat Général
			% de femmes aux postes nominatifs du MTRAF	%	2021	13,0	14,0	15,0	15,5	15,8	16,0	Secrétariat Général
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MTRAF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	15,0	20,0	20,0	21,0	21,0	21,0	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	0,0	80,0	80,0	100,0	100,0	100,0	Inspection de services/SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTRAF	Proportion du personnel formé par an	%	2021	4,5	10,0	12,0	13,0	13,0	14,0	Direction des Ressources Humaines (DRH)
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2021	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	Direction des Ressources Humaines (DRH)
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente de ressources matérielles et financières du MTRAF	Taux d'exécution du budget	%	2021	89,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des Affaires Financières
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des Affaires Financières
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du MTRAF	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction de la Prospective, planification, suivi-évaluation
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Trimestre	2021	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	Direction de la Prospective, planification, suivi-évaluation

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2021	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	Conseiller en communication
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Conseiller en communication
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion du personnel du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Unité	2023	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cellule budget vert
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	%	2023	0,0	0,0	0,0	5,2	6	6,5	Cellule budget vert
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport	Taux de croissance annuel du trafic	%	2019	13,0	40,0	7,0	7,2	7,5	7,8	ANAC
A2.1	Croissance du trafic aérien	Accroître le trafic aérien passager et fret	Taux de croissance annuel du trafic passager	%	2019	13,0	40,0	7,0	6,0	6,0	4,0	ANAC
			Taux de croissance annuel du trafic fret	%	2019	8,0	-29,0	0,3	0,3	0,3	0,2	ANAC
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	Améliorer les prestations en matière de supervision de la sécurité	Taux de mise en oeuvre des exigences sécurité	%	2016	85,8	87,8	87,0	90,0	92,0	95,0	ANAC
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	Mettre aux normes les installations de l'AINTG	Taux de mise aux normes des installations de l'AINTG	%	2021	10,0	50,0	60,0	80,0	100,0	100,0	AINTG

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûreté	Améliorer la mise en œuvre des mesures de sûreté	Taux de mise en œuvre des exigences sûreté	%	2019	67,0	82,0	87,0	90,0	92,0	92,0	ASAIGE
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	Améliorer les prestations météorologiques	Taux de couverture du réseau national	%	2019	60,0	62,0	67,0	70,0	72,0	72,0	DGMN
P3	Transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	Taux d'accroissement du trafic routier de véhicules	%	2019	13,1	10,9	11,0	11,2	11,5	11,7	Direction des Transports Routiers (DTR)
			Taux d'accroissement du volume du fret ferroviaire	%	2020	13,3	-15,8	1,1	1,1	1,2	1,2	Direction des Transports Ferroviaires (DTF)
A3.1	Renforcement des services de transport routier	Améliorer la compétitivité du transport routier	Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de marchandises sur le réseau routier	%	2019	16,0	11,3	12,0	10,0	9,0	8,0	DTR
			Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de passagers sur le réseau routier	%	2019	10,2	10,8	5,1	5,0	4,5	4,0	DTR
A3.2	Amélioration du transport urbain	Accroître l'offre de service de transport urbain collectif	Taux d'accroissement du nombre de passagers transportés	%	2019	-30,0	60,3	8,8	8,0	7,5	6,0	SOTRAL
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Nombre d'accidents pour 100 000 habitants	Nbr pour 100 000 hbts	2022	92,7	92,7	89,7	86,8	84,0	81,3	DRC
A3.4	Développement du transport ferroviaire	Améliorer la compétitivité du transport ferroviaire	Taux d'accroissement du fret ferroviaire	%	2020	13,3	-15,8	1,1	1,0	0,7	0,5	DTF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF	49 997	181 375	21 500	197 218	10 750	196 641	51 500	242 534	51 500	248 053	113 750	687 228
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport	0	462 275	1 655 496	1 005 768	8 367 328	4 021 803	4 248 438	1 497 769	270 741	2 477 879	12 886 507	7 997 450
P3	Transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	9 918 361	10 629 483	17 776 465	1 887 375	56 432 771	13 732 872	3 044 516	18 811 387	0	8 190 417	59 477 287	40 734 676
Total des programmes			9 968 358	11 273 133	19 453 461	3 090 361	64 810 849	17 951 316	7 344 454	20 551 690	322 241	10 916 348	72 477 544	49 419 354

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	131 378	0	175 718	0	185 891	0	191 034	0	196 553	0	573 478
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	64 151	0	93 986	0	96 020	0	97 780	0	99 814	0	293 614
Biens et Services	0	67 227	0	81 732	0	89 871	0	93 254	0	96 739	0	279 864
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	49 997	49 997	21 500	21 500	10 750	10 750	51 500	51 500	51 500	51 500	113 750	113 750
Dépenses d'investissement	49 997	49 997	21 500	21 500	10 750	10 750	51 500	51 500	51 500	51 500	113 750	113 750
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	49 997	181 375	21 500	197 218	10 750	196 641	51 500	242 534	51 500	248 053	113 750	687 228

Budget programme de l'Etat 2024-2026

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	462 275	0	956 768	0	997 071	0	997 769	0	977 879	0	2 972 718
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	295 068	0	284 871	0	285 569	0	265 679	0	836 118
Biens et Services	0	12 275	0	11 700	0	12 200	0	12 200	0	12 200	0	36 600
Transferts Courants	0	450 000	0	650 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	0	0	1 655 496	49 000	8 367 328	3 024 732	4 248 438	500 000	270 741	1 500 000	12 886 507	5 024 732
Dépenses d'investissement	0	0	20 000	20 000	35 750	35 750	0	0	0	0	35 750	35 750
Projets d'investissement	0	0	1 635 496	29 000	8 331 578	2 988 982	4 248 438	500 000	270 741	1 500 000	12 850 757	4 988 982
Investissement financés sur RI	0	0	1 635 496	29 000	8 331 578	2 988 982	4 248 438	500 000	270 741	1 500 000	12 850 757	4 988 982
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	462 275	1 655 496	1 005 768	8 367 328	4 021 803	4 248 438	1 497 769	270 741	2 477 879	12 886 507	7 997 450

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	711 122	0	885 986	0	887 185	0	889 227	0	883 031	0	2 659 443
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	174 786	0	176 485	0	178 527	0	172 331	0	527 343
Biens et Services	0	11 122	0	11 200	0	10 700	0	10 700	0	10 700	0	32 100
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	9 918 361	9 918 361	17 776 465	1 001 389	56 432 771	12 845 687	3 044 516	17 922 160	0	7 307 386	59 477 287	38 075 233
Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	5 000	5 000	0	0	0	0	5 000	5 000
Projets d'investissement	9 918 361	9 918 361	17 766 465	991 389	56 427 771	12 840 687	3 044 516	17 922 160	0	7 307 386	59 472 287	38 070 233
Investissement financés sur RI	4 754 790	4 754 790	766 465	431 389	0	335 076	3 044 516	500 000	0	2 544 516	3 044 516	3 379 592
Investissement financés sur RE	5 163 571	5 163 571	17 000 000	560 000	56 427 771	12 505 611	0	17 422 160	0	4 762 870	56 427 771	34 690 641
Transferts en capital											0	0
Total	9 918 361	10 629 483	17 776 465	1 887 375	56 432 771	13 732 872	3 044 516	18 811 387	0	8 190 417	59 477 287	40 734 676

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	4 804 787	6 109 562	2 453 461	2 530 361	8 383 078	5 445 705	7 344 454	3 129 530	322 241	6 153 478	16 049 773	14 728 713
Hors Projets	49 997	1 354 772	51 500	2 069 972	51 500	2 121 647	51 500	2 129 530	51 500	2 108 962	154 500	6 360 139
Projets	4 754 790	4 754 790	2 401 961	460 389	8 331 578	3 324 058	7 292 954	1 000 000	270 741	4 044 516	15 895 273	8 368 574
Financement extérieur	5 163 571	5 163 571	17 000 000	560 000	56 427 771	12 505 611	0	17 422 160	0	4 762 870	56 427 771	34 690 641
Dons	3 012 229	3 012 229	17 000 000	560 000	26 427 771	12 505 611	0	13 922 160	0	0	26 427 771	26 427 771
Banque Mondiale	3 012 229	3 012 229	17 000 000	560 000	26 427 771	12 505 611	0	13 922 160	0	0	26 427 771	26 427 771
Emprunts	2 151 342	2 151 342	0	0	30 000 000	0	0	3 500 000	0	4 762 870	30 000 000	8 262 870
Banque Mondiale	2 151 342	2 151 342	0	0	30 000 000	0	0	3 500 000	0	4 762 870	30 000 000	8 262 870
TOTAL DE FINANCEMENT	9 968 358	11 273 133	19 453 461	3 090 361	64 810 849	17 951 316	7 344 454	20 551 690	322 241	10 916 348	72 477 544	49 419 354

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 304 775	0	2 018 472	0	2 070 147	0	2 078 030	0	2 057 462	0	6 205 639
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	64 151	0	563 840	0	557 376	0	561 876	0	537 823	0	1 657 075
Biens et Services	0	90 624	0	104 632	0	112 771	0	116 154	0	119 639	0	348 564
Transferts Courants	0	1 150 000	0	1 350 000	0	1 400 000	0	1 400 000	0	1 400 000	0	4 200 000
Dépenses en capital	9 968 358	9 968 358	19 453 461	1 071 889	64 810 849	15 881 169	7 344 454	18 473 660	322 241	8 858 886	72 477 544	43 213 715
Dépenses d'investissement	49 997	49 997	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	9 918 361	9 918 361	19 401 961	1 020 389	64 759 349	15 829 669	7 292 954	18 422 160	270 741	8 807 386	72 323 044	43 059 215
Investissement financés sur RI	4 754 790	4 754 790	2 401 961	460 389	8 331 578	3 324 058	7 292 954	1 000 000	270 741	4 044 516	15 895 273	8 368 574
Investissement financés sur RE	5 163 571	5 163 571	17 000 000	560 000	56 427 771	12 505 611	0	17 422 160	0	4 762 870	56 427 771	34 690 641
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total par nature	9 968 358	11 273 133	19 453 461	3 090 361	64 810 849	17 951 316	7 344 454	20 551 690	322 241	10 916 348	72 477 544	49 419 354

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	29	15 766	23	113 757	23	120 940	23	121 916	23	116 697
Catégorie A2	29	15 766	34	168 163	31	163 006	31	164 322	31	157 288
Catégorie A3	1	544	1	4 946	1	5 258	1	5 301	1	5 074
Catégorie B	22	11 960	22	108 811	21	110 424	21	111 315	21	106 550
Catégorie C	31	16 853	29	143 433	26	136 715	26	137 819	26	131 919
Catégorie D	5	2 718	4	19 784	3	15 775	3	15 902	3	15 221
Contractuels	1	544	1	4 946	1	5 258	1	5 301	1	5 074
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	118	64 151	114	563 840	106	557 376	106	561 876	106	537 823

3.2.27. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840)

La mission dévolue au ministère délégué chargé de l'énergie et des mines consiste en la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière des mines, des hydrocarbures et de l'énergie à travers notamment (i) la gestion du domaine minier, sa valorisation, et l'accroissement de toutes les activités de recherche, d'extraction, d'exploitation et de production ; (ii) la satisfaction de la demande nationale et la sécurisation des approvisionnements en matière d'hydrocarbures ; et (iii) le développement des infrastructures énergétiques et promotion des énergies nouvelles et renouvelables.

En 2023, il a été procédé pour le compte du secteur minier à l'attribution d'un permis d'exploitation à grande échelle pour le gisement du manganèse à Nayéga et la création d'une société dont la Société Togolaise de Manganèse (STM) pour son exploitation ainsi que le démarrage du processus de relecture du code minier. On note En effet, pour les hydrocarbures, le lancement du processus de mise à jour du cadre législatif et réglementaire du secteur des hydrocarbures et de l'élaboration du plan national d'implantation des stations services ainsi que la poursuite du processus de finalisation de la politique de promotion du GPL. Dans le domaine de l'énergie, on note le déploiement de 27 048 lampadaires solaires, le lancement du fonds Tinga dans la région des plateaux avec une réalisation sur l'ensemble des zones couvertes par le fonds de 17 616 nouveaux branchements, les travaux de finalisation de la construction de la ligne 161 kV Kara-Mango-Dapong-Mandouri et postes associés, la signature de l'accord de financement pour le début de construction d'une centrale 25 MWc à Dapaong et d'électrification rurale, la clôture du projet PRASET et le lancement des travaux dans le cadre du projet PURS, volet énergie et la poursuite du projet PEREL.

Les défis du département demeurent notamment pour le secteur de l'énergie, le développement des sources d'énergie renouvelables, des infrastructures de transport, la construction de nouvelles centrales solaires et hydroélectriques pour augmenter le parc de production et l'accroissement de l'accès à l'électricité en milieu urbain et rural. Ainsi, il s'agira de mettre en place une exploitation durable, rationnelle et efficiente des ressources minérales dans le respect des normes environnementales et la modernisation du secteur minier, et d'effectuer des réformes législatives et réglementaires, et la promotion du gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans les hydrocarbures.

Les priorités du ministère en 2024 sont entre autres, l'extension et la réhabilitation du réseau électrique dans 53 localités dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains (PERECUT), la finalisation des travaux d'électrification par kits solaires de 314 centres de santé, le déploiement de 600 pompes d'irrigation solaires, la construction de 10 mini réseaux intelligents à travers le Projet d'appui au volet social du programme CIZO d'électrification rurale (PRAVOST), la construction d'une centrale solaire de 25 MWc et électrification de 61 localités à travers le Projet régional d'urgence en énergie solaire (RESPITE), l'électrification de 18 localités et le déploiement de 2800 compteurs à travers le Programme d'urgence de renforcement de la résilience dans la région des savanes (PURS), la construction de microcentrales solaires dans 7 localités, l'actualisation de la stratégie d'électrification du Togo et la relecture du code minier. Le département dispose trois (3) programmes à savoir : le pilotage et soutien aux services du ministère, le programme mines et le programme énergie pour mener ses missions. Le coût de ces programmes est projeté à 59.961.718.000 en 2024, 77.248.648.000 en 2025 et 73.306.490.000 en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et Soutien	Améliorer la qualité des services du MDEM	Taux d'exécution physique des programmes du MDEM	%	2021	85,0	92,0	92,0	93,0	94,0	94,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MDEM	%	2021	9,0	9,0	21,0	21,0	22,0	23,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	40,0	85,7	53,0	80,0	80,0	85,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	SG
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2021	80,0	86,1	90,0	90,0	90,0	90,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	97,0	97,0	98,0	98,0	98,0	98,0	DAF
A1.3	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Taux d'exécution du plan de formation continue du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2021	59,0	57,0	56,2	80,0	84,0	84,0	DAF
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	semestre	2021	N/D	N/D	N/D	N/D	1,0	1,0	DPSSE
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information permanent	Proportion de bases de données à jour	%	2021	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Cellule informatique

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Fréquence de mise à jour des données en ligne	mensuel	2021	N/D	N/D	12,0	12,0	12,0	12,0	Cellule informatique
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Cellule focale genre opérationnelle	nombre	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
			Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	N/D	25,0	25,0	30,0	35,0	40,0	Cellule genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule budgétisation verte opérationnelle	nombre	2021	N/D	N/D	N/D	1,0	0,0	0,0	Cellule budgétisation verte
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2021	N/D	N/D	N/D	39,9	41,0	42,0	Cellule budgétisation verte
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales	Taux d'accroissement des recettes minérales	%	2021	-9,0	9,0	5,0	1,0	1,0	2,0	DGMG
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	Approfondir l'exploration géologique et minière	% du territoire national couvert par an par les activités d'exploration géologique et minière	%	2021	100,0	0,8	5,0	10,0	15,0	20,0	DRGM
			% de projets d'exploration géologique et minière mis en conformité avec la législation minière	%	2021	N/D	N/D	N/D	45,0	50,0	60,0	DRGM
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	Garantir une exploitation durable des ressources minières	% de mines, de carrières et d'unités de transformation mis en conformité avec la législation minière	%	2021	11,0	19,0	30,0	30,0	32,0	35,0	DDCM
			Nombre d'unités de transformation de substances minières construites	Nombre	2021	4,0	4,0	5,0	6,0	7,0	9,0	DDCM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Réaliser les analyses et expertises de substances minérales	Proportion des ouvrages en métaux précieux mise aux normes	%	2021	N/D	N/D	70,0	75,0	80,0	80,0	DLM
			Nombre d'analyses géochimiques et pétrographiques réalisées par an	Nombre	2021	200,0	1 561,0	500,0	750,0	1 000,0	1 200,0	DLM
A2.4	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	Valoriser le potentiel de l'offshore et assurer la qualité des ouvrages et des produits pétroliers	Proportion d'infrastructures de produits pétroliers contrôlés conformes à la réglementation	%	2021	N/D	N/D	85,0	86,0	87,0	90,0	DH
			Nombre de campagnes de promotion pétrolière réalisées	Nombre	2021	1,0	2,0	2,0	3,0	4,0	5,0	DH
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie	Taux d'accès à l'énergie électrique	%	2021	58,0	63,0	65,0	70,0	75,0	80,0	DGE
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	Assurer pour tous l'accès à l'énergie électrique	Linéaire de réseaux (MT/ BT) construit par an	km	2021	883,93/6632	10/232	65/950	90/660	65/822	95/345	DPE
			Nombre de ménages électrifiés par système hors réseau	nombre	2021	78 109,0	106 767,0	135 425,0	171 774,0	217 879,0	276 359,0	DPE
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	Augmenter la capacité de production et de transport d'énergie	Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique	%	2021	35,3	35,3	35,3	43,6	50,0	50,0	DEEE
			Linéaire de réseaux HT construit	km	2021	972,6	1 230,6	1 282,6	1 402,6	1 471,6	1 715,7	DEEE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et Soutien	Améliorer la qualité des services du ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	84 999	494 321	40 500	291 581	53 500	316 857	44 500	309 118	44 500	318 402	142 500	944 377
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales	2 583 254	2 730 530	501 398	2 030 603	1 326 080	1 646 174	839 500	1 157 289	461 324	767 701	2 626 904	3 571 165
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie	37 480 331	37 572 229	56 264 297	44 197 168	89 161 591	57 998 687	86 765 366	75 782 241	83 620 821	72 220 387	259 547 778	206 001 315
Total			40 148 584	40 797 080	56 806 195	46 519 352	90 541 171	59 961 718	87 649 366	77 248 648	84 126 645	73 306 490	262 317 182	210 516 857

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	409 322	0	251 081	0	263 357	0	264 618	0	273 902	0	801 877
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	317 873	0	131 296	0	130 508	0	125 840	0	129 016	0	385 364
Biens et Services	0	91 449	0	119 785	0	132 849	0	138 778	0	144 886	0	416 513
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	84 999	84 999	40 500	40 500	53 500	53 500	44 500	44 500	44 500	44 500	142 500	142 500
Dépenses d'investissement	84 999	84 999	40 500	40 500	53 500	53 500	44 500	44 500	44 500	44 500	142 500	142 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	84 999	494 321	40 500	291 581	53 500	316 857	44 500	309 118	44 500	318 402	142 500	944 377

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	147 277	0	329 205	0	320 094	0	317 789	0	306 377	0	944 261
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	13 446	0	184 555	0	181 504	0	179 199	0	167 787	0	528 491
Biens et Services	0	43 831	0	54 650	0	48 590	0	48 590	0	48 590	0	145 770
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	2 583 254	2 583 254	501 398	1 701 398	1 326 080	1 326 080	839 500	839 500	461 324	461 324	2 626 904	2 626 904
Dépenses d'investissement	58 215	58 215	43 500	43 500	31 500	31 500	39 500	39 500	39 500	39 500	110 500	110 500
Projets d'investissement	2 525 039	2 525 039	457 898	1 657 898	1 294 580	1 294 580	800 000	800 000	421 824	421 824	2 516 404	2 516 404
Investissement financés sur RI	20 000	20 000	457 898	457 898	1 294 580	1 294 580	800 000	800 000	421 824	421 824	2 516 404	2 516 404
Investissement financés sur RE	2 505 039	2 505 039	0	1 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	2 583 254	2 730 530	501 398	2 030 603	1 326 080	1 646 174	839 500	1 157 289	461 324	767 701	2 626 904	3 571 165

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	91 898	0	102 718	0	98 108	0	94 641	0	95 209	0	287 958
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	48 908	0	60 118	0	51 901	0	48 434	0	49 002	0	149 337
Biens et Services	0	12 990	0	12 600	0	16 207	0	16 207	0	16 207	0	48 621
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	37 480 331	37 480 331	56 264 297	44 094 450	89 161 591	57 900 579	86 765 366	75 687 600	83 620 821	72 125 178	259 547 778	205 713 357
Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	9 000	9 000	10 000	10 000	10 000	10 000	29 000	29 000
Projets d'investissement	37 480 331	37 480 331	56 254 297	44 084 450	89 152 591	57 891 579	86 755 366	75 677 600	83 610 821	72 115 178	259 518 778	205 684 357
Investissement financés sur RI	2 221 868	2 221 868	1 950 523	1 950 523	2 614 896	2 614 896	3 080 352	3 080 352	200 000	200 000	5 895 248	5 895 248
Investissement financés sur RE	35 258 463	35 258 463	54 303 774	42 133 927	86 537 695	55 276 683	83 675 014	72 597 248	83 410 821	71 915 178	253 623 530	199 789 109
Total	37 480 331	37 572 229	56 264 297	44 197 168	89 161 591	57 998 687	86 765 366	75 782 241	83 620 821	72 220 387	259 547 778	206 001 315

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 385 082	3 033 578	2 502 421	3 185 425	4 003 476	4 685 035	3 974 352	4 651 400	715 824	1 391 312	8 693 652	10 727 748
Hors Projets	143 214	791 710	94 000	777 004	94 000	775 559	94 000	771 048	94 000	769 488	282 000	2 316 096
Projets	1 775 203	1 775 203	2 303 421	2 303 421	3 302 676	3 302 676	2 345 155	2 345 155	521 824	521 824	6 169 655	6 169 655
Fonds de contrepartie	466 665	466 665	105 000	105 000	606 800	606 800	1 535 197	1 535 197	100 000	100 000	2 241 997	2 241 997
Financement extérieur	37 763 502	37 763 502	54 303 774	43 333 927	86 537 695	55 276 683	83 675 014	72 597 248	83 410 821	71 915 178	253 623 530	199 789 109
Dons	7 176 618	7 176 618	22 644 080	12 115 519	19 335 136	22 946 655	7 193 861	14 110 903	0	0	26 528 997	37 057 558
KfW	4 211 193	4 211 193	11 506 938	5 004 032	6 019 916	8 268 265	0	4 254 557	0	0	6 019 916	12 522 822
UE	2 826 389	2 826 389	9 748 531	5 799 953	7 939 357	9 245 450	1 946 241	4 588 726	0	0	9 885 598	13 834 176
BAD	139 036	139 036	81 424	4 347	264 000	341 077	366 059	366 059	0	0	630 059	707 136
BM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	30 586 884	30 586 884	31 659 694	31 218 408	67 202 559	32 330 028	76 481 153	58 486 345	83 410 821	71 915 178	227 094 533	162 731 551
BM	6 209 417	6 209 417	1 594 729	2 794 729	16 500 000	4 500 000	11 608 778	11 608 778	80 079 113	56 464 132	108 187 891	72 572 910
BOAD	4 522	4 522	599 500	599 500	2 810 434	1 810 434	42 497 337	18 552 337	0	5 000	45 307 771	20 367 771
BIDC	405 864	405 864	2 000 000	2 000 000	1 930 884	1 930 884	1 663 252	1 663 252	0	0	3 594 136	3 594 136
BID	711 982	711 982	1 500 000	1 500 000	10 400 000	4 454 808	9 542 682	15 487 874	0	0	19 942 682	19 942 682
FSID	493 556	493 556	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OFID	326 061	326 061	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXIM BANK INDE	698 376	698 376	1 269 775	1 269 775	22 656 406	1 876 406	414 101	419 101	0	5 000	23 070 507	2 300 507
AFD	5 662 413	5 662 413	7 511 656	6 723 031	8 592 719	8 592 719	5 061 582	5 061 582	3 331 708	15 441 046	16 986 009	29 095 347
BAD	165 642	165 642	96 503	5 103	337 500	428 900	1 387 465	1 387 465	0	0	1 724 965	1 816 365
FOND D'HABU DABI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres emprunteurs	15 909 051	15 909 051	17 087 531	16 326 270	3 974 616	8 735 877	4 305 956	4 305 956	0	0	8 280 572	13 041 833
TOTAL DE FINANCEMENT	40 148 584	40 797 080	56 806 195	46 519 352	90 541 171	59 961 718	87 649 366	77 248 648	84 126 645	73 306 490	262 317 182	210 516 857

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	648 496	0	683 004	0	681 559	0	677 048	0	675 488	0	2 034 096
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	380 227	0	375 969	0	363 913	0	353 473	0	345 805	0	1 063 192
Biens et Services	0	148 269	0	187 035	0	197 646	0	203 575	0	209 683	0	610 904
Transferts Courants	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	360 000
Dépenses en capital	40 148 584	40 148 584	56 806 195	45 836 348	90 541 171	59 280 159	87 649 366	76 571 600	84 126 645	72 631 002	262 317 182	208 482 761
Dépenses d'investissement	143 214	143 214	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	282 000	282 000
Projets d'investissement	40 005 370	40 005 370	56 712 195	45 742 348	90 447 171	59 186 159	87 555 366	76 477 600	84 032 645	72 537 002	262 035 182	208 200 761
Investissement financés sur RI	2 241 868	2 241 868	2 408 421	2 408 421	3 909 476	3 909 476	3 880 352	3 880 352	621 824	621 824	8 411 652	8 411 652
Investissement financés sur RE	37 763 502	37 763 502	54 303 774	43 333 927	86 537 695	55 276 683	83 675 014	72 597 248	83 410 821	71 915 178	253 623 530	199 789 109
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	40 148 584	40 797 080	56 806 195	46 519 352	90 541 171	59 961 718	87 649 366	77 248 648	84 126 645	73 306 490	262 317 182	210 516 857

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	15	74 978	18	78 563	18	76 167	16	77 450	15	80 657
Catégorie A2	23	84 090	25	88 998	24	107 909	23	108 715	22	112 885
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0
Catégorie B	9	27 096	9	27 517	9	31 021	7	31 484	7	33 337
Catégorie C	9	34 433	11	36 977	8	27 778	6	28 205	8	29 631
Catégorie D	2	5 655	3	6 108	2	5 121	2	5 228	2	5 478
Contractuels	49	150 175	48	135 958	43	91 269	43	77 743	43	59 169
Volontaires	0	3 800	0	1 848	0	24 648	0	24 648	0	24 648
TOTAL	107	380 227	114	375 969	104	363 913	99	353 473	99	345 805

3.2.28. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850)

Le ministère de la culture et du tourisme, dans ses attributions, se charge de promouvoir une politique culturelle extérieure et des échanges culturels, facteurs d'intégration régionale africaine, de faire du Togo un acteur de premier plan dans la renaissance culturelle africaine et lui donner une place et un rôle décisif dans la « grande conversation mondiale ». Il promeut également un tourisme diversifié, respectueux de l'environnement, de la qualité de la vie et des cultures, garant de la croissance économique. Par ailleurs, le ministère met en œuvre la politique de l'État en matière de la culture et du tourisme. En outre, il est chargé de la sauvegarde, de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel et touristique national dans toute sa diversité, d'encourager la créativité et la diffusion dans le domaine des arts, des lettres et loisirs et de promouvoir les initiatives culturelles de base.

Au titre de l'exercice 2023, le ministère n'a pas pu exécuter plusieurs activités, dues au ralentissement économique, à une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Malgré cette situation un peu difficile, plusieurs réformes institutionnelles ont été menées.

Toutefois, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation des acquis culturelles et touristiques et une meilleure exécution des projets de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le développement des industries culturelles et créatives, le renforcement de l'image de la destination Togo, le développement du tourisme interne puis la mise place des infrastructures modernes adaptées à la pratique du tourisme de loisirs.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (04) programmes dont trois (3) programmes budgétaires déclinés en douze (12) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MCT ; (ii) la culture ; (iii) le tourisme.

Globalement, les trois (3) programmes budgétaires du MCT sont projetés à 3.783.827.000 FCFA en 2024, 4.781.325.000 FCFA en 2025 et 3.888.237.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT	Renforcer les capacités opérationnelles du MCT	Taux d'exécution physique des programmes du MCT	%	2020	81,5	85,0	87,0	88,5	91,0	95,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MCT	%	2020	30,8	34,6	38,5	42,3	46,2	47,0	SG
A1.1	PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MCT	Améliorer la qualité des services du MCT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	33,0	50,0	55,0	60,0	65,0	70,0	CABINET
			Taux de satisfaction du personnel du MCT par rapport au management des premiers responsables	%	2022	50,0	0,0	50,0	60,0	70,0	80,0	SG
A1.2	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2020	96	97	98	99	99	99	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	8,0	7,0	8,0	9,0	10,0	10,0	DAAF
A1.3	PROSPECTIVES, PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions du MCT	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	25,0	25,0	50,0	75,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuels) statistiques	Nombre de jours	2020	90,0	60,0	60,0	60,0	45,0	30,0	DPSE
A1.4	GENRE ET EQUITE	Développer la culture et le tourisme par la prise en compte de la dimension genre (Promouvoir le genre et l'équité)	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	ND	ND	10,0	23,0	37,0	50,0	CELLULE GENRE
			Proportion de femmes au poste de décision	%	2020	60,0	70,0	80,0	90,0	100,0	100,0	IRES-RDEC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.5	FORMATION	Assurer l'expertise et l'enseignement sur les questions de culture et du tourisme en lien avec le développement	Taux de réussite des apprenants à l'IRES RDEC	%	2020,0	60,0	70,0	80,0	90,0	100,0	100,0	IRES-RDEC
			Taux d'employabilité des diplômés togolais de l'institut	%	2020	45,0	50,0	55,0	60,0	70,0	80,0	IRES-RDEC
P2	CULTURE	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	Part des activités culturelles privées et formelles dans le PIB	%	2020	1,8	2,0	3,5	3,8	4,0	5,0	DNC
			Proportion d'individus exerçant un emploi culturel	%	2020	0,8	0,8	1,0	1,5	2,0	3,0	DNC
A2.1	PATRIMOINE CULTUREL	Valoriser le patrimoine culturel national	Proportion des biens du patrimoine culturel national valorisés	%	2020	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,2	DPC
			Taux d'accroissement de la fréquentation des sites et musées	%	2020	5,0	5,0	6,0	7,0	10,0	12,0	DPC
A2.2	INFRASTRUCTURES CULTURELLES ET EVENEMENTS ARTISTIQUES ET CULTURELS	Promouvoir les arts et la culture	Taux d'accroissement d'événements artistiques et culturels organisés	%	2020	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0	35,0	DPAC
A2.3	CINEMA ET IMAGE ANIMEE	Accroître la création, la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et de l'image animée	Proportion des films togolais diffusés	%	2020	15,0	15,0	17,0	20,0	25,0	25,0	DNC
			Proportion de films togolais assistés par l'Etat	%	2020	2,0	3,0	5,0	10,0	15,0	20,0	DNC
A2.4	CREATION LITTERAIRE	Dynamiser la chaîne du livre et de la lecture	Taux de progression de la fréquentation des centres de lecture	%	2020	10,0	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	CENALAC
			Taux d'accroissement des titres édités	%	2020	15,0	20,0	22,0	25,0	30,0	30,0	DBPL

Budget programme de l'Etat 2024-2026

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A2.5	ENTREPRENEURIAT ET INDUSTRIE CULTURELLE	Soutenir la production des industries culturelles et créatives	Taux de réalisation des projets financés par le FNPC	%	2020	0,0	90,0	93,0	94,0	96,0	98,0	FAC
			Taux d'accroissement des exportations des produits culturels	%	2020	8,0	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	FAC
P3	TOURISME	Accroître la productivité du secteur touristique	Part du tourisme dans le PIB	%	2020	1,5	1,6	2,0	3,0	4,0	4,1	DPT
			Proportion d'emplois touristiques créés	%	2020	3,0	4,0	5,0	6,0	7,0	8,0	DPT
A3.1	TOURISME DE LOISIRS	Développer une offre touristique de loisirs à destination des touristes nationaux et de la sous-région	Taux de croissance annuel du nombre d'arrivées des touristes	%	2020	6,0	5,0	7,0	8,0	10,0	12,0	DPT
			Taux d'accroissement des recettes touristiques	%	2020	10,0	9,0	12,0	15,0	20,0	21,0	DPT
A3.2	QUALITE DES PRODUITS ET SERVICES TOURISTIQUES	Assurer la qualité des prestations de services touristiques	Taux de satisfaction des visiteurs de la destination	%	2020	1,0	1,3	1,7	2,0	3,0	5,0	DRICEHB
			Taux de progression de la durée moyenne de séjour dans la destination TOGO	%	2020	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DRICEHB

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MCT	Renforcer les capacités opérationnelles du MCT	95 489	1 133 887	103 000	767 150	103 000	813 145	103 000	808 608	103 000	810 207	309 000	2 431 961
P2	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	0	450 047	0	724 424	0	760 960	0	769 986	0	771 976	0	2 302 922
P3	Tourisme	Accroître la productivité du secteur touristique	100 000	174 354	1 242 750	971 309	2 010 775	2 209 721	2 500 000	3 202 731	2 100 000	2 306 054	6 610 775	7 718 507
Total			195 489	1 758 288	1 345 750	2 462 883	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237	6 919 775	12 453 389

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	1 038 398	0	664 150	0	710 145	0	705 608	0	707 207	0	2 122 961	
Charges financières de la dette											0	0	
Personnel	0	778 489	0	412 835	0	454 830	0	445 604	0	442 053	0	1 342 488	
Biens et Services	0	159 909	0	151 315	0	155 315	0	160 004	0	165 154	0	480 473	
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000	
Dépenses en capital	95 489	95 489	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Dépenses d'investissement	95 489	95 489	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital												0	0
Total	95 489	1 133 887	103 000	767 150	103 000	813 145	103 000	808 608	103 000	810 207	309 000	2 431 961	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	450 047	0	724 424	0	760 960	0	769 986	0	771 976	0	2 302 922
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 336	0	239 667	0	255 203	0	262 406	0	262 519	0	780 128
Biens et Services	0	59 711	0	59 757	0	60 757	0	62 580	0	64 457	0	187 794
Transferts Courants	0	385 000	0	425 000	0	445 000	0	445 000	0	445 000	0	1 335 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	450 047	0	724 424	0	760 960	0	769 986	0	771 976	0	2 302 922

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	26 234	0	228 559	0	198 946	0	202 731	0	206 054	0	607 732
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	657	0	202 959	0	171 546	0	174 839	0	177 973	0	524 359
Biens et Services	0	15 577	0	15 600	0	17 400	0	17 892	0	18 081	0	53 373
Transferts Courants	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	100 000	148 120	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	100 000	148 120	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Investissement financés sur RI	100 000	75 960	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Investissement financés sur RE	0	72 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	100 000	174 354	1 242 750	971 309	2 010 775	2 209 721	2 500 000	3 202 731	2 100 000	2 306 054	6 610 775	7 718 507

Budget programme de l'Etat 2024-2026

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	195 489	1 686 128	1 345 750	2 462 883	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237	6 919 775	12 453 389
Hors Projets	95 489	1 610 168	103 000	1 720 133	103 000	1 773 052	103 000	1 781 325	103 000	1 788 237	309 000	5 342 614
Projets	100 000	75 960	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	72 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	72 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	0	72 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	195 489	1 758 288	1 345 750	2 462 883	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237	6 919 775	12 453 389

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 514 679	0	1 617 133	0	1 670 052	0	1 678 325	0	1 685 237	0	5 033 614
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	784 482	0	855 461	0	881 580	0	882 850	0	882 546	0	2 646 975
Biens et Services	0	235 197	0	226 672	0	233 472	0	240 476	0	247 691	0	721 639
Transferts Courants	0	495 000	0	535 000	0	555 000	0	555 000	0	555 000	0	1 665 000
Dépenses en capital	195 489	243 609	1 345 750	845 750	2 113 775	2 113 775	2 603 000	3 103 000	2 203 000	2 203 000	6 919 775	7 419 775
Dépenses d'investissement	95 489	95 489	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	103 000	309 000	309 000
Projets d'investissement	100 000	148 120	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Investissement financés sur RI	100 000	75 960	1 242 750	742 750	2 010 775	2 010 775	2 500 000	3 000 000	2 100 000	2 100 000	6 610 775	7 110 775
Investissement financés sur RE	0	72 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	195 489	1 758 288	1 345 750	2 462 883	2 113 775	3 783 827	2 603 000	4 781 325	2 203 000	3 888 237	6 919 775	12 453 389

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	40	669 623	45	414 749	52	312 058	50	304 746	50	306 222
Catégorie A2	57	0	52	194 700	51	198 811	51	214 352	50	224 178
Catégorie A3	0	47 794	1	5 739	6	38 116	6	38 657	6	38 656
Catégorie B	38	46 000	50	127 783	55	204 585	53	208 497	53	207 354
Catégorie C	54	15 157	49	73 915	34	107 611	33	101 298	31	92 155
Catégorie D	17	4 799	18	25 751	8	20 398	8	15 300	7	13 980
Contractuels	3	1 109	3	12 824	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	209	784 482	218	855 461	206	881 580	201	882 850	197	882 546

3.2.29. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)

Le MERF a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'environnement, de ressources forestières. A cet titre, il est chargé de : (i) élaborer des règles relatives à la sauvegarde et la protection de l'environnement, la prévention contre les pollutions et nuisances et la prévention des risques et catastrophes naturelles, (ii) contrôler l'exécution et le respect des conventions internationales en matière d'environnement, ainsi que des dispositions de la loi-cadre sur l'environnement, du code forestier et de la loi sur la prévention des risques biotechnologiques, (iii) contrôler l'intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles et stratégies nationales de développement, (iv) développer des moyens d'appui et d'encadrement des populations et des autres acteurs dans le cadre du reboisement et de l'aménagement des forêts et (v) assurer la police transfrontière des mouvements de produits chimiques et de substances dangereuses.

Au titre de l'année 2023, le ministère dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, a réalisé 1 487 ha de reboisement. Dans le cadre de la protection côtière, 14 ouvrages dont 7 épis construits, 6 épis et un brise-lame réhabilités. En outre, le cadre juridique a été amélioré avec l'actualisation de la loi-cadre sur l'environnement, l'actualisation du code forestier, l'adoption de la politique forestière, l'adoption de l'avant-projet de loi sur les changements climatiques et celle sur les aires protégées.

Au regard des attentes et des objectifs du département, plusieurs défis restent à relever entre autres (i) la préservation des ressources naturelles et de l'intégrité des écosystèmes, (ii) l'ambition nationale de reboiser un milliard de plants à l'horizon 2030, (iii) la lutte contre les changements climatiques et (iv) la protection du littoral. Le MERF, pour le compte de l'année 2024 a pour priorité d'intensifier le reboisement sur toute l'étendue du territoire afin de répondre à l'ambition décennale du gouvernement, de poursuivre les activités de protection de la côte et de contribuer à l'amélioration des capacités d'adaptation des populations aux changements climatiques. Ces orientations sont traduites dans le budget programme 2024-2026 du ministère de l'environnement et des ressources forestières qui repose essentiellement sur la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025. Ce budget programme s'articule autour de trois programmes budgétaires et d'un programme compte d'affectation spéciale (CAS) pour le Fonds National de Développement Forestier.

Les trois (3) programmes budgétaires qui sont : (i) Pilotage et soutien aux services du MERF ; (ii) gestion durable des écosystèmes, (iii) environnement et climat se déclinent en onze (11) actions pour un montant global de 62.139.975.000 FCFA. Les dépenses du ministère sont projetées à 19.727.029.000 FCFA en 2024, 19.620.011.000 FCFA en 2025 et 22.792.935.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	Taux d'exécution physique des programmes du MERF	%	2020	70,0	85,0	90,0	92,0	93,5	94,0	SG
			% de femmes aux postes nominatifs du MERF	%	2020	5,0	10,0	15,0	16,0	16,0	17,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERF	Faciliter la mise en œuvre des programmes opérationnels du MERF	Nombre de réunions hebdomadaires de cabinet tenues	%	2020	46,2	46,2	48,0	48,0	48,0	48,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	60,0	73,0	75,0	80,0	82,0	84,0	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	67,0	67,0	68,0	69,0	75,0	76,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation	Proportion de réunions bimensuelles de suivi évaluation	%	2020	50,0	50,0	80,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Part du budget du ministère réservée aux activités sensibles au genre	%	2021	ND	ND	ND	2,4	4,0	5,0	Cellule genre
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétisation aux priorités du développement liées aux changements climatique et la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et son opérationnalisation	Nombre	2023	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	CELLULE CLIMAT
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2023	ND	ND	ND	88,9	90,0	91,0	CELLULE CLIMAT
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	Nombre de plants mis en terre	Nombre	2020	5 732 297,0	8 779 750,0	10 000 000,0	11 000 000,0	12 100 000,0	13 300 000,0	DRF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Taux de couverture forestière	%	2020	24,2	24,4	24,6	24,8	24,9	25,0	DRF
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	Augmenter la couverture forestière	superficie des terres restaurées	hectare	2020	27 270,4	29 342,0	29 928,8	30 527,4	31 138,0	31 760,7	DRF
			superficie reboisée	hectare	2020	1 632,7	5 322,4	5 854,6	6 440,0	7 084,0	7 792,5	DRF
A2.2	Développement et gestion durable des forêts domaniales y compris bois-énergie	Augmenter la superficie des forêts domaniales sous gestion durable	superficie aménagée	hectare	2020	1 886,9	2 284,6	1 564,7	1 721,0	1 900,0	2 083,0	DRF
			superficie des plantations à vocation bois-énergie	hectare	2022	ND	ND	95,0	200,0	300,0	500,0	ODEF
P3	Environnement et climat	Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques	Linéaire de côte protégée	mètre	2020	21 170,0	22 270,0	27 270,0	35 720,0	41 720,0	47 720,0	DE
			Nombre de ménages moins exposés aux risques d'érosion côtière, d'inondation et de pollution (Nombre de ménage dont la résilience est renforcée)	Nombre de ménages	2020	0,0	5 060,0	10 144,0	12 735,0	12 900,0	13 100,0	DE (WACA, Ecovillages, R4C)
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	Contribuer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre et des effets des changements climatiques	Nombre de ménages moins exposés aux risques d'érosion côtière, d'inondation et de pollution (Nombre de ménage dont la résilience est renforcée)	nbre	2020	ND	24 300,0	3 925,0	6 382,0	6 602,0	0,0	DE
			Part de véhicule électrique dans les ventes annuelles de véhicules neufs	%	2020	0,0	2,4	2,6	2,8	3,0	3,2	DE
A3.2	Préservation des milieux et cadre de vie	Assure la préservation et la gestion des milieux et cadre de vie	Linéaire de côte protégée	m	2018	21 170,0	0,0	8 450,0	6 000,0	6 000,0	600,0	0
			Quantité d'ordures enlevées à bords des navires	Volume (m³)	2020	460,5	239,0	400,0	450,0	500,0	550,0	DE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.3	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	Améliorer la gestion des Installations classées et des substances dangereuses pour préserver la santé humaine et l'environnement	Quantité de déchets dangereux et de SAO (substance approuvant la couche d'Ozone) éliminés	Tonne métrique (TM)	2020	20 000,0	4 998,3	3 010,4	3 504,0	3 506,4	3 506,9	DE
			Quantité de produit chimique autorisée à l'importation	kg	2020	45 090,0	38 794,0	35 000,0	34 000,0	33 000,0	32 000,0	DE
A3.4	Evaluations et Surveillance Environnementales	Réduire les impacts environnementaux et sociaux des projets	Taux de PGES ET PGR suivi	%	2020	70,3	80,0	83,0	87,0	90,0	93,0	ANGE
			Nombre de communes couvertes par les capteurs de la qualité de l'air	Nbre	2022	ND	ND	ND	10,0	60,0	80,0	ANGE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	344 713	1 579 256	640 879	711 209	640 879	1 605 260	1 393 252	1 680 381	3 886 147	4 377 489	5 920 278	7 663 130
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	3 307 864	4 176 274	4 838 000	3 727 305	9 271 628	7 604 003	7 921 016	6 948 454	9 174 500	14 898 078	26 367 144	29 450 535
P3	Environnement et climat	Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques	10 194 992	10 365 541	10 886 043	13 064 282	26 741 808	10 517 766	9 575 312	10 991 176	14 405 083	3 517 368	50 722 203	25 026 310
Total des programmes			13 847 569	16 121 071	16 364 922	17 502 796	36 654 315	19 727 029	18 889 580	19 620 011	27 465 730	22 792 935	83 009 625	62 139 975

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 236 204	0	491 438	0	872 260	0	877 129	0	877 034	0	2 626 423
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 143 992	0	405 816	0	778 512	0	780 501	0	777 440	0	2 336 453
Biens et Services	0	92 212	0	85 623	0	93 748	0	96 628	0	99 594	0	289 970
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	344 713	343 052	640 879	219 771	640 879	733 000	1 393 252	803 252	3 886 147	3 500 455	5 920 278	5 036 707
Dépenses d'investissement	89 968	89 968	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Projets d'investissement	254 745	253 084	540 879	119 771	540 879	633 000	1 293 252	703 252	3 786 147	3 400 455	5 620 278	4 736 707
Investissement financés sur RI	254 745	253 084	540 879	119 771	540 879	633 000	1 293 252	703 252	3 786 147	3 400 455	5 620 278	4 736 707
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	344 713	1 579 256	640 879	711 209	640 879	1 605 260	1 393 252	1 680 381	3 886 147	4 377 489	5 920 278	7 663 130

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	965 333	0	1 807 305	0	1 743 407	0	1 732 438	0	1 741 578	0	5 217 423
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	905 533	0	1 748 200	0	1 683 023	0	1 670 301	0	1 677 633	0	5 030 957
Biens et Services	0	59 800	0	59 105	0	60 384	0	62 137	0	63 945	0	186 466
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 307 864	3 210 941	4 838 000	1 920 000	9 271 628	5 860 596	7 921 016	5 216 016	9 174 500	13 156 500	26 367 144	24 233 112
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	3 307 864	3 210 941	4 838 000	1 920 000	9 271 628	5 860 596	7 921 016	5 216 016	9 174 500	13 156 500	26 367 144	24 233 112
Investissement financés sur RI	1 360 820	1 297 608	4 338 000	1 420 000	4 943 460	1 532 428	5 421 016	2 716 016	6 174 500	10 156 500	16 538 976	14 404 944
Investissement financés sur RE	1 947 044	1 913 333	500 000	500 000	4 328 168	4 328 168	2 500 000	2 500 000	3 000 000	3 000 000	9 828 168	9 828 168
Total	3 307 864	4 176 274	4 838 000	3 727 305	9 271 628	7 604 003	7 921 016	6 948 454	9 174 500	14 898 078	26 367 144	29 450 535

Budget programme de l'Etat 2024-2026

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	142 090	0	476 172	0	476 240	0	472 614	0	474 785	0	1 423 639
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	32 906	0	167 221	0	167 084	0	163 192	0	165 090	0	495 366
Biens et Services	0	9 184	0	8 950	0	9 156	0	9 422	0	9 695	0	28 273
Transferts Courants	0	100 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	900 000
Dépenses en capital	10 194 992	10 223 451	10 886 043	12 588 110	26 741 808	10 041 526	9 575 312	10 518 562	14 405 083	3 042 583	50 722 203	23 602 671
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	10 194 992	10 223 451	10 886 043	12 588 110	26 741 808	10 041 526	9 575 312	10 518 562	14 405 083	3 042 583	50 722 203	23 602 671
Investissement financés sur RI	634 250	608 309	841 396	1 371 003	2 164 553	493 464	1 414 344	984 737	1 661 403	1 761 403	5 240 300	3 239 604
Investissement financés sur RE	9 560 742	9 615 142	10 044 647	11 217 107	24 577 255	9 548 062	8 160 968	9 533 825	12 743 680	1 281 180	45 481 903	20 363 067
Transferts en capital											0	0
Total	10 194 992	10 365 541	10 886 043	13 064 282	26 741 808	10 517 766	9 575 312	10 991 176	14 405 083	3 517 368	50 722 203	25 026 310

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 339 783	4 592 596	5 820 275	5 785 689	7 748 892	5 850 799	8 228 612	7 586 186	11 722 050	18 511 755	27 699 554	31 948 740
Hors Projets	89 968	2 433 595	100 000	2 874 915	100 000	3 191 907	100 000	3 182 181	100 000	3 193 397	300 000	9 567 485
Projets	1 634 745	1 562 746	5 359 272	1 649 771	7 293 428	2 303 428	7 848 612	4 124 005	11 352 050	15 048 358	26 494 090	21 475 791
Fonds de contrepartie	615 070	596 255	361 003	1 261 003	355 464	355 464	280 000	280 000	270 000	270 000	905 464	905 464
Financement extérieur	11 507 786	11 528 475	10 544 647	11 717 107	28 905 423	13 876 230	10 660 968	12 033 825	15 743 680	4 281 180	55 310 071	30 191 235
Dons	4 797 229	4 817 918	4 844 647	6 950 887	15 704 994	11 100 887	4 929 718	9 533 825	4 281 180	4 281 180	24 915 892	24 915 892
PNUD	2 257 661	2 280 199	600 000	600 000	1 000 000	1 000 000	1 500 000	1 500 000	1 085 000	1 085 000	3 585 000	3 585 000
BM/IDA	2 149 298	2 149 298	2 388 256	2 247 248	4 531 162	2 453 074	0	2 078 088	0	0	4 531 162	4 531 162
BM/FEM	0	0	0	2 247 248	3 699 169	1 173 150	0	2 526 019	0	0	3 699 169	3 699 169
FAO/FEM	0	0	1 132 758	1 132 758	1 278 654	1 278 654	415 388	415 388	196 180	196 180	1 890 222	1 890 222
PNUD/FEM	0	0	500 000	500 000	1 204 988	1 204 988	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	3 704 988	3 704 988
PNUE	169 625	186 475	223 633	223 633	0	0	0	0	0	0	0	0
FVC	220 645	201 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAO	0	0	0	0	867 841	867 841	514 330	514 330	0	0	1 382 171	1 382 171
Autres donateurs	0	0	0	0	3 123 180	3 123 180	1 000 000	1 000 000	2 000 000	2 000 000	6 123 180	6 123 180
Emprunts	6 710 557	6 710 557	5 700 000	4 766 220	13 200 429	2 775 343	5 731 250	2 500 000	11 462 500	0	30 394 179	5 275 343
BM/IDA	6 710 557	6 710 557	5 700 000	4 766 220	7 469 179	1 326 400	0	1 800 000	0	0	7 469 179	3 126 400
Autres emprunteurs	0	0	0	0	5 731 250	1 448 943	5 731 250	700 000	11 462 500	0	22 925 000	2 148 943
TOTAL DE FINANCEMENT	13 847 569	16 121 071	16 364 922	17 502 796	36 654 315	19 727 029	18 889 580	19 620 011	27 465 730	22 792 935	83 009 625	62 139 975

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 343 627	0	2 774 915	0	3 091 907	0	3 082 181	0	3 093 397	0	9 267 485
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 082 431	0	2 321 237	0	2 628 619	0	2 613 994	0	2 620 164	0	7 862 776
Biens et Services	0	161 196	0	153 678	0	163 288	0	168 187	0	173 233	0	504 709
Transferts Courants	0	100 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	900 000
Dépenses en capital	13 847 569	13 777 444	16 364 922	14 727 881	36 654 315	16 635 122	18 889 580	16 537 830	27 465 730	19 699 538	83 009 625	52 872 490
Dépenses d'investissement	89 968	89 968	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
Projets d'investissement	13 757 601	13 687 476	16 264 922	14 627 881	36 554 315	16 535 122	18 789 580	16 437 830	27 365 730	19 599 538	82 709 625	52 572 490
Investissement financés sur RI	2 249 815	2 159 001	5 720 275	2 910 774	7 648 892	2 658 892	8 128 612	4 404 005	11 622 050	15 318 358	27 399 554	22 381 255
Investissement financés sur RE	11 507 786	11 528 475	10 544 647	11 717 107	28 905 423	13 876 230	10 660 968	12 033 825	15 743 680	4 281 180	55 310 071	30 191 235
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	13 847 569	16 121 071	16 364 922	17 502 796	36 654 315	19 727 029	18 889 580	19 620 011	27 465 730	22 792 935	83 009 625	62 139 975

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	70	376 126	84	461 092	83	466 429	82	461 220	82	469 824
Catégorie A2	188	672 812	158	700 517	162	730 684	160	712 579	159	709 098
Catégorie A3	7	31 113	8	41 542	9	35 511	9	37 178	9	37 655
Catégorie B	183	491 650	152	529 064	143	520 236	138	528 842	139	539 754
Catégorie C	222	432 245	178	488 176	167	456 560	164	461 796	163	461 474
Catégorie D	51	78 484	37	74 998	29	56 226	25	49 406	21	39 387
Contractuels	0	0	0	25 848	0	0	0	0	0	0
TOTAL	721	2 082 431	617	2 321 237	593	2 265 647	578	2 251 022	573	2 257 192

3.2.30. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870)

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD	Taux d'exécution physique des programmes du MENTD	%	2021	60,0	65,0	75,0	80,0	85,0	90,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MENTD	%	2021	3,3	6,7	6,7	10,0	10,0	13,3	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MENTD	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	33	50	67	83	92	100	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	3	30	50	70	90	90	DAAF
			Délai de transmission des dossiers administratifs du personnel à la fonction publique	jour	2021	10	7	5	5	4	3	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	65	70	75	80	85	90	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	67	73	78	80	87	95	DAAF
A1.4	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2021	1	2	3	4	4	4	CC/DI
			Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	unité	2021	1	1	1	1	1	1	CC/DI
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	50	50	100	100	100	100	Cellule planification
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2021	0	0	2	2	3	4	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2021	1	1	1	1	1	1	Cellule genre
P2	Infrastructures numériques et postales	Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale	Taux de couverture du territoire en services haut débit	%	2021	0,0	0,0	61,0	66,0	71,0	75,0	DIT
			Nombre de points de présence postale pour 100000hbits	nbre/100 000hbits	2021	1,0	1,3	1,5	1,5	1,8	1,8	DP
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	Etendre l'Internet haut débit à tous les togolais	Taux de couverture de la population en services haut débit	%	2021	0,0	0,0	65,0	75,0	85,0	95,0	ARCEP/SIN
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Renforcer le raccordement du réseau Internet national au réseau mondial et améliorer la connectivité internet au Togo afin d'offrir un accès internet à haut débit et abordable à toute la population.	Câble sous-marin déployé	Oui/Non	2021	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	SIN
			Câble sous-marin activé et opérationnel	Oui/Non	2021	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	SIN
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	Accroître la couverture postale sur l'ensemble du territoire	Nombre de points de présence postale	nbre/100 000hbits	2021	108,0	110,0	112,0	115,0	120,0	125,0	DP/SPT
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	Pourcentage des principales démarches administratives digitalisées	%	2021	0,0	0,0	30,0	55,0	75,0	100,0	DPEN
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	Augmenter le nombre de personnes en République Togolaise qui ont une preuve d'identité unique reconnue par le gouvernement afin de leur permettre d'accès aux services économiques et sociaux	Existence d'un système fID qui génère des numéros d'identifiants uniques (NIU)	Oui/Non	2021	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	UGP-WURI/ANID
			Nombre de togolais disposant d'un numéro d'identifiant unique	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	1 000 000,0	4 500 000,0	7 500 000,0	UGP-WURI/ANID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Déployer des plateformes d'apprentissage informatisées	Nombre d'établissements équipés en plateformes d'apprentissage	nombre	2021	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	0,0	MENTD
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	Améliorer l'implémentation des programmes de protection sociale du gouvernement	Existence d'une plateforme technologique permettant d'identifier les personnes éligibles aux divers programmes de protections sociales	Oui/Non	2021	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	UGP-WURI/ANID
			Nombre de Ménages inscrits au RSPM	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	700 000,0
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	Facilitation de l'accès aux services publics (p.ex., état civil, titres fonciers, impôts)	Extence d'un portail national des services publics digitalisés	Oui/Non	2021	0,0	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	ATD/MENTD
			Services publics prioritaires digitalisés et intégrés à la plateforme nationale à l'horizon 2025	Nombre	2021	0,0	0,0	6,0	11,0	15,0	20,0	ATD/MENTD
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	Faire du Togo un hub digital	Hub digital (Djanta Tech hub) opérationnel	Oui/Non	2021	0,0	0,0	0,0	Oui	Oui	Oui	ATD/MENTD
			Nombre d'entreprises (start-up) incubées au sein du Djanta Tech Hub	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	5,0	10,0	15,0	ATD/MENTD

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD	38 163	106 759	51 500	140 216	51 500	141 747	51 500	144 451	51 500	146 256	154 500	432 454
P2	Infrastructures numériques et postales	Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale	20 706 669	17 001 086	612 478	817 478	19 129 507	5 334 507	0	4 650 000	0	9 760 000	19 129 507	19 744 507
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	1 504 409	1 506 409	15 794 984	15 829 689	20 411 126	8 953 295	14 586 757	7 809 590	8 044 680	20 763 951	43 042 563	37 526 836
Total des programmes			22 249 241	18 614 254	16 458 962	16 787 383	39 592 133	14 429 549	14 638 257	12 604 041	8 096 180	30 670 207	62 326 570	57 703 797

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	68 596	0	88 716	0	90 247	0	92 951	0	94 756	0	277 954	
Personnel	0	40 899	0	41 858	0	39 855	0	40 808	0	40 808	0	121 471	
Biens et Services	0	27 697	0	46 858	0	50 392	0	52 143	0	53 948	0	156 483	
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses en capital	38 163	38 163	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	38 163	38 163	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Total	38 163	106 759	51 500	140 216	51 500	141 747	51 500	144 451	51 500	146 256	154 500	432 454	

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	204 000	0	205 000	0	205 000	0	205 000	0	205 000	0	615 000
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	4 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0	15 000
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	600 000
Dépenses en capital	20 706 669	16 797 086	612 478	612 478	19 129 507	5 129 507	0	4 445 000	0	9 555 000	19 129 507	19 129 507
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	20 706 669	16 797 086	612 478	612 478	19 129 507	5 129 507	0	4 445 000	0	9 555 000	19 129 507	19 129 507
Investissement financés sur RI	12 000 000	12 000 000	612 478	612 478	19 129 507	5 129 507	0	4 445 000	0	9 555 000	19 129 507	19 129 507
Investissement financés sur RE	8 706 669	4 797 086	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	20 706 669	17 001 086	612 478	817 478	19 129 507	5 334 507	0	4 650 000	0	9 760 000	19 129 507	19 744 507

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 000	0	1 703 000	0	1 703 000	0	1 703 000	0	1 703 000	0	5 109 000
Biens et Services	0	2 000	0	3 000	0	3 000	0	3 000	0	3 000	0	9 000
Transferts Courants	0	0	0	1 700 000	0	1 700 000	0	1 700 000	0	1 700 000	0	5 100 000
Dépenses en capital	1 504 409	1 504 409	15 794 984	14 126 689	20 411 126	7 250 295	14 586 757	6 106 590	8 044 680	19 060 951	43 042 563	32 417 836
Projets d'investissement	1 504 409	1 504 409	15 794 984	14 126 689	20 411 126	7 250 295	14 586 757	6 106 590	8 044 680	19 060 951	43 042 563	32 417 836
Investissement financés sur RI	439 910	439 910	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000	3 390 244	3 390 244	7 324 400	7 324 400	13 714 644	13 714 644
Investissement financés sur RE	1 064 499	1 064 499	13 794 984	12 126 689	17 411 126	4 250 295	11 196 513	2 716 346	720 280	11 736 551	29 327 919	18 703 192
Total	1 504 409	1 506 409	15 794 984	15 829 689	20 411 126	8 953 295	14 586 757	7 809 590	8 044 680	20 763 951	43 042 563	37 526 836

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	12 478 073	12 752 669	2 663 978	4 660 694	22 181 007	10 179 254	3 441 744	9 887 695	7 375 900	18 933 656	32 998 651	39 000 605
Hors Projets	38 163	312 759	51 500	2 048 216	51 500	2 049 747	51 500	2 052 451	51 500	2 054 256	154 500	6 156 454
Projets	12 439 910	12 439 910	2 612 478	2 612 478	22 129 507	8 129 507	3 390 244	7 835 244	7 324 400	16 879 400	32 844 151	32 844 151
Financement extérieur	9 771 168	5 861 585	13 794 984	12 126 689	16 641 126	3 480 295	10 296 513	1 816 346	0	11 016 271	26 937 639	16 312 912
Dons	466 776	466 776	13 794 984	12 126 689	0	1 668 295	0	0	0	0	0	1 668 295
Banque Mondiale	466 776	466 776	13 794 984	12 126 689	0	1 668 295	0	0	0	0	0	1 668 295
Emprunts	9 304 392	5 394 809	0	0	16 641 126	1 812 000	10 296 513	1 816 346	0	11 016 271	26 937 639	14 644 617
Banque Mondiale	9 304 392	5 394 809	0	0	16 641 126	1 812 000	10 296 513	1 816 346	0	11 016 271	26 937 639	14 644 617
TOTAL DE FINANCEMENT	22 249 241	18 614 254	16 458 962	16 787 383	38 822 133	13 659 549	13 738 257	11 704 041	7 375 900	29 949 927	59 936 290	55 313 517

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	274 596	0	1 996 716	0	1 998 247	0	2 000 951	0	2 002 756	0	6 001 954
Personnel	0	40 899	0	41 858	0	39 855	0	40 808	0	40 808	0	121 471
Biens et Services	0	33 697	0	54 858	0	58 392	0	60 143	0	61 948	0	180 483
Transferts Courants	0	200 000	0	1 900 000	0	1 900 000	0	1 900 000	0	1 900 000	0	5 700 000
Dépenses en capital	22 249 241	18 339 658	16 458 962	14 790 667	39 592 133	12 431 302	14 638 257	10 603 090	8 096 180	28 667 451	62 326 570	51 701 843
Dépenses d'investissement	38 163	38 163	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	22 211 078	18 301 495	16 407 462	14 739 167	39 540 633	12 379 802	14 586 757	10 551 590	8 044 680	28 615 951	62 172 070	51 547 343
Investissement financés sur RI	12 439 910	12 439 910	2 612 478	2 612 478	22 129 507	8 129 507	3 390 244	7 835 244	7 324 400	16 879 400	32 844 151	32 844 151
Investissement financés sur RE	9 771 168	5 861 585	13 794 984	12 126 689	17 411 126	4 250 295	11 196 513	2 716 346	720 280	11 736 551	29 327 919	18 703 192
Total des programmes par nature	22 249 241	18 614 254	16 458 962	16 787 383	39 592 133	14 429 549	14 638 257	12 604 041	8 096 180	30 670 207	62 326 570	57 703 797

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	5	6 014	5	3 488	8	2 592	8	2 654	8	2 654
Catégorie A2	2	2 406	2	1 395	9	2 916	9	2 986	9	2 986
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	2	2 406	2	1 395	2	648	2	664	2	664
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	25	30 072	44	30 696	64	20 737	64	21 234	64	21 233
Volontaires	0	0	7	4 883	40	12 961	40	13 271	40	13 271
TOTAL	34	40 899	60	41 858	123	39 855	123	40 808	123	40 808

3.2.31. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)

Le ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République (MDHFCRIR), dans ses attributions, met en œuvre la politique de l'Etat en matière de droits de l'homme, de démocratie, de citoyenneté et des relations avec les institutions de la République. Pour ce faire, il doit i) veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme, au raffermissement des principes démocratiques et à la consolidation de la démocratie, ii) mettre en œuvre les programmes de promotion de la citoyenneté, iii) contribuer au renforcement de la cohésion et de l'unité nationales, iv) renforcer l'appui aux institutions de la République et v) renforcer l'efficacité des institutions de la République.

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités au sein du ministère, a été marquée par un manque de ressources financières entraînant donc une faible mise en œuvre des activités programmées. Cette situation est due aux conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays. Cependant, des activités ont pu être réalisées, notamment la présentation du rapport du Togo sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la mission conjointe de l'Union des conseils économiques et sociaux et des institutions similaires des États et gouvernements membres de la Francophonie dans le cadre de l'opérationnalisation du Conseil économique et social (CES), l'appui à l'élaboration/révision et à l'adoption des textes des institutions de la République. La mise en œuvre de ces activités permet d'avoir un impact positif sur la performance du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ces défis sont en lien avec le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme, la gouvernance démocratique et la paix, le renforcement de la prévention des conflits, la promotion d'une citoyenneté responsable, le renforcement de l'efficacité des institutions de la République et l'opérationnalisation d'autres institutions constitutionnelles (CES, Haute cour de justice, Sénat).

Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la lutte contre l'extrémisme religieux, le terrorisme, les inégalités sociales, l'insécurité auxquels les sociétés sont constamment confrontées. De même, le ministère devrait lutter davantage contre l'incivisme et la dépravation des mœurs qui fragilisent la réalisation des droits de l'homme et mettent à mal l'avènement de sociétés pacifiques, l'injustice et le développement anarchique des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les cinq (5) programmes déclinés en douze (12) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR ; (ii) Droits de l'homme ; (iii) Consolidation de la démocratie et de la paix ; (iv) Citoyenneté ; (v) Relations avec les institutions de la République.

Globalement, les cinq (5) programmes du MDHFCRIR sont projetés à 614.972.000 FCFA en 2024 ; 619.806.000 FCFA en 2025 et 589.591.000 FCFA en 2026.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR	Taux d'exécution physique des programmes du MDHFCRIR	%	2021	85,0	86,0	90,0	90,0	92,0	94,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MDHFCRIR	%	2021	33,0	33,0	37,0	37,0	41,0	41,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Renforcer les capacités opérationnelles du MDHFCRIR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	87,0	90,0	92,0	95,0	97,0	98,0	SG
			Taux de satisfaction du personnel par rapport au management des premiers responsables	%	2021	92,0	94,0	95,0	96,0	98,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2021	50,0	50,0	50,0	50,0	60,0	60,0	DRH
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2021	25,0	30,0	50,0	55,0	60,0	60,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financière	Taux d'exécution du budget	%	2021	96,0	96,0	96,0	96,0	98,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du PPM	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion de bases de données mises à jour par mois	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CC
			Proportion de plateformes opérationnelles	%	2021	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	90,0	CC
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production de statistiques de suivi et l'évaluation des actions du MDHFCRIR	Proportion de rapports produits dans les délais	%	2021	75,0	75,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DPSE
			Proportion des documents budgétaires élaborés dans les délais	%	2021	65,0	75,0	85,0	90,0	100,0	100,0	DPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion du personnel formé sur le genre	%	2021	ND	75,0	80,0	85,0	90,0	90,0	Cellule focale genre
P2	Droits de l'homme	Renforcer l'effectivité des droits de l'homme	Indice de sensibilité des institutions aux droits de l'homme	%	2021	0,0	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DLPDH
A2.1	Promotion des droits de l'homme	Améliorer la connaissance des principes et valeurs des droits de l'homme	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de droits de l'homme	%	2021	77,0	78,0	79,0	80,0	82,0	84,0	DPDH
A2.2	Protection des droits de l'homme	Contribuer à la protection des droits de l'homme	Pourcentage des cas d'allégations de violation de droits de l'homme étudiés dans le cadre du monitoring	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DLPDH
			Pourcentage des recommandations acceptées mises en œuvre au titre du nouveau cycle de l'EPU	%	2021	90,0	20,0	30,0	40,0	50,0	60,0	DPLPDH
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	Taux de participation aux processus électoraux	%	2020	76,0	0,0	65,0	65,0	77,0	77,0	DRD
			Pourcentage de personnes ayant recours aux mécanismes de règlement de conflits	%	0	0,0	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DPC
A3.1	Gouvernance démocratique	Promouvoir la culture démocratique	Proportion d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance des principes, valeurs démocratiques et en matière de participation citoyenne	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DRD
A3.2	Prévention des conflits	Renforcer la prévention des conflits	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de prévention des conflits	%	2021	95,0	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P4	Citoyenneté	Promouvoir une citoyenneté responsable	Taux d'incivisme	%	0	0,0	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DFC
A4.1	Education à la citoyenneté	Renforcer l'éducation à la citoyenneté	Pourcentage d'acteurs formés qui sensibilisent leur base sur les valeurs de citoyenneté	%	2021	87,0	90,0	92,0	93,0	95,0	96,0	DFC
P5	Relation avec les institutions de la République	Contribuer à l'efficacité des institutions de la République	Taux de traitement de saisines des institutions de la République	%	2021	30,0	30,0	40,0	40,0	50,0	55,0	DRIR
A5.1	Appui aux institutions de la République	Renforcer les capacités institutionnelles, fonctionnelles et organisationnelles des institutions de la République	Pourcentage d'institutions ayant bénéficié d'un appui institutionnel/organisation	%	2021	23,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	DRIR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR	50 000	328 017	51 500	280 347	51 500	402 523	51 500	400 782	51 500	374 905	154 500	1 178 210
P2	Droits de l'homme	Renforcer l'effectivité des droits de l'homme	0	25 336	0	40 989	0	41 966	0	42 981	0	44 326	0	129 273
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	0	46 498	0	23 347	0	21 745	0	22 778	0	20 038	0	64 561
P4	Citoyenneté	Promouvoir une citoyenneté responsable	0	46 151	0	109 814	0	109 459	0	112 470	0	108 291	0	330 220
P5	Relation avec les institutions de la République	Contribuer à l'efficacité des institutions de la République	0	17 095	0	38 184	0	39 279	0	40 795	0	42 031	0	122 105
Total des programmes			50 000	463 097	51 500	492 681	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591	154 500	1 824 369

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	278 017	0	228 847	0	351 023	0	349 282	0	323 405	0	1 023 710
Personnel	0	178 202	0	116 823	0	118 619	0	114 042	0	83 906	0	316 567
Biens et Services	0	99 815	0	112 024	0	212 404	0	215 240	0	219 499	0	647 143
Transferts Courants	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	50 000	328 017	51 500	280 347	51 500	402 523	51 500	400 782	51 500	374 905	154 500	1 178 210

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	25 336	0	40 989	0	41 966	0	42 981	0	44 326	0	129 273
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	10 829	0	33 306	0	34 351	0	35 212	0	36 256	0	105 819
Biens et Services	0	14 507	0	7 683	0	7 615	0	7 769	0	8 070	0	23 454
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	25 336	0	40 989	0	41 966	0	42 981	0	44 326	0	129 273

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	46 498	0	23 347	0	21 745	0	22 778	0	20 038	0	64 561
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	33 486	0	15 602	0	14 063	0	14 867	0	11 821	0	40 751
Biens et Services	0	13 012	0	7 745	0	7 682	0	7 911	0	8 217	0	23 810
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	46 498	0	23 347	0	21 745	0	22 778	0	20 038	0	64 561

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	46 151	0	109 814	0	109 459	0	112 470	0	108 291	0	330 220
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	66 324	0	66 347	0	68 170	0	63 291	0	197 808
Biens et Services	0	46 151	0	43 490	0	43 112	0	44 300	0	45 000	0	132 412
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	46 151	0	109 814	0	109 459	0	112 470	0	108 291	0	330 220

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	17 095	0	38 184	0	39 279	0	40 795	0	42 031	0	122 105
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	22 428	0	23 660	0	23 990	0	25 031	0	72 681
Biens et Services	0	17 095	0	15 756	0	15 619	0	16 805	0	17 000	0	49 424
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	17 095	0	38 184	0	39 279	0	40 795	0	42 031	0	122 105

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	50 000	463 097	51 500	492 681	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591	154 500	1 824 369
Hors Projets	50 000	463 097	51 500	492 681	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591	154 500	1 824 369
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	50 000	463 097	51 500	492 681	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591	154 500	1 824 369

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	413 097	0	441 181	0	563 472	0	568 306	0	538 091	0	1 669 869
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	222 517	0	254 483	0	257 040	0	256 281	0	220 305	0	733 626
Biens et Services	0	190 580	0	186 698	0	286 432	0	292 025	0	297 786	0	876 243
Transferts Courants	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	51 500	154 500	154 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	50 000	463 097	51 500	492 681	51 500	614 972	51 500	619 806	51 500	589 591	154 500	1 824 369

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2022		2023		2024		2025		2026	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	19	68 191	18	83 285	21	88 489	21	89 698	19	72 169
Catégorie A2	12	43 068	12	55 524	14	58 993	13	55 528	13	49 379
Catégorie A3	3	10 767	3	13 881	2	8 428	2	8 543	2	7 597
Catégorie B	10	35 890	10	46 270	11	46 351	11	46 985	11	41 782
Catégorie C	9	32 301	7	32 389	8	33 710	8	34 171	8	30 387
Catégorie D	3	10 767	1	4 627	1	4 214	1	4 271	1	3 798
Contractuels	2	7 178	1	4 627	1	4 214	1	4 271	1	3 798
Volontaires	4	14 356	3	13 881	3	12 641	3	12 814	3	11 395
TOTAL	62	222 517	55	254 483	61	257 040	60	256 281	58	220 305

4. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

4.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNAFPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	Proportion d'acteurs formés	%	2019	113,5	57,3	60,5	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
			Taux de satisfaction des bénéficiaires	%	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.1	Coordination des actions du FNAFPP	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	%	2019	45,0	77,0	80,0	95,0	98,0	100,0	FNAFPP
A1.2	Financement des projets souples de formation	Renforcer les capacités techniques et professionnelles des acteurs économiques	Proportion des acteurs économiques ayant bénéficié des financements pour la formation	%	2019	103,4	106,0	70,3	90,0	90,0	95,0	FNAFPP
A1.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	Améliorer les capacités opérationnelles des bénéficiaires des formations de type dual coopératif et innovantes	Proportion d'apprentis formés dans le dual coopératif	%	2019	100,0	100,0	0,0	90,0	90,0	100,0	FNAFPP
			Proportion des jeunes formés dans les formations innovantes	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Programme /Actions	Objectifs des programmes / actions	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	A E	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636
A1.1	Coordination des actions du FNAFPP	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	74 511	332 740	0	117 674	135 000	662 000	109 000	566 289	41 000	507 347	285 000	1 735 636
A1.2	Financement des projets souples de formation	Renforcer les capacités techniques et professionnelles des acteurs économiques	0	703 343	0	91 326	0	585 000	0	1 539 500	0	1 816 500	0	3 941 000
A1.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	Améliorer les capacités opérationnelles des bénéficiaires des formations de type dual coopératif et innovantes	0	300 523	0	59 580	0	585 000	0	686 000	0	800 000	0	2 071 000
TOTAL BUDGET			74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 262 095	0	268 579	0	1 697 000	0	2 682 789	0	3 082 847	0	7 462 636
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	88 277	0	44 227	0	157 050	0	190 539	0	192 597	0	540 186
Biens et Services	0	1 173 818	0	224 352	0	1 539 950	0	2 492 250	0	2 890 250	0	6 922 450
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	74 511	74 511	0	0	135 000	135 000	109 000	109 000	41 000	41 000	285 000	285 000
Dépenses d'investissement	74 511	74 511	0	0	135 000	135 000	109 000	109 000	41 000	41 000	285 000	285 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636

Tableau n°4 : Sources de financement du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636
Hors Projets	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	74 511	1 336 606	0	268 579	135 000	1 832 000	109 000	2 791 789	41 000	3 123 847	285 000	7 747 636

4.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FSDH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable	Proportion d'appuis accordés dans le cadre de la promotion immobilière	pourcentage	2021	73,78%	78,46%	80,00%	80,00%	88,00%	90,00%	FSDH
A1.1	Coordination des actions du Fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	pourcentage	2021	55,0	91,0	80,0	95,0	95,0	95,0	FSDH
A1.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	Faciliter la mise en œuvre des projets de logements décents à coût abordable	Nombre de logements construits par an avec l'appui du Fonds	Nombre	2021	438,0	26,0	500,0	500,0	500,0	500,0	FSDH
			Superficie de terrains acquis par an	hectares	2021	5,0	7,0	5,0	5,0	5,0	5,0	FSDH

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Programme /Actions	Objectifs des programmes / actions	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398
A1.1	Coordination des actions du Fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	65 666	198 161	17 500	253 383	92 000	382 443	92 000	383 693	92 000	388 693	276 000	1 154 830
A1.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	Faciliter la mise en œuvre des projets de logements décents à coût abordable	1 175 921	1 232 679	1 529 789	1 590 689	813 719	902 319	2 250 896	2 338 096	2 577 954	2 665 154	5 642 568	5 905 568
TOTAL			1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	189 253	0	296 783	0	379 043	0	378 893	0	383 893	0	1 141 830
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	68 656	0	99 033	0	117 733	0	106 533	0	106 533	0	330 799
Biens et Services	0	120 597	0	197 750	0	261 310	0	272 360	0	277 360	0	811 031
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 241 587	1 241 587	1 547 289	1 547 289	905 719	905 719	2 342 896	2 342 896	2 669 954	2 669 954	5 918 568	5 918 568
Dépenses d'investissement	1 241 587	1 241 587	1 547 289	1 547 289	905 719	905 719	2 342 896	2 342 896	2 669 954	2 669 954	5 918 568	5 918 568
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398

Tableau n°4 : Sources de financement du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398
Hors Projets	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 241 587	1 430 840	1 547 289	1 844 072	905 719	1 284 762	2 342 896	2 721 789	2 669 954	3 053 847	5 918 568	7 060 398

4.3. Fonds national de développement forestier (FNDF)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNDF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	Appui au financement pour la gestion durable des forêts	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	Part du fonds allouée au financement de l'extension du couvert végétal	%	2022	92,0	69,0	70,0	75,0	76,0	76,0	RAF FNDF
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Améliorer le cadre de financement du fonds	Taux d'exécution financière	%	2021	96,0	96,2	99,0	99,0	99,0	99,0	RAF FNDF
A1.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	Montant de financement octroyé	millier de F CFA	2021	430 898,7	457 015,7	475 000,0	502 320,0	502 320,0	502 320,0	COMITE DE GESTION DU FNDF

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Programme /Actions	Objectifs des programmes / actions	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Appui au financement pour la gestion durable des forêts	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Améliorer le cadre de financement du fonds	0	24 466	0	142 104	0	153 710	0	153 710	0	153 710	0	461 129
A1.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	450 534	450 534	241 108	332 896	240 200	348 610	240 200	348 610	240 200	348 610	720 600	1 045 831
TOTAL BUDGET DES PROGRAMMES			450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Dépenses ordinaires	0	24 466	0	233 892	0	262 120	0	262 120	0	262 120	0	786 360	
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Biens et Services	0	24 466	0	233 892	0	262 120	0	262 120	0	262 120	0	786 360	
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses en capital	450 534	450 534	241 108	241 108	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	720 600	720 600
Dépenses d'investissement	450 534	450 534	241 108	241 108	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	240 200	720 600	720 600
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960	

Tableau n°4 : Sources de financement du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960
Hors Projets	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	450 534	475 000	241 108	475 000	240 200	502 320	240 200	502 320	240 200	502 320	720 600	1 506 960

4.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FPDT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2022	2023	2024	2025	2026	
P1	FONDS DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	Financer les actions de développement et de promotion du tourisme	Taux de couverture des besoins en financement	%	2020	80,0	81,0	90,0	95,0	98,0	98,0	FPDT
A4.1	Coordination des actions du fonds	Rendre plus efficaces et efficaces les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du PTBA du fonds	0	2020	100,0	81,0	89,0	90,0	93,0	95,0	FPDT
A4.2	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique	Appuyer financièrement les activités du secteur du tourisme	Taux d'exécution du budget du fonds	0	2020	99,0	98,0	98,0	98,0	98,0	98,0	FPDT

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Programme /Actions	Objectifs des programmes / actions	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
P4	FONDS DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	Financer les actions de développement et de promotion du tourisme	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000
A4.1	Coordination des actions du fonds	Rendre plus efficaces et efficaces les différents organes du Fonds	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000
A4.2	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique	Appuyer financièrement les activités du secteur du tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL BUDGET DES PROGRAMMES			118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	146 074	0	195 236	0	275 000	0	275 000	0	275 000	0	825 000
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	27 844	0	26 386	0	27 150	0	27 150	0	27 150	0	81 450
Biens et Services	0	118 230	0	168 850	0	247 850	0	247 850	0	247 850	0	743 550
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	118 631	118 631	304 764	304 764	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	912 000	912 000
Dépenses d'investissement	118 631	118 631	304 764	304 764	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	304 000	912 000	912 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000

Tableau n°4 : Sources de financement du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2022		2023		2024		2025		2026		Total 2024 - 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000
Hors Projets	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	118 631	264 705	304 764	500 000	304 000	579 000	304 000	579 000	304 000	579 000	912 000	1 737 000

CONCLUSION

L'élaboration du budget programme de l'Etat 2024-2026 intègre la démarche de la gestion axée sur les résultats dont le vote renforcera la mise en œuvre des réformes en matière d'exécution, de comptabilisation et de suivi-évaluation des dépenses et des recettes publiques.

Sur le plan technique, les travaux ont permis de mesurer le niveau d'adéquation entre les documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et les projets annuels de performance (PAP) encore appelés budget programme et les politiques publiques tout en veillant à la prise en compte des actions prioritaires de la feuille de route gouvernementale, Togo 2025. Ainsi, le budget programme 2024-2026, qui est en cohérence parfaite avec le référentiel national ci-dessus mentionné, est le fruit des efforts soutenus consentis par les acteurs budgétaires des ministères et institutions de la République.

Dans cette optique, des actions de réformes seront renforcées afin d'assurer une exécution conforme aux résultats prévus dans le budget programme et qui sera sanctionnée par un reporting budgétaire et comptable ainsi que les rapports annuels de performance.